



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 19 décembre 2019**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019
Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

103. Compensation carbone de l'ensemble des déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants depuis 2014
1. Tramway 5ème ligne - Projet de modification de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis de la commune au titre de l'article L.122-1 du code de l'environnement - Avis du Conseil municipal
 2. Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
 3. ZAC de la Pompignane - Bilan de la participation du public par voie électronique
Approbation du dossier de création de la ZAC
 4. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer (secteur sud) - Mise à disposition du dossier d'évaluation environnementale : synthèse des observations et de la participation du public par voie électronique - Programme des équipements publics de la ZAC - Dossier de réalisation de la ZAC – Approbation
 5. Quartier Prés d'Arènes - ZAC de la Restanque - Programme des équipements publics de la ZAC
Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation
 6. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 3f - ACM Habitat
 7. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5a1 - M&A Promotion
 8. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5a2 - ACM Habitat
 9. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5e1 - ERILIA pour le compte de l'association LEPIC&COLL&CALM

10. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5e2 - ACM Habitat
11. ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Lot VIII.b1 - SCCV Montpellier TECH POWER
12. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°21 - URBIS REALISATIONS
13. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot 22a1 - ACM Habitat
14. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot 22a2 - FDI Promotion
15. ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature - Lot A2 - ACM Habitat
16. Concession d'aménagement "Réaménagement du quartier de la Pompignane" - ZAC de la Pompignane- Secteur Coeur de quartier - Agrément de candidature de la SCI "Pompignane Développement" en vue d'une cession foncière
17. Quartier Port Marianne - ZAC Blaise Pascal - Suppression de la ZAC
18. ZAC Port Marianne-République - Cession de terrains à la SA3M - Avenue Raymond Dugrand et avenue Nina Simone
19. Acquisition d'un terrain - Rue de Ferran, Montpellier - Propriété de Madame Ollivia GASTANAGA
20. Bail emphytéotique relatif à l'occupation du stade de l'Abbé Prévost, rue Beauséjour- Ville de Montpellier / SA Enclos Saint François de la Pierre Rouge - Approbation - Autorisation de signature
21. Transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complément d'assiette foncière nécessaire à l'extension du complexe funéraire Saint Etienne
22. Demande de suppression de cahier des charges de lotissement - Parcelle EY n°421 - Rue du Moulin des Sept Cans
23. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour Tous
24. Cité Educative Montpellier Mosson - Attributions de subventions - Année scolaire 2019-2020
25. Réalisation d'un groupe scolaire ZAC Pierres Vives, quartier de la Mosson - Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions
26. Carte scolaire - Rentrée 2020-2021 - Modification suite à l'ouverture de l'école Joan Miro

27. Convention de financement entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE) - Autorisation de signature
28. Dépôt de demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) 2020
29. Accueils de Loisirs associatifs - Conventionnement de places avec la Ville de Montpellier au profit de l'association Pratiques éducatives et Plaisirs sportifs (PePs)
30. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP - Participation financière pour le jeu-concours "L'avenir s' imagine"- 16ème édition
31. Réalisation d'équipements sportifs dans le Parc Montcalm - Demande de subventions
32. Site BMX Freestyle provisoire - Convention de mise à disposition entre la Fédération Française de Cyclisme et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
33. Rapport sur la Politique de la Ville 2018
34. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019
35. Partenariat entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault - Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022
36. Partenariat Ville de Montpellier - Structures associatives de la Petite Enfance dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022
37. Convention d'objectifs relative à une action de soutien à la parentalité entre la Ville de Montpellier et la Maison départementale des solidarités du Montpelliérain - Service territorial PMI Ecusson
38. Classement de la Ville de Montpellier en commune touristique - Renouvellement de la demande
39. Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions
40. Modalités d'attribution et d'exercice des dérogations à l'heure légale de fermeture pour les débits de boissons et restaurants
41. Convention d'occupation du domaine public - Restaurant-Bar-Buvette Parc Zoologique de Lunaret - Désignation de l'occupant
42. Jardins familiaux Les Grands Grès - Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit
43. Montpellier Contemporain (MoCo) - Convention de financement - Exercice 2020

44. Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Avenant à la convention pluriannuelle pour l'année scolaire 2019-2020 - Demande de subvention à la DRAC
45. Programmation des lieux d'art de la Ville de Montpellier - Saison 2020
46. Appel à projets d'exposition pour la saison 2020-2021 de l'espace Saint Ravy
47. Mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain (MoCo) - Avenant n°1 relatif à la mise à disposition d'une licence de 3ème catégorie de débit de boissons
48. Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée
49. Élections - Rémunération des personnels lors des consultations électorales
50. Adhésion de la Ville de Montpellier à l'Alliance franco-suédoise pour un urbanisme durable
51. Signature de la Déclaration de Durban et adhésion de la Ville de Montpellier au Global Parliament of Mayors
52. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2019
53. Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Fonds d'Urgence Climatique - Création – Adoption
54. Budget 2019 - Décision modificative n°2 – Adoption
55. Budget - Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020
56. Fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole – Adoption
57. Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019
58. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement RESTANQUE - 6 500 000 € - Exercice 2019
59. Tarifs pour la Ville de Montpellier
60. Représentations du Conseil municipal – Désignations

61. Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées – Modification
62. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2019
63. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2020
64. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité" - Exercice 2020
65. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2020
66. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2020
67. Attributions de subventions Classes de Découverte Vertes/Neige - Exercice 2020
68. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat Sports" - Exercice 2020
69. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2020
70. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2020
71. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2020
72. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2020
73. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2020
74. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2020
75. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Économie" - Exercice 2020
76. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Écologie urbaine" - Exercice 2020
77. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Droit des Femmes" et "Santé" - Exercice 2020
78. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2020
79. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre notre commune la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC)
80. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de Prestations Services Traiteurs - Autorisation de signature

81. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Stationnement sur voirie – Approbation
82. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Henri Salvador – Approbation
83. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 DSP Fourrière Automobile – Approbation
84. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Joséphine Baker- Approbation
85. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2018) - Avenant n° 2
86. Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maitrise d'Ouvrage Déléguée Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2018
87. Occupation irrégulière au 1457, rue du Pioch de Boutonnet - Protocole d'accord
88. Propriété Legs Guiraud - Démolition des bâtiments pour mise en sécurité du site - Autorisations d'urbanisme
89. Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2019
90. Octroi de la protection fonctionnelle à un Conseiller municipal
102. Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur le Maire de Montpellier
91. Convention mutualisée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2020-2022
92. Travaux réglementés des jeunes en situation de formation professionnelle au sein de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier – Dérogation
93. Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier - Direction du Secrétariat Général - Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions - Autorisation de signature
94. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg
95. Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle "Montpellier Contemporain"

96. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Sup Agro
97. Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole
98. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier
99. Modification du tableau des emplois et des effectifs – Approbation
100. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
101. Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 13 décembre 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 19 décembre 2019 à 17 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO.

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du jeudi 19 décembre 2019. Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de bien vouloir nous rejoindre pour l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Hommage à Ronan POINTEAU

Monsieur le Maire : Merci Mademoiselle BODKIN. Avant de procéder à l'ordre du jour, nous allons rendre hommage à Ronan POINTEAU, mort en opération au Mali, Montpelliérain, avec Madame la Députée Patricia MIRALLES à qui je vais proposer de venir avec moi à la tribune pour lire le discours que nous avons préparé pour lui. Ensuite, nous décernerons un certain nombre de médailles de la Ville ainsi que des médailles de citoyen d'honneur à des personnalités de cette ville. Madame MIRALLES.

Ronan POINTEAU est né le 1^{er} octobre 1995 à Castres. Je salue sa famille, ses amis, qui sont présents à nos côtés aujourd'hui et les remercie d'être venus à la mairie de Montpellier. Nous sommes très honorés de leur présence.

Ronan POINTEAU est né le 1^{er} octobre 1995 à Castres. Sa famille vient s'établir dans l'Hérault où elle résidera à Lattes, Castelnau-le-Lez puis La Peyrade. Très jeune, il fréquente la ville de Montpellier. Adolescent, Ronan s'adonne à sa passion, le skateboard, à Grammont ou sur la place Albert I^{er}. Puis, il fait de nouvelles connaissances dans le milieu du street art et se découvre une seconde passion : le graffiti. Certaines de ses œuvres sont visibles sur les quais du Verdanson. Parallèlement, il poursuit des études de commerce et effectuera ses stages dans deux boutiques montpelliéraines : Popular skateshop et Concept store.

En juin 2016, il souscrit un contrat d'EVAT au premier régiment de spahis à Valence et se distingue d'emblée en se classant parmi les meilleurs. Sportif aguerri et endurant, il a le goût de l'effort et se montre très à l'aise sur le terrain. Il est affecté au deuxième escadron en tant que chargeur sur AMX 10RC. Il est élevé à la distinction de 1^{ère} classe en décembre 2016. En 2018, il change de spécialité et évolue sur véhicule blindé léger en tant que cavalier porté. Il est alors affecté au 1^{er} escadron. De février à juin 2018, il effectue une première mission au Tchad au sein de l'opération Barkhane en tant que tireur de précision. Il y confirme ses excellentes qualités militaires de courage, de discipline et de fraternité d'armes.

Promu brigadier en janvier 2019, il rejoint le Mali en octobre 2019 pour une nouvelle mission au sein de l'opération Barkhane. Titulaire de la médaille de la Défense nationale échelon bronze agrafes Arme blindée, cavalerie et mission opération extérieure, il est également décoré de la médaille Outre-mer agrafe Sahel et de la médaille de la Protection militaire agrafe Sentinelle.

Au cours de ses missions militaires, deux marques de son attachement à notre ville l'accompagnent : le drapeau de la Ville de Montpellier et un patch du MHSC dont il était un fervent supporter. Le 2 novembre 2019, un véhicule blindé léger de la force Barkhane assurant la protection d'un convoi entre Gao et Ménaka, engagé dans une opération dans le Liptako, a été frappé par la déflagration d'un engin explosif. Malgré son évacuation rapide sur l'antenne chirurgicale de Gao, le brigadier Ronan POINTEAU du premier régiment de spahis décède. Il était âgé de 24 ans. Cette action sera revendiquée dans la soirée par le groupe djihadiste État islamique.

A sa famille présente ce soir, à ses amis, le Conseil municipal adresse ses plus sincères condoléances. Afin d'honorer sa mémoire et de permettre à ceux qui l'ont connu de se recueillir, la Ville de Montpellier a décidé d'apposer une plaque commémorative sur le mur de l'annexe du conservatoire dans le square de la cathédrale où il se réunissait souvent avec ses amis, lieu qu'il avait baptisé « guinguette ». À l'occasion de la pose cette plaque, et si la famille nous y autorise, nous ferons de Ronan POINTEAU, à titre posthume, un citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. Je vous remercie.

Applaudissements.

Je vais demander à ce que notre hymne national retentisse une nouvelle fois dans cet hémicycle après la minute de silence que je vous invite à partager.

Le Conseil municipal observe une minute de silence.

Je vous remercie. Nous allons saluer la famille de Ronan POINTEAU.

Remise de médailles

Yassine et Amin FAEZ, Médaille de la Ville

Monsieur SULTAN, Médaille Citoyen d'honneur de la Ville

Mme CANAC-BOUDARD, Médaille citoyenne d'honneur de la Ville

Mme PERIDIER, Médaille citoyenne d'honneur de la Ville

Monsieur le Maire : Ainsi va la vie. Les moments de tristesse se succèdent avec des moments plus joyeux. C'est ainsi le sort de l'humanité. Nous allons passer à des préoccupations qui relatent la vie de notre Commune et qui honorent des personnes qui lui apportent à la fois sa reconnaissance locale et sa reconnaissance nationale voire internationale. Ce soir, nous avons choisi d'accorder la médaille de la Ville à deux jeunes garçons, Amin et Yassine FAEZ à qui je vais demander de venir avec leur maman et leur papa.

Applaudissements.

C'est avec un grand plaisir que nous allons décerner la médaille de la Ville à ces deux jeunes citoyens, frères jumeaux, prénommés Amin et Yassine, car si je leur dis $10 + 15 + 35 + 52 + 3 + 9 + 12 + 14$, ils me répondent 150 sans réfléchir.

Applaudissements.

En effet, ils sont capables de résoudre de tête une série d'additions de plusieurs dizaines de chiffres en quelques secondes, une multiplication de deux nombres à cinq chiffres, une division, une racine cubique... Enfin, des trucs qui effraient tout le monde. Ces deux jeunes collégiens sont des champions de calcul mental ; une passion pour laquelle leurs parents sont certainement pour quelque chose.

Ce sont deux génies des chiffres qui sont membres du Club de calcul mental de Montpellier qui a été fondé en 2017 en réponse au constat que quatre écoliers sur 10 connaissent des difficultés à la sortie de l'école primaire. Écoutez bien le palmarès : obtenant le prix Talents des quartiers 2017, dans la catégorie Association, le Club de calcul mental de Montpellier propose des cours ludiques sur les mathématiques, notamment la méthode Abacus qui s'apprend avec l'utilisation du boulier

japonais Soroban. Au Japon, cet art s'évalue sur une échelle de 12 grades comme pour les arts martiaux et l'on peut dire qu'en trois ans d'entraînement, Amin et Yassine ont déjà atteint un niveau de maîtrise impressionnant ainsi qu'un palmarès conséquent. En effet, en septembre 2018, ils se sont classés dans les 10 premiers lors de la Coupe du monde junior de calcul mental qui s'est déroulée à Bielefeld en Allemagne. De plus, pour cette huitième édition, les deux frères représentaient la France pour sa première participation. En novembre 2018, Lucky Calcul et El Calculador – ce sont leurs surnoms – ont fait une prestation remarquée dans l'émission *la France a un incroyable talent* qui leur vaudra aussi plusieurs passages dans des émissions télévisées.

Dernièrement, les deux frères ont brillé lors du quatrième championnat mondial arithmétique en calcul mental 2019 qui s'est déroulé en juin 2019 à Belgrade. Sur les 1 400 candidats, Amin a terminé troisième en calcul visuel et Yassine troisième en calcul écrit. Vous pouvez les applaudir.

Applaudissements.

Si leurs parents répètent souvent que ce n'est pas une question d'intelligence mais juste d'entraînement et que les deux collégiens évoquent l'entraînement quotidien – un bon quart d'heure tous les jours –, cela n'enlève rien à leur talent reconnu internationalement. Ces deux jeunes adolescents sont aussi passionnés par la lecture, le kung-fu et le foot. Yassine souhaite devenir chirurgien pédiatre et a obtenu le brevet des collèges en candidat libre alors qu'il était en cinquième. Amin souhaite devenir astronaute, arrive à calculer en même temps qu'il récite une poésie. Nous pouvons gager que ces deux frères sauront faire les bons calculs pour leur avenir.

Applaudissements.

Nous allons donc leur décerner la médaille de la Ville de Montpellier en les félicitant encore pour leur travail et leur capacité.

Applaudissements.

Messieurs Yassine et Amin FAEZ : Bonsoir Messieurs-Dames, je voulais remercier Monsieur le Maire de nous avoir accueillis à la mairie. Je le remercie aussi de nous avoir décerné des médailles d'honneur. Nous sommes très contents d'être avec vous à la mairie.

Durant nos compétitions, nous étions fiers de représenter la France et notre ville natale, Montpellier. Nous remercions donc beaucoup Monsieur le Maire et nos parents sans qui cela n'aurait pas été possible et qui nous rabâchent sans cesse de tout le temps travailler mais, c'est avec l'entraînement que l'on réussit. Aussi, au nom de notre association le Centre de calcul mental de Montpellier, je remercie la Mairie de nous avoir attribué des créneaux horaires pour les Maisons pour tous afin de partager cette passion avec d'autres élèves. À compter de ce jour, nous avons environ 100 élèves dans notre association.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : J'ai fait la connaissance de ces deux jeunes garçons lors de la dictée qui avait été proposée par Madame BOUALLAGA dans la salle des Rencontres. Voyez, nous avons tenu parole et vous aussi. Merci beaucoup.

Applaudissements.

Nous avons également choisi d'honorer un artisan de cette ville, présent depuis longtemps. Il s'agit de Roger SULTAN à qui je vais demander de venir.

Applaudissements.

Nous sommes très heureux de recevoir Roger SULTAN. Il est de coutume d'honorer les meilleurs artisans de la ville qui, au terme d'une longue carrière, prennent une retraite bien méritée. Toutefois, ce n'est pas son cas car il continue de travailler. C'est un passionné de travail. Avec vous, Monsieur SULTAN, nous avons affaire à un cas particulier car, on le verra, vous travaillez toujours pour les Montpelliérains. La notion de retraite est un sujet d'actualité mais pour vous, elle ne se matérialise pas puisque vous êtes tous les jours dans votre échoppe du centre-ville de Montpellier. Comme beaucoup de Montpelliérains, il faut vous rendre hommage ce soir.

Vous avez commencé votre vie de l'autre côté de la Méditerranée ; une vie de travail dans la carrière de bottier orthopédiste. Certains considèrent que vous êtes un simple cordonnier mais, vous êtes beaucoup plus que cela. Combien de Montpelliérains sont venus vous voir pour des pièces de cuivre, des rivets, des sacs, des chaussures, des bottines, des objets du quotidien. Comment devient-on bottier orthopédiste ? C'est, là aussi, une longue histoire de famille, comme d'autres que nous allons célébrer ce soir : un grand-père bottier, un père bottier, vous-même, votre frère et puis votre fils David qui a repris votre magasin rue du Palais. Cinq bottiers dans la famille, excusez du peu.

Dès 1952, à Oran, vous commencez votre carrière qui prend la forme d'un véritable sacerdoce parce que, nous ne parlons pas seulement de chaussures mais de bien plus que cela. Vous savez la place presque intime que représentent les chaussures, les objets animés à qui il faut donner une seconde vie. En 1962, après 10 ans d'une première vie, vous rentrez en métropole. Vous allez prendre votre part au développement de Montpellier qui va se transformer pour devenir la ville que nous connaissons tous aujourd'hui. En novembre 1962, le 22 novembre, jour de votre anniversaire – quel signe ! – vous ouvrez votre magasin au 13, rue du Palais des Guilhem au cœur de Montpellier. Un nouveau chapitre s'ouvre pour vous. Votre commerce fonctionne tout de suite très bien. Tous les Montpelliérains, qui sont entrés chez vous un jour, ont tout de suite senti votre passion pour votre métier. Vous aviez tout dans votre magasin. Vous avez tout dans votre magasin encore aujourd'hui. Cette passion familiale perdure et le bouche-à-oreille fonctionne de la même façon : un problème de chaussures et les Montpelliérains glissent votre nom pour le régler. Aujourd'hui encore, vous travaillez rue du Palais des Guilhem aux côtés de votre fils Davy. 1952–2019, plus de 65 ans de travail, cela peut paraître incroyable mais vous êtes toujours en place aujourd'hui dans votre magasin, inamovible et passionné.

Pour toutes ces raisons, Monsieur SULTAN, cher Roger, j'ai l'honneur de vous faire citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier en vous remettant ce soir la médaille de la Ville. Vous pouvez l'applaudir.

Applaudissements.

Cette médaille porte votre nom et représente les armes de la Ville.

Monsieur Roger SULTAN : Je remercie infiniment la Mairie de Montpellier d'avoir pensé à moi. C'est vrai que, personnellement, je n'y avais pas pensé du tout, compte tenu du fait que c'était le prolongement d'une vie de famille qui consistait en cette activité-là. Je remercie donc infiniment la Mairie et Monsieur le Maire.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Je vais appeler un autre nom connu de cette ville : Maguelonne CANAC-BOUDARD.

Applaudissements.

Je vais demander à Madame PEREZ de me rejoindre. Chère Maguelonne, il est venu le temps, ce soir, de vous recevoir ici. Je pourrais dire enfin, après toutes ces années où vous avez œuvré pour le commerce de Montpellier. Ce soir, c'est vous qui êtes devant le Conseil municipal mais, ce n'est pas seulement vous mais toute votre famille qui est honorée ce soir : la famille BOUDARD qui, depuis 1933, fait commerce au bas de la rue Foch à Montpellier. Le magasin de luminaires que vous avez tenu pendant 37 ans est un des magasins les plus anciens et les plus connus des Montpelliérains. Fondée par votre grand-père, Émile BOUDARD, en 1933, l'enseigne se spécialisa d'abord dans l'équipement de maison de l'époque car de luminaires, il n'y en avait point. Puis Jean et Brigitte BOUDARD, vos parents, reprirent l'affaire familiale. C'est votre mère qui développa le magasin BOUDARD et le spécialisa dans la décoration intérieure et donc, les luminaires.

D'abord étudiante et travaillant pendant vos vacances au magasin, le virus vous prit, vous aussi, Maguelonne. Les luminaires se mirent à décorer les intérieurs des Montpelliérains mais aussi la rue Foch elle-même que vous avez décorée. Dans cette partie de la rue Foch que Georges FRÊCHE appelait lui-même la rue de BOUDARD alors que des enseignes se développaient en périphérie, vous gardiez votre cap apportant du beau aux intérieurs, un credo dont vous ne vous êtes jamais départie. Conseils aux particuliers mais aussi des chantiers lumineux de plus grande ampleur (la Grande Brasserie, les Trois Grâces, des églises comme celle de La Grande Motte), vous avez rayonné sur tout le territoire du Grand Montpellier ; des qualités et un savoir-faire qui ont été reconnus au niveau national quand le secrétaire d'État au Commerce Monsieur Frédéric LEFEBVRE vous a remis le diplôme de Madame Commerce de France en 2010. Ce goût pour la décoration lumineuse des vitrines donna ensuite l'idée à la CCI, en 2013, de décorer toutes les vitrines de Montpellier comme la vôtre. Les illuminations de Montpellier étaient nées.

Aujourd'hui, vous avez assuré la pérennité de votre enseigne car un repreneur a tenu à faire perdurer la tradition des luminaires BOUDARD à Montpellier. C'est essentiel pour vous et c'est essentiel pour notre ville.

Pour toutes ces raisons auxquelles je joins celles des relations très amicales que nous pouvons avoir, très courtoises, Madame BOUDARD, chère Maguelonne, nous allons, avec Véronique PEREZ, vous faire citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Madame Maguelonne CANAC-BOUDARD : Merci Monsieur le Maire, Monsieur Philippe SAUREL, et merci au Conseil municipal. Vous m'avez donné beaucoup de qualités mais je n'ai sûrement pas celle de l'éloquence ; je ne suis pas très habituée à parler en public. En tout cas, je voulais vous remercier de me remettre cette distinction que j'accepte avec beaucoup de joie et de fierté. Je voudrais effectivement la dédier à grand-père qui s'est installé à Montpellier en 1933 au bas de la rue Foch, à mes parents – ma mère est ici présente – à mon mari, à mes deux enfants qui malheureusement n'ont pas pris la même voie que moi, à mes petits-enfants, à mes amis et à toute ma famille. Nous n'aurions pas pu rester autant d'années, si nous n'avions pas travaillé avec des équipes, avec des personnes qui nous ont accompagnés pendant très longtemps. Certaines sont

d'ailleurs ici aujourd'hui. Et, à tous les Montpelliérains qui pendant près de 90 ans, nous ont fait confiance. Je suis très fière car l'aventure continue. Je ne serai plus aux commandes mais la personne va continuer, je pense, dans le même sens.

Je vous remercie encore. Merci encore Monsieur le Maire et merci à Véronique de m'avoir permis de recevoir cette distinction. J'en profite pour vous souhaiter de bonnes fêtes de fin d'année et, à Monsieur le Maire, un prompt rétablissement.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Nous allons maintenant faire citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier – il n'y a que des dames ce soir à part les jeunes collégiens de tout à l'heure – Madame Sylvie RÄBER-KEEL.

Applaudissements.

C'est un grand plaisir de recevoir Sylvie RÄBER-KEEL ce soir et de saluer son action tout au cours de son parcours qu'elle a toujours mis au service de l'intérêt général. Le Conseil municipal et moi-même avons souhaité vous rendre hommage, chère Sylvie, à la fois pour saluer les 20 ans au cours desquels vous avez œuvré en tant que présidente fondatrice de l'association des Amoureux de Candolle mais aussi pour mettre en lumière l'engagement écologique dont vous avez fait preuve tout au long de votre vie.

Vous êtes née en Suisse. Vous arrivez à Paris à l'âge de trois ans à une période où notre capitale connaît une effervescence créative et intellectuelle. Est-ce d'avoir grandi entourée de personnalités engagées telles que votre beau-père François CAVANNA ou bien votre nature franche et passionnée qui guideront votre parcours ? Celui-ci, en effet, n'aura ni manquer d'humanité ni de détermination. Vous qui vous revendiquez citoyenne du monde avez choisi de consacrer votre vie à l'autre en pratiquant le métier d'infirmière, d'abord dans les Hautes-Pyrénées où dans la mouvance des années 70, vous avez décidé de vous établir pour retrouver la vie proche de la nature. À une époque où la préservation de l'environnement n'était pas un enjeu aussi répondu qu'aujourd'hui, vous participez là-bas à la création de la première coopérative bio de France.

C'est votre métier d'infirmière et la volonté de vous former à la musicothérapie qui vous conduiront à Montpellier en 1988 dans le quartier Candolle où vous fondez l'association les Amoureux de Candolle en 1999. Au cours de ces 20 années, vous n'avez eu de cesse de travailler à la préservation et à l'embellissement de ce quartier emblématique de Montpellier à la fois populaire et vivant. Qu'il s'agisse de la piétonisation, de la mise en œuvre du tri sélectif, de la création des jardins partagés et j'ajoute du plan de circulation lié à la quatrième ligne de tramway et aujourd'hui du programme de végétalisation et de fleurissement, vous avez été de tous les projets.

Accompagnée de votre fidèle Fahd TOUMA et de Roger ANTOINE, vous avez toujours œuvré au quotidien pour préserver le cadre de vie de votre quartier mais aussi pour perpétuer la convivialité et la solidarité si caractéristiques de Candolle. Plus qu'un simple relais entre la Mairie et les habitants, vous avez donné à tous la possibilité de participer à la vie du quartier, vous faisant fer de lance d'une démocratie participative qui n'en était qu'à ses prémices. Présidence ou présidente collégiale, comme vous aimez vous définir, d'une association qui compte aujourd'hui une centaine d'adhérents, vous pouvez, chère Sylvie, vous enorgueillir d'avoir mis en œuvre cette écologie du quotidien qui vous tient tant à cœur.

À l'heure où vous avez décidé de transmettre le flambeau, je souhaitais au nom du Conseil municipal vous rendre hommage car ce sont ces actions en faveur du bien commun et de l'intérêt général qui participent à la construction de la cité, fondent le vivre ensemble et renforcent le lien social. C'est avec beaucoup de plaisir et d'émotion que nous allons collectivement, collégialement, avec tout le Conseil municipal, vous faire citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Madame Sylvie RÄBER-KEEL : Merci beaucoup. Je vais peut-être un peu répéter ce qui a déjà été lu par Monsieur SAUREL mais, je n'ai pas envie de m'en priver. Voilà 30 ans, effectivement, en 1989, que je dégringolais de mes magnifiques montagnes pyrénéennes pour arriver en ville, et quelle ville : Montpellier. Ce fut pour moi un choc ; amoindri par l'atmosphère du quartier que je découvrais et où j'avais élu domicile dans un petit rez-de-chaussée que je baptisais ma grotte. Depuis mes montagnes, j'abandonnais un village niché au creux d'une vallée pour adopter un village encerclé par la ville. Tout y était apaisé, ralenti. Il y flottait en permanence un air festif ponctué par les accords des guitares de gitans ou par les vocalises et les envolées de violons s'échappant des fenêtres. Je suis tombée amoureuse de mon quartier et je ne l'ai plus quitté, malgré le confort relatif de ma grotte : j'ai nommé le quartier Candolle. Lorsque quelqu'un grimpait aux halles Laissac ou à la Comédie, on le hélait en ces termes : eh, tu montes en ville, marquant par là l'insularité de notre village en bas de la côte. Si on croisait un Candollien en ville, on l'embrassait comme si on ne s'était pas vu depuis 10 ans.

Dix ans. Eh oui, 10 ans après mon arrivée avec enfants, armes et bagages, m'étant entichée de mon cadre de vie, motivée par ce désir permanent d'agir sur mon environnement en rendant les rues et les places plus accueillantes et plus respirables, je fondais avec Fahd TOUMA, préoccupé par les nuisances nocturnes, une association : le comité de quartier des Amoureux de Candolle. Vingt ans après cette création, soit aujourd'hui, nous sommes, Fahd et moi, toujours fidèles, actifs mais parfois fatigués. Nous avons suscité, accompagné, initié, réclamé et obtenu moult réalisations, grandes et petites. Elles sont au nombre de 17. Faut-il que je vous en fasse un inventaire à la Prévert ? Ce n'est pas le lieu et je ne veux pas vous ennuyer.

Bien sûr, nous avons également œuvré pour la cohésion sociale à travers les fêtes en synergie avec les Gitans, toujours présents, les écoles, dont la Calandreta, et le Festival des fanfares, à travers également la mise en place de nombreuses activités socioculturelles dans notre local. Montpellier est une Ville qui valorise l'action, les initiatives individuelles et associatives en mettant en œuvre la démocratie participative et de proximité grâce aux Conseils de quartier auxquels je participe depuis leur création en 2001 et grâce aux réunions extra-municipales. Rien ne se fait du jour au lendemain. Tout est affaire de dialogue, de dossier, de patience et de compromis. Je remercie pour cela les élus et les services techniques.

Rien n'aurait été possible sans l'amour de mes filles, de mes petits-enfants et le soutien constant de mon compagnon. Tout cela n'aurait pas vu le jour sans l'investissement des différents trésoriers, Bruno FREGEAC, Charles, Roger ANTHOINE depuis 10 ans, des secrétaires, Françoise HAUUVUY, Fahd TOUMA, des informaticiens et photographes amateurs ; je pense à Seb, à Nicole MELEO. Ces trois dernières années, les Amoureux de Candolle se sont enrichis de nouveaux membres actifs et très créatifs. Je cite, entre autres, le tandem Claude GAVALDA et Christine RICHEBOIS. Grâce à leur inventivité, nous réalisons des fêtes qui, par leur originalité, ont un rayonnement sur toute la ville. Cette nouvelle équipe, dont Claude GAVALDA est la nouvelle présidente, s'investit actuellement dans la végétalisation du quartier et le tout nouveau jardin partagé tout en reprenant la dynamique de ces dernières années.

Aujourd'hui, la Ville désire reconnaître ces 20 ans d'engagement. J'en suis émue. Je remercie Monsieur le Maire et son Conseil municipal d'avoir toujours été à l'écoute, bienveillants, efficaces dans la mesure de leurs moyens. Je remercie Monsieur SAUREL et le Conseil municipal de m'attribuer la médaille de la Ville. Passé la surprise, je ne cache pas que cette reconnaissance met du baume sur l'aridité parfois de la tâche. Cette médaille, je la partage avec l'ensemble de l'association de ces 20 dernières années. Merci beaucoup.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : La dernière citoyenne d'honneur de ce soir porte le nom d'Yvette PERIDIER.

Applaudissements.

Honorer une enfant de la ville est parfois simple ; simple quand les faits valant cette reconnaissance au futur récipiendaire sont uniques ou circonstanciés. Ici, c'est ce que je vais m'astreindre à faire devant vous, les raisons d'honorer Madame Yvette PERIDIER sont multiples. Elle est née à Montpellier d'une famille très montpelliéraine. Elle appartient à la célèbre confrérie montpelliéraine les Barons de Caravètes dont elle est fondatrice. Pour certains, ce serait suffisant mais, pour Yvette, ce n'est que le début. Il pose cependant le cadre solide et historique de la personne.

Étudiante au lycée Clemenceau, après un détour par les lettres, c'est vers le droit qu'Yvette PERIDIER s'est destinée. Une passion qui la mènera loin. Une passion qui la lie à la Faculté de droit de Montpellier. Yvette PERIDIER a ainsi prêté serment d'avocat à Montpellier le 8 décembre 1969. Elle fut associée avec son frère, le bâtonnier Georges PERIDIER. Yvette PERIDIER a exercé jusqu'au 30 juin 2013. Quarante-quatre ans au service de la justice. Une vie. Dans ce cadre, elle fut deux fois membre du Conseil de l'ordre et à compter du 1^{er} janvier 2020, elle présidera l'Association des avocats honoraires de la Cour d'appel de Montpellier. Une juste reconnaissance d'un parcours exemplaire.

Mais, le droit est un vaste domaine. Il fallait alors se spécialiser et c'est là que le parcours d'Yvette PERIDIER prend une autre ampleur. Le droit des affaires ne lui parlant pas, l'humanité d'Yvette PERIDIER l'amena vite vers une spécialisation en droit des personnes. Une vie consacrée aux affaires familiales et aux droits des mineurs ; droit des mineurs si importants hier comme aujourd'hui. Naturellement, elle côtoya l'Association pour la protection de l'enfance et de l'adolescence et fait aujourd'hui partie de son Conseil d'administration. L'Association pour la protection de l'enfance et de l'adolescence qui, à Montpellier, dans les années 70, développera les politiques publiques du milieu ouvert, alternative au placement et outil permettant de ne pas séparer l'enfant de sa famille.

Toujours membre de l'Institut des droits de l'homme du barreau de Montpellier, Yvette PERIDIER fut experte internationale auprès de juridictions internationales et européennes. Fille de la patrie des droits de l'homme, Yvette PERIDIER œuvra à l'international pour diffuser ses valeurs universelles : au Liban, à La Haye auprès de la Cour internationale de justice. Femme de droit, Yvette PERIDIER s'impliqua pour le droit des femmes. Si le sujet est aujourd'hui reconnu – heureusement –, ce ne fut pas toujours le cas.

Yvette PERIDIER fut aussi membre du Zonta club de Montpellier. Depuis 1993, elle le présida deux fois, de 1995 à 1997 et de 2018 à 2020. Ce club est aujourd'hui centenaire. C'est un club mondial regroupant professionnels et décideurs œuvrant ensemble pour faire avancer le statut des femmes dans le monde par le biais du service et du plaidoyer, des actions permettant d'obtenir des

fonds pour les associations. Le CHRS Bouissonnade qui s'adresse aux femmes victimes de violences conjugales et qui vient de fêter ses 40 ans, sait ce qu'il doit à Yvette PERIDIER.

Enfin, ce parcours au service des autres ne pouvait pas s'entendre sans un engagement politique dans la cité et pour la cité. Fille d'un Sénateur socialiste héraultais, Jean PERIDIER, qui œuvra pendant 21 ans dans la Haute Assemblée, Yvette PERIDIER fut Conseillère municipale de Montpellier en 1977. Elle fit partie des historiques du socialisme montpelliérain autour de Georges FRÊCHE. Membre de la Commission des affaires culturelles, elle permit le développement d'une politique culturelle d'ampleur qui perdure aujourd'hui et notamment avec la création de l'Orchestre à laquelle elle participa ainsi que du Festival de danse.

Yvette, nous allons vous faire citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier avec un immense plaisir.

Applaudissements.

Madame Yvette PERIDIER : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs du Conseil municipal, bien sûr, je vous remercie infiniment de l'honneur que vous me faites actuellement. Dans son discours, Monsieur le Maire a été beaucoup trop élogieux. J'ai fait un parcours que j'estime bien mais peut-être pas avec toutes les qualités que vous avez bien voulu annoncer.

Cette cérémonie est l'occasion pour moi de remercier tous ceux qui le long de ma vie m'ont aidée...

Applaudissements.

Mes parents, bien sûr. Merci d'avoir évoqué le souvenir de mon père qui a été un homme politique. Il a été au Sénat pendant 31 ans (1949–1980). Bien sûr, mon frère et ma sœur qui sont présents.

Sur le plan professionnel, je vais bien sûr saluer des confrères. Certains sont présents dans cette salle et j'ai un grand plaisir à les voir. Je veux saluer aussi les bâtonniers avec qui j'ai travaillé quand j'étais au Conseil de l'ordre. À ce sujet, je voudrais dire juste un mot pour insister en tant qu'avocat, et ceux qui sont présents le savent, sur ce que l'on appelle le droit de la défense. Dans notre société, c'est absolument indispensable que la défense se fasse. Il faut défendre. Il faut défendre, défendre et défendre. Effectivement, je voudrais faire référence à un livre d'un grand avocat qui, en plus, porte le nom de ma famille maternelle, Me Albert NAUD, qui a écrit un livre *Les défendre tous*. Tous. Ce n'est pas toujours facile parce qu'il y a des situations extrêmement difficiles. Vous l'avez évoqué, Monsieur le Maire. Je me souviens d'une audience à la Cour pénale internationale à La Haye où était jugé un dictateur qui avait enrôlé des enfants. Enfin, c'était l'horreur. Mais, il a été défendu et il avait le droit d'être défendu.

En tant que Conseiller municipal, puisqu'effectivement, je me suis investie dans cette situation, ces mandats, puisque j'en ai eu deux, m'ont surtout permis de rencontrer – et je crois que pour vous aussi ce doit être pareil – de très belles personnalités. Je pense bien sûr à Georges FRÊCHE avec qui j'ai beaucoup travaillé et que j'ai beaucoup aimé, ensuite à Raymond DUGRAND et son génie de l'urbanisme et à André LEVY avec qui j'ai, bien sûr, beaucoup aimé travailler dans les affaires culturelles. C'était l'époque où effectivement nous avons créé l'Orchestre, le Festival de danse et le renouveau de la vie artistique. Beaucoup de personnes savent que la famille PERIDIER aime beaucoup le lyrique.

Je n'oublie pas non plus mon port d'attache qui est Palavas-les-Flots parce que depuis 1930, la famille PERIDIER est installée à Palavas. Aujourd'hui, effectivement, je suis à la retraite et je me

suis investie dans un club service qui s'appelle le Zonta, qui est un club important qui a été créé il y a 100 ans aux États-Unis et dont le but est bien sûr de défendre le droit des femmes, la situation des femmes. En 1919, quand ce club a été créé, il ne faut pas oublier qu'on a dit aux femmes qui s'étaient investies pendant la guerre, qu'on n'avait plus trop besoin d'elles. Il y a des femmes qui se sont révoltées et qui l'ont créé. Depuis 100 ans, inlassablement, avec certains membres qui sont également présents ici, nous continuons à défendre le droit des femmes. Nous faisons des actions pour récolter des fonds, pour aider. Je vous remercie, Monsieur le Maire, d'avoir souligné que notre club a aidé le centre Elisabeth-Bouissonnade mais nous aidons également des femmes atteintes de cancer et autres. Effectivement, je crois que dans notre société actuelle, en 2019 et en 2020, la notion d'aide est absolument indispensable. Je suis donc très fière d'être présidente de ce club qui a pris le joli nom de Marie de Montpellier.

Monsieur le Maire, je voulais terminer là-dessus : comme vous l'avez évoqué, je tiens à vous remercier personnellement, il y a quelques années, de m'avoir accueillie en tant que le Premier Consul et d'intégrer la Baronnie de Caravètes, qui est une institution à laquelle je suis profondément attachée et dont je suis régulièrement les manifestations. A tous encore un grand merci.

Applaudissements.

Label Terre de Jeux 2024

Monsieur le Maire : Je vais maintenant, en remerciant tous ceux qui nous ont fait l'honneur d'être présents en ce début de Conseil municipal, passer la parole à Monsieur Patrick RIVAS pour le label que nous avons obtenu et qui porte le nom de label Terre de Jeux 2024.

Monsieur RIVAS.

Monsieur Patrick RIVAS : Monsieur le Maire, chers collègues, après l'obtention du label Ville active et sportive en avril 2019, quatre lauriers – plus haute distinction –, j'ai grand plaisir d'annoncer une nouvelle reconnaissance pour la Ville de Montpellier : le label Terre de Jeux 2024 remis par le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024 ; le COJO, représenté par son président que vous connaissez tous, Tony ESTANGUET. Cette distinction reconnaît une nouvelle fois l'engagement de notre Ville pour l'accès et le développement de la pratique sportive sous toutes ses formes. Notre politique sportive doit s'inscrire dans la célébration des Jeux olympiques et paralympiques 2024 mais aussi permettre la construction de leur héritage c'est-à-dire une France plus tournée vers le sport pour tous, le sport santé, le sport bien-être. L'arrivée des Jeux olympiques et paralympiques en France doit être un moteur supplémentaire pour mettre le sport au cœur de notre ville. Je suis donc heureux de vous présenter ce soir, Monsieur le Maire et chers collègues, le certificat qui atteste l'obtention du label Terre de jeux 2024 pour la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur RIVAS. Je passe maintenant la parole à Mesdames Lorraine ACQUIER et Titina DASYLVA pour la certification Qualiville.

Certification Qualiville

Madame Lorraine ACQUIER : Merci Monsieur le Maire. On ne parle généralement que des trains qui sont en retard voire qui ne partent pas ces derniers temps. Mais, je voudrais, ce soir, avec cette certification Qualiville, Monsieur le Maire, saluer les trains qui partent à l'heure au quotidien et dont on ne parle jamais justement parce qu'ils sont à l'heure.

La Ville est engagée depuis plusieurs années dans une démarche qualité avec l'AFNOR à travers de sa certification Qualiville. Cette démarche de modernisation des services vise à l'amélioration continue de la qualité du service rendu à nos concitoyens en termes d'accueil et d'accompagnement. David KEARNS, l'ancien patron de XEROX, avait coutume de dire que dans la course à la qualité, il n'y a pas de ligne d'arrivée. C'est tout à fait vrai mais Qualiville nous permet d'avoir des temps intermédiaires. Et quels temps.

Qualiville à Montpellier, c'est une course qui dure depuis 10 ans, 300 coureurs engagés, cinq Directions métiers (les Relations publiques, l'Education, l'Enfance, l'Urbanisme, la Sécurité et la Tranquillité publique), cinq Directions supports (la DAI, la DRH, la Communication, la DSI et le Secrétariat général), 19 accueils certifiés, ce qui fait de Montpellier la Ville ayant le plus grand nombre d'accueils certifiés, en l'occurrence : l'accueil central et le standard de l'hôtel de ville, la délivrance des documents (passeports, CNI, attestation d'accueil), la réalisation de prestations d'état civil, l'inscription sur les listes électorales, l'inscription en crèche, en école primaire, les quatre mairies de proximité, l'urbanisme, l'administration des cimetières, la fourrière automobile, le guichet de l'aire piétonne, le poste de police de l'hôtel de ville, le poste de police mobile et le centre opérationnel de commandement de la police municipale.

Qualiville, c'est trois temps intermédiaires pour trois certifications : 2010, 2013, 2016. Avec, en 2016, une petite cerise sur le gâteau puisque nous avons voulu voir comment nous étions positionnés par rapport aux autres Communes de notre strate en participant au baromètre AFNOR accueil et relation usagers. Une participation couronnée de succès puisque nous avons eu le premier prix pour les Villes de plus de 100 000 habitants.

En 2019, AFNOR a fait évoluer son référentiel Qualiville pour tenir compte encore plus des attentes de nos concitoyens avec par exemple une approche relation usagers multicanal (physique, téléphone, courrier, mail, Internet) ou le calcul de nouveaux indicateurs (les interventions urgentes pour la PM et les délais de rendez-vous pour la vie quotidienne (état civil ou l'urbanisme)). Ce nouveau référentiel avait des conséquences non négligeables pour les collectivités qui souhaitaient poursuivre sur cette voie. Vous nous avez demandés, Monsieur le Maire, de rester dans la course Qualiville. Qualiville est finalement plus un marathon qu'un sprint : il faut gérer sa course et se maintenir dans la durée. C'est ce que nous avons fait sur le même périmètre. Je voudrais, à cette occasion, remercier l'ensemble des agents – j'en ai déjà croisé un certain nombre ce matin – qui se sont engagés avec détermination dans ce nouveau processus de certification, remercier également l'ensemble des élus qui sont ou ont été dans le périmètre depuis 2014 et qui ont toujours porté un regard bienveillant sur mes demandes : Marie-Hélène SANTARELLI, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Sonia KERANGUEVEN et Max LÉVITA.

Disponibilité, transparence, sens du service public, organisation apprenante, expertise humaine réglementaire, professionnalisme, volonté de bien servir l'utilisateur, transversalité, respect des délais, voici quelques-uns des qualificatifs que j'ai relevés suite à la présentation de son rapport par l'auditrice à la fin de la semaine d'audition en octobre dernier. Tout n'est, bien sûr, pas parfait et c'est d'ailleurs l'essence même d'une démarche qualité : l'amélioration continue. Nous sommes déjà en train de travailler sur de nouvelles évolutions. Pour votre information, depuis 2014, près de 900 actions concrètes ont été mises en œuvre dans le cadre de la démarche Qualiville.

Qualiville, c'est aussi la possibilité pour nos usagers de remplir une feuille de suggestions/réclamations. Toutes sont lues, analysées et mises en œuvre si cela s'avère nécessaire. Une réponse est apportée dans tous les cas. Depuis 2014, cela représente 1 000 questionnaires dont

420 uniquement pour des remerciements pour le travail accompli.

J'ai donc le plaisir, Monsieur le Maire, de vous confirmer le maintien de notre certification Qualiville selon le nouveau référentiel. Une certification qui nous honore et au premier lieu les agents que je remercie une nouvelle fois. Une certification qui nous honore et qui nous engage. Elle nous engage à consolider plus encore la qualité des prestations que nous délivrons quel que soit le mode de contact choisi par l'utilisateur. Elle nous engage à valoriser et à améliorer le savoir-faire et le savoir être de nos agents qui, au quotidien, accomplissent des missions essentielles pour servir les usagers avec qualité et équité. Enfin, elle nous engage à renforcer plus encore la pertinence et l'agilité de notre organisation pour toujours mieux accompagner, recevoir, répondre et écouter, en application de notre charte d'accueil.

Monsieur le Maire : Merci Madame ACQUIER. Madame DASYLVA.

Madame Titina DASYLVA : Monsieur le Maire, mes chers collègues, cette certification place la sixième police municipale de France parmi l'excellence. Elle consacre aussi la vocation de notre police pour la proximité et le service tourné vers l'utilisateur. Ces deux points ont été les marqueurs du mandat écoulé. Ils étaient parmi nos promesses de campagne, nous les tenons. Mais au-delà, ces cinq dernières années ont vu une hausse de nos effectifs de 42 % soit quatre fois plus que la moyenne nationale. C'est incroyable. C'est du jamais vu depuis des décennies.

À Montpellier, nous avons également innové. La mise en service du poste mobile, il y a maintenant deux ans, est aujourd'hui une initiative qui est prise pour modèle dans de nombreuses villes.

Ce soir, je souhaite remercier le personnel de la police municipale, toutes missions et grades confondus. Mesdames et Messieurs les agents, sans votre implication au quotidien, sans votre sens du service public, nous n'aurions pas pu répondre aux attentes des Montpelliérains. Merci.

Monsieur le Maire : Merci à vous Madame DASYLVA. Merci Madame ACQUIER.

Adoption de l'ordre du jour

Monsieur le Maire : Je vous propose de passer à l'ordre du jour. Il s'agit de l'adoption de l'ordre du jour qui comportait initialement 101 affaires. Nous en avons rajouté deux sur table : l'affaire 102 qui concerne l'octroi de la protection fonctionnelle pour moi-même et qui sera mentionnée après l'affaire 90 et l'affaire 103 qui est relative à la compensation carbone sur les voyages des élus comme nous nous y sommes engagés.

Très clairement, la protection fonctionnelle fait suite aux propos diffamatoires du Maire de Vendargues Monsieur DUDIEUZÈRE.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Madame Samira SALOMON entre en séance.

Adoption du procès-verbal de la séance du 21 novembre 2019

VOIR LE PROCÈS-VERBAL EN ANNEXE

Monsieur le Maire : Je vous propose maintenant d'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 21 novembre. Vous avez pris connaissance de la rédaction du procès-verbal.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Synthèse des décisions prises depuis la séance du 21 novembre 2019

Monsieur le Maire : Vous avez également pris connaissance de la synthèse des décisions. Pas d'intervention ?

Nous commençons donc par la première affaire qui est une affaire ajoutée et qui concerne la plantation de 500 arbres qui représentent globalement la compensation carbone pour les voyages qui ont été faits par les élus pendant l'année écoulée. Nous nous étions engagés à le faire avant la fin de l'année, c'est l'objet de cette première délibération.

103. Compensation carbone de l'ensemble des déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants depuis 2014

Dans le cadre de réunions de travail, de rencontres internationales ou de missions économiques, culturelles, sportives et de coopération avec nos villes jumelles, les élus de la ville sont amenés à se déplacer à l'échelon national et international afin d'y représenter Montpellier.

Suite à la déclaration d'urgence climatique le 18 juillet dernier et dans la continuité du Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste et de l'ensemble des actions écologiques conduites depuis 2014, il est proposé au Conseil de compenser les émissions carbone liées aux déplacements des élus et de leur accompagnant depuis le début du présent mandat.

Cela représente 116 800 km cumulés pour les déplacements internationaux et 53 495 km cumulés pour les déplacements nationaux soit un total de 170 295 km cumulés parcourus depuis 2014. 38 tonnes de CO₂ ont ainsi été émises lors de ces trajets, ce qui constitue la séquestration carbone liée à la plantation de 254 arbres (source : calculateur carbone de Reforest'ation).

La compensation carbone est une action supplémentaire qui s'ajoute à l'ensemble des efforts déjà déployés par la ville pour participer activement à la lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, la plantation d'arbre rend de nombreux services écosystémiques parmi lesquels la séquestration carbone, la diminution des températures, la protection faunistique et floristique ou encore le maintien d'emplois locaux liés à la gestion des forêts.

La Ville de Montpellier pourrait ainsi participer à la reforestation de zones vulnérables de la planète et compléter la compensation carbone des déplacements des élus en plantant un total de 500 arbres,

répartis dans différentes régions du monde.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner son accord pour que la Ville de Montpellier compense les émissions carbonees liées aux déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants tout en participant au développement des canopées de notre planète ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Monsieur COUR.

Monsieur Christophe COUR : Concernant ces arbres, je vois que c'est uniquement pour les élus.

Monsieur le Maire : C'est le voyage en fait.

Monsieur Christophe COUR : Oui, les élus et les accompagnateurs. Mais, nous avons pas mal de personnels de la Mairie ou de la Métropole qui vont dans des voyages techniques. Je pense qu'il aurait été intéressant de le rajouter, quitte à planter des arbres...

Monsieur le Maire : Oui. Ils sont intégrés.

Monsieur Christophe COUR : Ah, ils sont intégrés. D'accord.

Monsieur le Maire : Oui. En fait, nous avons compté le voyage. Il s'agit du voyage même s'il prend plusieurs personnes à l'intérieur. Il y a aussi les administratifs et les techniciens et il y a aussi des voyages de techniciens.

Monsieur Christophe COUR : Oui, comme il était écrit les élus et les accompagnateurs. D'accord.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

1. Tramway 5ème ligne - Projet de modification de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier – Avis de la commune au titre de l'article L.122-1 du code de l'environnement – Avis du Conseil municipal

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la déclaration d'utilité publique (DUP) initiale.

La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

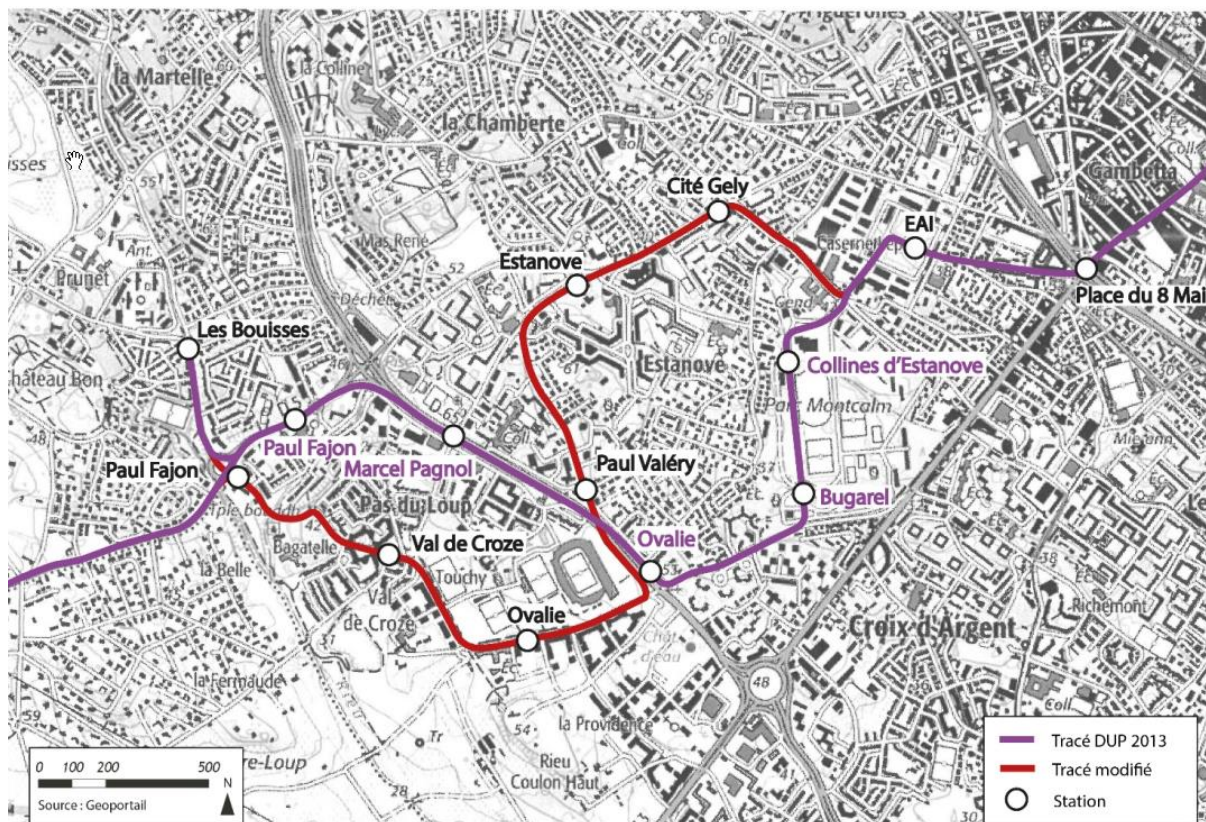
Par délibération du 18 novembre 2019, La Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier.

En application des articles L.122-1 et R.122-7 du Code de l'environnement, et dans la mesure où le tronçon modificatif est situé sur le territoire de la commune, son avis est sollicité sur le dossier comprenant l'étude d'impact et sur la demande tendant à voir reconnaître l'utilité publique du projet.

Le dossier transmis est composé des pièces suivantes :

- plan de situation,
- objet de l'enquête et informations juridiques et administratives,
- notice explicative,
- plan général des travaux,
- caractéristiques principales des ouvrages,
- appréciation sommaire des dépenses,
- étude d'impact,
- évaluation socio-économique,
- dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU),
- annexes, intégrant notamment les délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole et le bilan de la concertation préalable.

Le tracé modifié soumis à enquête publique emprunte la rue des Chasseurs depuis l'EAI, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, la rue XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon, soit un tracé long de 3,7 km comprenant 6 stations intermédiaires, selon le plan ci-après reproduit :



Le reste du tracé de la ligne 5 demeure celui déclaré d'utilité publique le 28 août 2013.

Le tracé modificatif répond aux objectifs de la ligne 5 :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics à l'échelle de l'aire métropolitaine de Montpellier afin de diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et les pôles d'emplois,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la Politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la métropole.

Il préserve par ailleurs le parc Montcalm, permettant ainsi à la Ville de l'aménager en un vaste espace vert de loisirs ouvert à la population.

Il ressort de l'étude d'impact que les principaux enjeux du projet portent sur les thématiques suivantes : démographie, urbanisation, circulation et trafics, réseaux de transport, qualité de l'air et acoustique.

Il apparaît à la lecture du dossier que le bilan environnemental du projet, conjugué aux mesures d'accompagnement, est particulièrement favorable.

Le tracé modificatif répond ainsi pleinement aux enjeux de la Ville et plus largement du territoire métropolitain, et il est donc dans l'intérêt de la Ville de Montpellier de voir ce projet modifié aboutir.

De plus, ce dossier de modification de la Déclaration d'Utilité Publique nécessite de mettre en compatibilité le PLU de la Ville de Montpellier, notamment s'agissant de l'institution d'emplacements réservés et de la règle de stationnement à proximité de futures stations du tramway. Ainsi conformément à la charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme adoptée par les 31 communes et approuvée par le Conseil de Métropole du 22 juillet 2015, la Ville de Montpellier est appelée à émettre un avis simple sur le dossier de mise en compatibilité du PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 5 de tramway ;
- de donner un avis favorable sur le dossier de mise en compatibilité du PLU ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 3 voix (Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 8 voix (Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Abdi EL KANDOUSSI, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ)

Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance.

2. Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Concernés par la géographie prioritaire de la politique de la ville, les quartiers de la Mosson et des Cévennes ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le 16 décembre 2016, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier, ont signé aux côtés de l'ANRU, le protocole de préfiguration relatif à ces deux quartiers, phase d'études préalables à l'élaboration des projets urbains, en vue d'une contractualisation avec l'ANRU pour déterminer les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier.

Le projet de renouvellement urbain porté par la Métropole va ainsi fortement contribuer à la transformation du quartier de la Mosson, situé au nord-ouest de Montpellier, en limite des communes de Juvignac et Grabels. Quasi entièrement urbanisé sous forme d'une ZUP d'environ 250 ha dans les décennies 60 à 70 et parachevé dans la décennie 80, il comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants.

Les objectifs fondateurs ayant guidé l'élaboration du projet sont les suivants :

- Ouvrir le quartier et l'espace public au travers des cours paysagers Est-Ouest ;
- Activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés ;
- Améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier ;
- Connecter la Paillade à la ville et au monde avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation.

S'agissant du quartier des Cévennes, c'est l'ensemble immobilier de plus de 900 logements des Cévennes qui est principalement concerné par le projet de renouvellement urbain. Situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique, la copropriété des Cévennes a été construite entre 1964 et 1975. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter et son cloisonnement se renforcer, enclavant de fait une partie des bâtiments.

Le projet urbain des Cévennes vise les objectifs fondateurs suivants :

- Ouvrir la copropriété sur son environnement ;
- Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces ;
- Faire des unités résidentielles à taille humaine ;
- Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique.

Dans ces deux nouveaux projets de renouvellement urbain, l'approche dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse est prioritaire pour la Métropole et la Ville qui, en lien avec leurs partenaires, œuvrent pour apporter des réponses adaptées à l'ensemble des problématiques. C'est pourquoi sur chacun de ces quartiers plusieurs interventions sur des groupes scolaires existants sont envisagées.

A la Mosson, suite à la démolition des groupes scolaires dont l'urgence patrimoniale est avérée, l'offre éducative au regard d'un certain nombre d'enjeux démographiques, éducatifs, sociaux et urbains est réinterrogée au-travers du futur projet urbain, par :

- la construction d'un pôle éducatif au sud du quartier après démolition des groupes scolaires Neruda/Bolivar et Renaud/Balard,
- la construction d'un pôle éducatif dans le quartier des Halles après démolition des groupes scolaires Senghor/Joyce, Woolf/Boulloche et Van Gogh/Roosevelt,

Positionnés en bordure des futurs cours paysagers pour faciliter leur ouverture sur leur environnement et conforter leur rôle dans le quartier, ces équipements s'inscriront dans la continuité paysagère et dans un souci de connexion au quartier. La perspective est de créer, au sein des écoles, des espaces pour accueillir des fonctions de sociabilité, de parentalité, culturels, sportifs et de loisirs en lien avec le tissu associatif dense qui caractérise ce quartier. Les pôles éducatifs et le label « cité éducative » pour lequel la Ville a été retenue, deviennent ainsi complémentaires.

Sur le quartier des Cévennes, le projet prévoit la démolition-reconstruction du groupe scolaire Daubié/Brès en proposant un aménagement qui réponde à la fois à la problématique de visibilité et d'accès à l'équipement scolaire et de désenclavement de la copropriété. La mise en valeur et l'amélioration du fonctionnement de cet équipement et de ses abords doit jouer un effet levier pour la transformation urbaine.

Afin de conforter le rôle des équipements publics à même de répondre aux besoins de la population et pour favoriser le lien social, plusieurs réhabilitations sont également prévues :

- la réhabilitation de la maison pour tous Léo Lagrange située au cœur du quartier des Halles à la Mosson,
- la requalification en profondeur de la maison de quartier Chabrol située au cœur de la copropriété des Cévennes.

Par délibération de son Conseil Municipal en date du 20 septembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a donc décidé d'élaborer, pour chacun des deux quartiers, un projet d'aménagement et d'organiser tout au long de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées.

À l'issue du bilan de cette concertation, elle envisage de mettre en œuvre ces projets en désignant un aménageur afin de lui confier, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les tâches nécessaires à la réalisation deux opérations d'aménagement dans le cadre de deux concessions de renouvellement urbain.

Ces opérations de renouvellement urbain ont notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux besoins futurs des habitants.

Un certain nombre de ces équipements sont aujourd'hui de compétence communale : groupes scolaires, maisons pour tous, maison de quartier.

Or, le caractère complexe de telles opérations de renouvellement urbain, dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de rationalisation des interventions, incite à effectuer la programmation et la réalisation de ces équipements de la façon la plus intégrée possible.

La loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique dite loi MOP prévoit en son article 2 II. « - *Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.* »

Au vu de ces éléments, il est proposé que la Métropole réalise la totalité des équipements nécessaires à la réalisation des opérations dans le cadre des deux projets de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et du quartier des Cévennes.

Ainsi, la Métropole se verrait transférer, par convention, la maîtrise d'ouvrage sur les équipements relevant en principe des compétences de la commune de Montpellier.

Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera aux équipements situés dans les périmètres et dans le cadre des deux concessions de renouvellement urbain.

Le montant prévisionnel des travaux nécessaires à la réalisation de ces équipements publics, hors ingénierie et frais sur travaux, sont estimés à :

- Mosson : 44 521 000 € HT
- Cévennes : 18 043 000 € HT

Le coût de l'ensemble des opérations sera porté par Montpellier Méditerranée Métropole, laquelle en organisera la prise en charge par la Ville notamment dans le cadre des concessions de renouvellement urbain Mosson et Cévennes à venir.

Les ouvrages sont remis à la Commune après réception des travaux notifiée aux entreprises et expiration de la garantie de parfait achèvement des travaux, à condition que la Métropole ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Les deux projets de convention rentreront en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties et prendront fin au plus tard à la date de clôture de chacune des concessions de renouvellement urbain envisagées ou par la résiliation des conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Mosson conduite par Montpellier Méditerranée Métropole telles qu'exposées ci-dessus ;
- d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ;
- d'approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics de l'opération de renouvellement urbain du quartier des Cévennes conduite par Montpellier Méditerranée Métropole telles que précisées ci-dessus ;
- d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire : Nous avons passé les mêmes délibérations à la Métropole hier soir. Il s'agit de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville à la Métropole qui, dans le cadre de la

politique de la ville, conduit les projets ANRU. Je rappelle que, pour le quartier Mosson, nous avons réalisé plusieurs réunions de concertation et que nous avons présenté la première ébauche d'un projet à l'ANRU au mois de novembre et que, pour le quartier Cévennes, nous avons fait la même chose pour le projet ANRU qui était régional. Nous avons demandé à la direction de l'ANRU de porter au niveau national le quartier Cévennes qui en a besoin parce qu'il fallait intégrer de nouveaux périmètres qui tiennent compte de la reconstruction du groupe scolaire, de l'ouverture du quartier et de son désenclavement et de la dédensification des copropriétés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Monsieur Daniel BOULET sort de séance.

3. ZAC de la Pompignane – Bilan de la participation du public par voie électronique Approbation du dossier de création de la ZAC

Par délibération n°V2018-423 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a défini les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme en vue de la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Pompignane. Ce projet se situe à l'est de la commune, sur un périmètre d'environ 12 ha, constitué de deux sites principaux : le cœur de quartier autour de l'avenue Alphonse Juin, et une partie du plateau situé entre la rue de Pinville et le campus technologique (ancien site IBM).

Ce périmètre est inclus dans celui de la concession d'aménagement qui a été confiée par la Ville à la SA3M par délibération du 29 septembre 2016, notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, qui s'étend à l'échelle du quartier sur près de 110 hectares.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette Zone d'Aménagement Concerté sont conformes aux objectifs généraux énoncés pour le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane et se déclinent au sein du périmètre proposé selon les enjeux qui y ont été identifiés. Ils sont les suivants :

- Le confortement du cœur de quartier (commerces, services, équipements), relais de proximité à l'échelle de la Pompignane, autour de la constitution d'un espace public majeur paysager,
- La diversification des types d'habitat et la création de nouveaux logements afin de garantir une mixité de populations et un renouvellement des formes urbaines,
- La prise en compte des espaces public et du paysage pour constituer des liens vers les entités paysagères du quartier (Parc Rimbaud, rives boisées du Lez, parc des Pastourelles, espace boisé rue Marie Durand, espace paysager à constituer le long de la rue de Pinville, en lien avec des entités paysagères alentours (parc du domaine de la Pompignane, parc de Grammont...), dans une logique de lien affirmé entre les berges du Lez et le plateau de la Pompignane,

- La constitution d'un nouveau quartier d'habitat mixte sur le secteur situé à l'est de la rue de Pinville, formant une couture urbaine entre les lotissements existants et le campus technologique de la Pompignane, doté d'une vaste promenade plantée donnant à voir la ville et le paysage lointain,
- L'accueil de nouveaux équipements publics et privés de proximité au sein du secteur situé à l'est de la rue de Pinville,
- L'amélioration de la protection contre le risque hydraulique,
- Le développement des modes doux alternatifs à l'automobile, au sein du quartier,
- La mise en œuvre d'une démarche globale de développement durable dans toutes ces actions.

Le contenu du dossier de création de ZAC :

Conformément à l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme, un dossier de création a été élaboré, comprenant :

1. un rapport de présentation qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération à savoir développer – grâce à l'outil adapté de la procédure de zone d'aménagement concerté - une opération de renouvellement urbain maîtrisée, sur deux secteurs ciblés du quartier de la Pompignane (Cœur de quartier et frange Ouest du plateau de la Pompignane), dans un site déjà urbanisé et proche du centre-ville de Montpellier, avec un contexte de développement urbain et démographique fort et des besoins en logement exprimés, en application du SCoT, du PLU, du Plan Local de l'Habitat visant plus de mixité sociale, afin de réaliser de nouveaux secteurs d'habitation, avec des commerces, des équipements de proximité, structurés spatialement, paysagés, favorisant la diversité sociale et fonctionnelle, et donnant une nouvelle attractivité à ce quartier hérité des années 60/70. Cette opération considère les éléments du PDU (plan de déplacements urbains) et ceux du SDMA (schéma directeur des modes actifs) « Mobilités plurielles », dans l'affirmation des modes alternatifs de déplacement (piétons, vélos, transports en commun, ...), en recours aux nuisances générées par un trop fort trafic automobile.

Ce rapport de présentation comporte également une description de l'état du site et de son environnement.

Il indique le programme global prévisionnel des constructions, à savoir environ 97 500 m² de surface de plancher (SDP), avec :

- La création d'environ 1 400 nouveaux logements en mixité sociale,
- Une offre complète en commerces, activités / bureaux,
- Une crèche, un groupe scolaire,
- La création ou le réaménagement de voiries et réseaux, ainsi que des espaces verts et des ouvrages de protection hydraulique.

Enfin, il énonce les raisons pour lesquelles au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de Montpellier et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu. Ces raisons sont notamment les suivantes :

- Le projet améliore la lisibilité et la structuration, par des espaces publics paysagers, du quartier de la Pompignane, tout en tissant des liens entre le Lez et le plateau de la Pompignane;

- Le projet crée une nouvelle attractivité pour la Pompignane en proposant à proximité de l'hyper centre de Montpellier de nombreux logements diversifiés et en mixité sociale, mais aussi une polarité de quartier renforcée, avec des commerces et des équipements de proximité ;
- Le projet renforce l'image du quartier en révélant les lieux : le cœur du quartier organisé autour d'une grande place publique, les « balcons » du plateau et leur large promenade paysagée, offrant des vues remarquables vers le centre-ville et les reliefs alentour ;
- Le projet opère une couture urbaine respectueuse et progressive avec les secteurs urbanisés préexistants ;
- Le projet permet la mise en place d'itinéraires de modes actifs articulés avec les quartiers alentour ;
- Le projet propose une architecture et un urbanisme adaptés au climat méditerranéen, et met en œuvre les principes de développement durable de la ville.

2. un plan de situation

Il rappelle la localisation de la ZAC dans l'est de la commune de Montpellier, en limite sud de la commune de Castelnau-le-Lez, entre Lez et plateau de la Pompignane

3. un plan de délimitation du périmètre

Le périmètre de ZAC représente une superficie d'environ 12 ha, répartie entre deux secteurs principaux : le cœur de quartier et la frange Ouest du plateau technologique de la Pompignane.

4. l'étude d'impact et son résumé non technique

Il résulte de cette étude d'impact que :

- Les mesures destinées à éviter / réduire / compenser les effets potentiels du projet sur l'environnement ou la santé humaine, sont :
 - La programmation pluriannuelle des constructions adaptée à la capacité d'intégration du quartier, accompagnée d'équipements et d'espaces publics sources de convivialité et de vivre-ensemble ;
 - Le développement des mobilités actives et alternatives, qui se traduit dans la mise en œuvre progressive du Schéma Directeur des Modes actifs « Mobilités plurielles » adopté par la Métropole, et déjà dans le quartier de la Pompignane, par une amélioration conséquente de la desserte par les bus depuis septembre 2019, avec la perspective prochaine de la mise en service de la ligne Métronome 1 (bus à haut niveau de service), entre la place de l'Europe et le pôle d'échange de Sablassou, qui desservira une part importante de la ZAC de la Pompignane, ainsi que les principaux sites d'emplois présents sur le plateau de la Pompignane ;
 - La prise en compte des risques de pollution, la poursuite de la réparation de la ville au quotidien, la poursuite de la concertation et de l'association de la population dans l'élaboration des projets, la poursuite du travail de conception avec l'équipe d'architectes-urbanistes, pour une meilleure intégration du bâti dans son environnement.
- A l'échelle de la ZAC de la Pompignane, d'autres mesures visant à réduire et éviter les impacts cumulés sont mises en avant et se déclinent sur les thématiques suivantes :

- Paysagère, avec la création d'allées arborées, d'espaces verts, d'aménagements paysagers et de plantations,
 - Hydraulique, intégrant les structures de rétention des eaux pluviales et des équipements de régulation afin de limiter les débits rejetés,
 - Faune/flore, ce volet proposant différentes mesures pour éviter et réduire les impacts : accompagnement écologique du chantier, délimitation et respect des secteurs identifiés d'intérêt écologique, création de micro-habitats pour la petite faune, limitation de la prolifération des espèces végétales invasives pendant les travaux, débroussaillage et terrassement respectueux de la biodiversité, information et panneaux de sensibilisation du public, gestion douce de la végétation en phase d'exploitation.
- Le suivi de ces mesures, ainsi qu'un calendrier prévisionnel pour chacune des thématiques concernées, sont mis en place :
- Mesures paysagères : Suivi de la reprise des plantes et de l'entretien des aménagements paysagers, avec deux visites par an, pendant 2 ans
 - Mesures hydrauliques : Suivi du fonctionnement des structures de rétention et des équipements annexes, avec deux visites par an, pendant 4 ans
 - Mesures faune/flore : Réalisé avec le bureau d'études naturaliste du projet, un programme de mesures a été établi et concerne les points suivants : Suivi écologique de l'efficacité des mesures ; suivi de l'état sanitaire des arbres d'intérêt écologique après travaux ; suivi de la reprise et de la survie des plantations réalisées par rapport à leur taux de survie ; suivi de l'absence d'espèces végétales invasives ; suivi des gîtes, nichoirs, micro-habitats potentiellement installés (maintien des aménagements, diversité spécifique, effectifs) ; suivi de l'exploitation des bassins de rétention par les amphibiens ; suivi de l'évolution des populations animales relatives à certaines espèces cibles.

5. Le régime fiscal de la ZAC

Le dossier de création de la ZAC précise que la part intercommunale de la taxe d'aménagement ne sera pas exigible en raison de l'exonération prévue par les articles L.331-7 et R.331-6 du code de l'urbanisme. En effet, l'aménageur prend à sa charge le coût des équipements publics suivants :

- Les voies et les réseaux publics intérieurs à la zone,
- Les espaces verts et espaces publics paysagers correspondant aux seuls besoins des futurs habitants ou usagers de la zone.

6. L'étude de faisabilité sur le potentiel de développement des énergies renouvelables

Conformément à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, toute opération d'aménagement faisant l'objet d'une évaluation environnementale doit faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération.

Cette étude, dénommée « Diagnostic de potentialités en énergies renouvelables », est annexée au dossier de création.

Conformément à l'article R. 122-5 du Code de l'Environnement, les conclusions de cette étude ont

été intégrées dans l'étude d'impact. L'objectif était de déterminer globalement quelles énergies renouvelables pourront être mises en œuvre lors de la réalisation du projet. Plusieurs pistes ont été étudiées, les plus intéressantes étant liées à l'énergie photovoltaïque. Par ailleurs, un projet de récupération de chaleur est actuellement en cours d'étude. Dans tous les cas, l'objectif pour la collectivité est d'optimiser la mise en place d'énergies renouvelables, au détriment des énergies fossiles. Enfin, il est important de noter que le projet sera réalisé en optimisant la thématique de la bioclimatique (ventilation naturelle, îlots de fraîcheur, bâtiments passifs), ainsi que la performance énergétique des bâtiments.

Concertation préalable :

Par délibération n°V2019-161 du 12 juin 2019, et au terme d'une période de concertation avec le public, organisée au titre du Code de l'Urbanisme entre le 1^{er} et le 30 avril 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le bilan de concertation préalable à la création de la ZAC de la Pompignane, tel que présenté en synthèse dans la délibération du 12 juin 2019 et en intégralité dans son annexe, établissant que :

- Les modalités de la concertation ont été respectées et mises en œuvre par la Collectivité, que ce soit les annonces et articles dans la presse, l'organisation d'une réunion publique le 4 avril 2019, ou encore la mise à disposition du dossier accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations de la population.
- Des inquiétudes se sont manifestées, relatives notamment à la modification structurelle du quartier et à l'arrivée de nouvelles populations, mais aussi à l'accroissement du trafic automobile et de la pollution de l'air, ou encore la modification du paysage urbain.
- Des attentes fortes ont également été formulées, notamment en matière d'amélioration des voiries et trottoirs, du cadre de vie, du degré d'équipement de proximité du quartier ou encore de la mobilité alternative à l'automobile (développement des transports en commun, pistes cyclables, ...).

A l'issue de cette phase de concertation publique, il n'a pas été relevé d'opposition majeure au projet de ZAC de la Pompignane.

Au titre du Code de l'environnement, notamment l'article L. 123-19, la délibération du Conseil municipal en date du 12 juin 2019 a également engagé une participation du public par voie électronique sur le projet de la ZAC de la Pompignane, soumis à évaluation environnementale.

Avis de l'Autorité Environnementale et réponse de la Collectivité

L'étude d'impact et son résumé non technique, transmis à l'Autorité Environnementale le 24 avril 2019, ont fait l'objet d'un avis transmis par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale à la Ville de Montpellier le 25 juin 2019, par lequel celle-ci effectue des recommandations (avis joint en annexe dans le dossier de création).

En réponse, il est rappelé tout d'abord que l'objectif d'une opération de renouvellement urbain est de limiter l'expansion de l'urbanisation sur les milieux naturels et agricoles, en refaisant la ville sur la ville. Ce principe suppose que les développements urbains rendus nécessaires par la demande en logements soient - conformément au SCoT approuvé - localisés prioritairement dans des milieux urbains pouvant être affectés par des effets cumulés avec ceux d'autres activités humaines existantes ou projetées, au bénéfice d'une meilleure préservation de la nature. Dans le cas de la Pompignane, les contraintes environnementales identifiées, liées au développement du trafic

automobile relèvent d'une plus grande échelle territoriale que celle de la ZAC Par ailleurs, depuis la concertation du public, dont le bilan a été tiré par délibération du Conseil municipal en date du 12 juin 2019, et suite à la transmission de l'étude d'impact à l'Autorité Environnementale, la collectivité a travaillé sur plusieurs thématiques, afin d'optimiser le projet : amélioration de la desserte en transport en commun, développement des modes actifs (vélos, piétons), régulation du trafic, réflexion sur la qualité de l'air, réflexion sur l'ambiance sonore, réflexion sur le plan des aménagements des espaces publics.

Un mémoire, accompagné de plusieurs annexes, a été produit à l'attention de l'Autorité Environnementale le 1^{er} octobre 2019, afin de préciser l'analyse, les impacts et les mesures prises. Les éléments fournis en réponse par la Collectivité sont les suivants :

- Les enjeux environnementaux ont été expliqués dans leur analyse, et reconsidérés dans leur hiérarchisation, sur la base d'une série complète d'études des thématiques environnementales : faune/flore, air, ambiance sonore, hydraulique, trafic, hydrogéologie, sols, paysage, modes de transport, etc. Un tableau de synthèse des incidences du projet a été élaboré, répondant à chaque enjeu environnemental par des mesures appropriées.
- Un dossier Natura 2000 a été réalisé par un cabinet spécialisé, afin d'estimer l'impact du projet sur la zone Natura 2000 la plus proche (ZSC : Zone Spéciale de Conservation), localisée au Nord-Ouest du secteur d'étude, au niveau du Lez. L'étude a conclu à l'absence d'impact du projet sur la faune et la flore de cette zone Natura 2000. Le Formulaire d'Evaluation des Incidences (FEVI) Natura 2000 relatif à la ZAC de la Pompignane a été transmis à l'Autorité Environnementale ;
- La cartographie superposant les différents enjeux, notamment naturalistes, avec les secteurs d'aménagement de la ZAC pourra être fournie ultérieurement lorsque le projet d'urbanisme sera défini plus précisément ;
- Le processus de choix du projet parmi les variantes a été précisé, mettant en avant les valeurs du projet proposé par le cabinet d'architectes Castro / Denissof & Associés, choisi en 2014 : protéger et valoriser les espaces, prévenir les risques, désimperméabiliser les sols, respecter le cycle de l'eau, diminuer les nuisances, diminuer la dépendance automobile, hiérarchiser et civiliser les espaces publics de voirie, optimiser la localisation des activités, renouveler et diversifier l'offre résidentielle ;
- Concernant les modalités opérationnelles et les échéances des mesures proposées permettant de développer les déplacements en modes actifs, la nouvelle trame viaire intégrant les principes du Schéma Directeur des Modes Actifs « Mobilités Plurielles » s'inscrira dans le Programme des Equipements Publics de la Zone d'Aménagement Concerté. Les chantiers de ces espaces publics s'échelonneront sur un long terme, tout au long de la concession, suivant le rythme de réalisation des nouvelles constructions. Leur programmation temporelle, ainsi que le suivi des réalisations, seront examinés et validés par la Collectivité chaque année. En ce qui concerne les transports en commun, des décisions importantes ont été prises, afin d'optimiser le fonctionnement des transports collectifs sur la partie Est de Montpellier, dont plusieurs vont permettre de mieux desservir le secteur de la ZAC :
 - dès septembre 2019, une restructuration totale du réseau de bus sur l'Est de la Ville (Pompignane / Millénaire) ainsi que des améliorations de fréquence des bus et d'amplitude horaire en matinée et en soirée sur les lignes principales,
 - mise en place de la ligne de bus n°16,
 - mise en place de la ligne 51, préfigurant la prochaine ligne Métronome 1 à haut niveau de service ;

Il convient de souligner que la collectivité mène par ailleurs plusieurs actions en partenariat avec les entreprises (Plan de Déplacements des Entreprises, Plan des Mobilités), en vue de diminuer la part de l'automobile sur l'espace public.

La collectivité agit au profit d'un changement des mentalités et des comportements, avec l'objectif de la modification progressive des parts modales (diminution de la part automobile, augmentation de la part des transports en commun et des modes actifs - vélos, piétons).

- La thématique « bruit » a également été affinée, afin de limiter l'impact de la circulation sur l'ambiance sonore. La collectivité a ainsi pris la décision de ne pas réaliser de murs anti-bruit, qui ne s'adaptent pas du tout dans le contexte urbain futur. A contrario, plusieurs mesures ont été prises sur cette thématique : le recul des bâtiments vis-à-vis de la voirie, la régulation du trafic, la réalisation de plantations en bordures de voirie, la mise en place d'équipements permettant de réduire la vitesse. Par ailleurs, il est important de rappeler qu'une modélisation acoustique a été réalisée : pour les bâtiments neufs les plus exposés, il est prévu une protection acoustique des façades, notamment au niveau des fenêtres.
- La thématique « air » : une réflexion a été apportée, afin d'estimer l'impact du projet sur la qualité de l'air à moyen terme, en tenant compte de l'ensemble des projets présents sur cette partie Est de la Ville. Les modifications technologiques à venir sur les flottes de véhicules (afin de limiter les émissions de gaz), la prise en compte de la DEM (Déviation Est de Montpellier) qui va permettre de désengorger la partie Est de Montpellier, la mise en place de nouveaux transports en commun, le développement accru des modes actifs, vont permettre de limiter l'impact sur la qualité de l'air, et ce malgré la réalisation de nouveaux projets d'aménagement.

Participation du public par voie électronique :

L'ensemble de ces éléments, ainsi que le bilan de la concertation préalable réalisée au titre du Code de l'Urbanisme, ont constitué le dossier soumis à la participation du public par voie électronique, lui permettant de s'exprimer sur l'évaluation environnementale du projet de la ZAC de la Pompignane.

Définies par la Délibération du Conseil municipal du 12 juin 2019, les modalités d'organisation de cette participation du public par voie électronique ont été les suivantes et sont rappelées dans le rapport de synthèse annexé à la présente :

- Affichage en mairie dans les panneaux officiels d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- Publication sur le site internet de la Ville de Montpellier d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- Publication dans le Midi-Libre du 29 septembre 2019 de l'avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- Mise en ligne du dossier à télécharger soumis à la participation du public par voie électronique, avec activation d'une adresse électronique permettant au public de transmettre ses observations et propositions, sur la période du 16 octobre 2019 au 15 novembre 2019 inclus (soit au moins 30 jours) ;
- Afin de faciliter la participation du public, un poste de consultation a été installé en mairie sur la même période, permettant d'accéder aux éléments du dossier. Un dossier papier a également été mis à disposition dans les mêmes conditions, accompagné d'un registre d'observations et de propositions à l'attention du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la procédure de participation électronique du public doivent désormais faire l'objet d'une synthèse.

Cette synthèse – annexée à la présente - établit notamment la recevabilité des observations et propositions collectées, ainsi que les thématiques soulevées par la population, tout en apportant des réponses. 23 observations et propositions ont été reçues dans les formes, dont certaines représentant des collectifs d'habitants.

Les principaux thèmes soulevés par la population et les réponses apportées sont les suivants :

Forme urbaine (habitat, aménagement urbain) : la population a exprimé son souhait d'une vision progressiste de l'habitat, sa crainte des rapports de proximité entre logements existants et nouveaux logements, son souhait d'une cohérence d'ensemble du projet de renouvellement urbain, sa crainte d'une polarité uniquement sur le cœur de quartier, et pour certains le souhait d'une vraie mise à distance des pavillons bordant la rue de Pinville avec l'ensemble urbain projeté de l'autre côté.

Les réponses apportées : développement d'un écoquartier avec un fort potentiel en énergie solaire ; réseau de chauffage urbain à l'étude ; performance énergétique des logements et habitat bioclimatique ; mise à distance des bâtiments et travail sur la forme urbaine ; instauration de franges végétales majeures ; cohérence d'ensemble garantie par l'aménageur, l'architecte en chef, l'action municipale ; proposition d'une petite polarité sur le secteur des Balcons et pas seulement en cœur de quartier ; reconfiguration du plan d'aménagement aux abords de la rue de Pinville pour apaiser celle-ci.

Déplacements (transports en commun, modes actifs, stationnement, circulation) : la population souhaite une adaptation du nouveau plan de circulation et du réseau de bus TaM, le développement d'un transport en commun en site propre ; le développement des modes actifs tenant compte du contexte (topographie, accès au Lez, passerelle, trottoirs, carrefours, etc.), et notamment du vélo (arceaux, station libre-service) ; des craintes se sont exprimées sur l'augmentation du trafic automobile, avec la demande d'un plus grand nombre de stationnements, avec le constat de problèmes déjà existants sur le quartier en matière d'engorgement du trafic et des craintes liées à l'arrivée d'habitants et d'employés supplémentaires dans le quartier.

Les réponses apportées : forte amélioration du réseau de transport en commun depuis septembre 2019 et ligne Métroline 1 à venir ; mise en œuvre du Schéma Directeur des Modes Actifs ; projet de passerelle abandonné depuis 2016 ; nombreux cheminements paysagers proposés au sein de la ZAC ; reconfiguration des carrefours sur l'avenue de la Pompignane ; facilitation renforcée de l'usage du vélo ; nécessité d'un changement des comportements des citoyens et report modal ; éviter la multiplication des espaces dédiés à l'automobile dont le stationnement de surface pour ne pas inciter à l'usage de la voiture ; développement des solutions alternatives à la voiture.

Les désordres constatés aujourd'hui seront pris en compte et la conception même de la ZAC permettra aux habitants d'effectuer leur propre transition dans leur mobilité urbaine.

Qualité de vie (végétalisation, équipements, cohésion sociale, santé) : la population souhaite que la nature existante soit préservée et que la ZAC comporte un fort volet végétal adapté ; elle souhaite des commerces et des lieux de vie notamment sur le plateau, des équipements divers, plus de propreté urbaine ; elle souhaite également plus de lien social, la prise en compte de la situation des personnes âgées, le développement de groupes collaboratifs et d'actions et d'équipements collectifs ; réduction des différents types de

pollution ; lutte contre les moustiques ; d'autres formulent des inquiétudes sur la pollution industrielle du site de la Pompignane

Les réponses apportées : préservation maximale des arbres existants, forte ambition paysagère au sein de la ZAC, renforcer le caractère de cité jardin de la Pompignane ; les demandes d'équipements et de commerces de proximité sont intégrées dans les réflexions en cours sur l'aménagement de la ZAC et dans la mesure du possible ; la ZAC est porteuse de nombreux lieux et espaces de vie collective et partagée ; un marché hebdomadaire est à l'étude ; l'amélioration de l'accessibilité des personnes âgées passe par la requalification et le confort des trottoirs et des espaces publics ; l'offre en commerces et équipements de proximité ; l'offre en logements mieux adaptée aux nouveaux besoins ; l'interaction entre les habitants passe par l'usage des lieux de vie proposés et par les initiatives citoyennes ; pour la santé, les mesures prises globalement au niveau de la mobilité et de la composition du plan du quartier doivent contribuer à réduire les nuisances du trafic automobile (air, bruit, ...) sur les populations. La pollution du site industriel est sous la surveillance de l'Etat et des mesures de confinement et de dépollution sont mises en œuvre ; la prolifération des moustiques doit être appréhendée plus globalement et des actions ont déjà été engagées par les services de l'Etat.

Environnement : la population redoute diverses pollutions, notamment celle du site industriel, propose la récupération de l'eau de pluie pour l'arrosage, souhaite une désimperméabilisation des sols, recommande un suivi des mesures environnementales adoptées, craint une sous-estimation des impacts faune/flore.

Les réponses apportées : le projet de ZAC permet une désimperméabilisation des sols remarquable ; la pollution du site industrielle est sous surveillance, de nombreuses études et compléments environnementaux ont été réalisés pour ce projet (dispositif de suivi) ; le dossier Natura 2000 et l'étude d'impact réalisés ont mis en évidence l'absence d'impact fort sur la faune et la flore, à l'occasion d'un projet refaisant la ville sur la ville, dans un processus de renouvellement urbain ; enfin, une étude de potentialités en énergies renouvelables a été réalisée pour ce projet, avec des pistes intéressantes de développement du photovoltaïque au sein de la ZAC de la Pompignane ; l'approche bioclimatique des logements sera développée ; un réseau collectif de chaleur urbain est à l'étude.

Association du public : les représentants du comité de quartier demandent la possibilité d'être associés par la suite à l'élaboration définitive des projets.

La réponse apportée : l'association du public s'effectue tout au long de l'élaboration des projets.

En conclusion de cette synthèse des propositions et des observations du public, il est important de noter que certains des problèmes relevés par la population dans le cadre de cette procédure sont pour la plupart déjà existants (déplacements, qualité de vie, santé). Globalement, les observations et propositions qui ont été faites précisent l'importance de régler ces problèmes afin que le projet d'aménagement ne vienne les augmenter ou en créer de nouveaux, mais au contraire, qu'il participe à l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie du quartier. Constat est fait globalement que la participation par voie électronique réalisée n'a pas mis en évidence de nouvelles craintes de la part de la population, en comparaison des éléments déjà formulés dans le cadre de la concertation du public au titre du Code de l'urbanisme, dont un bilan favorable a pu être tiré par le Conseil municipal le 12 juin 2019.

Conformément à l'article L. 123-19-1 du Code de l'environnement, une note établit, à la suite et de façon séparée, les motifs que la Collectivité retient en vue de la création de la zone d'aménagement

concerté de la Pompignane, ce document étant annexé à la présente. Ces motifs sont principalement les suivants :

- La **croissance démographique très forte** à Montpellier, générant une **importante demande en logements et notamment en logements locatifs sociaux** (+ de 24 000 demandeurs au 1^{er} janvier 2018 sur le territoire de la Métropole), en **immobiliers d'entreprises, de services, et en équipements** ;
- Le **respect des orientations du PLH 2019-2024** par la ZAC de la Pompignane, participant à la **mixité sociale du quartier** ;
- La **volonté municipale de maîtriser le développement urbain** ;
- La **recomposition et le réinvestissement urbains forts du quartier de la Pompignane**, à travers le programme de la ZAC de la Pompignane ;
- La **qualité urbaine du projet**, venant apporter des **réponses aux attentes légitimes de la population**, développée dans la justification de l'opération contenue dans le rapport de présentation du dossier de création ;
- La **cohérence du projet de la ZAC de la Pompignane avec les grands documents de planification urbaine** ;
- La **cohérence du développement urbain proposé avec les grandes politiques locales en matière de mobilités alternatives à l'automobile** et donc de réduction des nuisances associées ;
- Les **vertus d'un projet de renouvellement urbain et de développement durable**, refaisant la ville sur la ville et limitant d'autant l'expansion urbaine sur les campagnes alentours ;
- L'assurance que **l'évaluation environnementale exigée aura permis à la Collectivité et son aménageur de bien appréhender la teneur des enjeux et des impacts environnementaux**, afin d'y répondre par des **mesures concrètes, adaptées et suivies** dans le temps.

En conséquence, sur la base du bilan de la concertation, de l'étude d'impact, de l'avis de l'autorité environnementale, du mémoire en réponse et de ses annexes, de la synthèse des observations et propositions du public dans le cadre de la procédure de participation par voie électronique, au vu des motivations de la décision, et du dossier de création de la ZAC, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte des observations et propositions formulées lors de la participation du public par voie électronique, relative à l'évaluation environnementale de la zone d'aménagement concerté de la Pompignane, telles qu'annexées à la présente ;
- de tirer et d'approuver la synthèse de la procédure de participation du public par voie électronique, comportant les réponses formulées par la Collectivité, telle qu'annexée à la présente ;
- d'approuver les motifs présidant à la décision de créer la ZAC de la Pompignane, tels qu'exposés ci-avant et développés dans la note de motivation de la décision annexée à la présente ;
- de préciser que les observations et propositions, leur synthèse et les motivations en vue de la création de la ZAC seront mises à disposition du public pendant 3 mois ;
- de rappeler, conformément à l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, qu'aux termes de l'étude d'impact :
 - 1° Les mesures à la charge du maître d'ouvrage, destinées à éviter / réduire / compenser les effets potentiels du projet sur l'environnement ou la santé humaine, sont les suivantes :

- La programmation pluriannuelle des constructions adaptée à la capacité d'intégration du quartier, accompagnée d'équipements et d'espaces publics sources de convivialité et de vivre-ensemble ;
- Le développement des mobilités actives et alternatives, qui se traduit dans la mise en œuvre progressive du Schéma Directeur des Modes actifs « Mobilités plurielles » adopté par la Métropole, et déjà dans le quartier de la Pompignane, par une amélioration conséquente de la desserte par les bus depuis septembre 2019, avec la perspective prochaine de la mise en service de la ligne Métronome 1 (bus à haut niveau de service), entre la place de l'Europe et le pôle d'échange de Sablassou, qui desservira une part importante de la ZAC de la Pompignane, ainsi que les principaux sites d'emplois présents sur le plateau de la Pompignane ;
- La prise en compte des risques de pollution, la poursuite de la réparation de la ville au quotidien, la poursuite de la concertation et de l'association de la population dans l'élaboration des projets, la poursuite du travail de conception avec l'équipe d'architectes-urbanistes, pour une meilleure intégration du bâti dans son environnement.

2° Les modalités du suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine, des mesures de suppression, de réduction et de compensation d'impact, sont les suivantes : mesures paysagères, hydrauliques et de protection de la faune et de la flore, avec un calendrier prévisionnel de suivi pour chacune des thématiques concernées ;

- de prendre acte des observations et propositions formulées lors de la participation du public par voie électronique, relative à l'évaluation environnementale de la zone d'aménagement concerté de la Pompignane, telles qu'annexées à la présente ;
- d'approuver le dossier de création de la ZAC établi conformément à l'article R. 311-2 du code de l'urbanisme, tel qu'annexé à la présente,
- de créer la zone d'aménagement concerté, dénommée « ZAC de la Pompignane », ayant pour objet l'aménagement et l'équipement des terrains situés au sein du périmètre défini dans le dossier de création, en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, s'appliquant principalement au cœur de quartier et à la frange Ouest du plateau de la Pompignane, avec un programme prévisionnel d'environ 97 500 m² SDP et 1 400 logements en mixité sociale,
- de mettre à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements visés à l'article R 331-6 du Code de l'urbanisme. En conséquence, le périmètre de la ZAC sera exclu du champ d'application de la part intercommunale de la taxe d'aménagement,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC, tel que visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme,
- de charger Monsieur le Maire, ou son représentant, de la bonne exécution de la présente délibération, et notamment des mesures de publicité réglementaires. La présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie. Elle fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

**4. ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (secteur sud) - Mise à disposition du dossier d'évaluation environnementale : synthèse des observations et de la participation du public par voie électronique - Programme des équipements publics de la ZAC
Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation**

La Ville de Montpellier a engagé au début des années 1990, dans le prolongement d'Antigone, la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer qui s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

- le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers le Lez, en apportant à un quartier urbanisé sans cohérence, la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- l'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue Etienne Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche, l'hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC, entrée en phase opérationnelle au printemps 2006, est aujourd'hui achevée.
- enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez ainsi que la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct de l'hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007. A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011.

Le 6 février 2012, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le principe de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. Ces modifications de périmètre ont entraîné une augmentation de surface de l'ordre de 0,4 hectares, soit en proportion un peu moins de 2% de surface supplémentaire, à l'échelle de la ZAC. Les modifications de périmètre ont eu pour conséquence une augmentation du programme prévisionnel de constructions de l'ordre de 10 000 m² de surface de plancher. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 1^{er} octobre 2012.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour de l'hôtel de ville et sur l'ensemble de Port Marianne,
- renforcer l'urbanisation à proximité des 3 lignes de tramway qui desservent le secteur,
- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'avenue Germaine Tillion et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le pont André Lévy,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat,
- anticiper le renouvellement urbain des parcelles bâties situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité de l'hôtel de ville et du tramway.

L'ensemble de ces actions nécessitant l'intervention d'un aménageur, une convention publique d'aménagement a été confiée dans un premier temps à la Société d'Aménagement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 (NB : suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement).

Dans un deuxième temps, il a été décidé de s'adosser à la concession « Nouveau Grand Coeur 2013-2020 » pour confier par avenant n°1 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale (SPL), une mission globale d'aménagement du secteur « Moularès », situé dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer au nord du chemin de Moularès. Celle-ci a été adoptée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 23 juillet 2015 puis conjointement signé par la Ville et la SA3M le 9 septembre 2015.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier qui a pris l'initiative de la création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer a constitué un dossier de réalisation, annexé à la présente ; celui-ci comprend :

1. le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
2. le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
3. les modalités provisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps
4. l'étude d'impact mise à jour relative au projet de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (secteur sud) et la réponse à l'Autorité Environnementale
5. La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole émettant un avis favorable sur le projet de Programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer inclut :

- Voiries (axes structurants et réseau interne), trame piétonnière, pistes cyclables, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, stationnement,
- Réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
- Réseau d'eaux usées,
- Réseau d'eau potable et défense incendie,
- Réseau de moyenne et basse tension électrique,
- Réseau de gaz,
- Réseau de télécommunications et Pégase,

Les équipements publics relevant des compétences de la Métropole seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée.

Les équipements publics de voiries, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation à titre gratuit dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole et à la Régie des Eaux au titre de leurs compétences seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis dans le cadre de cette opération n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création étant pris en charge par la ZAC.

Il convient de noter que la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) ne s'applique pas à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Toutefois, le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 900 nouveaux logements de la ZAC et les 1 000 m² d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone :

- ZAC initiale : dans le cadre de cette première phase, 155 000 m² de SHON ont été construits (logements en résidences principales, étudiantes, de services, locaux d'activités y compris commerces en rez-de-chaussée),
- 1^{ère} extension : l'ensemble correspond à une surface d'environ 50 000 m² répartis comme suit :
 - hôtel de ville : 28 000 m²,
 - logements, bureaux et commerces : 22 000 m².
- 2^{ème} extension : le programme global de construction prévisionnel comprend un programme majoritairement de logements accompagné ponctuellement de locaux d'activités. L'ensemble correspond à une surface de plancher (SDP) d'environ 65 000 m².

Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps :

L'ensemble des dépenses et recettes de l'opération présentées dans le présent dossier de réalisation s'inscrit dans le bilan de la concession d'aménagement issu du Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2018) approuvé par le Conseil Municipal en date du 21 novembre 2019.

En l'état, le financement des équipements publics de la ZAC est assuré par l'opération d'aménagement ainsi que par une participation de la Ville de Montpellier qui s'élèvera à 1,12 million d'euros HT.

L'étude d'impact et la réponse à l'Autorité Environnementale:

Comme le prévoit l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme, l'étude d'impact initiale, modifiée à l'occasion de l'extension de la ZAC en 2012 et portant uniquement sur le secteur sud de la ZAC issus des extensions de l'année 2003 et suivantes, a fait l'objet de compléments et a été rédigée conformément à l'évolution du Code de l'Environnement (article L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants, notamment l'article R.122-5) en tenant compte des caractéristiques du site et des éléments techniques du projet issu des études récentes.

En application de l'article R 122-1-1 du Code de l'Environnement, les études d'impacts doivent être soumises à l'avis préalable de l'Autorité environnementale (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie), laquelle se prononce sur le dossier d'étude d'impact de l'opération. Cet avis porte sur les évaluations des impacts des grands projets et programmes sur l'environnement, et sur les mesures de gestion visant à éviter, atténuer ou compenser ces impacts. L'avis de l'autorité environnementale a été rendu le 27 septembre 2017.

Le cahier de réponse aux remarques formulées par l'Autorité environnementale est intégré au sein du dossier de réalisation joint en annexe.

L'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics relevant de ses compétences, à réaliser dans la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. En date du 18 décembre 2019, le Conseil Métropolitain a :

- donné un avis favorable sur le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer,
- approuvé les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- approuvé le principe de leur financement.

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 décembre 2019 est jointe au dossier de réalisation lui-même joint en annexe de la présente délibération.

Le dossier de réalisation comportant le projet de programme des équipements publics de la ZAC, établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, est joint en

annexe de la présente délibération.

Conformément à l'article R.311-8 du Code de l'Urbanisme, le Conseil municipal est appelé à délibérer en vue d'approuver le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Mise à disposition du dossier d'évaluation environnementale : synthèse des observations et de la participation du public par voie électronique :

Conformément aux modalités d'information et de participation du public au titre du Code de l'Environnement (L.122-1-1 et suivants, R122-11 et L.123-19 et suivants) arrêtées par la délibération n°V2017-202 du 20 juillet 2017, la Ville a recueilli les observations et propositions du public dans le cadre d'une consultation à partir d'un dossier d'évaluation environnementale comprenant l'étude d'impact mise à jour de la ZAC, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de la collectivité. L'ensemble de ces éléments, ainsi que le bilan de la concertation réalisée au titre du Code de l'Urbanisme, ont constitué le dossier soumis à la participation du public par voie électronique, lui permettant de s'exprimer sur l'évaluation environnementale du projet de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. Cette consultation a eu lieu entre le 8 juillet 2019 et le 9 août 2019 inclus, et s'est faite via le site internet de la Ville (www.montpellier.fr) et, en complément, un dossier en version papier a été mis à disposition à l'hôtel de ville de Montpellier.

Définies par la Délibération du Conseil municipal du 20 juillet 2017, les modalités d'organisation de cette participation du public par voie électronique ont été les suivantes et sont rappelées dans le rapport de synthèse annexé à la présente :

- affichage en mairie dans les panneaux officiels d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- affichage sur les lieux du projet, en trois sites différents, d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- publication sur le site internet de la Ville de Montpellier d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- publication dans le Midi-Libre du 21 juin 2019 de l'avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- publication dans La Gazette de Montpellier du 20 au 26 juin 2019 de l'avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- mise en ligne du dossier à télécharger soumis à la participation du public par voie électronique, avec activation d'une adresse électronique permettant au public de transmettre ses observations et propositions sur la période du 8 juillet 2019 au 9 août 2019 inclus (soit au moins 30 jours) ;
- afin de faciliter la participation du public, un poste de consultation (ordinateur) a été installé en mairie sur la même période, permettant d'accéder aux éléments du dossier. Un dossier

papier a également été mis à disposition dans les mêmes conditions, accompagné d'un registre d'observations et propositions à l'attention du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la procédure de participation électronique du public doivent désormais faire l'objet d'une synthèse.

Cette synthèse – annexée à la présente et consultable pendant 3 mois sur le site internet de la Ville www.montpellier.fr – établit notamment la recevabilité des observations et propositions collectées, ainsi que les thématiques soulevées par la population, tout en apportant des réponses.

Les principaux thèmes soulevés par la population et les réponses apportées sont les suivants :

- Le risque inondation par débordements du Lez et du ruisseau des Aiguerelles maîtrisé par la réalisation d'ouvrages de rétention réalisés depuis le début des années 2000 qui, loin d'avoir minéralisé le secteur, ont permis au contraire de renforcer sa végétalisation ;
- La densité urbaine envisagée et plus particulièrement la construction d'une tour d'habitation dont l'emplacement a été dessiné dans les documents graphiques du PLU depuis 2011 et qui participe notamment, de par sa hauteur, à la limitation de l'étalement urbain en périphérie de la ville.

Conformément à l'article L. 123-19-1 du Code de l'environnement, une note établit à la suite et de façon séparée les motifs que la Collectivité retient en vue de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, ce document étant également annexé à la présente. Ces motifs sont principalement les suivants :

- La croissance urbaine et démographique très forte à Montpellier ;
- La priorité donnée au logement par la Ville de Montpellier ;
- Le respect des orientations du PLH 2019-2024 par la ZAC, participant à la mixité sociale du quartier ;
- La qualité urbaine du projet, venant apporter des réponses aux attentes légitimes de la population, développée dans la justification de l'opération contenue dans le rapport de présentation du dossier de création de la ZAC;
- Les vertus d'un projet de renouvellement urbain et de développement durable, capable d'assurer la couture urbaine avec des quartiers résidentiels plus anciens ;
- La cohérence du projet de la ZAC avec les grands documents de planification urbaine ;
- La cohérence du développement urbain proposé avec les grandes politiques locales en matière de mobilités alternatives à l'automobile et donc de réduction des nuisances associées ;
- L'assurance que l'évaluation environnementale exigée aura permis à la Collectivité et son aménageur de bien prendre la teneur des enjeux et des impacts environnementaux, afin d'y répondre par des mesures concrètes, adaptées et suivies dans le temps.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte des observations et propositions formulées lors de la participation du public par voie électronique, relative à l'évaluation environnementale de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, telles qu'annexées à la présente ;
- de tirer et d'approuver la synthèse de la procédure de participation du public par voie électronique, comportant les réponses formulées par la Collectivité, telle qu'annexée à la

présente ;

- d'approuver les motifs présidant à la décision d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, tels qu'exposés ci-avant et développés dans la note de motivation de la décision annexée à la présente ;
- de préciser que les observations et propositions, leur synthèse et les motivations en vue de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC seront mises à disposition du public pendant 3 mois ;
- de prendre acte de la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18 décembre 2019 émettant un avis favorable sur le projet de programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, telle que jointe en annexe du dossier de réalisation et approuvant notamment la remise des ouvrages à intégrer dans le patrimoine de la Métropole ;
- d'approuver le programme des équipements publics de la Zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer dont le projet est contenu dans le dossier de réalisation, tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- de confirmer que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer seront exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement, conformément aux dispositions des articles 1585 paragraphe C du code général des impôts et 317 quater de l'annexe II du code général des impôts ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

5. Quartier Prés d'Arènes – ZAC de la Restanque - Programme des équipements publics de la ZAC – Dossier de réalisation de la ZAC – Approbation

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, desservi par la 4ème ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier actif de 125 ha regroupant de l'habitat de formes diversifiées (collectifs, maisons de ville ...), des activités, des bureaux, des commerces et des équipements publics. Cette mixité programmatique accompagnera le

développement du Marché d'Intérêt National (M.I.N.) afin de conférer au quartier une nouvelle identité autour de l'alimentation durable et les produits locaux. Ce projet ambitionne aussi de ramener la nature dans le quartier en désimperméabilisant le sol afin d'améliorer le cadre de vie, la biodiversité et la lutte contre les inondations. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession, devenue en 2016 la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier. Aujourd'hui, diverses études et opérations « tests » ont permis à la Ville de Montpellier de valider une stratégie et une méthode permettant d'affiner la programmation selon des principes fondateurs contemporains permettant d'améliorer la prise en compte des impératifs du réchauffement climatique et des enjeux mis en valeur par le « Manifeste de Montpellier pour une Ville écologiste et humaniste », et le Plan Climat Energie Territorial en cours d'étude par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les principes fondateurs de l'évolution du quartier sont les suivants :

- créer un quartier actif qui s'appuie sur la dimension économique déjà présente,
- permettre le développement du MIN compatible avec le futur quartier et créer une identité de quartier autour d'un pôle dédié à l'alimentation durable et les produits locaux,
- agrandir les îlots pour favoriser leur végétalisation, la diversité des programmations immobilières et de la composition urbaine,
- organiser les déplacements pour un espace public partagé,
- intégrer les contraintes et les risques hydrauliques
- désimperméabiliser les sols et réintroduire la nature dans le quartier et (réduction de l'empreinte carbone),
- ajuster les hauteurs pour produire des habitats diversifiés, en respectant le patrimoine paysager historique de la Ville,
- créer des polarités à l'échelle du quartier,
- diversifier les formes d'habitat et assurer la mixité sociale.

Ces études ont permis d'aboutir à une proposition de Programme des Équipements Publics (PEP) ainsi qu'un projet de dossier de réalisation.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier qui a pris l'initiative de la création de la ZAC Restanque a constitué un dossier de réalisation ; celui-ci, joint à la présente délibération, comprend :

1. le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
2. le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
3. les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps,
4. la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole approuvant le programme des équipements publics.

Une mise à jour de l'étude d'impact complète le dossier de réalisation. Conformément à l'avant dernier alinéa de l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, l'étude d'impact initiale fait l'objet d'un complément, au regard des nouveaux éléments d'informations dont la collectivité ne pouvait avoir connaissance au moment du dossier de création de la ZAC de la Restanque.

1. Le programme des équipements à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Restanque inclut :

- Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
 - réseaux d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
 - réseaux d'eaux usées,
 - réseaux d'eau potable,
 - points d'eau incendie,
 - réseaux de haute, moyenne et basse tension électrique,
 - réseaux de télécommunications,
- Les équipements publics de superstructure situés dans le périmètre de la ZAC :
 - la création de deux groupes scolaires,
 - la création d'une cuisine centrale.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis, ainsi que le financement des ouvrages.

La réalisation des équipements publics de compétence métropolitaine aura pour maîtrise d'ouvrage la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, dont les réseaux EU et AEP publics existants nécessitant un renforcement.

Pour le renouvellement des réseaux d'assainissement des eaux usées nécessaires également aux besoins de l'opération d'aménagement, ceux-ci seront pris en charge à hauteur de 50 % par la Métropole. Les travaux de renouvellement des réseaux non liés aux besoins induits par l'opération d'aménagement, la maîtrise d'ouvrage et le financement de ces derniers sont assurés par Montpellier Méditerranée Métropole.

Hors renouvellement des réseaux pour l'assainissement des eaux usées, les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences seront donc pris en charge par l'opération d'aménagement.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis au concédant de la SA3M soit la Ville de Montpellier, en présence de Montpellier Méditerranée Métropole aux fins d'incorporation dans leur patrimoine. Un procès-verbal de remise d'ouvrage tripartite ainsi qu'un acte authentique tripartite le cas échéant seront signés à cette occasion comme précisé à la concession d'aménagement.

Concernant la réalisation des équipements de compétence de la Ville de Montpellier, le programme des équipements publics prévoit la répartition suivante :

- les espaces verts et la cuisine centrale aura pour maîtrise d'ouvrage la SA3M, Ces équipements sont prévus dans le cadre de la ZAC, avec une participation à 100% de la Ville ;
- les groupes scolaires auront pour financeur et maître d'ouvrage la Ville.

La remise des ouvrages réalisés par la SA3M sera faite conformément au traité de concession d'aménagement.

2. Le programme global des constructions à réaliser dans la zone :

Le programme des constructions nouvelles de la ZAC prévoit la réalisation :

- de l'ordre de 7 500 logements: logements familiaux (libres, abordables et sociaux) et spécialisés (étudiants, seniors, jeunes actifs),
- environ 100 000 m² de surfaces de plancher destinées à de l'activité à créer ou moderniser,
- environ 8 700 m² de surfaces de plancher d'équipements publics (2 groupes scolaires).
- le maintien et le développement du Marché d'Intérêt National,
- la création d'un pôle de logistique urbaine,
- la construction de la nouvelle cuisine centrale.

D'autres équipements pourront voir le jour en fonction des besoins émergeant, que ce soit à l'échelle du quartier, de la Ville ou de la Métropole.

En matière d'aménagement d'infrastructures, le programme prévisionnel comporte la réalisation de l'ensemble des voiries, réseaux divers et espaces publics nécessaires à la desserte des îlots constructibles et à la valorisation paysagère et urbaine du site.

3. Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps :

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M par délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2012 pour une durée prévisionnelle de 30 ans.

La Ville de Montpellier participe au financement du programme d'équipement public pour la partie qui est au-delà des besoins des futurs habitants, notamment pour la réalisation de la cuisine centrale qui répond à des besoins à l'échelle du territoire communal dans son ensemble.

La participation prévisionnelle de la Ville à l'opération est actuellement de 50 505 000 € HT, et comprend à la fois une participation au PEP et une participation d'équilibre.

4. L'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté de la Restanque relevant de ses compétences. En date du 18 novembre 2019, le conseil métropolitain a approuvé :

- le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Restanque, comprenant notamment les modalités d'incorporation dans son patrimoine,
- le principe du financement de ces équipements,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-565 est intégrée au dossier de réalisation, joint en annexe de la présente délibération.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-565 en date du 18 novembre 2019 approuvant le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Restanque, le principe de leur financement et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, telle que jointe en annexe 1 de la présente délibération ;
- d'approuver le programme des équipements publics de la Zone d'aménagement concerté Restanque dont le projet est contenu dans le dossier de réalisation, tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- d'approuver le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement concerté Restanque complété d'une mise à jour de l'étude d'impact, établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, et tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

6. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 3f - ACM Habitat

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour le lot n°3f de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage : ACM Habitat
Montpellier

Localisation du projet : Section HY n°544a

Surface du lot : 1 035 m² environ

Nature du projet : 36 logements collectifs locatifs sociaux

SDP envisagée : 2 610 m² SDP

SDP maximale autorisée : 2 680 m² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 3f de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 9 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL)

7. ZAC EAI – Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 – Lot 5a1 - M&A Promotion

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpellieraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de M&A Promotion pour le lot n°5a1 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	M&A Promotion Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°567
Surface du lot :	1 330 m ² environ
Nature du projet :	57 logements collectifs en accession libre
SDP envisagée :	4 000 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	4 200 m ² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de M&A Promotion pour la construction de logements collectifs en accession libre sur le lot 5a1 de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

8. ZAC EAI – Demande d'agrément de candidature

Tranche 1 - Lot 5a2 - ACM Habitat

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpellieraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrège à l'ancien sans l'effacer;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour le lot n°5a2 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage : ACM Habitat Montpellier

Localisation du projet : Section HY n°567

Surface du lot : 1 330 m² environ

Nature du projet : 56 logements collectifs dont 23 en accession abordable PSLA et 33 logements en locatif social

SDP envisagée : 3 900 m² SDP dont :
dont 1 600 m² SDP destinés au logement en accession abordable
dont 2 300 m² SDP destinés au logement locatif social

SDP maximale autorisée : 4 095 m² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour la construction de logements collectifs en accession abordable PSLA et en locatif social sur le lot 5a2 de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 9 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL)

Monsieur Daniel BOULET entre en séance.

9. ZAC EAI – Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5e1 ERILIA pour le compte de l'association LEPIC&COLL&CALM

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société

d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ERILIA pour l'association LEPIC&COLL&CALM pour le lot n°5e1 de la ZAC EAI. Ce projet repose sur un programme d'habitat participatif porté par le groupement d'habitants Lepic&Coll&Calm, pour la réalisation de 20 logements collectifs en accession abordable et en accession sociale coopérative.

Maître d'ouvrage :	ERILIA pour l'association LEPIC&COLL&CALM
Localisation du projet :	Section HY n°557b
Surface du lot :	873 m ² environ
Nature du projet :	20 logements collectifs en accession abordable PSLA et accession sociale coopérative
SDP envisagée :	1 530 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	1 606 m ² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ERILIA pour l'association LEPIC&COLL&CALM pour la construction de logements collectifs sur le lot 5e1 de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 3 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

10. ZAC EAI – Demande d'agrément de candidature Tranche 1 - Lot 5e2 - ACM Habitat

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpellieraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;

- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour le lot n°5e2 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	ACM Habitat Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°557a
Surface du lot :	1 147 m ² environ
Nature du projet :	30 logements collectifs locatifs sociaux
SDP envisagée :	2 150 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	2 257 m ² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 5e2 de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 9 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL)

11. ZAC Nouveau Saint Roch – Demande d'agrément de candidature Lot VIII.b1 - SCCV Montpellier TECH POWER

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable.

Il s'agit d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des commerces et des équipements publics (parking...), un pôle tertiaire constitué de 3 bâtiments linéaires le long des voies ferrées qui accueillera des espaces de co-working, des bureaux et un hôtel innovant.

Ce quartier est très bien desservi en transports collectifs (Pôle d'Echanges Multimodal – gare Nouveau Saint Roch, 4 lignes de tramway, ...) et accueille par ailleurs également le parc urbain René Dumont, d'une superficie d'environ 1,5 ha à terme.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de la SCCV Montpellier TECH POWER en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot VIII.b1 de la ZAC, la réalisation d'un projet recevant des activités tertiaires

Dénomination du candidat :	SCCV Montpellier TECH POWER
Localisation :	ZAC Nouveau Saint-Roch Lot VIII.b1
Parcelles cadastrées :	section EV 551p, 552p, 538p et 560p
Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément :	1 407 m ²
Nature du projet :	activités tertiaires
SDP envisagée :	7 327 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	7 500 m ² SDP

La SERM précise que la candidature de SCCV Montpellier TECH POWER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la SCCV Montpellier TECH POWER pour la construction la réalisation d'un projet recevant des activités tertiaires sur le lot VIII.b1 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

12. ZAC Ovalie – Demande d'agrément de candidature

Tranche 7 - Lot n°21 - URBIS REALISATIONS

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal a décidé de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence. Ce secteur va voir renforcer sa desserte en transport en commun, avec le passage de la ligne 5 du tramway et l'implantation d'une station rue Bugarel, face au stade de rugby à l'horizon 2025.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1er septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1er mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature d'URBIS Réalisations pour le lot 21 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Dénomination du candidat : URBIS Réalisations
8-10 rue des 36 Ponts
31 100 TOULOUSE

Localisation :	ZAC Ovalie (7 ^{ème} tranche) Lot 21
Parcelle cadastrée :	Section PB 286p
Surface du lot :	1 362 m ²
Nature du projet :	50 logements collectifs (25 logements en accession à la propriété abordable et 25 logements en accession libre)
SDP envisagée :	3 360 m ² SDP dont 1 585 m ² SDP en accession abordable dont 1 585 m ² SDP en accession libre dont 190 m ² SDP d'activités
SDP maximale autorisée :	3 528 m ² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'URBIS Réalisations en vue de la réalisation d'une opération de 50 logements collectifs en accession à la propriété abordable et en accession libre sur le lot 21 de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

13. ZAC Ovalie – Demande d'agrément de candidature Tranche 7 – Lot 22a1 - ACM Habitat

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal a décidé de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande

mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence. Ce secteur va voir renforcer sa desserte en transport en commun, avec le passage de la ligne 5 du tramway et l'implantation d'une station rue Bugarel, face au stade de rugby à l'horizon 2025.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1er septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1er mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de d'ACM Habitat pour le lot 22a1 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Dénomination du candidat :	ACM HABITAT 407 avenue du Professeur E. Antonelli 34070 MONTPELLIER CEDEX3
Localisation :	ZAC Ovalie (7 ^{ème} tranche) Lot n°22a1
Parcelle cadastrée :	Section DP41
Surface du lot :	1 101 m ²
Nature du projet :	30 logements collectifs locatifs sociaux
SDP envisagée :	1 850 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	1 943 m ² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société ACM Habitat en vue de la réalisation d'une opération de 30 logements collectifs locatifs sociaux sur le lot 22a1 de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 10 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

14. ZAC Ovalie – Demande d'agrément de candidature

Tranche 7 - Lot 22a2 - FDI Promotion

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal a décidé de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence. Ce secteur va voir renforcer sa desserte en transport en commun, avec le passage de la ligne 5 du tramway et l'implantation d'une station rue Bugarel, face au stade de rugby à l'horizon 2025.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1er septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1er mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de FDI Promotion pour le lot 22a2 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Dénomination du candidat :	FDI Promotion Immeuble Harmonie 501 rue Georges Méliés 34078 MONTPELLIER CEDEX3
Localisation :	ZAC Ovalie (7 ^{ème} tranche) Lot n°22a2
Parcelle cadastrée :	Section PB 40
Surface du lot :	4 789 m ²
Nature du projet :	60 logements collectifs (30 logements en accession à la propriété abordable et 30 logements en accession libre) 1 local commun

SDP envisagée :	3 847 m ² SDP dont 1 884 m ² SDP en accession abordable PSLA dont 1 912 m ² SDP en accession libre dont 51 m ² SDP destinés à un local commun
SDP maximale autorisée :	4 000 m ² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal/

- d'agréer la candidature de FDI Promotion en vue de la réalisation d'une opération de 60 logements collectifs en accession à la propriété abordable et en accession libre sur le lot 22a2 de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 3 voix (Véronique DEMON, Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

15. ZAC Port Marianne – République Agrément de candidature - Lot A2 - ACM Habitat

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne – Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

A l'issue du concours d'urbanisme, le Conseil municipal a décidé de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération n° V2019-002 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le projet de programme des équipements publics (délibération n° M2018-626 en date du 21 décembre 2018).

Par conséquent, la phase opérationnelle peut démarrer à travers le lancement de la consultation du premier îlot, l'îlot A, qui se situe au nord-ouest de la ZAC et à l'angle sud-est de la Place Pablo Picasso.

Dans ce contexte, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM HABITAT en vue de la cession du lot n°A2 de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : ACM - HABITAT
- Localisation : Lot A2
- Parcelles cadastrées : Section SB 172b, SB 173a, SB 258a, SB 259a, SC 249, SC 254 ;
- Nature du projet : Réalisation de logements collectifs sociaux, bureaux et locaux commerciaux ;
- Surface du lot : 2 518 m² ;
- SDP envisagée : 4 117 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée : 4 300m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature d'ACM HABITAT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM HABITAT en vue de la réalisation de logements collectifs sociaux, bureaux et locaux commerciaux sur le lot A2 de la ZAC Port Marianne – République,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 9 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

**16. Concession d'aménagement « Réaménagement du quartier de la Pompignane »
ZAC de la Pompignane- Secteur Coeur de quartier - Agrément de candidature de la SCI
"Pompignane Développement" en vue d'une cession foncière**

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a confié à la SA3M une concession d'aménagement notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane. Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 septembre 2016 et notifiée le 22 novembre 2016.

Inclus dans le périmètre de la concession, un projet immobilier d'initiative privée a été porté à la connaissance de la Collectivité. Localisé sur le terrain de l'actuel centre commercial de la Pompignane (parcelle CR304), ce projet immobilier se situe désormais au sein du périmètre de la ZAC de la Pompignane, dans le cœur de quartier.

Conformément à la fiche de lot établie pour cette opération immobilière par l'architecte en chef du projet de renouvellement urbain, l'atelier CASTRO/ DENISSOF & ASSOCIES, le projet de construction doit venir à l'alignement de l'avenue Alphonse Juin et se développer plus largement que sur la seule parcelle d'origine. Pour ce faire, le promoteur doit acquérir deux emprises détachées de la parcelle mitoyenne CR303, dont la SA3M s'est portée acquéreur. L'acquisition de ces parcelles par le promoteur finalisera la maîtrise de différents tenements fonciers, en vue de réaliser un programme de logements collectifs neufs, commerces et bureaux. Cette cession foncière permet d'accentuer le processus de renouvellement urbain.

Aussi, conformément à la concession d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de la SCI POMPIGNANE DEVELOPPEMENT en vue de la cession de ces deux parcelles issues de la parcelle CR303, la nouvelle numérotation de ces parcelles étant en cours.

Dénomination du Candidat :

SCI POMPIGNANE DEVELOPPEMENT, domiciliée au 125 rue Gilles Martine 34070 MONTPELLIER, représentée par son gérant OCEANIS PROMOTION,

Localisation des terrains à céder : rue André Malraux
34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : Parcelle CR0303b d'une surface cadastrale de 642 m²
Parcelle CR0303c d'une surface cadastrale de 576 m²

Surface totale à céder : 1 218 m² ;

Nature du projet : Construction d'un programme neuf de logements collectifs avec commerces et bureaux en RDC

SDP maximale autorisée : 8 500m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature de la SCI POMPIGNANE DEVELOPPEMENT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la SCI POMPIGNANE DEVELOPPEMENT pour la cession foncière par l'aménageur SA3M des terrains susmentionnés, en vue du projet susvisé.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

17. Quartier Port Marianne – ZAC Blaise Pascal - Suppression de la ZAC

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est située à l'est de la commune de Montpellier, dans le quartier Port Marianne.

Les objectifs de cette opération ont été arrêtés par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 9 juin 1987 et la ZAC Blaise Pascal a été créée par délibération du Conseil Municipal du 29 février 1988. Par délibération du Conseil Municipal du 29 février 1988, la concession de la ZAC Blaise Pascal a été confiée à la SERM (Société d'équipement de la Région Montpelliéraine) et le dossier de réalisation a été approuvé.

Une modification permettant d'augmenter le périmètre de la ZAC a par la suite été engagée et le dossier modificatif de ZAC correspondant a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 9 novembre 2001.

Le quartier Blaise Pascal, situé de part et d'autre des parcs d'activités du Millénaire fut l'un des premiers réalisés à Port Marianne.

Il répond à plusieurs objectifs urbains, notamment :

- Rapprocher l'habitat et les activités,
- Offrir tous types de logements : petits collectifs, maisons de ville, intermédiaires, et une mixité sociale avec la création de logements sociaux,
- Privilégier l'intégration des espaces verts à la ville, à travers une large esplanade structurante, des parcs publics...

La définition architecturale de l'opération, signée Claude Vasconi, privilégie l'ouverture des logements sur leur environnement : larges terrasses, rez-de-chaussée protégés par des jardins privés, espaces extérieurs collectifs traités en espaces verts ou piscines.

Au 31 décembre 2018, 152 006 m² de SDP (surface de plancher) de constructions ont été réalisés dans la ZAC Blaise Pascal dont :

- 1 826 logements réalisés, dont 458 logements sociaux (25%), soit 122 752 m² de SDP,
- 11 376 m² de SDP de bureaux,
- 782 m² de SDP de commerces,
- 15 557 m² d'équipements publics.

Les équipements publics réalisés dans cette opération sont les suivants :

- Le groupe scolaire composé de l'école élémentaire Blaise Pascal et de l'école maternelle Sarah Bernhardt ;
- Le Gymnase Mireille Bessière ;
- La Maison pour tous Mélina Mercouri ;
- Le square du Colonel Vedel ;
- La place Tycho Brahé ;
- Le parc de Costebelle ;
- La Caserne de CRS.

Au 31 décembre 2018, le programme de la ZAC Blaise Pascal (programme des constructions et programme des équipements publics) a donc été réalisé en totalité.

Considérant que le programme de la ZAC est entièrement réalisé, que les terrains à bâtir sont construits et que la concession avec la SERM est échue depuis le 31 décembre 2018, il convient aujourd'hui de prononcer sa suppression conformément à l'article R 311-12 du code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de supprimer la Zone d'Aménagement Concerté Blaise Pascal conformément à l'article R 311-12 du code de l'urbanisme ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R 311-5 du code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à disposition du public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

**18. ZAC Port Marianne-République – Cession de terrains à la SA3M
Avenue Raymond Dugrand et avenue Nina Simone**

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne République, d'une superficie de 21 hectares environ.

Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent sur la rive gauche du Lez.

La zone d'aménagement concerté (ZAC), dont la création a été approuvée par le Conseil municipal par délibération du 22 décembre 2008, a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation

dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signé le 7 avril 2015.

Il a été proposé par délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017 de phaser les cessions foncières en quatre actes distincts et d'en échelonner pour chacun le paiement.

Par signature d'un premier acte notarié le 20 décembre 2017, la Ville a cédé à la SA3M quatre parcelles. Un deuxième acte, ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal le 12 juin 2019, est en cours de rédaction par le notaire pour une signature avant la fin de l'année 2019.

En plus des quatre actes notariés prévus, la SA3M sollicite la Ville en vue d'acquérir des reliquats de parcelles situées le long des avenues Raymond Dugrand et Nina Simone, telles que précisées ci-dessous :

parcelles à céder	superficie	prix de vente
SB 259b (370 m ²) et SB 259a (34 m ²)	404 m ²	3708 €
SB 15a	16 m ²	768 €
SB 261a	89 m ²	2670 €
SC 228b (47 m ²) et SC 228c (16 m ²)	63 m ²	15183 €
SC 216a (42 m ²) et SC 216b (20 m ²)	62 m ²	553 €
SC 218a	47 m ²	17907 €
SC 220a	10 m ²	385 €
SC 222a	21 m ²	525 €
SE 108a	167 m ²	2505 €
SE 178a	230 m ²	6210 €
SE 15a (1 m ²) et SE 15b (112 m ²)	113 m ²	6738 €
total	1222 m²	57 152 €

Suivant l'avis des domaines du 13 novembre 2019, les services fiscaux ont évalué ces terrains d'une superficie de 1222 m² à 57152 €, soit le prix d'acquisition de ces terrains.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M des parcelles cadastrées SB 259b, SB 259a, SB 15a, SB 261a, SC 228b, SC 228c, SC 216a, SC 216b, SC 218a, SC 220a, SC 222a, SE 108a, SE 178a, SE 15a et SE 15b d'une superficie totale de 1222 m² au prix de 57152 € HT (cinquante-sept mille cent cinquante-deux euros),
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur,
- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

19. Acquisition d'un terrain – Rue de Ferran, Montpellier Propriété de Madame Ollivia GASTANAGA

Madame Ollivia GASTANAGA est propriétaire, par héritage, d'une emprise de terrain de 2 815 m², à extraire de la parcelle BD 243, en cours de numérotation et a sollicité la Commune pour son acquisition.

La totalité de cette parcelle est située en zone naturelle (Espaces Naturels Sensibles). Elle est grevée des réserves C 13 (réservation pour la création d'un cheminement piéton le long du Lez) et R 19 (réservation pour équipement léger d'animation et de protection écologique du Lez Vert) du Plan Local d'Urbanisme et se situe en zone submersible rouge.

Il s'agit d'un secteur particulièrement végétalisé, à proximité du Zoo du Lunaret et en bordure du Lez. Cette acquisition permettrait à la collectivité de maîtriser un espace naturel préservé plus important, en associant la parcelle mitoyenne BD 36 déjà propriété de la commune.

Il est proposé d'acquérir ce terrain au prix de 11 €/m² soit 30 965 € (trente mille neuf cent soixante-cinq euros) pour 2 815 m².

Par courrier en date du 28 novembre 2019, Madame Ollivia GASTANAGA a donné son accord sur les modalités de la transaction.

L'étude LEXNOT à Montpellier a en charge les intérêts de Madame GASTANAGA. Il est proposé de lui confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Madame Ollivia GASTANAGA, une emprise de terrain de 2 815 m², à extraire de la parcelle BD 243p, en cours de numérotation, rue de Ferran à Montpellier,
- d'accepter la transaction au prix de 11 €/m² soit 30 965 € (trente mille neuf cent soixante-cinq euros) pour une superficie de 2 815 m².
- de confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété à l'étude LEXNOT à Montpellier, aux frais de la Ville de Montpellier.
- de dire que les dépenses relatives à cette acquisition seront réalisées sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

**20. Bail emphytéotique relatif à l'occupation du stade de l'Abbé Prévost,
rue Beauséjour- Ville de Montpellier / SA Enclos Saint François de la Pierre Rouge
Approbation - Autorisation de signature**

Par délibération en date du 22 mai 2014, le Conseil municipal a autorisé la signature d'un protocole d'accord tripartite entre la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, la société SOGEPROM SUD REALISATIONS et la Ville de Montpellier. Signée le 24 juin 2014, cette convention avait pour objet de contracter diverses obligations entre les trois partenaires visant à garantir un nouvel équilibre entre la réalisation d'ensembles immobiliers et le maintien d'équipements sportifs ouverts au public dans le quartier des Beaux-Arts-Pierre Rouge.

Une délibération du 26 juin 2014 a, en application de ce protocole, autorisé la signature d'une promesse de bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE. Cette dernière, signée le 18 juillet 2014, conférait à la Ville la promesse d'un titre pérenne pour une durée de 18 ans pour l'occupation du terrain de sport situé rue de Beauséjour, une fois celui-ci réaménagé par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, intervenant pour le compte de la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS devait à ce titre, et pour le compte de la SA de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, reconstituer un terrain de sport homologué a minima à la norme U13 au titre de la pratique en compétition officielle du football, clôturé, éclairé, et remettre en état des vestiaires. Le terrain réalisé en nature de stabilisé et d'une dimension minimale de 92 x 56 m, dégagements compris, doit permettre une homologation pour le football à 8, répondant ainsi aux normes des compétitions en U9 à U15.

La Ville acceptait, une fois l'équipement sportif réalisé, de s'en porter locataire.

Les divers contentieux portés contre les permis de construire octroyés dans le cadre de l'opération immobilière prévue entre la SA l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE propriétaire et la société de promotion immobilière qui est son prestataire, désormais purgés de tout recours, ont conduit à un décalage des opérations de construction.

Il convient aujourd'hui de prévoir la signature du bail emphytéotique définitif, constitutif de droits réels, entre la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, propriétaire de l'emprise foncière, et la Ville, pour une durée de 18 ans et pour une redevance annuelle de 20 000 €.

Ce bail emphytéotique prendra effet à la réception de l'équipement sportif par son propriétaire, correspondant à la date d'achèvement des travaux, et dans un délai maximal de trois mois à compter de la signature dudit bail.

Les conditions initialement convenues en 2014 dans la promesse de bail en demeurent inchangées.

La Ville devra, à compter de cette date, assurer la prise en charge de tous impôts et taxes, charges d'entretien du bien, y compris les grosses réparations conformément à la réglementation applicable à ce type de contrat.

Le bail prévoit une utilisation partagée du bien pour satisfaire à la fois les besoins de la Ville, de ses associations, des habitants du quartier, et les besoins des établissements scolaires privés sous contrat

en lien avec la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes du bail emphytéotique consenti à la Ville par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE joint en annexe ;
- d'autoriser la signature du bail emphytéotique qui sera réitéré par acte notarié ;
- de dire que Me Fabrice GANIGAL, notaire à Montpellier, désigné par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, sera chargé de la réitération de l'acte ;
- de dire que les dépenses afférentes à cet acte seront prélevées sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville, chapitres 905 et 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est donc demandé au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

21. Transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complément d'assiette foncière nécessaire à l'extension du complexe funéraire Saint Etienne

La création d'un cimetière métropolitain, dans le prolongement du cimetière Saint-Étienne à Montpellier, est une réponse à un besoin fort de nouvelles places de sépultures sur notre territoire, confirmé par les communes de Montpellier Méditerranée Métropole, dès la prise de compétence par délibération du 30 septembre 2015.

Engagée dans une politique volontariste, mise en œuvre dès sa création, la Métropole a lancé la conception, la réalisation et la gestion de cet équipement funéraire en vue d'apporter un accompagnement digne et respectueux aux familles endeuillées.

D'une superficie de 13,5 hectares et d'une capacité de 12 000 places, l'équipement a été pensé pour offrir un lieu propice au recueillement et au partage, offrant à l'ensemble de la population les meilleures conditions d'obsèques, dans le respect de toutes les croyances, tous les cultes, dans un cadre neutre, laïque et républicain. Des îlots répondront à tous types d'inhumation, dont les regroupements confessionnels juifs et musulmans. Deux jardins du souvenir et un ossuaire sont prévus.

Au-delà, le site a été conçu, par le cabinet d'urbanisme et d'architecture Traverses, et sera aménagé comme un véritable parc paysager méditerranéen. Ce concept est un choix fort de la Métropole pour des raisons à la fois esthétiques, ornementales et environnementales. Plus de 1300 arbres seront plantés.

Par délibération en date du 29 septembre 2016, le Conseil municipal a décidé le transfert de

propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du terrain d'assiette principal dévolu à la création du cimetière. Il avait également été envisagé dès cette délibération de procéder, en fonction de l'évolution du projet alors en phase d'étude, aux ajustements fonciers induits par son évolution.

Il est proposé de procéder auxdits ajustements fonciers au titre de la compétence métropolitaine en matière funéraire :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origine de propriété	Servitudes
Extension du cimetière	RL n° 12a RL n° 10c RL n° 8	82 539 12 030	Acte du 31/12/1976 – Institut Bouisson-Bertrand	Maintien du service Etat Civil

La Métropole exerçant de plein droit, en lieu et place des communes-membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales et un dispositif spécifique de transfert des assiettes foncières et équipements publics relatifs à ces compétences étant dès lors applicable, cette cession complémentaire intervient dans le cadre du dispositif de l'article L.5217-5 du CGCT. Sur ce fondement, la Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens et les contrats en cours seront exécutés jusqu'à leur échéance. La cession de ces biens sera opérée à titre gratuit et ne donnera lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Les contenances cadastrales exactes seront le cas échéant précisées lors de l'établissement du document d'arpentage de division par géomètre-expert.

Concernant l'avancement du projet, les travaux ont démarré. Une déclaration préalable aux travaux a été octroyée par arrêté le 25 octobre dernier en vue de réaménager l'entrée du site et de créer un parking. La demande de permis de construire de la phase 1 – en vue de la construction de la conciergerie et de l'ossuaire est en fin d'instruction. Les travaux relatifs à la phase 1 seront livrés en 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les biens cadastrés énumérés ci-dessus ;
 - de confier à un notaire la rédaction de l'acte de transfert de propriété entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.
- Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

22. Demande de suppression de cahier des charges de lotissement Parcelle EY n°421 - Rue du Moulin des Sept Cans

La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée EY n°421, située rue du Moulin des Sept Cans à Montpellier. Cette parcelle a été acquise dans le cadre de la réalisation de l'aménagement du carrefour de la rue de Moulin des Sept Cans et de l'avenue Albert Dubout. Elle est incluse dans le périmètre d'un lotissement créé le 27 septembre 1929 comprenant également les parcelles cadastrées EY n°422, appartenant à la SERM, et EY n°143, appartenant aux consorts GRAS.

Dans le cadre de la création du lotissement « CAYREL », les charges, clauses et conditions du lotissement s'imposant aux acquéreurs des lots, ont été établies aux termes d'un acte sous signatures privées le 27 septembre 1929 et déposé le 13 mars 1930, avec le plan de division et d'aménagement des terrains au rang des minutes de Maître André SOULAS, alors notaire à Montpellier.

La portée contractuelle de ce cahier des charges a perduré dans le temps.

Aujourd'hui, le maintien de ce cahier des charges n'a plus d'utilité, il convient donc de procéder à son abrogation afin de permettre, notamment, la réalisation des aménagements d'espaces publics pour lesquels la parcelle EY n°421 a été acquise.

Cette abrogation doit être effectuée par acte notarié avec l'accord unanime de tous les colotis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'abrogation du cahier des charges de lotissement « CAYREL » auquel est soumise la parcelle cadastrée EY n°421, sise commune de Montpellier et appartenant à la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte authentique de suppression du cahier des charges de lotissement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

23. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour Tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects

financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2019/2020, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 21 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5945 € pour les associations suivantes :

MPT BRASSENS : Les arts du cirque Balthazar : 245€, Les petits débrouillards : 300€, Culture physique fondamentale : 165€, Compagnie Antibrouillards : 455€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 270€

MPT COLUCCI : Devenet : 110€

MPT CURIE : Lemoovenement : 245€

MPT ESCOUTAIRE : Groupe d'entraide mutuelle Lesseps : 140€, Chemins des cimes : 190€

MPT FEUILLADE : Artivistes : 165€, Tin hinan : 330€, Notag street culture : 1430€, Octopus expression : 165€, Compagnie moustache : 165€

MPT LAGRANGE : La ligue des droits de l'homme : 245€

MPT PAUL EMILE VICTOR : Les ours molaires : 165€

MPT ST EXUPERY : Mag danses : 140€, Sonikete Flamenco : 110€, Numérique Montpellier: 140€

MPT VILLON: Montpellier Scrabble: 385€, Mission locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole : 385€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 26 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6545€ pour les associations suivantes :

MPT CAMUS : Comité de quartier Croix d'Argent : 110€, Ma Vie : 55€

MPT CHAMSON : Handic'art : 110€

MPT CHOPIN : Les mains enchantées : 440€

MPT ESCOUTAIRE : Theavida : 275€, Association Féminine Jasmin d'Orient : 440€, Compagnie Poussière : 55€, Les P'tits Loups de Saint Martin : 550€, AXENTS Le Tremplin des entrepreneurs : 55€, Comité de quartier Mion Association : 165€, Ecole Chevaleresque d'art martial historique européen - Confrérie des Chevaliers du Saint-Esprit (ACMH) : 110€.

MPT LAGRANGE : Les Louveteaux de l'Impro : 110€, Lez' Arts-Mêlés : 1045€, R&R : 550€, les petits débrouillards : 110€, Lève-toi et danse : 550€, Jordelan : 110€, Amicale des catalans de Montpellier El Canigo : 220€

MPT PAGNOL : FAC Pas du Loup : 110€, Comité de quartier Chamberte Estanove Pas du Loup : 110€

MPT SARRAZIN : Crèche associative Les Moussaillons : 55€

MPT ST EXUPERY : AFEA : 55€, Comité de Quartier La Martelle : 55€, CEMEA : 880€, Foncia Immobilier : 165€, EAJ Crèche La Ribambelle : 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 19 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE)

24. Cité Educative Montpellier Mosson

Attributions de subventions - Année scolaire 2019-2020

Le programme des Cités Educatives, initié par les Ministères de la Ville et de l'Education Nationale, a pour objectif de contribuer à réduire les inégalités de réussite scolaire en créant des « Territoires à haute qualité éducative » où l'accent sera mis notamment sur le renforcement du rôle de l'école, la continuité éducative et l'implication des parents ainsi que sur la coordination des dispositifs.

80 territoires français ont été sélectionnés par décision ministérielle en septembre 2019.

La candidature de Montpellier pour le Quartier Mosson a été retenue sur la base d'un dossier élaboré conjointement par les services de la Préfecture, de l'Education Nationale, de la Ville et de la Métropole et conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 18 Juillet.

Le programme Cité Educative se décline jusqu'en 2022 avec pour ambition d'être rapidement opérationnel. A ce titre, un premier plan d'action d'un montant total de 64 300 € a été adopté pour l'année scolaire 2019-2020, avec un cofinancement de l'Etat à hauteur de 42 500 €. Pour permettre une exécution immédiate ces sommes ont été imputées au budget 2019 de la Ville par une Décision Modificative adoptée par le Conseil Municipal du 21 Novembre 2019.

Les actions prévues pour l'année scolaire 2019-2020 sous forme de subventions se déclinent comme suit :

- Pour la thématique Education :

N°	Organisme bénéficiaire	Projet	Montant
3112	Caisse des Ecoles	Prévention du décrochage scolaire et des ruptures éducatives pour les 10-16 ans	20 000 €
551	OCCE 34	Renforcer les Projets Artistiques et Culturels dans les écoles Heidelberg, Copernic, Averroes, Boulloche, Mallet et Roosevelt	12 000 €
1469	Les Francas	Renforcer l'accueil périscolaire dans une logique de projets et d'échanges	2 500 €
2294	GFEN	Renforcer le travail éducatif auprès des enfants en Centres de Loisirs.	500 €
3901	Halte Pouce	Accompagner l'accueil en centre de loisirs des enfants en situation de handicap	3 000 €

- Pour la thématique Cohésion Sociale :

N°	Organisme bénéficiaire	Projet	Montant
5012	Compagnie Minibus	Sensibilisation des enfants des écoles à l'accueil d'enfants en situation de handicap et maladies chroniques dans leur classe	7 100 €
1330	CODES 34	Formation de professionnels sur le bon usage des écrans	1 800€
6856	MIAM	Ateliers d'éducation nutritionnelle pour les parents du territoire	1 800€
2575	Ecole des Parents et des Educateurs	Actions de sensibilisation et coordination sur le thème de l'éducation à la parentalité (Alimentation, activité physique, estime de soi, écrans, sommeil) dans la cadre de l'action de prévention de prévention « J'agis pour ma santé »	5 400 €
3746	Association Uni'sons	Développer l'offre d'accueil et d'accompagnement socio-éducatif des 11-25 ans	6 200 €

Le montant total des subventions s'élève à 60 300 €, le solde, soit 4 000 € correspond au coût d'une formation commune enseignants/ATSEM organisée dans le cadre de Parler Bambin.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus ;
- de prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au budget 2019 sur les chapitres 932 et 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 10 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Séverine SCUDIER)

25. Réalisation d'un groupe scolaire ZAC Pierres Vives, quartier de la Mosson - Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions

La Ville de Montpellier connaît une forte pression démographique liée à l'attractivité de son territoire, ainsi qu'un renouvellement de sa population. Aussi, une adaptation de son réseau

d'équipements publics est en permanence nécessaire au regard de l'évolution des besoins de sa population, au premier rang desquels figurent ceux qui relèvent de sa politique éducative.

Dans ce contexte, la création du nouveau quartier Pierres Vives dont une grande partie des logements est désormais habitée, génère d'après l'observatoire démographique scolaire un déficit de classes sur ce secteur, rendant nécessaire l'ouverture d'une école en 2024.

A cela s'ajoutent les besoins en renouvellement de nombreux équipements scolaires construits à partir des années 60 sur le quartier de la Mosson tout proche, récemment labellisé Cité Educative. Cet enjeu est identifié comme étant majeur dans la définition du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de la Mosson.

Or le projet de renouvellement urbain envisagé vise à assurer une ouverture et une connexion du quartier de la Mosson avec les quartiers voisins, la ville et le territoire métropolitain dans leur ensemble. La localisation d'une école à l'interface entre les deux quartiers, Mosson et Pierres Vives, doit donc contribuer à cette ouverture et à l'instauration d'une mixité fonctionnelle et sociale.

Le secteur encore non urbanisé, situé en frange nord du périmètre de la ZAC départementale Pierres Vives, apparaît ainsi comme un emplacement stratégique, permettant d'amorcer le programme de renouvellement des groupes scolaires de la Mosson et de répondre aux besoins générés par les nouvelles résidences du quartier Pierres Vives.

La future école, qui se situe dans le secteur des réseaux d'éducation prioritaire (REP), s'inscrit dans les mesures prises par l'éducation nationale pour lutter contre l'échec scolaire.

Ainsi, sera mis en place le dispositif du dédoublement des classes de CP, CE1 et les grandes sections.

De plus cette nouvelle école primaire devra répondre à des objectifs environnementaux ambitieux. Le futur équipement présentera une performance BEPOS, (Bâtiment à Energie POSitive) il mettra également sur sa sobriété et son efficacité en vue d'être parfaitement éco-responsable et adapté au climat montpelliérain.

Le programme de cette opération comprend :

- 14 classes élémentaires, dont 4 classes dédoublées, auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 7 classes maternelles, dont 2 classes dédoublées, ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoirs, salle de psychomotricité, salle multimédia)
- 1 classe ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire)
- L'espace périscolaire : accueil de loisirs, restaurant scolaire et offices de restauration
- Les espaces extérieurs.

Soit une superficie totale d'environ 3 900 m².

Le coût global de l'opération est estimé à 15 millions d'euros TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 89 dudit décret. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 32 000 € HT aux candidats admis à concourir.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- de décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 32 000 € H.T. par équipe ;
- de passer, avec le lauréat du concours, un marché public pour une mission complète de maîtrise d'œuvre ;
- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune d'indemnités pour le temps passé et les frais engagés par les personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

26. Carte scolaire - Rentrée 2020-2021 - Modification suite à l'ouverture de l'école Joan Miro

L'article L. 212-7 du Code de l'Education impose au Maire de soumettre au Conseil municipal les modifications concernant la carte scolaire.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré.

Des modifications de la carte scolaire doivent être opérées pour la rentrée scolaire 2020-2021, en prévision de l'ouverture de l'école Joan Miro qui sera située dans la rue Sabine et Miron Zlatin.

Cette nouvelle école, prévue à terme pour 15 classes, ouvrira partiellement dès la rentrée 2020-2021 et accueillera tous les niveaux scolaires, de la petite section au CM2.

Sa construction vise à absorber l'arrivée des nouveaux enfants sur le secteur, du fait de l'expansion urbaine et de la livraison de nombreux logements sur le secteur pour les 5 années à venir.

Le nouveau secteur de l'école Joan Miro (zone en bleu sur le plan en annexe de cette délibération) sera constitué d'une partie des secteurs scolaires des écoles André Malraux et Chengdu.

Cette modification de la carte scolaire concerne uniquement les élèves qui demanderont une nouvelle demande d'inscription pour 2020-2021 : les petites sections et les Cours Préparatoire. Les élèves des autres niveaux scolaires, et déjà inscrits dans les écoles André Malraux et Chengdu, pourront conserver le droit de poursuivre leur scolarité dans leur école actuelle, conformément au principe de continuité scolaire.

Monsieur le Directeur Académique des services de l'Education Nationale est informé de ces modifications qu'il pourra accompagner, le moment venu, des évolutions de postes d'enseignants nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider le nouveau périmètre scolaire présenté qui entrera en vigueur à la rentrée 2019-2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Tout à fait, Monsieur le Maire. Très court, Monsieur le Maire. L'article L212.7 du Code de l'éducation impose au Maire de soumettre au Conseil municipal les modifications concernant la carte scolaire d'où cette affaire. Mais au-delà de cette affaire qui, je l'espère, ne nous attirera pas un énième rassemblement de parents d'élèves devant la mairie, je voudrais ouvrir une parenthèse et avoir un éclaircissement sur un sujet qui est sorti dans les médias. Je souhaiterais avoir des explications sur le ou les propos de Monsieur EL KANDOUSSI rapportés par nos excellents médias locaux, je cite : « *Faites moins d'enfants* » ; propos qui feraient suite à l'inquiétude de nombreux parents du quartier de la Mosson au sujet du manque de place dans leurs écoles. Connaissant bien Monsieur EL KANDOUSSI de par son parcours politique, sans parler de ce lien qui nous unit de par nos origines, nous, enfants de migrants, je voudrais être sûr, comme de nombreux Montpelliérains, que ce propos abject lui appartient. Donc, je repose ma question : Monsieur EL KANDOUSSI, avez-vous, oui ou non, tenu ces propos ?

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ, sur ce qui a trait aux origines, soyez prudent dans vos propos parce qu'on ne sait jamais à qui on a affaire. Moi-même, mon arrière-arrière-grand-père était fils naturel de parents inconnus, déposé sur les marches de l'hôpital. Donc, on ne sait pas. Donc, il ne faut pas parler des origines. C'est de la discrimination positive ce que vous faites là. Donc, ce n'est pas bien. Ce n'est pas bien.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

27. Convention de financement entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans le cadre du Programme de Réussite Éducative (PRE)
Autorisation de signature

Conformément à la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et à la délibération du Conseil municipal du 20 décembre 2005, la Ville de Montpellier a mis en place en 2006 le Programme de Réussite Éducative (PRE).

Compte tenu de la délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2019, la gestion et la coordination du PRE sont transférées de la Caisse des écoles au CCAS à compter du 1^{er} janvier 2020.

En 2020, le CCAS devient ainsi la structure juridique support du PRE mutualisant les crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier. A ce titre, la subvention de 172 000 € habituellement versée par la Ville de Montpellier à la Caisse des écoles aura donc vocation à être attribuée au CCAS.

Par ailleurs, dans le cadre des actions menées au titre du PRE, certains personnels de la Ville de Montpellier sont sollicités pour conduire des interventions auprès d'enfants inscrits dans le dispositif. Des infrastructures et des services de la Ville sont également utilisés pour le fonctionnement du PRE.

Le CCAS et la Ville de Montpellier ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE par la Ville justifiant une contrepartie financière d'un montant de 72 917 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, conclue pour l'année 2020, qui décline les interventions de la Ville relevant du PRE, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par le CCAS à la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et le CCAS ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

28. Dépôt de demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) 2020

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2020, la DRAC Occitanie propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles à réaliser par les écoles de la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier doit donc déposer une demande de subvention auprès de la DRAC pour un montant de 25 000 €.

La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC Occitanie.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions PACE (Projets Artistiques et Culturels des Ecoles) sont prévues au budget 2020 de la Ville pour un montant global prévisionnel de 50 800 € (dont 19 800 € Ville, 6 000 € DASEN, 25 000 € DRAC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, au titre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, pour un montant de 25 000€ ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire : Dépôt de demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Éducation Artistique et Culturelle que nous avons signé avec Monsieur le Préfet. Nous avons été la première Métropole à le signer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

29. Accueils de Loisirs associatifs – Conventionnement de places avec la Ville de Montpellier au profit de l'association Pratiques éducatives et Plaisirs sportifs (PePs)

L'association Pratiques éducatives et Plaisirs sportifs (PePs) gère un accueil de loisirs installé dans ses locaux – place Roger Salengro - depuis plusieurs années.

Cet accueil de loisirs fut initialement créé hors du cadre d'accompagnement des services de la Ville et, n'a donc pas à ce titre bénéficié jusqu'ici d'un financement municipal.

A ce jour, l'utilité sociale de PePs auprès de familles en très grande précarité est reconnue par l'ensemble des partenaires institutionnels. L'association bénéficie d'une équipe salariée et bénévole très investie et qualifiée.

Cette mobilisation lui permet de se rendre très disponible pour les enfants et leur famille, et d'assurer un accompagnement global (accompagnement scolaire, accès aux loisirs, appui à la parentalité, ...). 20% du public accueilli est issu de l'Aide Sociale à l'Enfance (demandeurs d'asile et primo-arrivants) et 75% réside à Figuerolles. 2500 enfants sont accompagnés par an (dont 40% de filles).

L'accueil de loisirs est ouvert toute l'année avec une capacité de 12 pour les enfants âgés de moins de 6 ans et de 28 pour les enfants âgés de plus de 6 ans.

Pour soutenir l'association au regard de la spécificité de son action, il est proposé d'intégrer l'accueil de loisirs dans l'offre de loisirs conventionnée avec la Ville à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces 40 places s'ajoutent aux 2523 places existantes réparties sur l'ensemble de la Ville.

Conformément à la délibération V2019-191 du Conseil Municipal du 12 juin 2019, le financement municipal se fait sous la forme d'une participation versée au vu d'un état de fréquentation mensuel d'un montant de :

- 3,05€ par jour par enfant en âge d'être scolarisé en maternelle,
- 2,29€ par jour par enfant en âge d'être scolarisé en élémentaire,
- 3,81€ pour les journées à l'extérieur (camps sous toile pour la période estivale) à raison de 20 jours par an et par enfant.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire de l'accueil de loisirs sont précisées dans la convention type annexée à la présente délibération, et prendra effet au 1^{er} janvier 2020 pour une durée d'un an renouvelable 2 fois par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le conventionnement des places gérées par l'association PePs ;
- de prévoir l'imputation de ce financement au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Daniel BOULET)

30. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP Participation financière pour le jeu-concours « L'avenir s' imagine »- 16ème édition

L'ONISEP Montpellier organise depuis 16 ans un jeu concours « L'avenir s' imagine », qui a pour objectif de donner le goût à l'orientation, sensibiliser les enfants à l'égalité professionnelle et changer leur représentation professionnelle afin que leurs choix d'orientation soient les plus ouverts possibles. Du CM2 à la Terminale, ce jeu favorise une découverte transversale des métiers en lien avec des disciplines (français, sciences et technologies, art, audiovisuel, théâtre...). Cette démarche est relayée par le Conseil municipal des enfants.

La 16e édition du jeu en ligne se déroule du 1^{er} octobre 2019 au 30 avril 2020.

La Ville s'associe à cette opération en signant une convention avec l'ONISEP, aux côtés des partenaires comme la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), le réseau régional des Chambres de Métiers et de l'Artisanat Occitanie Pyrénées / Méditerranée (CRMA), la Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité Occitanie Pyrénées / Méditerranée (DRDFE), la région Occitanie Pyrénées / Méditerranée, la Mutuelle Des Etudiants (LMDE) et la Direction Territoriale Académies de Canopé de Montpellier et de Toulouse.

À travers cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à, outre sa participation à l'élaboration des questions-réponses et commentaires du concours et à la promotion de l'évènement via ses supports de communication, à financer cette opération pour un montant global de 2 500 € TTC.

De son côté, l'ONISEP s'engage de son côté notamment à assurer l'organisation du concours selon les modalités définies dans son règlement du concours, ainsi qu'à associer la Ville de Montpellier à la communication de l'évènement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'attribuer dans ce cadre une subvention de 2 500 € à l'ONISEP et de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget de la Ville, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

31. Réalisation d'équipements sportifs dans le Parc Montcalm – Demande de subventions

La Ville de Montpellier a saisi l'opportunité exceptionnelle de la reconversion de l'Ancienne Ecole d'Infanterie (EAI) pour porter un programme ambitieux d'équipements sportifs dans le Parc Montcalm réaménagé.

L'aménagement du site a été confié à la SA3M dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Ce parc actuellement accessible au public est réaménagé sur une surface de 20 ha. Les équipements militaires ont été supprimés et la nouvelle programmation du parc permet de maintenir certaines activités, de rajouter de nouveaux usages et de concilier des lieux ombragés, des espaces d'aires de jeux et de terrains de sports.

Ainsi, à la lecture des activités qui se déroulent actuellement dans le parc, de nouveaux équipements sont construits, garantissant des espaces de détente, de bien-être mais aussi des installations sportives répondant aux normes fédérales pour être homologuées pour des entraînements ou compétitions dans certaines disciplines comme par exemple le basket 3X3 ou l'athlétisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles pour le financement de ce programme d'équipements sportifs ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

32. Site BMX Freestyle provisoire – Convention de mise à disposition entre la Fédération Française de Cyclisme et la Ville de Montpellier – Autorisation de signature

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite réhabiliter ou installer des équipements sportifs mis à disposition des associations ou fédérations afin de répondre aux nouvelles normes fédérales et disposer ainsi d'équipements adaptés aux pratiques actuelles.

Afin d'accueillir le Pôle France de BMX Freestyle en vue des Jeux Olympiques de Tokyo puis de Paris, la Ville construit un site provisoire de BMX sur le terrain Grammont 10. Ce site sera animé par les entraîneurs nationaux de la Fédération Française de Cyclisme (FFC), et accueillera les meilleurs sportifs français ainsi qu'étrangers. Les modules seront ensuite installés sur le nouveau Skatepark de Grammont.

Cet engagement doit être formalisé par une convention de mise à disposition conclue entre la Fédération Française de Cyclisme et la Ville de Montpellier. Cette convention définit les conditions d'accueil de la FFC, les fonctionnements et la gestion des accès, les obligations de chacune des parties et l'entretien des locaux et équipements sportifs mis à disposition.

Cette autorisation d'occupation du domaine public sur le site provisoire du BMX Freestyle pour une

durée de 24 mois, soit du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021, sera reconduite sur le site définitif du Skatepark de Grammont et adaptée à la gestion du nouveau site.

Cette mise à disposition à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet de préparation des sportifs français aux Jeux Olympiques 2020 de Tokyo et Paris 2024, constitue une subvention en nature, dont le montant sera valorisé et calculé en vertu de la délibération du Conseil municipal fixant les tarifs pour 2020 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition du site provisoire du BMX Freestyle avec la Fédération Française de Cyclisme ;
- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente les objectifs de préparation des sportifs français aux Jeux Olympiques 2020 de Tokyo et Paris 2024 ;
- de dire que les subventions en nature valorisables selon les tarifs votés en Conseil municipal, seront inscrites au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention afférente.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire : C'est dans le cadre de la préparation aux Jeux olympiques où nous avons accepté l'installation d'une plate-forme d'entraînement pour le BMX Freestyle à Grammont. Cette plate-forme sera utilisée de façon provisoire en attendant la création du Skatepark pour lequel nous avons choisi les entreprises qui vont le construire et que nous présenterons à la presse avant le 1^{er} janvier c'est-à-dire demain.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Mesdames Sonia KERANGUEVEN, Marie-Hélène SANTARELLI et Monsieur Cédric DE SAINT JOUAN sortent de séance.

33. Rapport sur la Politique de la Ville 2018

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose désormais de la compétence en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique

de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

1. Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;
3. Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
4. L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
5. L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 5 parties, le rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, un bilan des actions menées, par objectif opérationnel et par territoire ainsi qu'un bilan financier.

Dans un souci de lisibilité, seuls les principaux projets structurants mis en œuvre en 2018 pour chacun des objectifs opérationnels ont été détaillés. Ainsi, dans ce rapport, sont mis en avant au titre :

- **De l'organisation du développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers :**
 - La mobilisation des entreprises dans le cadre du ProJet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) à travers la charte Entreprises et Quartiers (45 entreprises mobilisées) et la plateforme collaborative métropolitaine *Clauses sociales*, priorisant les publics des quartiers (150 entreprises concernées, 241 668 heures d'insertion réalisées par 439 salariés dont 43 % issus des QPV).
 - L'insertion professionnelle priorisant le public jeune des quartiers : chantier d'insertion Numérique @t Work porté par *Informatique Plus*, les commissions d'insertion et actions de proximité animées par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole avec 447 jeunes suivis en 2018.
 - Le développement économique urbain avec une offre d'accompagnement adaptée à différentes étapes du parcours de création-développement d'entreprise et, dans le quartier de la Mosson, une « fabrique à entreprendre » en cours d'expérimentation. Il s'agit de la première plateforme entrepreneuriale d'Occitanie. Deux études distinctes ont par ailleurs été réalisées en 2018 par Argo&Siloe portant sur l'opportunité et la faisabilité d'un centre d'affaires des quartiers (CAQ), et le potentiel de développement économique et commercial dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain Mosson.
- **De la mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain :**
 - La poursuite du renouvellement urbain sur les quartiers du Petit Bard et du Centre et sa finalisation sur le quartier de la Mosson (ANRU 1).

- L'élaboration du projet de renouvellement urbain sur la Mosson et la copropriété des Cévennes
 - Des opérations anticipées sur la Mosson : démolition de la tour d'Alembert, réhabilitation des résidences Lou Cap Dou Mail, Cérès et Gémeaux.
 - L'année 2018 marque la fin de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées (OPAH CD) sur la copropriété des Cévennes 1
- **De la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents :**
- La remobilisation des jeunes en risque de décrochage scolaire dans le cadre d'un partenariat entre associations, Education Nationale et entreprises avec notamment le projet ACTEURS porté par l'association ACTEURS en partenariat avec la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS), UFOLEP, Unis-Cité et le lycée Jean Monnet.
 - L'accompagnement des collégiens dans la recherche de leur stage d'observation de 3^{ème}, dans le cadre d'un partenariat entre les associations, les entreprises et les collèges, au travers des actions portées par Cité citoyenne (Près d'Arènes), Génération Solidaires et Citoyennes (GSC) à la Mosson en lien les collèges des différents REP et REP+.
 - Le repérage des enfants non-inscrits à l'école, action menée par le centre APAJ en partenariat avec l'Education nationale et le PRE. Cette action a notamment permis à l'Education Nationale de renforcer son protocole absentéisme pour le second degré et de le développer pour le 1^{er} degré.
 - Le soutien à la jeunesse avec par exemple la démarche engagée par UFOLEP et APS 34 qui animent la commission Jeunes du réseau Mosson depuis septembre 2015. Cette commission réunit une vingtaine de partenaires et mène une réflexion autour de l'offre de loisirs pour les jeunes de 12 à 17 ans. La commission a souhaité travailler en 2018 autour de l'offre éducative et de loisirs du territoire, notamment pendant les vacances d'été et le week-end. Leurs travaux ont abouti à une mutualisation des actions existantes sur le territoire, et au développement d'actions menées en partenariat durant les vacances scolaires. L'objectif était de rendre accessibles ces actions aux jeunes, de mutualiser et de rendre cohérente l'offre de loisirs pendant les vacances scolaires.
- **Du renforcement de l'accessibilité aux services et aux équipements :**
- La mobilisation des établissements culturels Ville et Métropole au service des habitants des quartiers de la politique de la ville pour favoriser l'accès à la culture et au sport (telles que les actions Ideas Box (médiathèque hors les murs), le projet DEMOS, la Zone Artistique Temporaire
 - Le développement des projets liés à l'accès aux droits et plus spécialement à la lutte contre l'illectronisme (manque de connaissance des clés nécessaires à l'utilisation des ressources électroniques) comme celui, par exemple, de l'APAJ ;
 - L'accès à la santé avec l'organisation d'un Forum Santé par Jasmin d'Orient
- **De l'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité :**

- Les actions liées à la Prévention de la délinquance des jeunes, la lutte contre la récidive, la prévention des violences faites aux femmes, l'aide aux victimes, la tranquillité publique et au dialogue police population,
- Les actions d'amélioration du cadre de vie : en 2018, ce sont plus de 4,6 M€ qui ont été engagés par les bailleurs avec le soutien de l'Etat et des collectivités locales (Ville, Métropole, Département) pour améliorer la qualité du service rendu et le cadre de vie des locataires du parc social au sein des QPV.

De manière globale, le rapport 2018 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 3,582 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel (qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent aux enjeux du contrat de ville (2,67 M€).

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, l'accès aux droits mais aussi à la culture, la santé et les sports.

La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson/Hauts de Massane, avec 45,3% des financements accordés (la population représente 41.3 % de la population totale des quartiers prioritaires). Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola (9,5%), Figuerolles (5.4%), Près d'Arènes (5%), les Cévennes (4,7%).

Les actions mises en œuvre soit à l'initiative des associations, soit à l'initiative des institutions sont nombreuses et pourtant souvent méconnues et peu visibles car relevant de l'humain et non de l'investissement opérationnel.

Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté en 2018 le cabinet Pluricité pour réaliser l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville autour de 3 questions transversales : le développement économique et l'emploi, la jeunesse et l'accès aux droits. Elle a également confié fin 2018 à un prestataire une mission d'accompagnement des conseils citoyens qui ont été renouvelés, en juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du présent rapport annuel sur la Politique de la Ville 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Ce n'est pas une précision mais je tiens à vous donner mon point de vue sur le rapport. Le rapport sur la politique de la ville 2018 Montpellier, c'est aussi votre bilan Monsieur le Maire. Je m'explique. La politique de la ville découle de la loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine du 21 février 2014. Elle est censée être conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leur unité urbaine et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants ; d'où ce rapport.

Ce rapport que vous nous présentez ce soir contient cinq champs d'action que vous avez menés depuis que vous êtes Maire. Le premier volet est sur l'organisation du développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers avec une enveloppe allouée, Monsieur Max LÉVITA. Le deuxième est sur la mixité sociale dans les logements et la poursuite du renouvellement urbain avec une enveloppe allouée, Monsieur Max LÉVITA. Le troisième est sur la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents avec une enveloppe allouée, Monsieur Max LÉVITA. Le quatrième est sur le renforcement de l'accessibilité aux services et aux équipements avec une enveloppe allouée, Monsieur Max LÉVITA. Le cinquième et dernier volet est sur l'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité avec une enveloppe allouée, Monsieur Max LÉVITA. Tout un projet pour Montpellier et ses habitants, un vivre ensemble qui nous coûte zéro euro au vu de la manne financière allouée par l'État. Bref, à lire ce rapport, il fait bon vivre dans ces quartiers dits défavorisés mais ça, les Montpelliérains en jugeront eux-mêmes en 2020.

Pour conclure, Monsieur le Maire, permettez-moi de reprendre point par point ce rapport. Ce sera très court. Le premier point est sur l'organisation du développement et de l'activité économique de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur de ces quartiers. Quand nous reprenons vos éléments de langage, nous retrouvons les termes suivants : mobilisation d'entreprises, plate-forme collaborative métropolitaine avec clause sociale alors que Monsieur LÉVITA, il n'y avait pas si longtemps que cela, vous me disiez que c'était impossible. Passons, au niveau de cette clause sociale. Toutefois, j'espère qu'il sera inclus dans cette clause le terme « territorial » ; priorité aux Montpelliérains. Je ferme la parenthèse. Puis, nous retrouvons aussi le terme insertion professionnelle, etc. Autant de termes qui n'expliquent toujours pas cette ascension de la courbe du chômage dans ces quartiers dits défavorisés et ce, depuis que vous êtes Maire.

Monsieur le Maire : Finissez parce que...

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Le deuxième point : le rapport de la ville, Monsieur le Maire, c'est tout de même important. C'est le dernier Conseil.

Monsieur le Maire : Le temps de parole aussi.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : C'est ma dernière intervention. Je veux juste terminer.

Le deuxième point que nous pouvons relier au troisième point est sur la mixité sociale dans les logements sociaux, la poursuite du renouvellement urbain, la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents. Là aussi, autant de termes aussi alléchants que le premier. Sur la mixité sociale dans les logements sociaux et la poursuite du renouvellement urbain, si je reprends simplement les chiffres de l'INSEE comme a répété Monsieur ALTRAD – une petite note d'humour –, croyez-moi ou pas Monsieur le Maire, nous sommes très loin mais très loin de cet angélisme que vous nous proposez ce soir.

Ensuite, nous avons au menu de ce soir, la mixité des logements sociaux. Quand nous reprenons aussi l'ensemble de ces nouveaux projets urbains livrés dans ces quartiers dits défavorisés, ce qui représente aujourd'hui pratiquement la totalité de la ville, nous nous apercevons vite que la définition de la mixité sociale doit véritablement être redéfinie à Montpellier.

Puis, il y a la poursuite du renouvellement urbain. Nous savons que le renouvellement urbain est une longue mutation avec un bouleversement social, écologique et économique. Or, après l'ensemble des plans Marshall depuis les années 90, de ces labellisations où nous sommes passés de

ZUP à ZEP à REP à REP+ avec le soutien de la nouvelle politique de renouvellement urbain, le fameux LPRU, et ce en parallèle au processus de renouvellement urbain avec le projet ANRU soit autant de sigles que de millions injectés dans ces quartiers aujourd'hui, nous pouvons tous constater une évolution paradoxale à cette volonté de construire des conditions idéales pour nos Montpelliérains.

Sur la mixité sociale, pour en terminer, je suis comme vous : que fait le gouvernement ? Que fait l'Éducation nationale ? C'est faux, Monsieur le Maire, je ne suis pas comme vous car la vérité de la mixité dans nos écoles publiques découle de la carte scolaire et de la politique d'attribution des logements sociaux et ça, vous en êtes responsable.

Je conclurai avec les quatrième et cinquième points qui sont sur le renforcement de l'accessibilité aux services, aux équipements et l'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité. Ces deux derniers points résument parfaitement le choix politique de ces 30 dernières années. Montpellier a la mer grâce à des millions d'euros économisés sur le dos de ces quartiers dit défavorisés, ces mêmes quartiers qui aujourd'hui n'ont jamais été autant éloignés de leur Maire. Malgré vos promesses d'une politique au plus près de tous les citoyens, aujourd'hui, Montpellier est passé de la surdouée à la soudoyée. Ce rapport en est témoin. Voilà Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup de votre intervention brillante. C'est un prendre acte. Monsieur COUR.

Monsieur Christophe COUR : La Ville de Montpellier a 12 quartiers prioritaires ou défavorisés d'après ce qu'a dit Djamel. Quelles sont les autres Villes en France qui ont autant de quartiers dits prioritaires ?

Monsieur le Maire : Monsieur COUR, je ne suis pas l'Encyclopédie, moi. Si vous voulez des renseignements, vous tapez Google.

Monsieur Christophe COUR : Mais, Monsieur le Maire, hier, vous nous avez dit que vous aviez un prompteur. En Conseil métropolitain, vous aviez tout immédiatement. Sincèrement. En plus, vous devriez le savoir. Si on a 12 quartiers prioritaires...

Monsieur le Maire : On n'est pas à *Questions pour un champion* ici.

Monsieur Christophe COUR : Tout de même, vous devriez savoir cela. C'est un minimum. C'est un minimum. Vous ne savez pas ça, quand même !

Monsieur le Maire : Avec Madame YAGUE, nous savons ce que nous faisons.

Monsieur Christophe COUR : Mais à quoi passez-vous vos journées, Monsieur le Maire ?

Monsieur le Maire : Merci de votre intervention brillante.

Le Conseil prend acte du rapport

Monsieur Rabii YOUSSEF entre en séance.

34. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Social » - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

- Dans le cadre de la thématique HANDICAP :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT	Projet	ACHAT D'UN NOUVEAU TANDEM ELECTRIQUE	1 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	Investissement	ACHAT DE FAUTEUILS ET MATERIELS HANDIBASKET	12 000 €
5086	LES FAUTEUILS DE FEU	Investissement	L'ACHAT DE FAUTEUILS HANDISPORT	7 000 €
TOTAL				19 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 20421, chapitre 904

- Dans le cadre de la thématique COHESION SOCIALE :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
913	ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Projet	ACTION EDUCATIVE SUR LE QUARTIER DES CEVENNES : ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL PAR DES BENEVOLES ETUDIANTS D'ENFANTS ET DE JEUNES EN PARTENARIAT AVEC LES STRUCTURES EDUCATIVES ET ATELIERS COLLECTIFS	5 600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique SANTE :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
4242	MEDECINS DU MONDE	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

- Modification d'attribution d'une subvention :

Par délibération n°V2019-420 du 21 novembre 2019, la Ville de Montpellier a attribué une subvention d'un montant de 20 000 € à l'association BANQUE ALIMENTAIRE pour le projet ACHAT D'UN NOUVEAU CAMION REFRIGERE. Les crédits seront prélevés sur la nature 20421 chapitre 904.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 27 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Madame Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Ce n'est pas pour répondre aux inepties qui viennent d'être dites en public. Je conseille à ces Messieurs dont ce sont les dernières interventions de travailler un petit peu les dossiers parce que c'est n'importe quoi ce qui a été dit. Monsieur BOUMAAZ, vous avez profité de la magnifique rédaction de la délibération ; c'est bien mais la prochaine fois, allez plus loin que les titres. Fouillez sur le rapport, renseignez-vous et ensuite vous interviendrez. Parler pour parler ne sert à rien. C'est comme dire des choses qui n'ont aucun sens, ça ne sert à rien.

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, parler pour parler, ça ne sert à rien.

Madame Annie YAGUE : Voilà. Je voulais plutôt vous parler de la labellisation du Centre d'Expérimentation et d'Innovation Sociale du CCAS. Nous avons été labellisés Fabrique numérique du territoire. Je voulais l'annoncer. Les actions d'inclusion numérique du CEIS ont donné la preuve de leur pertinence. Nous avons accompagné 4 300 personnes en 2019. Le Centre d'Expérimentation et d'Innovation Sociale tire le numérique et social du CCAS en étant labellisé Fabrique numérique de territoire. Il l'a été comme 33 autres lieux sur 200 demandes et suite à une réponse à un appel à manifestation d'intérêt. Un soutien de l'État va nous être donné avec un financement de 100 000 € pour 2019 et ensuite de 25 000 € à 50 000 € jusqu'en 2022. Cette Fabrique numérique assurera une meilleure visibilité locale et nationale des actions du CCAS notamment sur ses actions en faveur des Montpelliérains touchés par la fracture numérique. C'est donc une bonne nouvelle que je voulais vous apprendre, Monsieur le Maire. Merci.

Monsieur le Maire : Excellent, Madame YAGUE. On vous remercie.

Applaudissements.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

35. Partenariat entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de cofinancement, signé tous les 4 ans entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'allocations familiales (Caf) de l'Hérault. Il contribue, d'une part, au développement et à l'optimisation de l'offre d'accueil sur un territoire ciblé, et, d'autre part, à apporter une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants. Le précédent contrat, qui couvrait la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018, est arrivé à échéance.

Les comités techniques et les comités de pilotage chargés du suivi de ce contrat se sont réunis afin d'évaluer et d'analyser la réalisation du schéma de développement 2015-2018 au regard des réalités locales et d'examiner les nouvelles propositions et axes de travail pour la période 2019-2022.

Aujourd'hui, le contexte local s'articule autour de trois enjeux :

- Une forte évolution démographique avec l'arrivée de 3 400 nouveaux habitants par an,
- Une politique Enfance et Jeunesse qui doit s'adapter aux besoins des différentes typologies de familles,
- Une réflexion à mener autour de la future Convention Territoriale Globale.

Aussi, la Ville de Montpellier envisage de poursuivre et d'optimiser sa politique Enfance et Jeunesse dans le cadre du renouvellement du CEJ pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022.

Au regard des bilans et des études territoriales menées par les services de la Ville et de la Caf de Montpellier, des axes de travail prioritaires ont été dégagés et regroupés sous forme de thématiques.

➤ Pour le Volet Enfance

Les objectifs d'une politique petite enfance portée par une commune sont de plusieurs ordres :

- Soutenir les familles,
- Promouvoir les droits des femmes en favorisant leur accès à l'emploi ou à la formation et la conciliation entre vie professionnelle et personnelle,
- Rendre attractif un territoire d'un point de vue économique en offrant à la population active des places d'accueil pour les enfants de moins de 3 ans. L'absence de mode de garde est l'un des principaux freins à l'accès à l'emploi,
- Lutter contre les inégalités et favoriser la cohésion sociale.

La politique petite enfance mise en place par la Ville de Montpellier vise à offrir au plus grand nombre d'enfants un accueil de qualité, professionnel, diversifié et adapté aux besoins des familles. Cette politique se décline à tous les niveaux, depuis l'accueil des familles jusqu'au développement de l'offre d'accueil. Elle s'appuie largement sur un projet porté par la direction de l'Enfance destiné à garantir la qualité de l'accueil quotidien des enfants grâce à des professionnels formés et reconnus ainsi que sur la formalisation d'un programme d'accueil diversifié associant différents acteurs et types de gestion autour d'un secteur municipal particulièrement développé.

Par conséquent, les 5 thématiques du Volet Enfance du CEJ 2019-2022 sont :

- 1. La gestion de l'offre et de la demande des places d'accueil :** la Ville souhaite toujours améliorer sa gestion de l'offre et de la demande sur le territoire. Pour cela, elle désire perfectionner la communication et l'information destinées aux familles en recherche d'une solution d'accueil. Elle souhaite également s'appuyer sur les Relais Assistants Maternels (RAM) pour s'inscrire dans une démarche d'amélioration de l'orientation et de l'accompagnement des familles. Enfin, une réflexion sera menée pour étudier la mise en place d'un « guichet unique » qui centraliserait l'ensemble des demandes de places d'accueil des établissements d'accueil du jeune enfant du territoire et qui éviterait de multiplier les démarches pour les familles (1 seul lieu de pré-inscription).
- 2. La régulation de l'offre individuelle d'accueil :** en 2019, la Ville de Montpellier propose une offre d'accueil qui repose sur un réseau municipal de 32 établissements, offrant 1 363 places au total (soit près de 50% de l'offre d'accueil totale, hors assistantes maternelles indépendantes). Parallèlement, l'accueil individuel, proportionnellement plus faible que dans d'autres régions, s'est développé et organisé autour des RAM. Dans le cadre du CEJ 2011-2014 puis 2015-2018, la Ville et la Caf ont amorcé un rééquilibrage en faveur de ce mode d'accueil essentiel et complémentaire. Dans le cadre du CEJ 2019-2022, la Ville poursuivra cet objectif de rééquilibrage au profit de l'accueil individuel pour satisfaire plus globalement aux demandes de places d'accueil. Plus concrètement, il est envisagé de développer de nouveaux secteurs de RAM pour améliorer le service rendu aux familles et aux assistantes maternelles, de relocaliser certains relais pour permettre aux familles et aux AM d'accéder plus facilement aux RAM (point central d'un territoire concerné) et de renforcer les missions des RAM notamment en matière d'orientation et d'accompagnement des familles en recherche d'un mode de garde.
- 3. Le soutien aux associations gestionnaires d'un établissement d'accueil du jeune enfant :** parallèlement au développement du secteur municipal, une politique d'accompagnement des projets associatifs s'est structurée et associe aujourd'hui 25 acteurs associatifs offrant 628 places d'accueil. La Ville continue de s'engager auprès de ce secteur en offrant aux associations, sur la base d'une convention de partenariat assise sur le CEJ, une prestation de service horaire pour l'accueil des enfants montpelliérains. Soucieuse de préserver cette offre associative qui représente près de 25% de l'offre d'accueil totale, la Ville entend maintenir ce soutien et définir une politique claire en faveur de la création de places émanant de ce secteur.
- 4. Le développement de l'offre en accueil collectif :** pour accompagner sa croissance démographique, la Ville poursuit toujours son objectif d'augmenter l'offre d'accueil afin de maintenir le niveau de satisfaction de la demande de places. Ainsi, dans le cadre du CEJ 2019-2022, il est prévu de créer 120 places municipales et de cofinancer 64 nouvelles places associatives, soit 184 places au total.
- 5. La gestion des équipements municipaux :** la Ville souhaite optimiser les taux d'occupation des établissements d'accueil municipaux afin d'offrir au plus grand nombre d'enfants une place en structure collective et répondre à la demande croissante sans avoir recours à la création systématique de nouvelles structures. Cette action a déjà été entreprise sur la période contractuelle précédente avec un passage des taux d'occupation de 71,8% à 75,4% entre 2015 et 2018. Dans le cadre de ce nouveau CEJ, cet effort sera poursuivi avec l'objectif de se rapprocher de 80%.

➤ **Pour le Volet Parentalité**

La Ville constate qu'un besoin d'accompagnement à la parentalité s'exprime de plus en plus fortement sur le territoire, en particulier dans les quartiers Politiques de la Ville. C'est pourquoi, elle va continuer de s'impliquer dans une démarche qualitative de prise en charge de l'enfant et de sa famille. Ainsi, dans le cadre de ce CEJ, la Ville souhaite prioriser la finalisation du Projet Éducatif Global axé notamment sur le soutien à la parentalité et la prise en compte de la mixité sociale au sein des établissements municipaux (poursuite par exemple de la mise en œuvre du programme Parler Bamin). Enfin, la Ville envisage de poursuivre le développement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) sur son territoire et, pour le faciliter, d'accueillir ponctuellement les activités de LAEP au sein des RAM.

Chaque action inscrite au CEJ sur les volets Enfance et Parentalité (actualisée ou nouvelle) fait l'objet d'une fiche projet qui évalue les coûts financiers à la charge de la Ville, lesquels feront l'objet d'un co-financement de la CAF. Ce co-financement est évalué sur la base de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

➤ **Pour le Volet Jeunesse**

Les principales orientations politiques en matière de jeunesse et d'éducation sont déclinées dans le Projet Éducatif de Territoire (PEdT) dont s'est doté la Ville et qui a été signé pour trois ans (2018-2021) par l'ensemble des partenaires institutionnels (Caf, DDCS, Education nationale, Ville).

Le PEdT s'articule autour des grands axes suivants :

- Assurer un environnement propice à la réussite éducative : cet axe correspond aux missions « socles » de la collectivité. Il s'agit d'assurer un accueil de qualité des enfants et un service scolaire de proximité ainsi que le bien-être des enfants grâce à une restauration scolaire saine et équilibrée ;
- Aider les parents à être partie prenante de la réussite éducative : les parents sont des acteurs essentiels et l'objectif est de favoriser leur participation aux instances de décision et de concertation du PEdT ;
- Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif dans le respect de son rythme de vie.

Le dernier axe décline et intensifie les priorités de la Ville :

- Améliorer l'accueil des enfants les plus fragiles (le jeune enfant accueilli à l'école maternelle, les enfants en situation de handicap, les enfants présentant des signes de fragilité dans les domaines scolaire, éducatifs, sociaux ou sanitaires).
- Favoriser la cohérence entre les projets d'école et les projets pédagogiques des accueils péri et extrascolaires. En effet, l'amélioration de la cohérence et de la continuité éducative entre le champ scolaire et le champ péri et extrascolaire est un enjeu majeur. Les accueils périscolaires ont été aménagés comme des temps de transition entre le temps familial et le temps collectif, entre des activités municipales et la reprise de la classe.
- Renforcer les échanges entre enfants issus de quartiers différents dans les lieux éducatifs. Il s'agit de multiplier les possibilités de rencontre entre des enfants issus de milieux sociaux différents.

- Lutter contre la fracture numérique en s'appuyant notamment sur le projet de labélisation des écoles piloté par l'Education Nationale et la Métropole. La campagne de labélisation vise à inscrire le numérique dans les enseignements mais aussi dans les programmes d'activités périscolaires et extrascolaires. Elle vise également à développer de nouvelles pratiques pédagogiques interactives et à réduire les inégalités sociales et territoriales.
- Co-construire un parcours citoyen de l'enfant qui, conformément aux orientations de l'Education Nationale, vise à l'amener à devenir un citoyen responsable et libre. Cet objectif pourra se décliner en plusieurs thématiques et notamment :
 - Egalité entre les filles et les garçons,
 - Prévention santé,
 - Développement durable,
 - Lien intergénérationnel,
 - Lutte contre les discriminations.

Du point de vue des loisirs offerts aux enfants et aux jeunes, ces grands axes se traduiront par l'engagement des actions suivantes :

- Adapter le maillage territorial des ALSH en fonction des besoins des familles : à ce jour, 2882 places sont ouvertes pour une population scolaire de 21 474 enfants, soit une place pour 7 enfants en moyenne. En fonction de l'évolution des effectifs scolaires, la Ville ajustera la capacité d'accueil maternelle et élémentaire. La gestion de places supplémentaires sera principalement confiée à des partenaires associatifs qui ont pleinement démontré leur capacité et leur implication.
- Mettre en place l'avenant au PEdT « Plan Mercredi » : le Plan Mercredi de la Ville de Montpellier est notamment articulé autour des 3 axes suivants :
 - Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle (démarche en cours d'une CGEAC) ;
 - Échanges inter-centres afin de faire découvrir la ville, ses quartiers, ses habitants aux enfants et leur permettre la mise en place d'activités communes dans une démarche de mixité ;
 - Harmonisation à travers un projet commun des Accueils de Loisirs Périscolaires municipaux et associatifs.
- Poursuivre le processus de généralisation des Accueils de Loisirs Périscolaires (ALP) : la Ville va poursuivre la déclaration des accueils périscolaires auprès des services de la DDSCS. Seront déclarés les accueils du matin, le temps méridien et les accueils du soir et les déclarations s'effectueront par groupe scolaire (66 groupes scolaires à l'échelle de la Ville). La mise en œuvre des accueils déclarés se fera selon le calendrier suivant :
 - Rentrée scolaire 2018/2019 : 53 groupes scolaires
 - Rentrée scolaire 2019/2020 : 58 groupes scolaires
 - Rentrée scolaire 2020/2021 : 66 groupes scolaires
 La création des ALP nécessite un effort important de formation qui s'inscrit dans un plan de formation pluriannuel et le recrutement d'intervenants qualifiés.
- Le développement de l'offre en accueil collectif pour les 12-17 ans : actuellement, la Ville gère 4 accueils de loisirs adolescents installés dans des Maisons Pour Tous (MPT) et proposant 96 places. Ils sont ouverts pendant les vacances et quelques journées hors

vacances sur projet. Des travaux prévus d'ici 2022 dans les MPT concernées devraient permettre des horaires d'accueil décalés en soirée par exemple. Dans le courant de l'année 2020, la création d'un accueil de loisirs de 24 places supplémentaires est programmée sur la MPT Georges BRASSENS. Cela portera la capacité totale à 120 places. Parallèlement, une réflexion est engagée sur la création d'un accueil de Jeunes (à partir de 14 ans) sur les MPT Michel COLUCCI, Albert DUBOUT et Louis FEUILLADE autour de projets spécifiques.

Sur le volet Jeunesse, en application d'une directive de la CAF (comme indiqué dans un courrier du 08/01/19 de la CAF à la Ville) il ne sera plus possible désormais de prévoir de nouveaux cofinancements dans le cadre du CEJ pour le fonctionnement des accueils de loisirs 3/17 ans, les séjours et les actions de pilotage.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de la signature du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

**36. Partenariat Ville de Montpellier
Structures associatives de la Petite Enfance
dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022**

La Ville de Montpellier s'engage fortement dans le secteur de la petite enfance, et tout particulièrement dans le développement et le soutien d'une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Par délibération du 13 juin 2005, le Conseil Municipal a mis en place un partenariat pour le financement des établissements associatifs d'accueil de petite enfance sous forme de prestations de service municipales pour l'accueil des petits Montpelliérains.

Cette prestation de service horaire par enfant, d'un montant d'un euro d'abord, a progressivement été augmentée dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2008-2010, en passant à 1,50 euros en 2009 puis à 1,70 euros en 2010.

L'accompagnement et le soutien financier des structures associatives ont toujours été un axe fort du CEJ.

Soucieuse de préserver cette offre associative qui représente, en 2019, près de 628 places, soit 25% de l'offre d'accueil totale, la Ville a, par délibération du Conseil Municipal du 18 juin 2015, revalorisé le montant de la prestation de service horaire à 1,85 € à compter du 1^{er} janvier 2015.

Dans le cadre du CEJ 2019-2022, la Ville prévoit le co-financement de 64 places associatives supplémentaires, dont 56 seront inscrites ultérieurement par avenant.

Conformément aux dispositions du CEJ, la participation financière de la Ville peut aussi s'établir sur une base forfaitaire si l'association participe à une action spécifique et, à ce titre, s'engage :

- à mettre en œuvre des modalités d'accueil spécifiques pour satisfaire au mieux les besoins des familles dont les deux parents, ou le parent unique, suive(nt) un stage d'insertion sociale et/ou professionnelle.
- à offrir aux familles un accueil selon des modalités atypiques.

Enfin, la Ville contribue également financièrement au fonctionnement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) et au réseau des crèches associatives et parentales de l'Hérault (Collectif 34).

L'ensemble de ces actions font l'objet d'un co-financement de la Caf évalué sur la base de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

Pour le CEJ 2019-2022, les actions cofinancées (existantes et nouvelles) sont les suivantes :

Gestionnaire	Type d'établissement	Nom de l'établissement	Nombre de places conventionnées / places agréées	Type de prestation	
				Prestation horaire	Prestation forfaitaire
Accroche cœur	EAJE	Accroche cœur	16 / 16	x	
La Bambinerie	EAJE	La Bambinerie	17 / 17	x	
Bamboubulle	EAJE	Bamboubulle	20 / 20	x	
Les Bambins du Lez	EAJE	Les Bambins du Lez	42 / 42	x	
Familles Rurales Hérault	EAJE	La Belle journée	20 / 20	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	Sucre d'Orge	40 / 40	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	La Coccinelle	41 / 41	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	Moussia	24 / 24	x	
UDAF Hérault	EAJE	Costebelle	31 / 31	x	
La Gerbe	EAJE	La Gerbe	20 / 20	x	
ALPJ	EAJE	Ginkgo Biloba Collectif	38 / 38	x	
ALPJ	EAJE	Fabulettes	10 / 10	x	x
ALPJ	EAJE	Les Enfantsines	15 / 15	x	
ACSP	EAJE	Les Lutins	57 / 57	x	
Les Moussaillons	EAJE	Les Moussaillons	16 / 16	x	
Ribambelle	EAJE	Ribambelle	20 / 20	x	
Ricochet	EAJE	Ricochet	16 / 16	x	
Une Souris verte	EAJE	Une Souris verte	20 / 20	x	
Familles Rurales Hérault	EAJE	Tom Pouce	28 / 28	x	
Mas du Moulins	EAJE	Baby car	10 / 10	x	x
Présence Verte Service	EAJE	L'Arbre à Chouettes	19 / 29	x	
Issue	EAJE	La Marelle	10 / 10	x	
MFGS	EAJE	Les Petites Mayas	34 / 34	x	
Adages	EAJE	Les Lilas	26 / 26		x
Adages	SAF	Les Lilas	20 / 20		x

Adages	SAFI	SAFI et poste de coordination	4 / 8	x	x
Pause Goûter	LAEP	Pause goûter	/		x
Jouons en ludothèque	LAEP	Les P'tites Guirlandes	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Antigone	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Boutonnet	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Mosson	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Croix d'Argent	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Voltaire	/		x
Collectif 34	/	Poste de coordination	/		x
Total places existantes			614 / 628		

Gestionnaire	Type d'établissement	Nom de l'établissement	Nombre de places conventionnées / places agréées	Type de prestation	
				Prestation horaire	Prestation forfaitaire
ALPJ	EAJE	Les Infantines	1 / 1	x	
ALPJ	EAJE	Ginkgo Biloba Collectif	7 / 7	x	
Total places nouvelles			8 / 8		

Les modalités du financement municipal de ces actions, ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs, sont précisées par une convention signée entre la Ville et l'association conclue sur la durée du CEJ 2019-2022. Afin d'assurer la continuité du financement de ces actions, chaque convention de partenariat sera prorogée jusqu'à la conclusion du prochain CEJ (ou du contrat substitutif suivant) dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1^{er} janvier 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le modèle ci-joint de convention de partenariat qui prévoit les modalités de financement des différentes opérations listées ci-dessus ;
- de prévoir le financement municipal des nouvelles actions, créées au titre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022, ou déjà prévues dans les précédents contrats, sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE)

Monsieur Alex LARUE sort de séance, le pouvoir de Nancy CANAUD à Alex LARUE est temporairement annulé.

37. Convention d'objectifs relative à une action de soutien à la parentalité entre la Ville de Montpellier et la Maison départementale des solidarités du Montpelliérain Service territorial PMI Ecusson

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté sociale et détectées par les services de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (PMIS).

Cette action de partenariat entre la Maison départementale des solidarités du Montpelliérain – STPMI Ecusson et la Ville de Montpellier consiste à réserver des places au sein des établissements municipaux. Initialement prévue au multi-accueil « la Maison des Enfants », cette action a été étendue, au fil du temps, à 7 établissements afin de pouvoir mieux répondre aux besoins des familles.

Ce partenariat avec la PMIS a permis d'accueillir, sur l'année scolaire 2018-2019, 29 enfants répartis sur 4 places au total.

Ainsi, compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2020, en réservant 4 places réparties, en fonction des besoins, sur les établissements suivants :

- multi-accueil « la Maison des Enfants » ;
- crèche « Pinocchio-Ile au trésor » ;
- crèche « Cléonice Pouzin » ;
- crèche « Edelweiss » ;
- crèche « Antigone » ;
- crèche « Petit Prince de Boutonnet » ;
- crèche « Agropolis ».

Les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre de cette action peuvent éventuellement bénéficier d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, d'une gratuité.

Pour compenser les coûts de réservation et de cette tarification spécifique, la Ville perçoit en contrepartie une subvention annuelle d'un montant de 13 000 euros de la part du Conseil Départemental qui fait l'objet de la convention de partenariat jointe en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de cette action et le renouvellement de la convention jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

38. Classement de la Ville de Montpellier en commune touristique Renouvellement de la demande

Les communes qui mettent en œuvre une politique de tourisme et qui offrent des capacités d'hébergement pour l'accueil d'une population non résidente peuvent être dénommées communes touristiques.

L'article R 133-32 et suivants du Code du Tourisme fixe les conditions de la dénomination.

« *Peuvent être dénommées communes touristiques les communes qui :*

- *Disposent d'un office de tourisme classé ;*
- *Organisent en périodes touristiques, des animations compatibles avec le statut des sites ou des espaces naturels protégés, notamment dans le domaine culturel, artistique, gastronomique ou sportif ;*
- *Disposent d'une capacité d'hébergement d'une population non permanente dont le rapport à la population municipale de la commune telle que définie à l'article R 2151-1 du code général des collectivités territoriales est supérieur ou égal à un pourcentage fixé à l'article R 133-33 ».*

La Ville de Montpellier satisfait à ces critères et a obtenu à plusieurs reprises le statut de commune touristique et notamment par Arrêté Préfectoral 2015 – 362 - 02 du 31 décembre 2015 pour une durée de 5 ans.

Le classement actuel arrive donc à échéance le 31 décembre 2020.

La Ville de Montpellier souhaite dès à présent renouveler sa dénomination de « commune touristique » dans la perspective de solliciter le classement en « station de tourisme » reconnaissant ainsi le caractère d'attractivité pérenne et durable de la ville et les moyens mis en œuvre pour construire une offre d'excellence.

La dénomination « commune touristique » étant un préalable et devant être valable pour plus d'une année au moment du dépôt du dossier de classement en station de tourisme, il convient dès à présent de solliciter son renouvellement.

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 a transféré à la Métropole la compétence « promotion du tourisme ». Ainsi, au 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager la démarche de renouvellement de dénomination « commune touristique » de Montpellier, auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

39. Montpellier Grand Cœur

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Selon l'article L. 2121-29 du code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

Enseigne « FOLIE DOUCE », prêt-à-porter

Gérante : Mme Catherine TEYSSIER

3 rue de la Coquille

Subvention travaux = 4 350 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 5 350,00 €

Enseigne « Atelier d'artisan d'art », atelier exposition d'Art

Gérante : Mme Christine MASDURAUD

9 rue du Général Maureilhan

Subvention travaux = 3 750 €

Montant à verser : 3 750,00 €

Enseigne « L'OASIS », restauration rapide

Gérant : M. BEN MAMMA (BMD SARL)

9 rue de Verdun

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Prime travaux de mise en accessibilité P.M.R. = 500 €

Montant à verser : 3 750,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 12.850 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

**40. Modalités d'attribution et d'exercice des dérogations à l'heure légale
de fermeture pour les débits de boissons et restaurants**

Depuis le mois de novembre 2018, la ville de Montpellier, et particulièrement son centre-ville, sont impactés par des manifestations hebdomadaires de gilets jaunes.

C'est pourquoi, un plan d'actions de dynamisation commerciale a été coproduit par l'ensemble des acteurs économiques de Montpellier, la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole. Parmi ces actions, un certain nombre d'entre elles visent à venir en aide aux commerces de bouche.

La Ville de Montpellier souhaite aller plus loin, en autorisant tous les débits de boissons et les restaurants, à fermer plus tardivement dix fois par an, en remplacement des cinq soirées tolérées jusqu'à maintenant. Ces dix fermetures tardives permettront d'animer le centre-ville et ainsi attirer plus de clientèle au sein des établissements.

Cependant, ces dérogations ne seront délivrées qu'à condition que les établissements n'aient pas fait l'objet de procédure relevant des troubles à l'ordre public et qu'ils soient à jour de toutes créances.

En complément de la délibération municipale, l'arrêté préfectoral n°2016-I-DEB-I en date du 21 décembre 2016 précise toutes les modalités d'application et d'exercice des dérogations horaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer annuellement et par établissement, dix dérogations horaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire : Il s'agit d'autoriser les restaurants et les débits de boissons à fermer plus tardivement 10 fois par an sur demande exceptionnelle ; demande qui nous a été formulée à Madame PEREZ et à moi par de nombreux commerçants du centre-ville.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

**41. Convention d'occupation du domaine public
Restaurant-Bar-Buvette Parc Zoologique de Lunaret - Désignation de l'occupant**

Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville a désigné la SARL JOLIVET FRERES, titulaire de la convention d'occupation du Restaurant-Bar-Buvette du Parc Zoologique de Lunaret.

La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de septembre une procédure d'appel à candidature.

A la clôture de l'appel à candidature le 4 novembre 2019, deux dossiers ont été déposés par M. MOUSSOUNI Farid et Mme RIBERA Claudy (SARL RM) d'une part, et M. JOURDAN Jean-Charles et M. HISTE Christophe (SARL SAVEURS DES GARRIGUES) d'autre part.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet

- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

À l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par M. JOURDAN Jean-Charles et M. HISTE Christophe, professionnels dans le domaine commercial et de la restauration traiteur, est la plus satisfaisante au regard des trois critères suscités que la deuxième candidature.

La convention porte sur une durée de 1 an et 8 mois à compter de la date de mise à disposition des locaux et le montant de la redevance annuelle est fixé à 7 % du chiffre d'affaires hors taxes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer l'autorisation d'occupation du Restaurant-bar-buvette du Parc Zoologique de Lunaret à Monsieur JOURDAN Jean-Charles et Monsieur HISTE Christophe (SARL SAVEURS DES GARRIGUES) pour une durée de 1 an et 8 mois ;
- d'approuver le projet de convention ci-joint ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

42. Jardins familiaux Les Grands Grès
Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit

Les jardins familiaux des Grands Grès situés dans le quartier Port Marianne ont été créés en 2006 et sont constitués de 76 parcelles.

Outre l'intérêt social, économique et écologique qu'ils représentent pour les locataires, les jardins familiaux sont des espaces propices à la découverte de la nature et à la protection de l'environnement mais aussi sont de véritables conservatoires des traditions rurales et maraîchères. Ils sont également un moyen efficace pour la Ville de gérer l'espace en permettant de valoriser des terrains impropres à la construction et en participant à la continuité des milieux naturels.

En 2019, les jardins familiaux « Les Grands Grès » ont connu des dégradations importantes, au niveau du matériel ainsi que des productions maraîchères.

La jouissance paisible des jardins familiaux ayant été rendue impossible au titre de l'année 2019, il est proposé que l'occupation des parcelles pour cette même année, à titre exceptionnel, ne donne pas lieu à un paiement des loyers de la part des locataires des Grands Grès, conformément à la délibération des tarifs municipaux de 2019. L'incidence financière pour la Ville est de 8375 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition des jardins familiaux des Grands Grès à titre gratuit pour la période du 1^{er} août 2019 au 31 juillet 2020, excepté la consommation en eau ;
- d'approuver la signature des avenants aux baux des locataires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire : Jardins familiaux des Grands Grès : mise à disposition exceptionnelle de

parcelles à titre gratuit parce qu'elles ont été dégradées.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

43. Montpellier Contemporain (MoCo) Convention de financement - Exercice 2020

Par délibération n°V2017/176 du 22 juin 2017, la Ville de Montpellier a approuvé la création et les statuts de l'établissement public de coopération culturelle Montpellier Contemporain (MoCo). Ce nouvel établissement, composé de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier, de la Panacée et de l'Hôtel des Collections, est le fruit d'un partenariat entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Les principales missions de Montpellier Contemporain sont de participer au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le domaine des arts plastiques, de développer la production, l'exposition et la médiation de l'art contemporain, dans et hors ses murs, d'encourager la création contemporaine et de participer à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines.

Les statuts de l'EPCC MoCo prévoient les montants des contributions annuelles versées par les trois membres de l'établissement.

Pour l'exercice 2020, ces contributions sont établies comme suit :

- Etat : 350 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 3 230 000 € ;
- Ville de Montpellier : 2 760 000 €.

Une convention de financement doit ainsi être conclue entre la Ville de Montpellier et l'EPCC MoCo, convention détaillant l'objet et les modalités de versement de cette contribution financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement de l'établissement public de coopération culturelle Montpellier Contemporain par la Ville de Montpellier pour l'exercice 2020, jointe en annexe ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 1 voix (Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Abstention : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Ne prend pas part au vote : 4 voix (Guy BARRAL, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER)

44. Théâtre Jean Vilar – Convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre – Avenant à la convention pluriannuelle pour l'année scolaire 2019-2020 – Demande de subvention à la DRAC

Le théâtre Jean Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education Nationale et du Ministère de la Culture, il est référent dans le domaine de l'art à l'école.

Un partenariat existe depuis 2010 avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre. Celle-ci prend la forme de trois ateliers d'une durée totale de 180 heures, encadrés par des comédiens du territoire.

Dans le cadre de ce partenariat pluriannuel et de son avenant pour l'année scolaire 2019-2020, le lycée organise l'activité et finance 50 % de la rémunération des compagnies théâtrales, pour un montant total de 4 500 € TTC, auquel s'ajoute le financement de 6 heures d'intervention dans le cadre du stage Ecole du spectateur (300 €) et le défraiement des trajets des compagnies (400 €). La somme totale versée par le lycée Victor Hugo s'élève ainsi à 5 200 € TTC.

Le théâtre Jean Vilar s'engage à accueillir les élèves aux représentations des spectacles *A nos Atrides*, *Andy's gone*, *Le Roi Lear* et *Perplexe*, ainsi qu'à des répétitions et représentations dans le cadre de la Cour des Arts. Le théâtre Jean Vilar finance également 50 % de la rémunération des compagnies, pour un montant global de 4 500 € TTC, ainsi que 6 heures d'intervention dans le cadre du stage Ecole du spectateur (300 €) et 15 heures d'intervention de la compagnie Nivatyp pour la participation du niveau Terminale à la Cour des Arts. La somme totale versée par le théâtre Jean Vilar s'élève ainsi à 5 550 € TTC.

Ces actions sont entièrement financées par des subventions de l'État, Ministère de la Culture, au titre du programme d'éducation artistique et culturelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention pluriannuelle de partenariat 2019-2022, jointe en annexe, entre la Ville de Montpellier (théâtre Jean Vilar) et le lycée Victor Hugo de Lunel, pour l'organisation de l'option facultative théâtre, ainsi que l'avenant 2019-2020 à cette convention, également joint en annexe ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser le dépôt de demandes de subvention pour un montant équivalent auprès du Ministère de la Culture, Direction Régionale des Affaires Culturelles, conformément aux attributions prévues par l'État au titre de son programme d'éducation artistique et culturelle.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

45. Programmation des lieux d'art de la Ville de Montpellier - Saison 2020

La Ville de Montpellier porte une politique ambitieuse et volontaire en faveur de l'accès de tous à une offre culturelle de qualité. Garante de l'ouverture d'esprit et offrant la possibilité de porter un autre regard sur les grands sujets de société, la culture est au cœur des politiques publiques montpelliéraines.

L'art, et notamment l'art contemporain, tient une place particulière dans ce secteur. En effet, la Ville de Montpellier propose quatre lieux d'exposition dédiés à l'art contemporain :

- le Pavillon Populaire, espace dédié à l'art photographique ;
- l'Espace Dominique Bagouet, lieu d'art et de patrimoine ouvert aux artistes de la région ;
- l'Espace Saint-Ravy, espace dédié aux artistes émergents ;
- le Carré Sainte-Anne, espace d'exposition d'art contemporain.

A ce réseau s'ajoute désormais le MOCO – Montpellier Contemporain, structure multi-sites inédite dédiée à l'art contemporain, qui inclut le centre d'art La Panacée, l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier et l'hôtel des collections, qui a ouvert ses portes en juin 2019.

La politique artistique de la Ville de Montpellier est un gage de rayonnement national et international. Elle assure également aux Montpelliérains l'opportunité de découvrir gratuitement et souvent en première nationale des artistes dont la renommée dépasse largement les frontières hexagonales et européennes. Leurs œuvres sont présentées au sein d'expositions inédites dont la qualité est désormais reconnue au plan national et international. Enfin, un parcours de création est proposé aux artistes du territoire leur ouvrant la possibilité d'une carrière artistique.

Les Montpelliérains, mais également les visiteurs en provenance de la région et de toute la France, ainsi que les touristes étrangers, adhèrent fortement à cette programmation puisqu'ils ont été 180 000 visiteurs à passer les portes des lieux d'art en 2019.

En 2020, la Ville de Montpellier proposera la programmation suivante :

Programmation du Pavillon Populaire :

Comme les années passées, les expositions présentées au Pavillon Populaire en 2020, toujours inédites, originales et créées spécifiquement pour le lieu, seront confiées à des commissaires experts parmi les plus reconnus en leur domaine, gages d'une qualité scientifique indéniable pour chaque projet et chaque catalogue édité.

Comme les expositions très remarquées de l'année 2019, le programme de l'année 2020 créera l'évènement. Il permettra au grand public de voir les œuvres de grands artistes rarement montrés en France au cours des dernières décennies, et dont le travail a toujours privilégié une approche humaniste du monde : le photoreporter Jean-Philippe Charbonnier (1921-2004), représentant majeur de l'école photographique humaniste française, le grand maître portugais Jorge Molder (né en 1947), et les membres de l'école de New York, courant majeur de la photographie américaine du XXème siècle. Ces expositions seront complétées par l'accueil des Boutographies au mois de mai, comme à l'accoutumée.

Le programme suivant est donc proposé :

- Du 5 février au 19 avril 2020
Jean-Philippe Charbonnier. Raconter l'autre et l'ailleurs, 1944-1983
Sous le commissariat d'Emmanuelle de l'Ecotais
- Du 2 au 24 mai 2020
Rencontres photographiques de Montpellier – Festival « Les Boutographies » (20^{ème} édition)
- Du 24 juin au 27 septembre 2020
New-York la Bouillonnante. L'école photographique de New-York. 1935-1965
Sous le commissariat d'Howard Greenberg et Gilles Mora
- Du 28 octobre 2020 au 17 janvier 2021
Jorge Molder le mystérieux : rétrospective, 1971-2019
Sous le commissariat de Gilles Mora

Programmation de l'Espace Dominique Bagouet :

L'espace Dominique Bagouet propose des expositions dédiées aux artistes régionaux du 19^e et du 20^e siècle ainsi qu'à des artistes contemporains régionaux reconnus ou en devenir. En 2020, cet espace proposera à nouveau des expositions inédites et conçues spécifiquement pour ce lieu, qui permettront au plus grand nombre de découvrir l'art et le patrimoine régional moderne et contemporain.

- Depuis le 18 décembre 2019 et jusqu'au 29 mars 2020
David Bioulès. A la ville, à la mer. (cf. délibération V2019-031 du 6 février 2019)
- Du 4 juin au 20 septembre 2020 : *Colette Richarme*
- Du 25 novembre 2020 au 28 mars 2021 : *Raoul Joseph Lambert*

Au cours des mois d'avril et d'octobre 2020, un programme de travaux de rénovation structurelle de l'établissement sera mis en œuvre afin de garantir la pérennité du lieu d'exposition et d'offrir au public des conditions de visite optimisées.

Programmation de l'Espace Saint-Ravy :

L'Espace Saint-Ravy accueille les œuvres d'artistes émergents du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, sélectionnés par un jury de représentants de la Ville et de professionnels des arts plastiques, après appel à projets. D'une durée normale de trois semaines, ces expositions sont souvent l'occasion pour les lauréats de montrer leur travail pour la première fois, et donc de s'impliquer dans tous les aspects d'un projet d'exposition, de la sélection d'œuvres à la médiation au public – grand public et professionnels de l'art contemporain – en passant par la mise en espace, l'éclairage et la communication.

Une période d'exposition au mois de mars est réservée à un projet hors sélection du jury.

- Du 11 janvier au 2 février 2020 : *Danièle Sanchez*
- Du 8 février au 1^{er} mars 2020 : *Asto et Sicko*

- Du 7 au 29 mars 2020 : *Ernest Pignon Ernest, en partenariat avec l'AFPS34*
- Les 3, 4 et 5 avril 2020 : *Les Briscarts – 27ème Parcours d'Ateliers d'Artistes*
- Du 11 avril au 3 mai 2020 : *Katarzyna Wyrembelska*
- Du 8 au 31 mai 2020 : *20 ans de Boutographies, par l'Association Grain d'Images*
- Du 6 au 28 juin 2020 : *Collectif Machahou*
- Du 4 au 26 juillet 2020 : *Théodora Guyader*
- Du 1^{er} au 23 août 2020 : *Camille Adra*

Programmation du Carré Sainte-Anne :

Le Carré Sainte-Anne, fermé pour travaux, ne proposera pas d'exposition au cours de l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la programmation 2020 des lieux d'art de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser l'invitation de personnes tierces (journalistes, personnalités, professionnels) à l'occasion de l'organisation de ces expositions ;
- de prélever les dépenses liées sur les crédits inscrits ouverts pour l'exercice 2020, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

46. Appel à projets d'exposition pour la saison 2020-2021 de l'espace Saint Ravy

L'Espace Saint-Ravy est un lieu municipal dédié aux artistes plasticiens et photographes émergents issus du territoire métropolitain. Les artistes intéressés répondent à un appel à candidatures annuel, puis sont sélectionnés par un jury composé de professionnels et d'élus municipaux. Au cours de la saison 2018-2019, terminée le 20 août 2019, 12 projets artistiques et 2 parcours d'ateliers d'artistes de l'association Les Briscarts ont été montrés. Environ 22 000 visiteurs ont été reçus, soit 88 visiteurs par jour en moyenne.

Un nouvel appel à projets sera lancé de début janvier à mi-février 2020 afin de choisir les expositions à montrer entre septembre 2020 et août 2021. Il s'agit ici de définir les modalités de cet appel à projets.

Programme :

13 projets à sélectionner par le jury, soit :

- 10 projets devant donner lieu à une exposition de trois semaines, sur sélection par le jury ;
- 3 projets à conserver sur liste d'attente pour parer à tout désistement.

4 projets à inclure hors sélection du jury :

- 2 week-ends d'exposition inclus dans les parcours d'ateliers d'artistes de l'association Les Briscarts ;
- 1 exposition en mars 2021 à choisir par Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe à la Culture ;

- la présentation du lauréat du salon Drawing Room de l'année précédente. Ce salon ayant cette année été remplacé par « BOOM19 » (exposition produite par le MOCO-Panacée), il est proposé de présenter, à la place, les œuvres d'un artiste montpelliérain issu de l'ESBA-MOCO et qui a participé à cette exposition.

Calendrier :

- 8 janvier 2020 : lancement de l'appel à candidatures
- 8 février : clôture de l'appel à candidatures
- Fin février : réunion du jury de sélection en une ou deux sessions
- Mi-avril : communication des résultats aux artistes après validation de la sélection par Monsieur le Maire.

Composition du jury de sélection :

Ce jury est présidé par Madame l'adjointe au Maire déléguée à la culture, accompagnée de deux élus de son choix. Pour la sélection à opérer après appel à projets de début 2020, il est proposé de renouveler le jury tel qu'il était constitué en 2019 :

- Mme Isabelle MARSALA, adjointe au Maire, délégué à la Culture ;
- M. Guy BARRAL, adjoint au Maire, délégué au Patrimoine bâti historique et contemporain et aux Cultures régionales ;
- Mme Nicole LIZA, conseillère municipale, déléguée aux Archives, au Livre et Littératures ;
- M. Rabii YOUSSEF, adjoint au Maire, délégué au Quartier Centre ;
- M. Nicolas BOURRIAUD, directeur général du MOCO ;
- M. Michel HILAIRE, directeur du musée Fabre et directeur artistique en charge du Carré Sainte-Anne ;
- M. Julien PRADE, chef du service Lieux d'art et d'histoire, coordinateur des lieux d'art et musée ;
- Mme Zélie DUREL, chargée de la coordination de l'Espace Saint-Ravy.

Conditions de candidature :

Comme les années passées, l'appel à candidatures sera ouvert aux artistes et photographes, seuls ou en collectif, et domiciliés à Montpellier ou sur le territoire de l'une des communes de Montpellier Méditerranée Métropole. La priorité sera donnée aux artistes ayant peu, voire jamais, exposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'organisation de l'appel à projet pour la saison 2020-2021 de l'espace Saint Ravy ;
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Monsieur Jérémie MALEK sort de séance.

Monsieur Alex LARUE (avec la procuration de Madame Nancy CANAUD) et Monsieur Cédric DE SAINT JOUAN entrent en séance.

47. Mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain (MoCo) - Avenant n°1 relatif à la mise à disposition d'une licence de 3ème catégorie de débit de boissons

Par délibération n°V2018-463, la Ville de Montpellier a approuvé la mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée à l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain (MoCo).

Dans son article 2.1, la convention prévoit que le contrat d'occupation temporaire du domaine public conclu entre la Ville et la société PANAPOPOP pour l'exploitation du café restaurant sera transféré à l'EPCC MoCo. Cette convention étant arrivée à son terme, il convient de transférer à l'EPCC MoCo la licence de troisième catégorie de débit de boissons, propriété de la Ville, afin que l'EPCC MoCo puisse la mettre à disposition du nouvel exploitant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la mise à disposition de la licence de troisième catégorie de débit de boisson de la Panacée à l'EPCC MoCo ;
- d'autoriser la signature de l'avenant n°1, joint en annexe, à la convention de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée à l'EPCC MoCo ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Je voulais poser la question concernant le MoCo mais vous êtes allé tellement vite que je n'ai même pas pu la poser.

Exclamations.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Ah, disaient les ânes. Je pourrais poser ma question tranquillement, s'il vous plaît ?

Monsieur le Maire : Allez-y.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Le bac à sable s'amuse. Je voudrais savoir, Monsieur le Maire, exactement et par chiffres précis, depuis son ouverture, combien d'entrées le MoCo a enregistrées ?

Monsieur le Maire : À ma connaissance, c'est 50 000 pour la première expo. Pour le moment, c'est aux alentours de 10 000 pour la deuxième expo. Cela fait 60 000.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Voilà, 60 000. Et vous aviez prévu 800 000, je crois, par an.

Monsieur le Maire : Attendez, il ouvre.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Il ouvre ! C'est justement la première année que les gens commencent à s'habituer à le fréquenter.

Monsieur le Maire : Mais Madame GALIANA, il faut avoir de l'ambition pour la Ville. Vous seriez contente s'il n'y avait que trois entrées ? On dirait que ça vous fait plaisir quand les structures ne marchent pas.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Ah non, justement Monsieur le Maire, j'ai énormément d'ambition pour Montpellier.

Monsieur le Maire : Alors, réjouissez-vous.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : C'est pour cela que l'argent des Montpelliérains, l'argent du contribuable, m'intéresse. C'est pour cela que je voudrais savoir.

Monsieur le Maire : Vous avez eu ma réponse Madame GALIANA.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Après avoir enlevé une proposition faite par Georges FRÊCHE et Madame MANDROUX, vous avez proposé le MoCo. Je voudrais donc savoir exactement ce que le MoCo rapporte à Montpellier, le nombre d'entrées.

Monsieur le Maire : Vous avez eu la réponse, Madame GALIANA.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Voilà. Je vous remercie mais nous sommes loin du compte. Merci Monsieur le Maire.

Propos hors micro

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix (Guy BARRAL, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER)

Madame Marie-Hélène SANTARELLI entre en séance.

48. Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée

Acteur majeur et incontournable du paysage culturel métropolitain, l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie est une association loi 1901, créée en 2001 et ayant pour objet « *la promotion de l'Opéra de Montpellier et de l'Orchestre national de Montpellier par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier et sa région, en France et à l'étranger, de toutes activités lyriques, chorégraphiques, symphoniques, phonographiques, radiophoniques, télévisuelles, cinématographiques ou audiovisuelles et toutes autres activités conformes à son objet statutaire* ». Il constitue un ensemble unique regroupant un opéra et un orchestre symphonique bénéficiant de deux labels nationaux délivrés par le Ministère de la Culture : « *Opéra national en région* » et « *Orchestre national en région* ». Il représente en outre le seul

Opéra national en région, au Sud d'une ligne Bordeaux/Lyon, et le seul Orchestre national en région avec l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, au Sud de cette même ligne.

Son répertoire, très large, s'étend de la musique baroque du XXème siècle. Composé de quatre-vingt-treize musiciens et d'un chœur de trente-et-un artistes, il propose chaque année une riche programmation lyrique et symphonique au sein de l'Opéra Comédie et de l'Opéra Berlioz notamment. Afin de sensibiliser de nouveaux publics à la musique classique, l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie programme également des concerts « *hors les murs* » dans les médiathèques, maisons pour tous, écoles, universités, prisons etc. Il accueille par ailleurs des milliers d'élèves et d'étudiants lors de répétitions générales et de concerts.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie et les partenaires publics, à savoir le Ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel de l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par sa directrice et approuvé par son conseil d'administration, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités concernées. La convention est conclue pour une durée de 3 ans, couvrant la période 2019-2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs entre le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole la Ville de Montpellier et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Très rapide car Madame GALIANA a tout de même soulevé un problème de chiffres. Chacun sort ses chiffres. Si on veut revenir sur les chiffres, par rapport au MoCo ce qui m'interpelle, ce sont ces 6 millions d'euros pour l'exercice 2020. Six millions d'euros que vous investissez...

Monsieur le Maire : Pour le MoCo.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Pour le MoCo, oui.

Monsieur le Maire : Pour la Panacée et pour l'école des Beaux-Arts. C'est la même enveloppe.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : C'est 6 millions d'euros, d'accord.

Monsieur le Maire : Pour les trois. Ce qui permet de faire des lieux de création, d'expérimentation, de diffusion et d'enseignement.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Guy BARRAL, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER.)

49. Élections – Rémunération des personnels lors des consultations électorales

Différentes catégories de personnel sont amenées à participer à la mise en œuvre des consultations électorales. Compte tenu de l'évolution des organisations, des métiers et des techniques et considérant qu'il y a lieu de réactualiser en conséquence les mesures qui étaient en vigueur jusqu'à ce jour (délibérations des Conseils municipaux du 1^{er} octobre 2001 et du 26 mars 2012), il est proposé d'appliquer les modes de rémunération détaillés ci-après :

1° - Indemnités forfaitaires complémentaires pour élections

Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint des Services en charge du département « Proximité et modernisation de l'action publique », la Directrice des Relations aux Publics et la responsable du service Population, percevront les indemnités forfaitaires complémentaires pour élections, en application des textes suivants : arrêté ministériel du 27 février 1962, le décret 2002-63 du 14 janvier 2002 et la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002.

2° - Heures supplémentaires

Les personnels (Ville/CCAS/Métropole) ci-après désignés affectés à des missions dont la durée fluctue en fonction du type d'élection, seront rémunérés en heures supplémentaires :

- agents du service population,
- agents venant en renfort du personnel du service population et affectés aux mêmes tâches
- agents chargés de la vérification et de la préparation du matériel électoral
- agents chargés de la pose, de la dépose et du nettoyage des panneaux d'affichage électoral
- agents chargés de la livraison et de la récupération du matériel dans les points de vote
- agents du standard au-delà de 23 h
- agents d'accueil au-delà de 23 h

3° - Vacations

Les personnels désignés en annexe, affectés à des missions dont la nature et la durée sont semblables quel que soit le type d'élection, seront rémunérés en vacations.

La vacation de base est fixée à ce jour à 45,81 €. Le montant de cette vacation sera indexé sur l'évolution de la valeur du point d'indice servant de calcul à la rémunération du personnel territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter le principe de la rémunération des personnels lors des consultations électorales, tel qu'exposé ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

**50. Adhésion de la Ville de Montpellier
à l'Alliance franco-suédoise pour un urbanisme durable**

Depuis 2015, l'Agence Suédoise de l'Énergie et le Ministère de la transition écologique et solidaire co-pilotent un réseau de collectivités françaises et suédoises sur le thème du développement urbain durable, the Alliance for Urban Sustainability – Alliance pour un Urbanisme Durable.

Les villes participant à cette Alliance sont aujourd'hui : La Rochelle, Saint Brieuc, Strasbourg et Grenoble côté français, et Göteborg, Borås, Umeå et Linköping côté suédois. Le travail de ce réseau se concrétise lors de rencontres et d'échanges bilatéraux entre les villes sur des projets concrets, notamment européens (Urbact, H2020), pouvant permettre l'obtention de financements européens dédiés.

De plus, un partenariat stratégique a été signé entre le Premier Ministre suédois et le Président de la République fin 2017, citant ainsi l'Alliance comme une instance de mise en œuvre du partenariat stratégique entre les deux pays.

Les 5 thèmes de travail de l'Alliance sont :

- L'engagement citoyen et la promotion de modes de vie durables ;
- Les méthodologies de l'innovation (au sein de l'organisation de la collectivité, dans la conduite des projets urbains, dans la recherche de solutions avec les habitants) ;
- L'équité et la justice environnementale ;
- La rénovation énergétique des logements ;
- L'évaluation et la mesure du progrès : les indicateurs de développement durable, ODD et Agenda 2030.

Sur invitation du Ministère de la transition écologique et solidaire, la Ville de Montpellier est ainsi

conviée à rejoindre l'Alliance afin de partager son expérience, en particulier autour du Guide AURA (2011) et du Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste (2019), reconnus pour leur caractère innovant et pertinent face aux enjeux environnementaux et de solidarité de notre siècle. La Ville de Montpellier a ainsi présenté ses travaux lors de la rencontre annuelle de l'Alliance en mai 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Alliance Franco-Suédoise pour un urbanisme durable ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

**51. Signature de la Déclaration de Durban et adhésion de la Ville de Montpellier
au Global Parliament of Mayors**

Le Global Parliament of Mayors se réunit pour la première fois à La Hague en septembre 2016. L'institution se définit comme « un mouvement mondial de villes pour promouvoir les droits, basé sur un principe de gouvernance autonome » et partenaire d'organisations internationales comme le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés, UN-Habitat, l'UNICEF ou des réseaux de villes internationaux. Une de ses principales missions est de faciliter les échanges entre les villes, les gouvernements nationaux et les organisations internationales et mener des actions systématiques pour relever des défis d'échelles nationales et internationales.

Lors de la rencontre annuelle de novembre 2019, le Global Parliament of Mayors a voté la Déclaration de Durban autour de quatre engagements principaux :

- Gouvernance multi-niveau : appeler à une meilleure collaboration des gouvernements nationaux avec les villes afin de renforcer les actions prises en matière de changement climatique, de santé publique, de sécurité et d'immigration.
- Immigration : convenir de normes d'accueil qui permettent d'assurer aux personnes que leurs besoins basiques et l'accueil soient garantis sans discrimination, et mettre en place dans nos villes le Pacte Mondial pour l'Immigration, accord international voté en 2018 par l'Assemblée Générale des Nations-Unies.
- Sécurité : réduire toute forme de violence dans nos villes et adopter des mesures de sécurité intelligentes portées par l'ensemble des parties prenantes concernées et construites à partir de l'analyse des données du terrain.
- Santé Publique : réduire les informations erronées qui circulent sur la littérature sanitaire, en particulier auprès des populations les plus vulnérables et participer à limiter la propagation des maladies infectieuses.

Suite à l'engagement de la Ville de Montpellier tant en matière de collaboration internationale et nationale, d'immigration, de sécurité et des mesures prises en matière de santé publique, il est proposé de soutenir la Déclaration de Durban du Global Parliament of Mayors.

Par ailleurs, suite au renforcement des liens qui lient les villes de Montpellier et de Palerme jusqu'à l'officialisation de leur jumelage en 2016, la Ville a été invitée par le Maire Leoluca Orlando à rejoindre le Global Parliament of Mayors, invitation renouvelée par les deux co-présidents de l'institution : le Maire de la Ville de Mannheim, Peter Kurz, et le Maire de la Ville de Bristol au Royaume-Uni, Marvin Rees. Le montant de l'adhésion annuelle s'élève à 5 800€.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier au Global Parliament of Mayors ;
- d'autoriser la signature de la Déclaration de Durban du Global Parliament of Mayors, datée de novembre 2019 ;
- de prélever les dépenses inhérentes à l'adhésion à ce réseau sur le budget de la Ville, pour un montant annuel de 5 800 €, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

**52. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique « International »
Exercice 2019**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
1679	CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES - CROUS	Projet	PARRAINAGE INTERNATIONAL	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement;

- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 2 000 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Maud BODKIN, Abdi EL KANDOUSSI, Nicole LIZA)

53. Vote en autorisations de programme et crédits de paiement Fonds d'Urgence Climatique - Création - Adoption

Dans le cadre d'opérations à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 2311-3), la Ville de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Par délibération n°V2018/179 du 26 juin 2018, la Ville a par ailleurs adopté un nouveau règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} décembre 2019 à 482 714 835 €.

Créations d'une nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre de la décision modificative 2019 n°2 :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP EN DM2 2019
V19FUC01	FONDS D'URGENCE CLIMATIQUE	15 000 000

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 497 714 835 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création de l'autorisation de programme mentionnée ci-dessus ;
- de retenir comme échéancier de crédits de paiement le tableau joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

54. Budget 2019 - Décision modificative n°2 - Adoption

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal.

La Décision Modificative n°2 du Budget de la Ville de Montpellier s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **-3 357 765,55 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°2 concernant le Budget de la Ville de Montpellier se présente de la façon suivante :

FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-7 700,00		-7 700,00
934	Santé et action sociale	-19 000,00		-19 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	435 000,00		435 000,00
936	Action économique	-28 000,00		-28 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	1 090 000,00		1 090 000,00
946	Transfert entre les sections		15 000,00	15 000,00
953	Virement à la section d'investissement		-1 485 300,00	-1 485 300,00
Total		1 470 300,00	-1 470 300,00	0,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-306 112,08		-306 112,08
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-1 750 304,82		-1 750 304,82
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-148 190,29		-148 190,29
904	Santé et action sociale	-71 858,36		-71 858,36
905	Aménagement des territoires et habitat	-252 400,00		-252 400,00
923	Dettes et autres opérations financières	-828 900,00		-828 900,00
Total		-3 357 765,55	0,00	-3 357 765,55

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
923	Dettes et autres opérations financières	-1 887 465,55		-1 887 465,55
926	Transferts entre les sections		15 000,00	15 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		-1 485 300,00	-1 485 300,00
Total		-1 887 465,55	-1 470 300,00	-3 357 765,55

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la Décision Modificative n°2 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 12 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric DE SAINT JOUAN)

55. Budget – Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater **les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.**

Concernant **les dépenses d'investissement**, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur **le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.**

Le Maire est également en droit de mandater **les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette** venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, la M57, instruction budgétaire et comptable utilisée par la Ville prévoit que « pour **les dépenses d'investissement incluses dans une autorisation de programme**, l'engagement s'effectue dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au **tiers des autorisations de programme ouvertes au cours de l'exercice précédent** ».

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020, sont retracées dans les tableaux suivants :

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
930	Services généraux	66 411 874	66 411 874
931	Sécurité et salubrité publique	13 200 211	13 200 211
932	Enseignement, formation professionnelle apprentissage	72 897 177	72 897 177
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	39 142 681	39 142 681
934	Santé et action sociale	43 289 815	43 289 815
935	Aménagement des territoires et habitat	17 959 219	17 959 219
936	Action économique	8 077 766	8 077 766
937	Environnement	1 813 700	1 813 700
938	Transports	3 724 500	3 724 500
940	Impositions directes	34 273 300	34 273 300
943	Opérations financières	5 055 845	5 055 845
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	260 000	260 000
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 140 000	2 140 000
Total		308 246 088	308 246 088

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020, sont retracées dans les tableaux suivants :

Fonction et Libellé		Crédits votées en 2019		1/4*	1/3	Ouverture de crédit 2020
900	Services généraux	hors AP	9 372 467	2 343 117		5 232 195
		en AP	8 667 236		2 889 079	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	824 575	206 144		351 612
		en AP	436 406		145 469	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	hors AP	14 171 095	3 542 774		13 322 121
		en AP	29 338 041		9 779 347	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	5 937 872	1 484 468		3 929 610
		en AP	7 335 427		2 445 142	
904	Santé et action sociale	hors AP	1 497 355	374 339		790 486
		en AP	1 248 441		416 147	
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	27 072 977	6 768 244		12 398 101
		en AP	16 889 569		5 629 856	
906	Action économique	hors AP	741 050	185 262		895 868
		en AP	2 131 817		710 606	
907	Environnement	hors AP	290 567	72 642		72 642
921	Taxes non affectées	hors AP	715 000	178 750		178 750
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%)*	hors AP	61 458 874	50 988 874		50 988 874
Total			188 128 769	66 144 614	22 015 645	88 160 259

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD)

56. Fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations de voirie sur le territoire de la ville.

Ces opérations de voirie contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire.

A ce titre, la ville de Montpellier prendra en charge une partie du financement 2019 de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil Municipal et du Conseil Métropolitain.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2019, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations telles que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 4 238 187,35€. Il se décompose comme suit :

Opérations	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Programme de maintenance Eclairage public	2 986 895	1 463 578,55 €	49%
Programme de maintenance Voirie	7 981 590	2 554 108,80 €	32%
Montpellier au quotidien Voirie	350 000.00	171 500,00 €	49%
Montpellier au quotidien Eclairage public	100 000	49 000,00 €	49%
TOTAL	11 418 485 €	4 238 187,35 €	37%

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 4 238 187,35€, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- d'approuver la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention après approbation

concordante de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

57. Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations Principes et montant 2019

La constitution de provisions comptables est une dépense prévue par l'article L.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Par cette délibération, il est proposé de définir les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application.

Les enjeux et la méthodologie de la politique de provisionnement de la Ville sont détaillés ci-après.

1- Un provisionnement nécessaire pour atteindre la certification des comptes de la Ville de Montpellier :

Les principaux enjeux de la certification sont de garantir la transparence de l'action publique grâce à une information financière de qualité, et d'assurer la qualité et la fiabilité des comptes de la Ville afin de disposer d'un socle robuste pour la bonne gestion des fonds publics.

La mise en œuvre d'une politique de provisionnement permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

2- Un provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité :

Provisionner une dépense ne signifie pas accepter une perte éventuelle : au contraire, en vertu du principe comptable de prudence, le fait de provisionner assure à la collectivité une capacité à faire face à ses obligations dans les années futures.

Au-delà du respect du principe de prudence, la sincérité des comptes est également visée puisque la collectivité intègre ces risques éventuels dans les documents budgétaires.

3- L'historique du provisionnement :

Depuis 2013, la Ville a comptabilisé chaque année des provisions pour litiges et contentieux et pour créances irrécouvrables (restes à recouvrer).

En 2017, ce provisionnement a été élargi au compte épargne temps, aux créances irrécouvrables liées aux sociétés en liquidation et redressement judiciaire et à la dépréciation des titres de participation.

Au 31 décembre 2018, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 3 500 959.67 euros et se répartissait de la façon suivante :

Provision pour litiges et contentieux	42 655.00 euros
Provision pour créances irrécouvrables (reste à recouvrer)	300 000.00 euros
Provision pour créances irrécouvrables (sociétés en liquidation ou redressement judiciaire)	838 581.17 euros
Provision pour Compte Epargne Temps	366 537.50 euros
Provision pour dépréciation des titres de participation	1 953 186.00 euros
Total	3 500 959.67 euros

4- Le cadre réglementaire :

Par application du 29° de l'article L. 2321-2, une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante dans les cas suivants :

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la commune à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la commune. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la commune en fonction du risque financier encouru ;
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

En dehors de ces cas, la commune peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque avéré.

Pour l'ensemble des provisions prévues aux alinéas précédents, la commune peut décider de constituer la provision sur plusieurs exercices précédant la réalisation du risque.

La provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Une délibération détermine les conditions de constitution, de reprise et, le cas échéant, de répartition et d'ajustement de la provision.

Le montant de la provision, ainsi que son évolution et son emploi sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Du point de vue comptable et quelle que soit la collectivité ou l'établissement public local, une provision doit impérativement être enregistrée lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- le risque ou la charge doit être nettement précisé quant à son objet ;
- la réalisation du risque ou de la charge est encore incertaine, mais des événements survenus ou en cours, la rendent probable ;
- l'échéance de la sortie de ressources ou le montant ne sont pas connus précisément, mais ils sont néanmoins évaluables avec une approximation suffisante.

De manière générale, les provisions pour risques et charges doivent être comptabilisées même si le résultat (comptable ou budgétaire) est négatif.

5- Conditions de constitution et chiffrage des dotations :

Il est proposé de valider les conditions de constitution des provisions et dépréciations selon les modalités décrites ci-dessous.

Provision pour litiges et contentieux : une provision sera constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Elle sera évaluée au regard du risque encouru.

Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : En complément des diligences faites par le Comptable Public pour procéder au recouvrement des titres, il est proposé de provisionner les créances les plus anciennes sur la base des restes à recouvrer proposés par celui-ci.

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : malgré la vigilance exercée par la collectivité et le Comptable Public au moment de l'émission des titres, certaines sociétés sont en cessation de paiement avant d'avoir pu honorer leur dette. Il est ainsi proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public.

Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, supérieurs à 15 jours.

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Les provisions seront ajustées chaque année en fonction des éléments transmis.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2019, les ajustements suivants :

	Compte de Gestion au 31/12/2018	2019		Compte de Gestion au 31/12/2019
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	42 655,00	42 655,00	464 720,00	464 720.00
Restes à recouvrer	300 000,00		992 776.79	1 292 776.79
Liquidation et redressement judiciaire	838 581,17	174 179.66	394 374.56	1 058 776.07
Compte épargne temps	366 537,50		279 197,50	645 735,00
Dépréciation Titres de participation	1 953 186,00			1 953 186,00
Total	3 500 959,67	216 834.66	2 131 068.85	5 415 193.86

6- Comptabilisation des provisions :

D'un point de vue budgétaire, les provisions peuvent se traduire de deux manières, selon les types de collectivités et éventuellement leur décision propre :

- en cas d'opération semi-budgétaire, il y a uniquement une dépense ou recette de fonctionnement regroupée sur le chapitre 945 « Dotations aux provisions » ou « Reprises sur provision » ;
- en cas d'opération budgétaire, il y a une dépense (ou recette) de fonctionnement et une recette (ou dépense) d'investissement de même montant en contrepartie, respectivement retracées aux chapitres 926 et 946 « Opérations d'ordre de transfert entre sections ».

Afin d'homogénéiser la procédure de provisionnement avec celle des dotations aux amortissements, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter, à compter de l'exercice 2020, la comptabilisation des provisions en opération budgétaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2019 ;
- de dire que les crédits y afférents sont prévus au budget de l'exercice 2019, chapitre 945 ;
- de dire qu'à compter de l'exercice 2020, les provisions seront comptabilisées en opération budgétaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

58. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement RESTANQUE - 6 500 000 € - Exercice 2019

Dans le cadre de l'opération d'aménagement RESTANQUE confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 6 500 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultations, la SA3M a retenu auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon l'emprunt suivant :

- o Capital : 6 500 000 €
- o Durée : 10 ans
- o Période de mobilisation : 12 mois
- o Durée d'amortissement : 9 ans
- o Taux fixe maximum : 0,97%
- o Périodicité trimestrielle
- o Echéances constantes avec 1 an de différé d'amortissement
- o Remboursement anticipé moyennant indemnité actuarielle
- o Garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80%
- o Commission d'engagement : 0,10 %

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder le cautionnement de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt de 6 500 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque CAISSE D'EPARGNE DU LANGUEDOC ROUSSILLON, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Mylène CHARDES, Véronique DEMON, Véronique PEREZ, Philippe SAUREL)

Messieurs Jérémie MALEK et Patrick VIGNAL entrent en séance.

Mesdames Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Clare HART et Monsieur Djamel BOUMAAZ sortent de séance.

59. Tarifs pour la Ville de Montpellier

Les tarifs municipaux présentés seront applicables au 1^{er} janvier 2020 ou à la date précisée.

Les tarifs qui sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public)

Les tarifs proposés intègrent la volonté de préserver le pouvoir d'achat des usagers, complémentaire de la décision de non-augmentation des taux de fiscalité de la Ville depuis 6 ans. Ils sont donc principalement stables.

CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

LES TYPOLOGIES DES TARIFS

Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

Redevance : deux redevances sont distinguées :

La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage

public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Enfance
- Réussite éducative
- Restauration scolaire
- Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH)
- Renouvellement et développement urbain
- Sécurité, Propreté, Hygiène, Salubrité
- Culture
- Maison pour tous
- Sports et Jeunesse
- Environnement et espaces verts
- Attractivité et rayonnement
- Services à la population
- Autres

ENFANCE

LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)

Près de 6200 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles indépendantes installées à Montpellier. Au total, près de 29 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

- **Modalités de détermination des tarifs**

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année civile.

La circulaire n°2019-005 du 5 juin 2019 prévoit une évolution du barème national des participations familiales de 0.8% par an entre 2019 et 2022, ainsi qu'une évolution progressive des ressources plafond sur cette même période.

Tarif horaire = Taux de participation des familles x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

- **Taux applicables pour 2020**

<i>Ressources plancher 2020</i>	705,27 €
<i>Ressources plafond 2020</i>	5 600,00 €

	Taux de participation	Tarifs plancher 2020	Tarif plafond 2020
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,0610%	0,43 €	3,42 €
2 enfants	0,0508%	0,36 €	2,84 €
3 enfants	0,0406%	0,29 €	2,27 €
4 à 7 enfants	0,0305%	0,22 €	1,71 €
8 enfants et au-delà	0,0203%	0,14 €	1,14 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,0508%	0,36 €	2,84 €
2 enfants	0,0406%	0,29 €	2,27 €
3 à 5 enfants	0,0305%	0,22 €	1,71 €
6 enfants et au-delà	0,0203%	0,14 €	1,14 €
TARIFICATION MAJOREE			
Familles non affiliées au régime général CAF ou au régime social agricole (MSA)	Tarifs majorés de 50%		

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.12 € ($0.0508\% \times 2\,200\text{€}$).

Le tarif lié au handicap d'un enfant :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap et bénéficiaire de l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif correspondant au taux de participation familiale immédiatement inférieur.

Par dérogation :

La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil Départemental de l'Hérault. L'enfant accueilli peut bénéficier, autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

REUSSITE EDUCATIVE

1. LES ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE) :

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

Les modalités de calculs, les revenus pris en compte ainsi que les modalités de réservation sont identiques à ceux de la restauration scolaire.

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H30 (ou 8H45 si horaire dérogatoire) ET ACCUEILS SOIRS : 17H30-18H30 ou 17h45-18h30 si horaire dérogatoire (prix par enfant inscrit)				
Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012%	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009%		
Accueil après la classe ou Etude surveillée 16h30-17h30 (ou 16h45-17h45 si horaire dérogatoire)	GRATUIT			
TARIFICATION SPECIFIQUE				Tarif unitaire
Pénalités appliquées à chaque retard à compter du 2 ^{ème} retard constaté dans l'année scolaire le lundi, mardi, jeudi, vendredi après 18H30				10 €

2. LA MISE A DISPOSITION DES LOCAUX SCOLAIRES

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de formation initiale ou continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations, sous réserve que la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Locaux scolaires	Tarifs
Tarif par heure et par salle	5,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

RESTAURATION SCOLAIRE

La cuisine centrale municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 12 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

▪ **Modalités de détermination des tarifs**

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

Tarif = Part fixe + (Taux d'effort x Revenu mensuel avant abattement) encadré par un plancher et un plafond.

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;
- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour du tarif a lieu chaque année en juillet. Il n'est pas possible de faire des mises-à-jour en cours d'année scolaire.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines avant le début de chaque vacance scolaire et dure deux semaines. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine de classe.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville** : www.montpellier.fr (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte ») ;
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson

Tarifs applicables depuis le 3 septembre 2018

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES				
Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,093%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,084%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,074%		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)				1,75 €
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €
Repas Adulte				6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »				4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »				10,00 €

ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH)

Les Accueils de Loisirs municipaux sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 21 centres sont répartis sur la Commune représentant **1 200 places par jour**.

▪ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

Tarif journée (sans repas) = Taux d'effort x revenu mensuel avant abattement

▪ Les revenus pris en compte

Pour les allocataires de la CAF qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;

Pour les autres usagers, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante. Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut s'opérer en cours d'année.

Tarifs applicables depuis le 03/09/2018 :

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,587%	7,00 €	16,10 €
2 enfants	0,536%	6,50 €	14,60 €
3 enfants	0,485%	5,50 €	13,90 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		

Une pénalité de retard sera appliquée pour un montant de 10 euros après 15 minutes de retard suite à la fermeture de la structure à 18 h 00.

A noter que ces tarifs s'appliquent également dans les 5 ALSH ADOS* municipaux ouverts aux 12-17 ans, les mercredis et vacances scolaires (sauf les jours fériés).

*Maisons Pour Tous Antoine de Saint-Exupéry ; Boris Vian ; Francois Villon et l'Escoutaire
L'ALSH ADOS de la maison Pour Tous André Chamson est ouvert en juillet uniquement.

RENOUVELLEMENT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

1. LE STATIONNEMENT

Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h	Tarif
Tarif normal 1h	2,00 €
Tarif normal 2h	4,00 €
Tarif normal 3h	10,00 €
Tarif normal 4h	17,00 €
Tarif normal 5h	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17,00 €
Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h	Tarif
Tarif normal 1h	1,00 €
Tarif normal 2h	2,00 €
Tarif normal 3h	3,00 €
Tarif normal 4h	4,00 €
Tarif normal 5h	10,00 €
Tarif normal 6h	17,00 €
Tarif normal 7h	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17,00 €
Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h	Tarif
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 2h	1,00 €
Tarif normal 3h	1,20 €
Tarif normal 4h	1,40 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,80 €
Tarif normal 7h	4,00 €
Tarif normal 8h	10,00 €
Tarif normal 9h	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	10,00 €

Les usagers titulaires de la carte européenne de stationnement ou de la carte mobilité inclusion bénéficient de la gratuité du stationnement sur l'ensemble des places payantes (loi du 18-03-2015).

Pour simplifier l'accès à la gratuité et lutter contre la recrudescence d'utilisation frauduleuse de cartes de stationnement qui porte préjudice aux personnes à mobilité réduite de nouvelles dispositions sont mises en places.

La durée de la gratuité du stationnement est portée de 12 heures à 24 heures consécutives.

Un système de gestion des droits dématérialisés est mis en service afin de générer automatiquement un ticket pour une durée de 24 heures.

Description des deux modes de fonctionnement

- a) Usager avec profil enregistré dans le système de gestion des droits dématérialisés (utilisateur régulier du stationnement payant)
- Obligation de déclaration de l'immatriculation du véhicule dans le système.
 - Ticket dématérialisé généré automatiquement par tranche de 24h00 avec l'immatriculation enregistrée.
 - Obligation de modification de l'immatriculation en cas de changement de véhicule
 - Obligation d'affichage de la carte GIG-GIG ou carte CMI sur le véhicule utilisé.
- b) Usager sans profil enregistré dans le système de gestion des droits dématérialisés.
(Usager utilisateur occasionnel du stationnement payant)
- Obligation d'utilisation d'un ticket délivré par l'horodateur ou avec l'application mobile M Ticket.
 - Obligation de déclaration de l'immatriculation du véhicule à l'horodateur ou sur l'application M Ticket
 - Obligation d'affichage de la carte GIG-GIG ou carte CMI sur le véhicule utilisé.

En cas de non-respect des conditions ci-dessus, un avis de paiement sera notifié à l'utilisateur pour non-paiement du stationnement.

Précision : la carte mobilité inclusion (ou la carte GIC-GIG) devra obligatoirement être apposée de façon visible à l'intérieur du véhicule. La carte mobilité inclusion (ou la carte GIC-GIG) en cours de validité devra être apposée à l'avant du véhicule et la totalité des indications réglementaires devra être lisible, complétée, non modifiée, non raturée. Les copies de justificatif réglementaire seront considérées comme non valable.

En cas de non-respect des conditions ci-dessus, un avis de paiement sera notifié à l'utilisateur pour non-paiement du stationnement.

Personne à Mobilité Réduite	Tarif
PMR (détenteur de la carte d'invalidité) sur toutes les places de stationnement ouvertes au public pour une durée de 24 heures maximum (loi du 18/03/2015)	0,00 €

Paiement de la redevance

Les tarifs horaires seront fractionnés en fonction des contraintes mécaniques et/ou informatiques.

- Sur les automates de paiement, pour le paiement par pièces de monnaie, les tarifs horaires seront fractionnés par unité monétaire de 0,10€, pour le paiement par carte bancaire un minimum de paiement de 1,00 € pourra être appliqué.
- Pour les modes de paiement dématérialisés, les tarifs horaires seront fractionnés selon les fonctionnalités logicielles et un minimum de paiement de 1,00 € pourra être appliqué.

Un montant minimum de paiement sera appliqué, quel que soit le mode de paiement, à condition qu'il soit supérieur ou égal à :

- 15 minutes en zone de stationnement courte durée, soit 0,50 € ;
- 30 minutes en zone de stationnement moyenne durée, soit 0,50 € ;
- 60 minutes en zone de stationnement longue durée, soit 0,80 €.

Précision : en cas de paiement du Forfait Post Stationnement (FPS) au tarif minoré, aucun montant ne pourra être déduit du FPS si le paiement initial du stationnement n'était que partiel (Exemple : cas du FPS pour cause de temps dépassé).

La carte de stationnement multimodale

30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant (une carte par véhicule uniquement)	Tarif
Gratuité accessible avec la carte de stationnement multimodale – 30 minutes	0,00 €

La carte de stationnement multimodale est délivrée à tout usager qui en fait la demande, résident, non-résident, personne morale, sur présentation des justificatifs suivants :

- Une pièce d'identité ;
- Certificat d'immatriculation du véhicule ;
- Justificatif de domicile ;
- 1 photo d'identité pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

La carte de stationnement multimodale constitue le support matériel des profils tout en permettant l'accès aux différents services de mobilité. Cette carte est personnelle et incessible, sa délivrance nécessite la justification de l'identité de l'utilisateur et la fourniture d'une photographie personnelle.

Cependant, à titre exceptionnel, une carte non personnalisée pourra être remise aux abonnés personnes morales (entreprise, association, etc.) qui demandent le rattachement à leur compte de plusieurs véhicules.

Dans ce cas, la carte ne permettra pas de bénéficier de la totalité des services de mobilité.

L'utilisateur est responsable de l'exactitude et de la sincérité des données déclarées et/ou enregistrées dans le système de gestion des profils.

Il s'engage à actualiser la totalité des informations justifiant son profil via internet, courrier ou aux agences commerciales de l'exploitant et notamment en cas de :

- Changement d'adresse ;
- Changement de numéros d'immatriculation ;

- Changement de statuts professionnels ou personnels.

L'utilisateur est totalement responsable de l'utilisation des moyens de paiement, des justificatifs de paiement matérialisé et dématérialisé.

L'utilisateur utilisant frauduleusement ou ayant favorisé l'utilisation frauduleuse par un tiers des moyens de paiement, des justificatifs de paiement matérialisé et dématérialisé ainsi que du mode de justification des profils sera réputé ne pas avoir acquitté la redevance d'occupation du domaine public.

En cas de pratiques frauduleuses ou d'abus de droit :

- L'utilisateur devra acquitter la totalité du Forfait de Post Stationnement : aucun droit à remboursement des sommes déjà réglées ne sera ouvert du fait d'une utilisation erronée ou frauduleuse des droits réservés aux abonnés, ou en cas d'utilisation frauduleuse d'une carte mobilité inclusion ou GIC/GIG.
- L'exploitant sera autorisé à clôturer le profil en cours, à refuser le renouvellement et/ou la création d'un profil à l'utilisateur responsable ainsi qu'au tiers ayant bénéficié ou tenté de bénéficier d'avantages de façon frauduleuse.

Tout usager sollicitant la délivrance d'une carte de stationnement multimodale doit présenter un certificat d'immatriculation du véhicule portant les mentions actualisées concernant le propriétaire et la désignation de son adresse.

Dans l'attente de la régularisation du certificat d'immatriculation, un profil provisoire d'un mois sera accordé à l'utilisateur. A titre exceptionnel, dans le cas d'une immatriculation provisoire (WW), la durée d'un profil provisoire pourra être prolongée d'un mois supplémentaire.

La carte multimodale permet d'accéder aux profils suivants :

- **Le tarif résident :**

Le profil résident est accessible à toute personne physique pouvant justifier de sa résidence à l'adresse pour laquelle elle souhaite bénéficier de conditions particulières de stationnement.

L'abonnement résident n'est valable qu'à l'intérieur du secteur de rattachement et dans le périmètre de l'extension de secteur autorisée.

Abonnement résident valable dans le secteur de résidence + un secteur limitrophe (tarif par véhicule – 2 véhicules maximum par résident)	Tarifs
Abonnement résident mensuel	15 €
Abonnement résident mensuel avec abonnement aux transports collectifs	3 €
Abonnement résident annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	150 €
Abonnement résident annuel avec abonnement aux transports collectifs (12 mois pour le prix de 10 mois)	30 €

▪ **Le tarif résident – transports collectifs**

L'utilisateur doit être en mesure de justifier de sa condition d'utilisateur habituel du véhicule déclaré dans l'abonnement. C'est-à-dire qu'il doit y avoir unité d'identité entre le titulaire de l'abonnement aux transports collectifs, le titulaire du permis de conduire, du certificat d'immatriculation ou de l'assurance du véhicule.

Liste des produits TaM ouvrant droit au tarif stationnement + transports collectifs
Contrat annuel mobilité jeune
Contrat annuel mobilité pour tous
Contrat annuel mobilité senior
Contrat annuel mobilité PDE
Contrat Kartatoo (TaM + TER)
Contrat annuel carte d'or
Contrat annuel mutilé de guerre
Abonnement annuel personne handicapée
Abonnement mensuel demandeur emploi
Abonnement mensuel personne handicapée
Abonnement mensuel Carte d'or
Abonnement mensuel demandeur d'asile

En pratique, l'utilisateur résident doit présenter 4 justificatifs : (profil résident ou profil résident transports collectifs selon liste produits TaM ci-dessus):

- Une pièce d'identité,
- Deux justificatifs pour la résidence ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale

Documents acceptés pour justifier l'adresse du domicile du résident	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule à enregistrer	en cours de validité
Carte nationale d'identité / passeport / permis de conduire	moins de 12 mois
Document fiscal sur la taxe d'habitation (recto accepté)	moins de 12 mois
Contrat de bail en cours	moins de 12 mois
Titre de propriété	moins de 12 mois
Document relatif à l'assurance du véhicule à enregistrer (2ème nom ou conducteur secondaire couvert)	moins de 6 mois
Document émanant d'un fournisseur d'énergie	moins de 6 mois
Document émanant d'un fournisseur de téléphonie fixe/mobile/internet	moins de 6 mois
Document émanant d'un établissement financier : RIB, relevé de compte	moins de 3 mois
Document émanant d'un organisme public : sécurité sociale, pôle emploi, CAF,	moins de 3 mois

MSA, ...	
Document émanant d'une mutuelle de santé	moins de 3 mois
Attestation d'hébergement pour les étudiants (carte d'étudiant à présenter)	moins de 3 mois
Attestation d'hébergement pour les personnes vivant en foyer d'hébergement	moins de 3 mois
Attestation d'assurance habitation	moins de 6 mois
Quittance de loyer	moins de 3 mois

Documents relatif au véhicule du résident	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule à enregistrer	en cours de validité
Attestation d'assurance du véhicule au nom du demandeur	en cours de validité
Certificat de cession accompagné du certificat d'immatriculation barré	moins de 1 mois
Contrat de location du véhicule à enregistrer	moins de 3 mois
Attestation de l'employeur pour les véhicules de fonction	moins de 3 mois

Les forfaits spécifiques :

Forfaits Artisans / Aide à domicile / Santé (tarif par véhicule)	Tarifs
<i>Stationnement autorisé sur toutes les places ouvertes au public sur l'amplitude de 9h00 à 18h00</i>	
Forfait 1 jour	2 €
Forfait mensuel	20 €
Forfait annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	200 €

▪ **Le forfait « artisan »**

Les artisans pouvant bénéficier du forfait sont les professionnels qui effectuent des déplacements au domicile des résidents du périmètre du stationnement payant pour y effectuer des travaux d'entretien ou d'aménagement dans l'immeuble ou l'habitation nécessitant le transport de matériaux et d'outillages lourds ou encombrants.

Par extension, les professionnels inscrits au registre du commerce et des sociétés (RCS) sont éligibles au tarif artisan.

Le nombre de véhicules par artisan est limité à 5 (activité en nom personnel ou en société).

En pratique, l'usager artisan doit présenter 3 justificatifs :

- Une pièce d'identité (de l'artisan ou du mandataire social ou du gérant) ;
- Un justificatif pour l'activité et l'adresse ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité d'artisan	Ancienneté
Un extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de 3 mois précisant le code activité (APRM) et l'adresse où s'exerce l'activité	en cours de validité
Documents relatifs au véhicule	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule au nom de l'artisan ou de la société	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom de l'artisan ou de l'entreprise	moins de 3 mois

Précisions :

Activité Principale au Répertoire des Métiers (APRM) - LISTE DES CODES OUVRANT DROIT AU TARIF ARTISAN

- **43.2 TRAVAUX D'INSTALLATION ÉLECTRIQUE, PLOMBERIE ET AUTRES**

- 43.21A-A Installation d'antennes
- 43.21A-B Installation électrique
- 43.22A-Z Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
- 43.22B-A Installation et entretien de climatisation et chaufferie
- 43.22B-B Installation de chauffage individuel
- 43.22B-C Entretien de chaudières domestiques
- 43.29A-Z Travaux d'isolation
- 43.29B-A Installation d'ascenseurs
- 43.29B-B Montage de clôtures et de grilles
- 43.29B-C Installation de stores et bannes

- **43.3 TRAVAUX DE FINITION**

- 43.31Z-A Travaux de plâtrerie d'extérieur
- 43.31Z-B Travaux de plâtrerie d'intérieur
- 43.32A-A Menuiserie bois
- 43.32A-B Menuiserie PVC
- 43.32B-A Installation de serres et de vérandas
- 43.32B-B Métallerie, serrurerie
- 43.33Z-Z Travaux de revêtement des sols et des murs
- 43.34Z-A Travaux de miroiterie de bâtiment, vitrerie
- 43.34Z-B Travaux de peinture extérieure
- 43.34Z-C Travaux de peinture intérieure et peinture plâtrerie
- 43.39Z-Z Autres travaux de finition

- **43.9 AUTRES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS**

- 43.91A-Z Travaux de charpente
- 43.91B-Z Travaux de couverture par éléments

43.99A-Z Travaux d'étanchéification
43.99B-Z Travaux de montage de structures métalliques
43.99C-Z Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment

- **81.2 ACTIVITÉS DE NETTOYAGE**

81.21Z-Z Nettoyage courant des bâtiments
81.29A-Z Désinfection, désinsectisation, dératisation

▪ **Le forfait « aide à domicile »**

Les personnes pouvant bénéficier du forfait sont les professionnels titulaires de l'agrément préfectoral qui effectuent des visites à domicile et des services d'auxiliaires de vie rendus aux domiciles des personnes âgées et handicapées résidant du périmètre du stationnement payant (code APE 8810A et code 8810B).

Le nombre de véhicule par aide à domicile ou par salarié de l'entreprise ou de l'association est limité à 1.

En pratique, l'aide à domicile agréée doit présenter 3 justificatifs :

- Une pièce d'identité ;
- Un justificatif pour l'activité et l'adresse ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité à domicile avec agrément	Ancienneté
L'agrément préfectoral de l'association ou de l'entreprise précisant le code activité (APE 8810A et code 8810B) et l'adresse de l'activité. Pour les salariés, la fourniture d'un agrément annuel et collectif de l'employeur sera admis.	en cours de validité
Documents relatifs au véhicule	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule au nom de l'aide à domicile, de l'entreprise ou de l'association.	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom de l'aide à domicile ou de l'association.	moins de 3 mois

▪ **Le forfait « professionnels de santé »**

Les professionnels de santé pouvant bénéficier du forfait exercent une activité, non salariée, nécessitant la pratique des soins aux domiciles des patients de façon régulière et dont l'activité principale ne s'exerce pas dans un local, une officine, un cabinet, un établissement, un laboratoire, etc... par conséquent, sont exclus les salariés des entreprises et des associations.

Les professionnels qui répondent à la définition sont principalement les suivants : les infirmiers et les sages-femmes, les kinésithérapeutes, les médecins généralistes, les psychomotriciens, les ergothérapeutes, les orthophonistes, les aides-soignants à domicile code (APE 8690), les ambulanciers, les auxiliaires de puériculture, les pédicures podologues, les médecins biologistes et les infirmières des laboratoires qui effectuent des prélèvements à domicile.

Le nombre de véhicule par professionnel de la santé est limité à 1.

En pratique, le professionnel de santé et d'action sociale doit présenter les justificatifs suivants :

- Une pièce d'identité
- Un justificatif d'appartenance professionnelle et de l'adresse de l'activité
- Un justificatif de l'activité à domicile pour les activités non mentionnées dans la liste ci-dessus
- Un justificatif pour le véhicule
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité de santé & action sociale à domicile (professionnels inclus dans la liste)	Ancienneté
Une carte professionnelle	en cours de validité
Une feuille de soins mentionnant l'activité professionnelle et l'adresse du demandeur	en cours de validité
Une facture ou annexe de facture mentionnant l'activité professionnelle et l'adresse du demandeur	en cours de validité
Document supplémentaire obligatoire pour justifier de l'activité de santé & action sociale à domicile (professionnel non-inclus dans la liste)	Ancienneté
La justification d'une activité à domicile significative, définie à 100 visites minimum par an appréciés au travers du nombre de visites du relevé SNIR le plus récent de l'année N-1 ou N-2.	Relevé de l'année N-1 ou N-2
1 justificatif obligatoire pour le véhicule	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule au nom du professionnel de la santé	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom du professionnel de la santé.	moins de 3 mois

2. LES DROITS DE VOIRIE

Parking stade « La Mosson »	Tarif
Entrée parking stade de la Mosson	2€/unité

Droits de voirie et d'occupation du domaine public	Tarif
---	--------------

Tarif remplacement Carte Pass (accès zone piétonne) en cas de perte, vol ou détérioration	12,00 €
Tarif pour le remplacement de la commande d'ouverture des bornes (Bip)	153,00 €

3. AUTOPARTAGE SANS STATION FIXE

L'autopartage permet à plusieurs personnes d'utiliser un véhicule commun à ses utilisateurs ou abonnés.

L'activité d'autopartage est définie par l'article L.1231-14 du code des transports comme :

« la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée. »

Sans attendre le renforcement de son rôle par le législateur, la Ville de Montpellier avait instauré un tarif pour l'occupation de son domaine public par les opérateurs d'autopartage avec station fixe.

L'autopartage « sans station » se développant et étant moins consommateur d'espace que l'autopartage avec station, il est donc proposé de mettre en place un tarif complémentaire :

	Unité	Tarif
Autopartage sans station fixe	an/véhicule	30,00 €

Ce tarif est applicable pour l'occupation du domaine public pour tous véhicules électriques en autopartage sans station fixe.

4. AUTOPARTAGE AVEC STATION FIXE

	Unité	Tarif
Emplacement de stationnement	an/emplacement	170,00 €

SECURITE, PROPRETE, HYGIENE, SALUBRITE

1. CAPTURE DES ANIMAUX

Le Code Rural impose ou permet au Maire de prendre certaines dispositions dans le cadre de la gestion des animaux. Dans ce cas, la Ville peut être amenée à refacturer les soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt ainsi que le séjour d'animaux en lieux de dépôt sur la base des marchés publics en cours.

En cas de refacturation, de prestations engagées par la ville, auprès des tiers ou propriétaires des animaux, il est appliqué une majoration pour frais de gestion.

Capture d'un animal avec fourgon aménagé pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 7h00 à 22h00	112 €
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 22h00 à 7h00	140 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)	185 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)	224 €
Forfait intervention sans capture de l'animal du lundi au samedi	90 €
Forfait transport d'un animal du lundi au samedi	90 €

Capture d'un animal avec fourgon et remorque de transport (équidés...) pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 7h00 à 22h00	140 €
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 22h00 à 7h00	175 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)	232 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)	280 €
Forfait intervention sans capture de l'animal du lundi au samedi	100 €
Forfait transport d'un animal du lundi au samedi	100 €

Majoration et exonération	Tarifs
Majoration lors de la refacturation des soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutive au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation des frais de séjour d'animaux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation d'enlèvement de cadavres d'animaux identifiés sur voie publique	5%

Exonération des frais de capture d'un animal en cas de force majeure*	0 €
---	-----

**Exonération de paiement des frais de capture dans deux cas de force majeure, faisant suite à l'intervention de la Police Nationale ou des pompiers sur le propriétaire de l'animal :*

- *Prise en charge de l'animal sur la voie publique et transport au lieu de dépôt dans l'attente du retour de son propriétaire*
- *Prise en charge de l'animal sur la voie publique et transport au lieu de dépôt dans l'attente de trouver un membre de la famille qui reprenne ou abandonne l'animal. (SPA)*

Dans ces cas particuliers, il ne s'agit pas de capture mais seulement de mise en sécurité de l'animal.

2. CAISSES DE TRANSPORT D'ANIMAUX

Modèle : Vari Kennel	Unité	Tarifs
Taille 2 - Très petite (50cms < L < 55cms)	U	52 €
Taille 3 - Petite (55cms < L < 60cms)	U	71 €
Taille 4 - Moyenne (60cms < L < 65cms)	U	88 €
Taille 5 - Grande (65cms < L < 75cms)	U	128 €
Taille 6 - Très grande (75cms < L < 100cms)	U	200 €
Modèle : caisse en bois simple	Unité	Tarifs
Très petite	U	150 €
Petite	U	250 €
Moyenne	U	350 €
Grande	U	400 €
Très grande	U	500 €
Modèle : caisse en bois simple avec cerclage métal	Unité	Tarifs
Très petite	U	200 €
Petite	U	300 €
Moyenne	U	400 €
Grande	U	500 €
Très grande	U	600 €
Modèle : caisse en bois renforcée avec métal et tôle	Unité	Tarifs
Très petite	U	400 €
Petite	U	750 €
Moyenne	U	1 000 €
Grande	U	1 500 €
Très grande	U	2 000 €

3. OBLIGATION LEGALE DE DEBROUSSAILLEMENT

Le débroussaillage est un acte civique responsable et rendu obligatoire par l'article 131-6 du code

forestier. Il constitue la meilleure protection contre le feu, en ralentissant sa propagation. C'est aussi le meilleur moyen de protéger sa maison et ses biens et faciliter l'accès des secours.

Dans l'Hérault, l'arrêté préfectoral du 11 mars 2013, oblige chaque propriétaire à débroussailler à 50 mètres de son habitation et à 5 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès, y compris sur les propriétés voisines si nécessaire.

En zone urbaine, ZAC, camping et aire de caravanes, c'est la totalité du terrain qui doit être débroussaillé.

Les végétaux à couper sont les broussailles, les sous-bois (buissons et arbustes), les végétaux morts, les hautes herbes, les branches basses des arbres et toutes les essences les plus inflammables. Il est préférable de couper les végétaux ligneux (arbustes et arbres) en période hivernale et les plantes herbacées au printemps. Les travaux de débroussaillage en été où le risque incendie est le plus important (forte température et faible hygrométrie) sont à éviter.

En cas de non-respect de la loi portant obligation de débroussaillage, la Ville, après mise en demeure, procédera au débroussaillage d'office et facturera les prestations (entreprise de débroussaillage, huissier et frais annexes associés) au propriétaire au tarif suivant :

	Unité	Tarif
Travaux d'office de débroussaillage	/	suivant devis à la date de l'intervention + majoration de 8% de frais de gestion

4. **AFFICHAGE SAUVAGE**

(Application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement)

Lutte contre l'affichage sauvage	Tarif
Frais d'enlèvement	150,00 €

CULTURE

1. LA SERRE AMAZONIENNE

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Métropole permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs 2020	Sans Pass Métropole	Avec Pass Métropole
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40,00 €	40,00 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour :	Gratuit	Gratuit
Les enfants de moins de 6 ans		
Les bénéficiaires de minima sociaux		
Enfants et accompagnateurs des crèches, écoles primaires et ALSH de Montpellier		
Tarif groupes		
Comités d'entreprises et associations (>10 personnes)	4,00 €	4,00 €
Groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants	3,00 €	3,00 €
Groupes scolaires primaires et ALSH hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Enfants des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	Gratuit	Gratuit
Accompagnateurs des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Visite guidée -journée -parc de Lunaret (parc et/ou serre amazonienne)	10,00 €	10,00 €
Visite nocturne et guidée	10,00 €	10,00 €
Location d'audio-guide	1,00 €	1,00 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

2. LE PARCOURS MUSEOGRAPHIQUE

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- Au musée du Vieux Montpellier
- A la pharmacie et chapelle de la Miséricorde

Entrée parcours muséographique	Tarifs
Tarif normal individuel	3,00 €
Tarif réduit pour :	
Les groupes (à partir de 10 personnes)	2,00 €
Les familles nombreuses sur présentation de la carte	2,00 €
Les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole	1,50 €
Entrée gratuite pour :	
Les moins de 26 ans et les plus de 60 ans	gratuit
Les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux	
Les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants	
Les détenteurs de la City Card délivrée par l'Office du Tourisme de Montpellier Méditerranée Métropole	
Les groupes effectuant une visite guidée thématique programmée par l'Office du Tourisme de Montpellier Méditerranée Métropole	
Les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants	
A l'occasion de la Nuit Européenne des Musées (pour tous les publics)	
Lors des Journées du Patrimoine (pour tous les publics)	
Le 1er dimanche de chaque mois (pour tous les publics)	

3. LE THEATRE JEAN VILAR

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpelliérain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Ces tarifs sont applicables à partir de juin 2020, pour les spectacles de la saison 2020/2021.

Théâtre Jean Vilar	Tarifs
Plein tarif	19,00 €
Tarif réduit pour les étudiants, plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), accompagnant d'un professionnel invité, titulaires du Pass Métropole	11,00 €
Tarif super réduit pour les moins de 16 ans, lycéens, collégiens, écoles hors Montpellier, professionnels du spectacle vivant	5,00 €
Tarif ultra réduit pour les écoles de Montpellier, les bénéficiaires de minima	1,00 €

sociaux	
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles	
Plein tarif (13 € / spectacle supplémentaire)	52,00 €
Tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire) : étudiants, + de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), titulaires du Pass Métropole	36,00 €
Tarif super réduit: moins de 16 ans, lycéens, professionnels du spectacle vivant (3,50 €/place supplémentaire)	14,00 €
Dispositifs particuliers	
Dispositif YOOT (convention avec le CROUS)	9,50 €
Stage théâtre - tarification par jour et par participant (durée générale d'un stage : 5 jours)	10,00 €
Cultures et sport solidaires 34	gratuit
Maison des chômeurs	5,00 €

Les tarifs de location sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2020

Théâtre Jean Vilar	Tarifs
Grande salle	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 3 agents de sécurité, 4 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 690 €
L'heure avant 9h et après 23h	258 €
Caution	1 950 €
Bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 1 régisseur d'accueil technique, 3 agents de sécurité, 1 contrôleur. Par journée de location de 9h à 23h	1 725 €
L'heure avant 9h et après 23h	184 €
Caution	1 330 €
Grande salle + bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 4 agents de sécurité, 5 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 900 €
L'heure avant 9h et après 23h	295 €
Caution	2 200 €

4. LE CINEMA NESTOR BURMA

Depuis son ouverture en 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma a accueilli plus de 154 000 spectateurs.

Outil culturel de proximité, ouvert à tous, il conjugue une programmation généraliste et populaire avec des films de qualité qui lui ont valu en 2018 le renouvellement du classement Art et Essai

assorti des labels « jeune public et Patrimoine, répertoire » par le Centre National du Cinéma et de l'image animée.

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5,00 €
Tarif individuel Dispositif YOOT (convention CROUS)	4,50 €
Tarif individuel Ecran des enfants	3,00 €
Tarif moins de 14 ans	4,00 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45,00 €
Tarif Comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif spécial (événement conventionné ou séance à la carte - enseignant, centre de loisirs, IME)	3,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Supplément (3D)	1,00 €
Remplacement de lunettes 3D endommagées	45,00 €

5. LA MAISON DES CHŒURS

La Maison des Chœurs est destinée à promouvoir le chant choral sous toutes ses formes en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à cette pratique et qui participent à la vie culturelle de la cité.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués :

- La nef centrale
- Les salles de répétition Ravel et Debussy
- La Maison des Chœurs dans son ensemble

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).

***Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés.

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Forfait de Base*
Nef centrale	Session de 4H	650 €	30 €
Salle de répétition Ravel ou Debussy	Session de 4H	300 €	15 €
La maison des chœurs (Nef + salles de répétition)	Session de 4H	1 250 €	60 €
Cautionnement			
Caution pour tout espace loué	U	1 530 €	
Refacturation de mise à disposition d'un agent			
Mise à disposition d'un agent les soirs de concert	/heure	30 €	

6. LOCATION DU CARRE SAINT ANNE

Ces tarifs prennent en compte le projet d'établissement ainsi que les coûts de fonctionnement de tels accueils.

Plein tarif pour la location du lieu sans implication avec le projet d'établissement, sous condition de disponibilité du lieu et avec accord préalable

***Demi-tarif** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, **n'entraînant pas de recettes.**

Carré Sainte-Anne	Unité	Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €
<i>Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes</i>				

7. LOCATION DU PAVILLON POPULAIRE

Pavillon Populaire	Unité	Plein tarif
Visite privée guidée 60 personnes	1 soirée de 3h (de 19h à 22h)	1 000 €
Visite privée guidée et réception 60 personnes	1 soirée de 3h (de 19h à 22h)	1 750 €

Ce tarif comprend la présence d'1 guide médiateur et 2 agents de sécurité de 18h30 à 22h30.

Il inclut également, si Réception, 1 agent d'entretien de 18h à 22h.

Un effectif d'agents de sécurité supplémentaire pourra être facturé en sus si le dispositif souhaité par le client le nécessite.

MAISON POUR TOUS

1. LES ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES DES MAISONS POUR TOUS

Les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent environ 500 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

▪ Inscription dans les Maisons Pour Tous

Lors de cette inscription unique, pour l'ensemble des Maisons pour tous une carte nominative sera délivrée pour accéder aux activités des Maisons pour Tous encadrées par les animateurs de la Ville ou par les associations partenaires dans le cadre du programme régulier et ponctuel.

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Cartes d'abonnement	Tarifs
Adulte	7,00 €
Enfant (moins de 18 ans)	3,50 €

▪ Les cotisations annuelles pour les activités (hors vacances scolaires)

Activités collectives	Tarifs
Tarification pour 30 séances (minimum) de 1h/semaine (pour la saison scolaire)	135 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40 €

Activités individualisées	Musique	Musique + atelier collectif solfège (1heure/semaine)
Tarification séances de musique individualisées à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500 €	580 €
Tarification séances de musique à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	380 €	460 €
Tarification séances de musique à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	250 €	330 €

Les activités jardins partagés, club et EPI sont ouvertes aux détenteurs de carte d'abonné uniquement (pas de cotisation annuelle).

Conditions de remboursement :

Le remboursement se fera aux conditions suivantes : cessation de l'activité de la part de la MPT, raison médicale de l'utilisateur, changement d'emploi du temps professionnel de l'utilisateur,

déménagement de l'usager, perte d'emploi des usagers (à la date de prise d'effet de la nouvelle situation) et sur présentation des justificatifs afférents.

▪ **Les réductions**

Réductions accordées pour les activités collectifs et cours individuels :	
Réduction comité d'entreprises (COSC ...)	20%
Etudiants (engagés dans un cursus d'enseignement supérieur) et lycéens	50%
bénéficiaires des allocations temporaire d'attente(ATA), solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, revenu de solidarité active (RSA)	
Adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
Personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réductions pour les familles nombreuses :	
Pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
Pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
Pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
<i>Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des mois restants à faire jusqu'à la fin de la session.</i>	

▪ **Les cotisations ponctuelles pour les activités**

Soirées et animations organisées en MPT :	Tarifs
Tarif animations / spectacles divers / personne	2 €
Supplément transport hors TAM	3 €
Supplément repas	2 €
Supplément location diverses matériels et/ou prestation externe	2 €
Supplément entrée billetterie égale ou supérieure à 10€	2 €

Stages :	Tarifs
Tarification / heure (sans fourniture consommable)	1 €
Tarification / heure (avec fourniture consommable)	2 €

Atelier individualisé :	Tarifs
Tarification initiation atelier individualisé (cours dispensé par animateurs MPT de 1 à 4 personnes) / la séance	5 €

Labo Photo Boris Vian :	Tarifs
Tarification / séance	3 €

Studio d'enregistrement de Léo Lagrange :	Tarifs
--	---------------

Tarification / heure	15 €
----------------------	------

Une gratuité de certains événements sera appliquée à l'ensemble des usagers selon les projets spécifiques des Maisons pour tous.

2. LES SALLES DES MAISONS POUR TOUS

La Ville de Montpellier met également des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles. Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. **Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.**

Salles pour activités hebdomadaires - Maisons Pour Tous	Tarifs
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300 €
Tarification pour 2 h et 10 personnes	165 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40 €

Salles pour activités ponctuelles – Maisons Pour Tous	Tarifs
1/2 journée salle de - 60 personnes	55 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110 €
Journée salle de - 20 personnes	55 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110 €
Journée salle de + 60 personnes	220 €
Week-end réunions et assemblées	110 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220 €

Caution location	150 €
------------------	-------

Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)	Tarifs
1/2 journée salle de - 60 personnes	30 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	50 €
Journée salle de - 60 personnes	50 €
Journée salle de + 60 personnes	105 €
Week-end réunions et assemblées	50 €
Week-end stages d'activités des associations	50 €
Caution	150 €

3. LE THEATRE GERARD PHILIPPE

	Tarifs
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

4. LE CINEMA LOUIS FEUILLADE

▪ Le cinéma

La Maison pour tous Louis Feuillade exploite un cinéma.

Les séances sont proposées aux tarifs suivants :

Entrée cinéma	Tarifs
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses, et les abonnés des maisons pour tous.	4,00 €
Tarif moins de 12 ans (enfants obligatoirement accompagnés)	3,00 €
Carte 5 places (non nominative et valable 1 an)	22,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma,	2,50 €

lycéens et apprentis cinéma)	
Tarif de groupe enfants (centres de loisirs, associations) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif de groupe + 12 ans (associations / ASH Ado...) / gratuité pour les accompagnants (à raison d'1 pour 10)	3,50 €
Tarif CE / COSC / CROUS	4,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Lunettes 3D	1,00 €

▪ **Le théâtre et le studio vidéo**

La nouvelle Maison pour tous Louis Feuillade exploite un théâtre de quartier de 150 places, il accueille une programmation régulière ainsi que des propositions associatives, ainsi qu'un studio vidéo pour accompagner les projets des vidéastes et cinéastes amateurs.

Ces deux espaces peuvent être mis à disposition moyennant les tarifications suivantes :

Théâtre - LOCATION	Tarifs
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

Studio vidéo	Tarifs
Tarification / heure	15 €

SPORTS ET JEUNESSE

1. LES PRESTATIONS JEUNESSE

▪ La carte été jeunes

La Ville propose aux jeunes Montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations de loisirs à un tarif préférentiel. La Carte Eté Jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer de juin à septembre.

Toute attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution.

▪ Les ateliers « découverte »

Des ateliers « découverte » ou des animations sont proposés aux montpelliérains de 12 à 29 ans, pendant les petites vacances de février, avril et octobre.

▪ Les Photocopies et impression de CV

Ces prestations permettent à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

▪ Exposition & vide-studio annuel

Les jeunes artistes montpelliérains non professionnels et le tissu associatif partenaire du service Jeunesse peuvent exposer gratuitement à l'EMJ.

Pour les jeunes de moins de 30 ans, ayant un lien avec Montpellier, et pour les associations partenaires, il est mis à disposition un emplacement gratuit pour le vide studio (puces) : journée d'échange et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

Prestation	Tarifs
Carte été jeune	25,00 €
Ateliers « découverte »	21,00 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit
Vide studio	Gratuit

2. LES ACTIVITES SPORTIVES

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de

la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

Prestation	Tarif
Carte Montpellier Sports	5,00 €

3. LES LOCATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Les mises à disposition se font dans le cadre de créneaux annuels liés à l'activité de l'association, de stages sportifs ou de manifestations sportives.

Les installations sportives n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Tarifs appliqués aux écoles hors contrat, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs
Location gymnase	heure	15,30 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,10 €
Location de terrain	heure	11,70 €
Location de mur d'escalade	heure	10,00 €
Location de skate parc	heure	9,80 €
Location de court de tennis, de boulodromes	heure	6,60 €
Autres usagers	Unité	Tarifs
Location gymnase	heure	53,30 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	8,20 €
Location d'installation athlétisme	heure	53,30 €
Location de mur d'escalade	heure	47,20 €
Location de terrain	heure	41,30 €
Location de court de tennis, de boulodromes	heure	47,20 €
Location de skate parc	heure	47,20 €
Location terrain de BMX – équipe française	½ jour	125 €
Location terrain de BMX – équipe étrangère	½ jour	250 €
Location terrain de BMX – Fédération Française de Cyclisme	semaine	900 €
Location Pas de Tir Montmaur pour les polices municipales des communes de Montpellier Méditerranée Métropole séance de 3 heures pour 7 personnes maximum	séance	202,00 €
Manifestations sportives dans les installations sportives ou sur le domaine public	j	0,00 €
Montage et démontage de la manifestation		
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée + 60	1 j	121,00 €

personnes		
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée - 60 personnes	1/2 j	60,50 €

4. LES SALLES DE L'ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE (EMJ)

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 12 à 29 ans porteurs de projet. Le service Jeunesse pour répondre au mieux à la demande des associations, propose également une mise à disposition de la salle à l'heure.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers ni à des associations culturelles.

Salles de l'Espace Montpellier Jeunesse	Unité	Tarifs
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature, avec un montant identique à celui des Maisons pour tous pour une salle de 20 à 60 personnes)	Jour	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans	Jour	Gratuit

ENVIRONNEMENT ET ESPACES VERTS

1. LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	241 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	682 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	962 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	602 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	118,00 €
Surface de pelouse < 10m ² : travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m ²	1,50 €
Surface de pelouse < 10m ² : apport de terre complémentaire (0,10m ³ x120)	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : griffage, réglage, ensemencement, roulage	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : 1er arrosage	m ²	0,75 €
Surface de pelouse > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs
Surface d'arbustes < 10m ² : dessouchage et travail du sol	m ²	25,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : apport de terre	m ²	18,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m ²	18,50 €
Surface d'arbustes < 10m ² : 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	7,40 €
Surface d'arbustes > 10m ²	m ²	suivant devis

		adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarifs
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention

2. LA LOCATION DES JARDINS FAMILIAUX

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Nota Bene : la date de renouvellement de bail se faisant au 1er août de chaque année, le tarif suivant est donc valable du 01/08/2020 au 31/07/2021

Location des jardins familiaux	Unité	Tarifs au 01/08/2020
Location de jardin familial	m ² /an	1,04 €
Parcelle standard de 120m ²	€/an	125,00 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	125,00 €

3. LA TAXE SUR LA PUBLICITE LOCALE EXTERIEURE (TLPE)

Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarifs
Enseigne < à 7 m ²	m ² /an	0 €
Enseigne > à 7 m ² et ≤ à 20 m ²	m ² /an	30 €
Enseigne > à 20 m ² et ≤ à 50 m ²	m ² /an	60 €
Enseigne > à 50 m ²	m ² /an	120 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes	Unité	Tarifs
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m ² /an	30 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m ² /an	60 €

ATTRACTIVITE ET RAYONNEMENT

1. LES SALLES DE LA MAISON DES RELATIONS INTERNATIONALES NELSON MANDELA ET DE L'ESPACE MARTIN LUTHER KING

Ces deux lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires), pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 21h à l'Espace Martin Luther King et à 22h à la Maison des Relations Internationales.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Maison des Relations Internationales	/ jour	912 €	456 €	51 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	314 €	157 €	31 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	101 €	51 €	16 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 317 €	659 €	21 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	507 €	254 €	16 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif à la semaine)	/semaine	658 €	329 €	12 €

Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif à la semaine)	/semaine	253 €	126 €	10 €
Cautionnement				
Caution	/ U	1 530 €		

2. LES MARCHES

Cas spécifiques prévus :

Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville.

Pour les abonnés, seules les séances annulées sur décision de la Ville seront déduites de l'abonnement trimestriel.

Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels	Unité	Tarifs
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m²/ avec véhicule / séance de marché	U/Jour	20 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m² / avec véhicule	séance	26 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m²)/ avec véhicules	séance	34 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m² / 1 camion	séance	52 €

Marché aux Plants	Unité	Tarifs
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m²/trimestre	14 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m² / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	300 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m² / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	200 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m² / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	40 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m² / 1 camion octobre à mars	U/Jour	30 €

Promenade du Peyrou	Unité	Tarifs
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou	séance	20 €

Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars		
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	25 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m ²	séance	50 €
Redevance emplacement abonnés Dimanches du Peyrou / CNS 100m ²	trimestre	510 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	30 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	40 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m ²	séance	80 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	séance	14 €

Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)	Unité	Tarifs
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m ² /trimestre	5,10 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m ² /trimestre	7,60 €
Redevance abonné : heure supplémentaire d'installation	m ² /h/trimestre	0,50 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m ² /1/2 jour	1,50 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m ² /jour	2,20 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m ² /1/2 jour	2,00 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m ² /jour	2,90 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	8,00 €
Bouquiniste 18m ²	u/jour	15,40 €
Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m ²	38,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m ² /jour	11,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m ² /jour	22,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

3. LES HALLES

Halle des Quatre Saisons	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,90 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	41,50 €

Halles Jacques Cœur	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	15,90 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	76,50 €

Halles Castellane	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	21,10 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	57,50 €
Redevance occupation d'une cave non alimentée en électricité	trimestre	85,00 €
Redevance occupation d'une cave alimentée en électricité	trimestre	171,00 €

Halles Laissac	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	20,80 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	75,50 €

Droits d'entrée halles couvertes	Unité	Tarifs
Surface étal inférieure à 10m²	u	3 150 €
Surface étal de 10 à 14m²	u	3 650 €
Surface étal de 15 à 19m²	u	3 960 €
Surface étal de 20 à 24m²	u	4 380 €
Surface étal de 25m² et +	u	5 000 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0 €

Redevances spécifiques	Unité	Tarifs
Redevance sur ventes réalisées via l'application "Bon et Local" Halles et Marchés connectés (sur états trimestriels communiqués par le prestataire)	réel/trimestre	1% du montant des ventes

La Ville met à disposition des commerçants une application permettant de vendre leurs produits en ligne « Bon et Local, Halles et Marchés connectés », avec possibilité pour les acheteurs de venir récupérer leur marchandise ou de se faire livrer.

Mise à disposition des Halles:

Mise à disposition	Unité	Tarifs
En semaine (du lundi au jeudi)	soirée	2 000,00 €
Le week-end (du vendredi au dimanche)	soirée	2 500,00 €

Les horaires « soirée » sont les suivants : de 20h00 à minuit maximum.

Les espaces mis à disposition sont : le rez-de-chaussée des Halles hors étals des commerçants et locaux gardiens/placiers.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation. Le coût de la remise en état sera alors intégralement réclamé à l'organisateur.

Toutes les prestations de sécurité (filtrage, gardiennage...) sont à la charge de l'organisateur et doivent être validées par la Ville en amont de la manifestation.

4. LES DROITS TERRASSES

Cf. carte de zonage en annexe 1. La zone 4 non légendée est constituée par défaut de tout emplacement qui n'est ni en zone 1, 2 ou 3 sur le territoire montpelliérain.

Cas spécifiques prévus :

- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation
- Exonération de redevances des commerçants pendant la durée de travaux publics qui gêneront l'installation des terrasses
- Tout mois commencé est dû (prorata du tarif annuel)
- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air
- Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%

Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	99 €
Zone 2	m²/an	61 €
Zone 3	m²/an	44 €
Zone 4	m²/an	38 €

Terrasse classe B1 (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	139 €

Zone 2	m²/an	111 €
Zone 3	m²/an	98 €
Zone 4	m²/an	70 €

Terrasse classe B2 (terrasse aménagée saisonnière : espace délimité par des bâches) 6 mois minimum	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	200 €
Zone 2	m²/an	160 €
Zone 3	m²/an	140 €
Zone 4	m²/an	100 €

Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipée des éléments de confort proches d'une installation en dur)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	324 €
Zone 2	m²/an	254 €
Zone 3	m²/an	203 €
Zone 4	m²/an	173 €

5. LES STANDS, KIOSQUES & VEHICULES AMENAGES

Stands de vente & kiosques	Unité	Tarifs
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour/véhicule	23 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) - emplacement d'environ 20m2	an/véhicule	4 000 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces pendant manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	m²/jour	33 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces, marrons, bonbons, ballons... hors manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	unité de 2m²/jour	20 €
Kiosque de vente immobilière	m²/mois	117 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza ,Crêpes, Glaces, Boissons chaudes, snack - tout site	mois	325 €

6. LES CHAPITEAUX, TENTES & ETALAGES

Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies - Stand alimentaire	Unité	Tarifs
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration - Stand alimentaire	m²/jour	11,50 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarifs
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué)	m²/an	130,00 €
Vitrine mobile non alimentaire	u/an	95,00 €
Porte menus hors terrasse	u/an	54,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire	u/an	420,00 €
Banc de fruits de mer	u/an	515,00 €
Tourniquet, porte cartes	u/an	70,00 €
Surplomb du domaine public	Unité	Tarifs
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	150,00 €

7. LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DU DOMAINE PUBLIC

Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.

Exonération : les occupations techniques du domaine public à des fins d'utilité publique ne sont pas soumises à redevance.

Dépôt de matériaux	Unité	Tarifs
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine	17 €

Bennes de récupération de matériaux (hors emprise du chantier)	Unité	Tarifs
l'unité de 6m² forfaitaires de sol occupé : la 1ère semaine	u / semaine	30 €
l'unité de 6m² forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine	60 €

Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarifs
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection : m² de sol occupé ou projeté au sol (toute semaine commencée est due)		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m²/ semaine	5 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m²/ semaine	17 €
Echafaudages et matériels de chantiers forfait pour 3 mois renouvelable	m²/3 mois	75 €

Base de Vie/Bungalow sur le domaine public	m²/3mois	95 €
--	----------	------

Concessions d'occupation du domaine public	Unité	Tarifs
Concession de tous ordres	u/an	7% du CA

PENALITES

Pénalités et frais de gestion et de contrôle	Unité	Tarifs
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	260 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial

8. LES AUTRES REDEVANCES

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée.

Estivales - Esplanade Charles De Gaulle	Unité	Tarifs
Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs et produits alimentaires conditionnées	m²/jour	7,60 €
Bouquiniste 18m²	u/Jour	25,00 €
Viticulteurs - forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m²/jour	17,20 €
Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m²/jour	17,20 €

Occupation du domaine public	Unité	Tarifs
Diverses occupations - Espaces libres divers	m²/jour	2,35 €
Diverses occupations - Espace Grammont	m²/jour	1,85 €
Diverses occupations - Espace libre Place de la Comédie	m²/jour	7,20 €
Diverses occupations - Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour	1,85 €
Diverses occupations - Espace libre Peyrou	m²/jour	4,10 €
Diverses occupations - Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour	6,20 €

Stand de vente 12m ² environ, tout site promotion d'un territoire (alimentaire ou non alimentaire)	u/jour	30,00 €
Food truck dans le cadre d'une manifestation autorisée par la Ville	u/jour	150,00 €
Stand de vente de fruits et légumes sur de DP hors marché de plein air	mois	325,00 €
Occupation à but non lucratif du domaine public, tout site, pour comité de quartier, association parents élèves, écoles, Téléthon, solidarité nationale ou internationale		0,00 €
Attraction/Manège/Patinoires sur le domaine public	m ² /jour	0,20 €
Manège de l'Esplanade Charles de Gaulle	Forfait /an	6 625,00 €
Manège du zoo du Lunaret	Forfait /an	4 250,00 €
Manifestation d'ampleur nationale sur les berges du Lez	jour	2 150,00 €
Distributions d'échantillons/bons d'achats/goodies/promotion commerciale forfait 100m ²	jour/100m ²	630,00 €
Campagnes de sensibilisation, Sondages, appels aux dons, collecte de fonds sur le domaine public pour les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général	u/jour	0,00 €
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes	jour	150,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes	jour	300,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes	jour	450,00 €
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1501 personnes	jour	600,00 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle)	jour	0,00 €
Poneys/Chevaux ou autres animaux : promenade ou démonstration	jour/animal	150,00 €
Stand fleuriste/pépiniériste sur marché artisanal (superficie des stands limitée à 100m ²)	jour	40,00 €
Course d'orientation, chasse au trésor ou escape game avec droits d'entrée sur l'espace public	jour	30,00 €

Autres manifestations publiques	Unité	Tarifs
Grand Bazar / Antiquaires et Bouquinistes/ Emplacement 18 m ²	u/Jour	15,40 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m ²	u/Jour	30,00 €
Marché thématique événementiel 12 m ² environ	u/Jour	30,00 €
Festival d'Art et de Feu Stand 12 m ² environ	u/Jour	20,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m ² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	500,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m ²	semaine	850,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m ² / chalet associatif* (maximum 1 par manifestation)	semaine	0,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m ² Activité Restauration	semaine	1 050,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m ² Artisans	semaine	700,00 €

Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans		
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m ²	semaine	1 150,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m ² Activité Restauration	semaine	1 400,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m ² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	1 200,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m ²	semaine	1 720,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m ² Activité Restauration	semaine	2 100,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m ²)	semaine	520,00 €

**La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet associatif pourra être accordée pour les associations à but humanitaire ou caritatif (sous réserve de justification du caractère caritatif ou humanitaire), dans la limite d'un chalet par manifestation.*

Les structures et établissements qui souhaitent bénéficier de la mise à disposition du chalet devront mener des activités dans un but non lucratif.

Une demande écrite devra être adressée aux services de la DUVEP qui en appréciera l'éligibilité. La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (Objectifs, organisation administrative, projet, justification).

La DUVEP s'engage à faire une réponse motivée dans un délai de 2 mois suivant la demande.

	Unité	Tarifs
Frais de gestion pour manifestation annulée sur décision de l'organisateur	U	50 €
Forfait appliqué si domaine public restitué non nettoyé (déchets, dégradations) après manifestation	U	100 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile	U/an	45 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique	U/an	55 €
Vide greniers	U/an	0 €

SERVICES A LA POPULATION

1. CONCESSIONS FUNERAIRES ET REDEVANCES

La Ville a en charge la gestion des 5 cimetières (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), des concessions et des défunts. A ce titre, elle gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les terrains. La Ville émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir, aux exhumations, aux convois et aux crémations.

Les vacations de Police sont encaissées par la Police Nationale.

ACHAT de concessions/columbarium	Tarifs
Concessions 2 m²	
Concession 15 ans 2 m ² pleine terre	530,00 €
Concession 30 ans 2 m ² pleine terre	1 070,00 €
Concession 50 ans 2 m ² pleine terre	1 820,00 €
Concessions 4 m²	
Concession 30 ans 4 m ² pour bâti	2 140,00 €
Concession 50 ans 4 m ² pour bâti	3 640,00 €
m² supplémentaire à la concession	
m ² supplémentaire à la concession 30 ans pour bâti	535,00 €
m ² supplémentaire à la concession 50 ans pour bâti	910,00 €
Columbarium	
Columbarium 30 ans 2/3 places	806,00 €
Columbarium 30 ans 4/6 places	1 619,00 €
Columbarium 50 ans 6/8 places	4 022,00 €
RENOUVELLEMENT de concessions/columbarium	Tarifs
Concessions 2 m²	
Concession 5 ans 2 m ² (renouvellement exclusivement)	172,00 €
Concession 10 ans 2 m ² (renouvellement exclusivement)	344,00 €
Concessions 4 m²	
Concession 5 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	344,00 €
Concession 10 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	688,00 €
Concession 15 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	1 060,00 €
Columbarium	
Columbarium 5 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	134,00 €
Columbarium 10 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	268,00 €
Columbarium 15 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	402,00 €
Columbarium 5 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	272,00 €
Columbarium 10 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	544,00 €

Columbarium 15 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	816,00 €
Columbarium 5 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	405,00 €
Columbarium 10 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	810,00 €
Columbarium 15 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	1 215,00 €
Columbarium 30 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	2 430,00 €
Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	Tarifs
Caveau bâti neuf 2 places secteur "J" et "C4" St Etienne (HT)	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places secteur "J" et "C4" St Etienne (HT)	3 198,16 €
Equipement sur terrain HT (Reprise Ville)	1 326,67 €
Revente infrastructure ancienne existante avec le terrain	Tarifs
Fosse bâtie 2 places secteur E St Etienne (HT) (reprise Ville)	634,17 €
Fosse bâtie 4 places secteur E St Etienne (HT) (reprise Ville)	896,67 €
Taxes, redevances et vacations de police	Tarifs
Caveau d'attente - séjour / jour & pénalités de retard travaux	11,00 €
Taxes inhumations	73,00 €
Dispersions	73,00 €
Redevances d'exhumation	73,00 €
Taxes de convois	73,00 €
Taxes de crémations	73,00 €
Vacations de police	20,00 €

AUTRES

1. LES SALLES MUNICIPALES

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 23 h (départ public).

Sous conditions tarifaires, les salles Rencontres, Pagézy et Grammont pourront être utilisées jusqu'à 1 h du matin (départ public):

- Un ½ tarif sera appliqué à la place d'un forfait de base
- Un plein tarif sera appliqué à la place d'un ½ tarif

A titre exceptionnel et pour les associations à but non lucratif, la salle des Rencontres ou la salle PAGEZY pourront être mises à disposition jusqu'à 03h00 du matin au plein tarif.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles	Unité	Tarifs 2020		
		Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville)	à la semaine	3 300,00 €	1 650,00 €	31,50 €
Salle du Conseil Municipal (hors prestation de régie technique obligatoire IEC)	/jour	2 250,00 €	1 125,00 €	53,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	3 350,00 €	1 675,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	4 110,00 €	2 055,00 €	106,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	2 820,00 €	1 410,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 090,00 €	1 545,00 €	106,00 €

Mairie annexe de Grammont	/ jour (du lundi au samedi)	2 090,00 €	1 045,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 090,00 €	1 545,00 €	106,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour (du lundi au samedi)	1 680,00 €	840,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 060,00 €	1 030,00 €	106,00 €
Centre Rabelais (bd Sarraill - salle de projection)	/ jour (du lundi au samedi)	1 360,00 €	680,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 060,00 €	1 030,00 €	106,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour (du lundi au samedi)	268,00 €	134,00 €	27,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	533,00 €	266,50 €	54,00 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour (du lundi au samedi)	630,00 €	315,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	1 260,00 €	630,00 €	63,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour (du lundi au samedi)	464,00 €	232,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	928,00 €	464,00 €	63,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour (du lundi au samedi)	326,00 €	163,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	632,00 €	316,00 €	63,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour (du lundi au samedi)	326,00 €	163,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	632,00 €	316,00 €	63,00 €
Cautionnement				
Caution pour tout espace loué	u	1 600,00 €		

2. LE MATERIEL MUNICIPAL

Délivrance et restitution du matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 au centre technique de **Garosud**.

Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

Matériels	Unité	Particuliers et sociétés à caractère commercial	Associations
Chaise	u/jour	0,33 €	0 €
Table (2m)	u/jour	4,40 €	0 €
Grille-caddie	u/jour	6,10 €	0 €
Podium	m ² /jour	8,10 €	0 €
Barrière	u/jour	8,10 €	0 €
Place de tribune	u/jour	0,83 €	0 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	123 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	72 €
Forfait électrique -Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	52 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	155 €
Cautionnement			
Cautionnement petit matériel		375 €	370 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1370 €	1 370 €

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement du matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

3. LA MAISON DE LA DEMOCRATIE

Accueillant la plus ancienne faculté de Médecine du monde occidental encore en activité, doté d'établissements médicaux à la renommée internationale, œuvrant pour le développement économique à travers l'ambitieux projet « Montpellier Capital Santé », le territoire de Montpellier noue un lien intime avec la santé, marqueur fort de l'identité méditerranéenne.

C'est avec ce souci de délivrer un service public de qualité et de proximité que sont mises à

disposition **des permanences des associations de santé** à la Maison de la démocratie. Chaque mois plus d'une vingtaine d'associations sont présentes pour prodiguer écoute, conseils et orientation.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués par les associations :

- La salle A
- La salle B

Les salles sont mises à disposition sur les plages horaires suivantes :

- De 9h00 à 12h30
- De 13h30 à 17h30

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations partenaires et pour les associations ayant un projet en cohérence avec « Montpellier Capital Santé ».

Plein tarif (Valorisation de l'aide en nature) : 27 €/session

Caution pour tout espace loué : 150 €

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

4. LES PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET DE PETITES FOURNITURES

La Ville de Montpellier est amenée à effectuer diverses prestations de reprographie de documents, de numérisation, de photocopie et duplication de documents administratifs (*) et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville et de cartes postales.

Les fonds d'archives publiques détenus par les Archives de la Ville Montpellier sont réutilisables dans le respect de la loi n°2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public et de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (codifiées dans le code des relations entre le public et l'administration, articles L.321-1 à L.327-1). Cette réutilisation est gratuite pour des usages privés et commerciaux, sous réserve de citer systématiquement et de façon visible « *Archives de la Ville de Montpellier, cote du document, titre du document* » et de ne pas modifier ni d'altérer le sens du document.

(*) à noter que le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2001.

Photocopies et impressions papier	Tarifs
Photocopie A3 Couleur	1,40 €
Photocopie A3 Noir& Blanc	1,30 €
Photocopie A4 (microforme)	0,35 €
Photocopie A4 Couleur	0,35 €
Photocopie A4 Noir& Blanc (tarif règlementé)	0,18 €
Reprographie, Numérisation, Fourniture de fichier numérique existant, Transmission de fichier numérique et Droits de réutilisation de données publiques	Tarifs
Reprographie de plan de permis de construire	sur devis du prestataire
Numérisation (document non encore numérisé) < A3 (prix unitaire)	3,10 €
Numérisation (document non encore numérisé) ≥ A3 et < A1 (prix unitaire)	5,10 €
Fourniture de fichier numérique existant :	Tarifs
De 1 à 100 images	gratuit
De 101 à 1000 images (prix unitaire)	1,00 €
De 1001 à 10 000 images (prix unitaire)	0,50 €
De 10 001 à 50 000 images (prix unitaire)	0,30 €
De 50 001 à 100 000 images (prix unitaire)	0,10 €
De 100 001 à 500 000 images (prix unitaire)	0,07 €
Au-delà de 500 000 images (prix unitaire)	0,05 €
Transmission de fichier numérique (aucun support amovible extérieur ne sera accepté) :	Tarifs
Envoi par mail (jusqu'à 8 Mo) / serveur FTP (au-delà de 8 Mo)	gratuit
Fourniture de CD gravé récupéré sur place (prix unitaire)	2,80 €
Fourniture de DVD gravé récupéré sur place (prix unitaire)	5,10 €
Frais de port pour envoi de CD ou de DVD	2,65 €
Droits de réutilisation de données publiques	gratuit
Publications	Tarifs
Inventaire (prix unitaire)	25,00 €
Inventaire numérique (prix unitaire)	5,10 €
<i>Bulletin historique de la Ville de Montpellier</i>	8,40 €
Ancien numéro du <i>Bulletin Historique de la Ville de Montpellier</i>	5,00 €
Carte postale	0,80 €
Catalogue d'exposition - refacturation du prix fixé par l'éditeur	prix éditeur

Fourniture de listes électorales	Tarifs
Liste électorale sur support papier - prix par page	0,18 €
Liste électorale sur CD-Rom - prix par CD Rom	2,75 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs
Chemise élastique	0,50 €
Chemise à sangle	1,00 €
Chemise carton	0,10 €
Transparent	0,10 €
Reliure	9,10 €
CD-Rom	1,50 €

5. MATERIELS ET PRESTATIONS DE TRAVAUX DIVERS

Prestations	Tarifs
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location
Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public et de police de la publicité	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

6. L'ORGANISATION DES PRIMAIRES DES PARTIS POLITIQUES

Les primaires seront organisées dans des écoles de la Ville ou tout autre équipement reconnu comme un bureau de vote pour les élections nationales et locales.

Le tarif par bureau comprend :

- le coût des heures supplémentaires réalisées par les agents de la Ville (installation, préparation, ouverture/fermeture des sites, entretien des locaux, ...),
- la mise à disposition des locaux (basé sur le tarif de mise à disposition de salles des écoles) et la livraison du matériel.

Il est à noter que le matériel est mis à disposition gratuitement et qu'il est composé, par bureau de vote, de 3 isolements dont 1 isolement PMR, 1 tabouret, 1 urne, 4 tables et 8 chaises.

Le tarif proposé est de **390€** par bureau et par tour de scrutin.

7. LA MOBILISATION D'UN AGENT

▪ Direction Sécurité Tranquillité Publique

Mobilisation d'un agent	Unité	Tarifs
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	24,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	40,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	48,00 €

▪ Direction du Parc du Lunaret

	Unité	Sécurité accueil	Animalier	Technique
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	22,00 €	25,00 €	21,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 Dimanche et jours fériés	H / agent	36,00 €	41,00 €	35,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	44,00 €	49,00 €	42,00 €

8. LA MOBILISATION D'UN VEHICULE

Mobilisation d'un véhicule	Unité	Tarifs
Tarif véhicule motorisé 4 roues ou 2 roues	H / véhicule	7,00 €
Tarif fourgon	H / véhicule	10,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les tarifs municipaux présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Compte tenu de la conjoncture actuelle, je voulais savoir si comme l'année dernière vous alliez augmenter les tarifs des terrasses, les tarifs d'occupation du domaine public.

Monsieur le Maire : ISO, identique.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Identique. Je vous remercie, Monsieur le Maire, pour eux.

Monsieur le Maire : Vous êtes porte-parole des cafetiers. Madame BOUALLAGA, vous voulez prendre la parole ? Allez-y.

Madame Sabria BOUALLAGA : Une petite interrogation, Monsieur le Maire, s'il vous plaît. Concernant les tarifications du tramway et le rendu de monnaie qui est bien sûr indiqué sur les prompts, j'ai été interpellée à plusieurs reprises à ce sujet. Vous savez que beaucoup de gens ont râlé. Je pense qu'il serait intéressant de faire, premièrement, un état des lieux : combien de monnaie n'a pas été rendue. Je me suis fait avoir sur 6 ou 8 euros à peu près. Quand on n'a pas le choix, on met l'argent que l'on a. Quand le tram arrive, on préfère mettre quatre euros ou deux euros plutôt que de se prendre un PV de 40 euros. Je voudrais savoir où va cet argent, comment il est réinvesti et à quoi il va servir. En tout cas, aujourd'hui, est-ce que l'on est capable de chiffrer ce non-rendu de monnaie ? Merci pour votre réponse. Si votre président de la TaM pouvait répondre, ce serait bien.

Monsieur le Maire : Vous n'êtes pas sans ignorer que ce type de questions appelle des réponses qui appartiennent à la Métropole puisque c'est la compétence métropolitaine. Ceci dit Monsieur EL KANDOUCI va vous répondre.

Monsieur Abdi EL KANDOUCI : Monsieur le Maire, chers collègues, sur ce point-là, qui date d'il y a quelques années et qui a été réglé justement par le nouveau matériel qui a été mis en place au niveau des arrêts de tram, vous pouvez tout d'abord payer sans contact. Vous pouvez donc payer avec votre carte bancaire sans avoir à taper votre code. C'est une sécurité supplémentaire. Je vous parlerai également de l'application smartphone M'Ticket. Je m'arrête parce que c'est pour vous Madame BOUALLAGA. Je vous réponds à vous puisque vous avez posé la question.

Propos hors micro.

Monsieur Abdi EL KANDOUCI : Je vous donne une réponse complète. Ce n'est pas simplement...

Propos hors micro.

Monsieur Abdi EL KANDOUCI : Mais Madame BOUALLAGA, TaM coûte 110 millions d'euros. Les billets, la vente de tickets et d'abonnements, c'est 40 millions donc, la Métropole fait un chèque de 70 millions d'euros aujourd'hui. Donc, s'il y a des euros supplémentaires dans les machines, ça rentre dans les comptes de TaM et ça réduit le déficit, donc le chèque que font Max LÉVITA, Philippe SAUREL, les Montpelliérains et les Métropolitains à TaM, c'est tout simplement ça. Il n'y a pas de cagnotte. Ça rentre dans les comptes de TaM, tout simplement.

Monsieur le Maire : C'est de la trésorerie.

Monsieur Abdi EL KANDOUCI : Mais ça n'est pas dissocié. Ça rentre dans les caisses. C'est de la trésorerie.

Monsieur le Maire : Allez-y, Madame BOUALLAGA.

Madame Sabria BOUALLAGA : Merci Monsieur le Maire. Évidemment, Monsieur EL KANDOUCI que ça rentre. Je ne suis pas en train de dire que ça rentre dans votre poche ou dans celle de Monsieur le Maire ou du Président, pas du tout. Ne vous inquiétez pas. Le Saurel Comedy Club, ça va, ça a assez duré.

Exclamations.

C'est bon le Saurel Comedy club, arrêtez. Je disais donc, tout simplement, qu'il y a deux choses à distinguer. Effectivement, il y a le tarif des tickets qui rentre dans le titre des recettes, qui est clairement identifié. Par contre, il y a cet argent qui lui n'est pas du tout fléché et qui, à mon avis, doit l'être. Si à la fin de l'année, on se retrouve, je dis une bêtise, avec 40 000 €. Ne rigolez pas, j'ai déjà rencontré plusieurs personnes qui m'ont dit avoir perdu 8 euros. Multipliez le par 30 000 personnes. Il y a 280 000 habitants. Le compte est vite fait. Je dis juste qu'il y a une véritable interrogation à avoir, une concertation. Vous savez très bien, Monsieur le Président de la TaM, que le tramway aujourd'hui nous coûte très cher. Vous savez également qu'il n'est pas complètement innocent sur les embouteillages que nous connaissons aujourd'hui. Donc, je dis juste qu'il ne serait pas inintéressant d'utiliser cet argent.

Monsieur le Maire : Vous dites que le tramway entraîne des embouteillages ?

Madame Sabria BOUALLAGA : Évidemment. Puisqu'on occupe des voies entières. Si on avait fait le tramway en l'air ou un téléphérique, pourquoi pas. Là, vous le faites à même le sol. Vous embouchonnez des voies entières. Il y a des villes, ailleurs, qui fonctionnent différemment, je suis désolée. Vous verrez, on en reparlera : dans 10 ans, dans 15 ans, le tramway sera obsolète. Je suis plus pour un mode multimodal. Vous le savez, je vous l'ai déjà dit, Monsieur le Maire. Je ne dis pas qu'il faut dire non au tramway.

Aujourd'hui, je suis maman de trois enfants. Le lundi, je prends le tram, si j'en ai envie. Le mardi, je prends le vélo, si je peux parce qu'il faut que j'emmène mon fils au foot, ma fille à l'athlétisme. Et le mercredi, si je me le permets, si j'y arrive, je prends le tramway. Aujourd'hui, la vie c'est ça. Ces lundis, mardis, mercredis ne se ressemblent pas. C'est ce qu'il faut offrir aux citoyens : c'est la possibilité d'être libres dans leurs déplacements tout en respectant notre environnement. Ce n'est pas parce que l'on met du tout tramway que l'on va être en adéquation avec notre mode aujourd'hui.

Aujourd'hui, la vraie liberté, c'est de se lever un matin et de se dire aujourd'hui, je prends mon vélo et je suis en sécurité. Demain, je prends le tramway et je n'embête personne. Après-demain, je ferai du covoiturage et jeudi, si j'en ai envie. Une avocate qui doit plaider à droite ou à gauche, une femme d'affaires, un médecin, une infirmière, une atsem, une personne qui travaille auprès des personnes âgées ne peut pas prendre le tramway. Soyons honnêtes tout de même. Une personne qui travaille auprès des personnes âgées – Madame YAGUE, vous n'allez pas me contredire – doit être à 8 heures à la Croix d'argent et à 8 h 15 à la Paillade. Vous n'allez pas lui demander de prendre le tramway. Elle a besoin de sa voiture ou alors d'un scooter électrique, peu importe. Le monde de demain est un monde multimodal.

Mais, ce n'était pas ma question, Monsieur EL KANDOUSSI. Merci le Saurel Comedy Club. Ma question était : réinvestissons cet argent, fléchons-le et réinvestissons-le dans quelque chose qui sera utile à nos concitoyens.

C'est peut-être la dernière fois que je m'exprime aujourd'hui. J'ai eu plaisir à servir, à la hauteur de ce que j'ai pu les Montpelliérains. Il n'y a de ma part aucun orgueil ni aucune prétention quelle qu'elle soit. Aujourd'hui, je vous fais part de cette réflexion qui n'est pas la mienne, qui n'est pas que la mienne en tout cas, mais qui est celle des Montpelliérains. Je vous serais donc reconnaissante

de la prendre en considération. Merci.

Applaudissements.

Monsieur Christian DUMONT : Simplement pour indiquer à notre collègue Madame BOUALLAGA qu'il est dommage que les jeunes prodiges en calcul mental soient partis. Ils vous auraient expliqué que 30 000 personnes à huit euros, cela ne fait pas 40 000 € mais 240 000 €.

Madame Sabria BOUALLAGA : Tu rejoins le Saurel Comedy Club ?

Monsieur Christian DUMONT : Non.

Madame Sabria BOUALLAGA : Si, tu rejoins le Saurel Comedy Club.

Monsieur Christian DUMONT : Voilà, Madame BOUALLAGA.

Monsieur Jacques DOMERGUE : Juste un petit mot. Je crois que Madame BOUALLAGA fait allusion à ce que l'on appelle l'arrondi à la caisse parce que cela existe notamment dans le domaine caritatif. Par exemple, vous pouvez avoir une association qui bénéficie de l'arrondi à la caisse de plusieurs commerces. Cela se voit. Cela peut se voir sur le centre-ville. C'est-à-dire que lorsque vous payez 1,90 €, vous donnez deux euros et les 0,10 € sont pour l'association. Peut-être que la TaM devrait s'inspirer de l'arrondi à la caisse pour faire plaisir à Madame BOUALLAGA.

Madame Sabria BOUALLAGA : Non, non, pour faire plaisir aux Montpelliérains.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 8 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Madame Maud BODKIN entre en séance.

60. Représentations du Conseil municipal – Désignations

Il est nécessaire de désigner des représentants de la Ville de Montpellier au sein des organismes suivants :

- Commission d'examen tous corps d'état Qualibat ;
- Commission des Halles et Marchés.

Commission d'examen tous corps d'état Qualibat

Les membres de la commission d'examen tous corps d'état Qualibat doivent être renouvelés tous les 3 ans, soit avant le 10 février 2020. Il est donc nécessaire de désigner une personnalité qualifiée représentant la Ville de Montpellier au sein de cette commission.

Commission des Halles et Marchés

A la suite du souhait de Madame Dominique MARTIN-PRIVAT, Conseillère municipale, de quitter le groupe majoritaire et, en conséquence, du retrait de sa délégation, il convient de la remplacer au sein de la Commission Halles et Marchés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de procéder à la désignation des représentants de la Ville dans cette instance et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée.

En ce qui concerne Qualibat, Monsieur le Maire propose le renouvellement du représentant actuel, Monsieur Philippe CAPELIER

En ce qui concerne la Commission Halles et Marchés, Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Pascal KRZYZANSKI

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

61. Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modification

Il s'agit de définir pour l'année 2020, pour les agents et les élus de la Ville de Montpellier, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire communal. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Ville, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire communal, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire communal.

Par ailleurs, à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 (fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié par le décret n°2019-139 du 26 février 2019), les conditions de remboursement des frais d'hébergement et de transport survenant dans le cadre de

l'exercice des missions des agents et des élus locaux ont été modifiées. La délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019 doit donc être ajustée et modifiée en ce sens au niveau de la prise en charge des frais de repas.

La modification concerne l'augmentation du taux de remboursement des frais de repas sur l'ensemble du territoire national, pour lequel le seuil prévu initialement par la délibération n°V2019-133 devient, avec la parution de l'article, inférieur au seuil prévu par celui-ci. Les dispositions dérogatoires prévues par les établissements ne pouvant conduire à un remboursement inférieur aux seuils fixés par décret, il convient donc de faire évoluer celui-ci de 15,25€ à 17,50€ pour un repas. Le reste des dispositions prévues par la délibération reste inchangé.

1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de la Ville de Montpellier :

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- **de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.**

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Ville à des qualités.

Ces déplacements font l'objet d'une délibération *ad hoc*, sauf dans le cas où ils sont pris en charge sur l'enveloppe votée en Conseil et dédiée à cet effet.

Dans ce cadre strict, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Ville.

2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de la Ville de Montpellier ainsi que du Directeur général des services et de la Directrice de Cabinet :

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le

- prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, (petit déjeuner compris) ;
 - 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
 - au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
 - **de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.**

Hors de ce cadre individuel, le Maire et les élus de la Ville de Montpellier sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Ville de Montpellier, hors du territoire communal.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Ville de Montpellier auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Ville. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par la collectivité.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par la Ville de Montpellier, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Maire de Montpellier, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales, pour le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, et pour la Directrice de cabinet de la Ville de Montpellier, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de la Ville de Montpellier. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire communal nécessaires à la promotion et au développement de la Ville de Montpellier, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Ville de Montpellier :

Dans le cadre de missions ayant pour objet la représentation et le développement de la Ville de

Montpellier, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire communal, dans le cadre de manifestations organisées par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration dans les conditions définies ci-dessus, ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Maire, du Directeur Général des Services et de la Directrice de Cabinet sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputés sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

62. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Finances » - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
537	ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE MONTPELLIER	Investissement	6EME TRANCHE DE TRAVAUX DU TEMPLE DE LA RUE DE MAGUELONE : RESTAURATION DE LA FACADE SUD, DE LA CAGE D'ESCALIER ET DE LA TOURELLE SUD	20 000 €
6107	ASSOCIATION DES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE DE MAGUELONE	Investissement	RECONSTRUCTION D'UN ORGUE DANS LE TEMPLE DE LA RUE MAGUELONE	25 000 €
TOTAL				45 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 20422, chapitre 900

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 45 000 € ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

63. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Finances » Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	Fonctionnement	450 €
237	UNION LOCALE CGT	Fonctionnement	4 000 €
239	FO UNION LOCALE SYNDICATS	Fonctionnement	4 000 €
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	Fonctionnement	3 500 €
1273	UNITE POLICE SNPT	Fonctionnement	1 000 €
1302	UNION LOCALE CFE - CGC DU GRAND MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
2866	COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL COSC	Fonctionnement	852 000 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			866 950 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE - CCAS	Fonctionnement	12 126 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 657362, chapitre 934

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	27 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 657361, chapitre 932

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
3366	VELOCITE LANGUEDOC	Fonctionnement	800 €
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 935

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	ARCHICITY	1 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement		800 €
TOTAL				3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 13 028 850 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Séverine SCUDIER, Annie YAGUE)

Madame Clare HART entre en séance.

**64. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Sécurité »
Exercice 2020**

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE - COMITE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 700 €
4401	ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000 €
4432	LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX DE L'HERAULT	Fonctionnement	2 000 €
6190	LES PATTOUNES DU CŒUR	Fonctionnement	2 000 €
TOTAL			7 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 931

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Fonctionnement	225 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 232 700 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL)

**65. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Vie associative »
Exercice 2020**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH - ECUSSON	Fonctionnement		500 €
122	MAJORETTES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 850 €
		Projet	PARTICIPATION AU FESTIVAL "FAIS PAS GENRE"	1 500 €
		Projet	ACHAT DE NOUVEAUX COSTUMES ETE-HIVER	1 500 €

182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Fonctionnement		2 500 €
		Projet	24EMES RENCONTRES FOLKLORIQUES DE MAI 2020	5 000 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	Fonctionnement		500 €
296	ASSOCIATION FEMININE JASMIN D'ORIENT	Fonctionnement		800 €
		Projet	DECOUVERTE ET LOISIRS : SEJOUR NEIGE, A PARIS ET DANS LES CEVENNES	350 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN - LEMASSON - MAS DREVON - MARQUEROSE	Fonctionnement		500 €
		Projet	BODEGAS DE TASTAVIN LE 13 JUILLET 2020	700 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Fonctionnement		500 €
		Projet	FETE DE QUARTIER EN JUN 2020	700 €
325	ASSOCIATION DU COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Fonctionnement		500 €
		Projet	FETE DE QUARTIER EN JUN 2020	700 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
396	COMITE DE QUARTIER LEZ - POMPIGNANE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	Fonctionnement		11 000 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANÇAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement		1 400 €
948	COMITE DE QUARTIER LA MARTELLE	Fonctionnement		500 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Fonctionnement		500 €

		Projet	DEHORS, C'EST AUSSI CHEZ NOUS	250 €
		Projet	CHASSE AUX OEUFs EN AVRIL 2020	200 €
		Projet	MISE EN PLACE DE SOUTIEN SCOLAIRE POUR LE PRIMAIRE ET LE COLLEGE	100 €
		Projet	MISE EN PLACE D'UN CAFE LITTERAIRE	100 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	ANTIGONE EN TRANSE EN JUIN 2020	700 €
1340	COMITE DE QUARTIER CEVENNES ET ENVIRONS	Fonctionnement		500 €
		Projet	CARNAVAL, FETE DE QUARTIER	700 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANÇOIS	Fonctionnement		500 €
1530	CLUB DE LA PRESSE OCCITANIE	Fonctionnement		18 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHOEUR	Fonctionnement		200 €
		Projet	FESTIVAL DE THEATRE "AIGUELONGUE SE LA JOUE"	250 €
		Projet	CARNAVAL DE MARS 2020	250 €
		Projet	ACCUEIL D'UN SPECTACLE DE THEATRE	100 €
		Projet	SOUTIEN SCOLAIRE	100 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	FETE DES SENIORS	4 800 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	Fonctionnement		1 200 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC ET LEURS AMIS EN LANGUEDOC	Fonctionnement		1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE - ANNE	Fonctionnement		500 €

1970	ASSO DES PUPILLES DE LA NATION, DES ORPHELINS DE GUERRE	Fonctionnement		500 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT - SABINES	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Fonctionnement		500 €
		Projet	BAL DE QUARTIER EN JUIN/JUILLET 2020	250 €
		Projet	CARNAVAL DU QUARTIER EN MARS / AVRIL 2020	250 €
		Projet	FILM EN PLEIN AIR	100 €
		Projet	JARDIN PARTAGE	100 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	Fonctionnement		2 500 €
2305	MOZAIK OUTRE-MER	Fonctionnement		500 €
2698	AMICALE FRANÇAIS D'OUTRE - MER ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS - DU - LOUP	Fonctionnement		400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO	Fonctionnement		500 €
		Projet	CONCERT GOSPEL DU NOUVEL AN	350 €
		Projet	FETE DE LA ST JEAN AVEC BAL DE QUARTIER	350 €
2957	BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	Fonctionnement		2 000 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANÇAIS MUSULMANS	Fonctionnement		1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €

3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Fonctionnement		500 €
3632	CERCLE CULTUREL LES AMIS DE MALTE ET LES ANCIENS DE TUNISIE	Fonctionnement		1 200 €
3679	BOUT ENTRAIN	Fonctionnement		500 €
		Projet	"BOUT'ENTRAIN FAIT SON CINEMA"	700 €
3680	MION ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
3940	MARE NOSTRUM	Fonctionnement		500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	Fonctionnement		300 €
4203	OPIFAC	Fonctionnement		500 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	Fonctionnement		500 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	Fonctionnement		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Fonctionnement		500 €
		Projet	FETE DE QUARTIER ZIC ET PUCES EN SEPTEMBRE 2020	350 €
		Projet	MISE EN PLACE D'UN JARDIN PARTAGE	350 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES	Fonctionnement		500 €
		Projet	AUBESESSIONS D'ARTISTES EN MAI 2020	700 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA	Fonctionnement		500 €
5140	ASSOCIATION POUR LE RASSEMBLEMENT DES CITOYENS ET COMMERÇANTS	Fonctionnement		700 €
5164	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
5182	ARFA - PARC MONTCALM	Fonctionnement		500 €

5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	Fonctionnement		500 €
6204	LES 4 CHEMINS	Fonctionnement		500 €
6299	PATCH A TOUT COEUR	Fonctionnement		400 €
6370	BIEN VIVRE A AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
6726	VIVRE PARC MARIANNE	Fonctionnement		500 €
		Projet	MARIANNE SHOW	700 €
6960	CLUB DE LOISIRS DES RAPATRIES	Fonctionnement		1 200 €
TOTAL				93 650 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 93 650 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Gérard CASTRE, Patrick RIVAS, Philippe SAUREL)

**66. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Réussite éducative »
Exercice 2020**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Fonctionnement		2 300 €
		Projet	STAGE LA TETE ET LES JAMBES	1 500 €
309	CENTRE D'ENTRAINEMENT METHODES EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	Projet	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'EDUCATION A MONTPELLIER ET EN OCCITANIE	2 700 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Projet	REUSSITE EDUCATIVE	4 300 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Fonctionnement		30 000 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 000 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	Fonctionnement		5 500 €
686	GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	Fonctionnement		2 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Projet	INTERVENTIONS ARTISTIQUES	1 000 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	Projet	REUSSITE EDUCATIVE ET PARENTALITE	2 500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Projet	LES CLASSES DE VILLE	1 000 €
		Projet	MOSSON AU FIL DES SAISONS	1 000 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	Fonctionnement		1 100 €

1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Fonctionnement		600 €
		Projet	PRIX DE LA LAICITE E DE LA CITOYENNETE POUR LE VIVRE ENSEMBLE 2020	200 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	CHOEURS D'ENFANTS DES ECOLES DE MONTPELLIER – « TEMPS DES CERISES »	10 800 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	Fonctionnement		200 €
3746	ASSOCIATION UN'IONS	Projet	JEUNESSE EN ARABESQUE	1 000 €
3777	CITE CITOYENNE	Fonctionnement		1 400 €
3901	HALTE POUCE	Projet	ACCUEIL DE LOISIR SANS HEBERGEMENT / HANDICAP	3 500 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	ATELIERS JEUNESSE JARDINS PARTAGES	850 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	OPERATION BROCOLI	1 800 €
		Projet	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE	900 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		3 000 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	LES ACTIVITES DANS LE CAFE	2 000 €
		Projet	LES EVENEMENTS CULTURELS DANS LE CAFE : CONCERTS, THEATRE ET ANIMATIONS ARTISTIQUES	2 000 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	Projet	FETE ET SPECTACLE DE NOEL	250 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIR SPORTIF	Projet	A LA DECOUVERTE DES VACANCES /SEJOUR DE VACANCE POUR LES ENFANTS DE QUARTIERS	5 000 €
5866	COMPAGNIE THEATRALE FRANCOPHONE	Projet	ATELIER THEATRALE ET REPRESENTATION EN ECOLE PRIMAIRE	500 €
5885	FEDERATION CALANDRETA D'ERAU	Fonctionnement		68 000 €
5939	COMITE DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE AU PLEIN AIR DE L'HERAULT	Fonctionnement		500 €

6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	CREATION DES CHANSONS ECOLE LEO MALET	1 500 €
6444	SYLLABE	Projet	EVEIL AUX LANGUE ETRANGERES PAR LE BIAIS DU CONTE	250 €
TOTAL				161 150 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 932

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 161 150 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Madame Sonia KERANGUEVEN entre en séance.

**67. Attributions de subventions Classes de Découverte Vertes/Neige
Exercice 2020**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 1 janvier au 3 juillet 2020, 34 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 142 870€ selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – ARC	1 080 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	1 620 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - PASCAL	2 990 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - BREL	7 314 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - CERVANTES	2 175 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - CALMETTE	3 105 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CHENG DU	3 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - CHURCHILL	5 750 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CONDORCET	6 900 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DE GOUGES	7 250 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DELTEIL	5 220 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DICKENS	16 642 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - FLORIAN	1 545 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - FRANCE	400 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - GARNIER	792 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES HEIDELBERG	2 640 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - JAURES	2 844 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - LAMARTINE	900 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – LANGEVIN	2 760 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MACE	6 900 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MALET	11 325 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MALRAUX	2 160 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – HOSPITAL	5 750 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - MORISOT	3 220 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – PROKOFIEV	1 476 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – ROOSEVELT	10 000 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – SAVARY	6 654 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – SEVIGNE	160 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - SIMENON	5 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - SIMON	3 880 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - ZAY	5 750 €
6031	Coopérative scolaire Ecole Victor HUGO	CLASSES DECOUVERTE – BERT/HUGO	972 €
6005	Les petits de Boutonnet	CLASSES DECOUVERTE – KERGOMARD	2 200 €
525	Association Ecole Elémentaire Léopold SEDAR SENGHOR	CLASSE DE DECOUVERTE - SENGHOR	2 496 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 142 870 €, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- d'approuver la lettre d'engagement pour les écoles non affiliées à l'OCCE34 pour un montant de 5 668 € et la convention spécifique pour l'OCCE 34 pour un montant de 137 202 € annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Jean-Luc COUSQUER, Stéphanie JANNIN, Patrick RIVAS, Séverine SCUDIER)

68. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Partenariat Sports » Exercice 2020

Le sport est un formidable outil de lien et de cohésion sociale. Il est source d'épanouissement individuel et vecteur de valeurs collectives, de respect, de tolérance, de générosité. C'est également un facteur important de la santé publique.

Ainsi, la Ville de Montpellier dans le cadre d'un appel à projet « partenariat sport » a souhaité développer le Sport pour Tous dans tous les quartiers de la Ville, en partenariat avec les associations sportives du territoire.

Cet appel à projet, engagé par délibération du Conseil Municipal en date du 18 juillet 2019, a abouti à la proposition d'un programme d'activités pour l'année 2020, en partenariat avec les associations sportives, qui prévoit la mise en place de stages sportifs, notamment pendant les vacances scolaires, dont certains associent des activités cérébrales et sportives (la tête et les jambes), ainsi que des activités famille.

Il est donc proposé de soutenir 69 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives, en leur accordant les subventions suivantes :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
25	Les Petits Débrouillards	Partenariat	Stages la tête et les jambes	3 000 €
102	FC Petit Bard	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 000 €
278	Montpellier Arc Club	Partenariat	Les petits indiens	2 000 €
406	Echecs club Montpellier	Partenariat	Stages d'echecs pendant les vacances scolaires	1 700 €
769	Montpellier Badminton Club	Partenariat	Stages de Badminton pendant les vacances scolaires	2 000 €
828	Montpellier savate boxe Française	Partenariat	Stages de Boxe pendant les vacances scolaires	500 €
842	Spéléo Club Alpin	Partenariat	Stages découverte pendant les vacances scolaires	1 500 €
864	Montpellier Méditerranée Métropole Canoë Kayak Université	Partenariat	Stages découverte pendant les vacances scolaires	2 500 €
914	ASLJ Croix d'Argent Volley	Partenariat	Stages la tête et les jambes	3 000 €
919	MUC Escrime	Partenariat	Stages d'escrime pendant les vacances scolaires	1 700 €
928	MUC Football	Partenariat	Stages la tête et les jambes	2 000 €
931	As St Martin	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €

963	CEP Montpellier gymnastique	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
967	MUC Hand Ball	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	1 500 €
1113	Claquettes en vogue	Partenariat	Stage de la tête et les jambes	3 000 €
1187	Arceaux Montpellier	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
1225	Montpellier Méditerranée Futsal	Partenariat	Stages de futsal pendant les vacances scolaires	2 500 €
1320	Tai Chi Chuan Style Yang Originel Montpellier Méditerranée	Partenariat	Programme Famille	1 000 €
1420	Stade Lunaret Nord	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
1541	Montpellier tennis de table	Partenariat	Stages de tennis de table pendant les vacances scolaires	2 500 €
1746	Montpellier Haedong Kumdo	Partenariat	Stages de Taekwondo pendant les vacances scolaires	2 000 €
1891	Montpellier GRS	Partenariat	Stages de Gymnastique pendant les vacances scolaires	2 000 €
1928	Montpellier Agglo. Triathlon	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 000 €
1935	Les Chevaliers de la Gaule	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 400 €
2139	ASPTT Montpellier	Partenariat	Stages de Basket pendant les vacances scolaires	1 900 €
2139	ASPTT Montpellier	Partenariat	Stage la tête et les jambes	4 000 €
2139	ASPTT	Partenariat	Stages de Tennis pendant les vacances scolaires	2 000 €
2140	Montpellier Chamberte Hand Ball	Partenariat	Stages de Handball pendant les vacances scolaires	2 000 €
2274	Montpellier monocycle	Partenariat	Stages de monocycle pendant les vacances scolaires	2 000 €
2502	Sport Tambourin Club Montpellier	Partenariat	Stages de tambourin pendant les vacances scolaires	1 000 €
2608	RC Lemasson Montpellier	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
2831	Aéroclub de l'Hérault Languedoc Roussillon	Partenariat	Stage la tête et les jambes	3 000 €
2870	ASBAM Volley Ball	Partenariat	Stage la tête et les jambes	3 500 €
2954	Scalata Nature	Partenariat	Programme Famille	2 500 €

3059	Montpellier Agglomération Plongée Université Club	Partenariat	Découverte de la plongée pendant les vacances scolaires	2 200 €
3081	Bleu Vertige	Partenariat	Stages d'escalade pendant les vacances scolaires	2 500 €
3160	Association des quartiers Les Marels II Aiguelongue Pergola	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	1 700 €
3568	Montpellier Basket Mosson	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 700 €
3634	Ecole de bowling	Partenariat	Stages de bowling pendant les vacances scolaires	3 200 €
3659	Montpellier Méditerranée Métropole Tae Kwon Do	Partenariat	Stages de taekwondo pendant les vacances scolaires	4 500 €
3762	Ice & Roller School Montpellier	Partenariat	Stages de baby rollers pendant les vacances scolaires	1 500 €
3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 500 €
3845	Centre des arts du cirque BALTHAZAR	Partenariat	Stages des arts du cirque pendant les vacances scolaires	2 000 €
3914	Montpellier Métropole Hockey club	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 700 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	Partenariat	Stages de hockey sur glace pendant les vacances scolaires	2 700 €
4265	Association Attitude	Partenariat	Stages de skateboard pendant les vacances scolaires	1 200 €
4380	Aqualove Sauvetage	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 500 €
4489	Ring Athlétique du Petit Bard	Partenariat	Stages de boxe pendant les vacances scolaires	1 800 €
4547	La Maison du Judo	Partenariat	Stages de judo pendant les vacances scolaires	2 000 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 500 €
4643	Montpellier Funny Riders	Partenariat	Stages de rollers pendant les vacances scolaires	2 500 €
4701	Montpellier Football Américain (les Hurricanes)	Partenariat	Stages de football Américain pendant les vacances scolaires	500 €
4720	Agglomération Montpellier Sport d'Orientation 34	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 000 €

4806	ASC Paillade Mercure	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	3 300 €
4875	AS Celleneuve	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 900 €
4890	Association Omnisport Figuerolles	Partenariat	Stages de boxe et de futsal pendant les vacances scolaires	2 500 €
5002	Mosson Full Contact	Partenariat	Stages de full contact pendant les vacances scolaires	2 700 €
5167	Génération Tae Kwon Do	Partenariat	Stages de taekwondo pendant les vacances scolaires	2 500 €
5683	Ecole Judo Montpellier Agglomération	Partenariat	Stages de judo pendant les vacances scolaires	2 000 €
5722	Peps	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 400 €
5790	Montpellier sporting club	Partenariat	Stages de Sambo pendant les vacances scolaires	500 €
5792	Montpellier Judo Olympic	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 000 €
5854	Montpellier Mosson Omnisport	Partenariat	Stages de judo pendant les vacances scolaires	1 500 €
5943	ANSA	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 300 €
6424	FC Pas du Loup	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 000 €
6482	Sport Talent 34	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	1 000 €
6720	Voyage au bout de la Cime	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 000 €
6779	Athlétic Club Montpellier	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 500 €
7325	D'streettraining	Partenariat	Initiation au streetworkout pendant les vacances scolaires	500 €
				151 000 €

Ces sommes d'un montant de 151 000 € seront prélevées sur le budget du service des sports, nature 65748, fonction 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 151 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexées à la présente délibération ;

-d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

69. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Sports » Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Fonctionnement		22 400 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		57 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	Fonctionnement		5 800 €
		Projet	MONTPELLIER ARC CLUB ORGANISATEUR DE COMPETITIONS	4 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		5 600 €
		Projet	CHESSATTHLON	2 200 €
		Projet	ORGANISATION TOP 12F/N1F	2 000 €
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement		900 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	MONTPELLIER BEACH MASTERS FIVB WORLD TOUR 1STAR	4 600 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Fonctionnement		1 000 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement		2 900 €

826	MUC JUDO JUJITSU	Fonctionnement		1 900 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		500 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		3 000 €
864	3M CANOË KAYAK UC	Fonctionnement		2 400 €
878	MUC CYCLOTOURISME	Fonctionnement		900 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 700 €
907	MUC TRAMPOLINE	Fonctionnement		1 200 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement		32 000 €
917	MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		13 000 €
919	MONTPELLIER UC ESCRIME	Fonctionnement		17 500 €
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement		17 000 €
928	MUC FOOTBALL	Fonctionnement		8 700 €
931	AS SAINT - MARTIN MONTPELLIER	Fonctionnement		10 600 €
		Projet	54E TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES	6 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement		19 500 €
964	MUC LUTTE	Fonctionnement		3 700 €
967	MUC HANDBALL	Fonctionnement		21 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement		400 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	34EME GRAND PRIX BOULISTE DE LA VILLE DE MONTPELLIER ORGANISATION DU	4 200 €
984	MONTPELLIER PETANQUE ST MARTIN	Fonctionnement		2 200 €

985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement		500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		9 500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Fonctionnement		11 000 €
		Projet	TOURNOIS REGIONAUX DE FOOTBALL	1 800 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement		20 000 €
		Projet	TOURNOI DU TC LA PAILLADE	1 700 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	LES 20KM DE MONTPELLIER	2 900 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement		8 700 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 000 €
1238	MONTPELLIER A M JUDO	Fonctionnement		1 000 €
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	Fonctionnement		1 500 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement		4 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Fonctionnement		5 400 €
		Projet	ARBRE NOËL DU CLUB, TOURNOIS ET FETE DE SAISON	900 €
1487	BRIDGE COMEDIE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement		21 500 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement		1 300 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER	Fonctionnement		900 €
1615	MUC BOXE FRANÇAISE SAVATE	Fonctionnement		1 000 €
1702	LUMIERE ET AVENIR	Projet	LES FOULES DE LA MOSSON COURSE PEDESTRE	1 500 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement		4 300 €

1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		58 000 €
1918	MARC	Fonctionnement		1 900 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	Projet	URBAN TRAIL MONTPELLIER	9 200 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement		3 700 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement		62 500 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL	Fonctionnement		1 000 €
2184	IAÏDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		15 000 €
2312	MUC GYMNASTIQUE	Fonctionnement		2 200 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement		1 700 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement		400 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIERMEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		7 800 €
2608	RACING - CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Fonctionnement		10 000 €
		Projet	LOU CLAPAS CUP TOURNOI DE FOOT INTERNATIONAL	3 500 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement		3 700 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement		2 500 €
2870	ASSOCIATION SPORTIVE BEAUX-ARTS MONTPELLIER	Fonctionnement		22 500 €
		Projet	ASBAMBINOS	500 €
2953	MUC AÏKIDO	Fonctionnement		450 €

3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement		3 300 €
3175	KENDO MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		450 €
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement		500 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement		20 000 €
		Projet	TOURNOI NM3 U18 FRANCE	1 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 700 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		10 200 €
		Projet	MONTPELLIER KIDS TOURNAMENT	1 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	Fonctionnement		3 200 €
		Projet	CHACUN SA FOULEE	500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement		3 600 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	Fonctionnement		6 300 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Fonctionnement		3 000 €
4141	MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB RANDONNEE PEDESTRE	Fonctionnement		450 €
4145	MUC BASKET	Fonctionnement		1 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE (3MNA)	Fonctionnement		5 900 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES	Fonctionnement		500 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	MIXITE SOCIALE ET CULTURELLE DANS LA BOXE ANGLAISE	1 000 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement		800 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement		2 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOEË - KAYAK	Fonctionnement		4 800 €

4561	ASSO SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX OMNISPORTS	Fonctionnement		7 800 €
4619	MINI BOLIDE MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		500 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement		2 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		3 000 €
4720	ASSOCIATION MONTPELLIER SPORTS ORIENTATION 34	Fonctionnement		1 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Fonctionnement		6 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	CONSEIL D'ADMINISTRATION	500 €
		Projet	FOOTBALL	500 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Fonctionnement		6 000 €
		Projet	TOURNOI ANNUEL DE FIN D'ANNEE DE L'AS CELLENEUVE TOURNOI ANNUEL SUR 3 JOURS, INVITATION DES CLUBS DE L'HERAULT, FRANCE ET DE L'ETRANGER	500 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORTS FIGUEROLLES MONTPELLIER	Fonctionnement		2 700 €
		Projet	RESPECT D'AUTRUI ET DE SOI VIA LE RESPECT	500 €
4897	ENERGIE PAILLADE	Fonctionnement		1 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement		3 500 €
5086	ASSOCIATION FOOT - FAUTEUIL "LES FAUTEUILS DE FEU"	Fonctionnement		2 700 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		5 800 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	Projet	MARATHON 2020	39 000 €
5368	SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		96 000 €

5400	A.K SPORT (EX : GRINGO TOP TEAM)	Fonctionnement		9 500 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		141 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		80 000 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	Fonctionnement		500 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement		7 800 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement		1 000 €
5816	CLUB SPOSRTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	Fonctionnement		5 000 €
		Projet	TOURNOI JOSEPH GACHIN	1 000 €
6482	SPORT TALENT 34	Fonctionnement		500 €
6779	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		58 000 €
7033	MONTPELLIER HERAULT BEACH SOCCER	Fonctionnement		1 500 €
7090	MONTPELLIER FOOTBALL ACADEMY	Fonctionnement		500 €
TOTAL				1 149 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 1 149 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

70. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Jeunesse »

Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE - TERRITOIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 800 €
1111	ASSO MONTPELLIERAINE DES ETUDIANTS SAGES - FEMMES	Projet	NAVETTE GALA SAGES-FEMMES	500 €
1281	KAÏNA	Projet	AVOIR 20 ANS AUTOUR DU MONDE	3 500 €
3675	ESSOR "SAVOIRS ET PARTAGE"	Fonctionnement		4 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		2 000 €
5210	GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE, MEDICO SOCIALE MDA 34	Fonctionnement		30 000 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONALE	Projet	OSEZ L'INTERNATIONAL	500 €
6819	ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS MONTPELLIERAINS	Projet	MONTPELLIER STUDENT CUP 2020	3 000 €
TOTAL				46 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

En complément de cette action concernant l'ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS MONTPELLIERAINS, une convention de partenariat sera conclue entre l'association et la Ville de Montpellier pour mener des actions de prévention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 46 300 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire : Il nous est proposé de préciser la rédaction avec la phrase suivante : « *En complément de cette action concernant l'Association générale des étudiants montpelliérains, une convention de partenariat sera conclue entre l'association et la Ville de Montpellier pour mener des actions de prévention.* ».

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

71. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Culture » Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
ARTS				
80	LES AMIS DU MUSEE FABRE	Fonctionnement		4 000 €
200	OBJECTIF IMAGE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 900 €
771	CHAMP LIBRE	Projet	FESTIVAL DES ARCHITECTURES VIVES	7 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS MONTPELLIER	Projet	SOLID'ART / SALON DE SOLIDARITE D'ART CONTEMPORAIN	1 000 €
1659	LA SPHERE OBLIK	Fonctionnement		500 €
2081	CLAP'ARTS	Projet	PLACE AUX ARTSCROCH'COEUR	1 500 €
2159	BOITE NOIRE UNITE DE RECHERCHE CONTEMPORAINE	Fonctionnement		7 000 €
2747	ICONOSCOPE	Fonctionnement		7 000 €

4081	GRAIN D'IMAGE	Projet	BOOTOGRAPHIES	18 000 €
5019	VASISTAS	Fonctionnement		7 000 €
5036	APERTO	Fonctionnement		7 000 €
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Projet	RESIDENCE PHOTOGRAPHIQUE	4 000 €
5059	GALERIE AL/MA	Projet	ORGANISATION DE SIX EXPOSITIONS D'ARTISTES CONTEMPORAINS A LA GALERIE AL/MA	7 000 €
5149	BRISCARTS	Projet	PARCOURS D'ATELIERS D'ARTISTES DE MONTPELLIER	1 500 €
5374	APAAAV ASSOCIATION PROMOTION ARCHITECTURE ARTS APPLIQUES VISUELS	Fonctionnement		5 000 €
5665	EN TRAITS LIBRES	Fonctionnement		1 000 €
6128	GALERIE ANNIE GABRIELLI	Fonctionnement		2 000 €
6171	MAD SERIES	Projet	LA JETEE, GALERIE D'ART	500 €
6220	2L2M (LE LIEU MULTIPLE MONTPELLIER)	Fonctionnement		2 000 €
6454	BAR A PHOTO	Fonctionnement		500 €
6535	ASSOCIATION LINE UP	Fonctionnement		1 000 €
CINEMA, AUDIOVISUEL, INDUSTRIES CREATIVE				
29	MONTPELLIER CONTACTS RADIO CLAPAS	Fonctionnement		8 000 €
38	RADIO AVIVA - AMDCJLR	Fonctionnement		8 000 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER	Fonctionnement		267 000 €
		Projet	27EME FESTIVAL JEUNE PUBLIC	6 000 €
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement		12 500 €

307	RCF MAGUELONE HERAULT	Fonctionnement		8 000 €
491	SON E RESSON OCCITAN	Fonctionnement		8 000 €
992	LE CAMESCOPE APPRIVOISE - VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	Fonctionnement		700 €
1171	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	Fonctionnement		1 600 €
1215	CROQU'OREILLES (DIVERGENCE FM)	Fonctionnement		8 000 €
1281	KAÏNA	Fonctionnement		4 000 €
		Projet	KAINA TV	4 000 €
1781	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	Projet	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	1 500 €
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	FESTIVAL DE LA RADIO EDUCATIVE	500 €
1919	ADOREM (ASSO DEV. D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ETUDIANT A MPT)	Fonctionnement		8 000 €
4283	L'EKO DES GARRIGUES	Fonctionnement		8 000 €
4974	OCCITANIE FILMS	Fonctionnement		3 000 €
5095	LES CHIENS ANDALOUS	Projet	COORDINATION LOCALE DU DISPOSITIF ECOLE ET CINEMA	3 500 €
5154	C'EST RARE FILM	Projet	13EME JOURNEE DU CINEMA SUISSE	2 000 €
5971	BRAND A PART	Fonctionnement		1 600 €
6679	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIO ASSOCIATIVES D'OCCITANIE	Fonctionnement		3 750 €
7091	COLLECTIF DES RADIO LIBRES OCCITANIE	Fonctionnement		2 250 €

CULTURE SCIENTIFIQUE				
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER	Fonctionnement		6 000 €
		Projet	PRIX SABATIER D'ESPEYRAN	2 000 €
DANSE				
418	ASSOCIATION RAMA	Fonctionnement		9 000 €
457	ASSOCIATION LE MOOVENEMENT	Projet	TRANSHUMANCIA	500 €
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Fonctionnement		1 200 €
		Projet	FESTIVAL OFFICIEL DE CLAQUETTES DE MONTPELLIER ET METROPOLE	800 €
1207	ACTION D'ESPACE	Fonctionnement		2 000 €
1240	SATELLITE	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	NOUS AVONS FAIT LA NUIT	800 €
1250	COREE'GRAPHIE	Fonctionnement		1 800 €
1523	DANSOMANIA CIE ANNE MARIE PORRAS	Fonctionnement		5 000 €
2037	ANIMA	Projet		500 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	Fonctionnement		18 000 €
2857	SINGULIER PLURIEL	Projet	SINGULIER PLURIEL RACONTE BEETHOVEN	1 200 €
		Projet	GLOSSAIRE VISUEL DE DANSE	1 100 €
3104	ETRE EN SCENE	Fonctionnement		6 500 €
3140	A CONTRE POIL DU SENS	Fonctionnement		3 200 €
3252	ACHLES	Fonctionnement		3 800 €
3311	CIA INESPARADA	Fonctionnement		2 800 €
3426	LA MENTIRA	Fonctionnement		2 000 €

3455	ARTEFACTDANSE	Projet	FAILLE 1	500 €
3961	COMPAGNIE AURELIA	Fonctionnement		5 000 €
4265	ATTITUDE	Fonctionnement		40 000 €
		Projet	BATTLE OF THE YEAR FRANCE 2020	20 000 €
4377	PULX	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	DISTRICT DANSE	5 100 €
4928	VILCANOTA	Fonctionnement		1 500 €
4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	Fonctionnement		2 500 €
5020	STELLA	Fonctionnement		4 000 €
5034	ASSOCIATION CHICANES	Fonctionnement		5 000 €
5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	Fonctionnement		4 500 €
5254	MARIE LOUISE BOUILLONNE	Projet	FAUVE	1 000 €
5505	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	Projet	REPRISE DE LA CREATION MULTIPLE-S ET EXPLOITATION EN TOURNEE	2 000 €
		Projet	AU DELA DE LA CREATION 2020	2 000 €
5963	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	Projet	MOUVEMENT SUR LA VILLE #12	7 000 €
6077	COMPAGNIE LES HERBES FOLLES	Fonctionnement		600 €
6842	COMPAGNIE KONTAMINE	Projet	LBLA	500 €
6846	FAITS ET GESTES	Fonctionnement		500 €
7011	R ET R	Fonctionnement		500 €
7082	COMPAGNIE CASADINE	Projet	EUREKA	500 €
LIVRE, LECTURE PUBLIQUE				
130	THE FRIENDS OF THE ANGLOPHONE LIBRARY	Fonctionnement		300 €

390	CENTRE CULTUREL ITALIEN SOCIETA DANTE ALIGHIERI	Projet	ITALIE MONTPELLIER ECHANGES CULTURELS FRANCO ITALIEN	500 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	Fonctionnement		17 000 €
1973	LES AMIS DU GRAIN DES MOTS	Fonctionnement		600 €
2242	L'OISEAU LYRE	Fonctionnement		900 €
		Projet	LA VERITABLE HISTOIRE D'EROS ET PSYCHE	500 €
3022	REVUE SOUFFLES / LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement		500 €
3064	LACHE LES MOTS	Fonctionnement		900 €
3988	MAISON DE LA POESIE	Fonctionnement		7 000 €
		Projet	PRINTEMPS DES POETES A MONTPELLIER : LE COURAGE (THEME NATIONAL)	5 000 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Projet	ATELIER D'ECRITURE CONTES ET POESIE	500 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE	Fonctionnement		900 €
5266	SQUEEZE	Projet	ZONE D'AUTONOMIE LITTERAIRE EDITION NUMERO 10	1 000 €
5386	GRAPHIE	Fonctionnement		500 €
		Projet	ECRIRE EN PSYCHIATRIE	300 €
5860	CIE EL TRICICLO	Fonctionnement		500 €
5872	TEXTE EN COURS	Projet	FESTIVAL TEXTE EN COURS	2 000 €

6444	SYLLABE	Fonctionnement		300 €
MUSIQUE				
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	Fonctionnement		1 800 €
148	CHOEURS DE L'ENCLOS	Fonctionnement		2 300 €
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Fonctionnement		4 300 €
151	CHOEUR UNIVERSITAIRE MONTPELLIER - MEDITERRANEE	Fonctionnement		2 300 €
152	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	Fonctionnement		500 €
153	ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
154	ASSOCIATION JAM - JAZZ ACTION	Fonctionnement		10 000 €
375	B.A. BACH	Fonctionnement		800 €
382	JULES SONIC PRODS	Fonctionnement		1 000 €
412	INTENSITES	Fonctionnement		3 600 €
465	LES CHOREGIENS	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	DIFFUSION DE MUSIQUES DE FILMS	500 €
547	VOCALYS	Fonctionnement		500 €
565	CARRE MENTHE	Fonctionnement		800 €
980	ASSOCIATION DU FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER	Fonctionnement		60 000 €
1461	COLLECTIF KOA	Projet	LA DANSE DES INSOUMIS	4 000 €
1788	LES NUITS DU CHAT	Projet	FESTIVAL LES NUITS DU CHAT	2 500 €
1867	PIC ET COLEGRAM	Fonctionnement		1 500 €

1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE - ANNE	Projet	28EME NUITS DE STE ANNE	5 000 €
1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS ET EDATEUR DE MUSIQUE EN LR	Fonctionnement		1 800 €
1986	CHORALE CANTICA DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 300 €
2009	CORALEN	Fonctionnement		500 €
2057	ASSOCIATION ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
2137	CHORALE COR CANTO	Fonctionnement		500 €
2291	MELI MELODIE, MUSIQUE VIVANTE POUR TOUS	Projet	STRUCTURE MUSICALE	800 €
3314	BLA BLA PRODUCTIONS	Fonctionnement		2 000 €
3564	JAZZ CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		1 300 €
3745	CHRETIENS ET CULTURES	Projet	"23 EME FESTIVAL CHRETIENS DU CINEMA" UN TICKET POUR LE PARADIS	8 000 €
		Projet	"21EME FESTIVAL INTERRELIGIEUX DE MUSIQUES SACREES"	15 000 €
3746	ASSOCIATION UN'IONS	Fonctionnement		5 000 €
3996	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		3 000 €
4011	ATOUT CHOEUR	Fonctionnement		800 €
4311	TOUT A FOND	Fonctionnement		4 000 €
4630	CHOEUR D'O	Projet	CONCERT "SACRE MOZART - UNE VIE DE GENIE"	800 €
4726	L'ACCROCHE CHOEUR	Fonctionnement		800 €
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Fonctionnement		6 000 €

4778	ART ET CREATION CHORALE	Fonctionnement		1 200 €
4817	VOX RAPIDO	Fonctionnement		3 200 €
4953	L'ARC EN CIEL DES FAUBOURGS	Projet	25EME FESTIVAL DES FANFARES DE MONTPELLIER - EDITION 2020	20 000 €
4955	CENTRE CULTUREL INTERNATIONAL MUSIQUES SANS FRONTIERES	Fonctionnement		15 000 €
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement		2 700 €
4977	RANK'ART	Projet	FETE DES MAMAS 5	1 000 €
		Projet	FESTIVAL MAMA STOCK 4	1 000 €
4979	POLYFOLIES	Fonctionnement		500 €
5172	LE CHOEUR DES BALLADINS	Fonctionnement		500 €
5240	BOOMERANG PROD	Fonctionnement		800 €
5263	DE BOUCHE A OREILLE	Fonctionnement		1 700 €
5319	KLUB KLAMAUK	Projet	MY JOSEPHINE AND DUFF	1 500 €
5361	L'OREILLE ELECTRIQUE	Fonctionnement		2 000 €
5472	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	Fonctionnement		500 €
5861	ACORD PRODUCTION	Projet	FESTIVAL EMERGENCY	3 000 €
5867	COMPAGNIE IMPERIAL	Projet	INDIANS PROJECT	1 000 €
6107	LES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE MAGUELONE	Fonctionnement		1 000 €
6185	LINGE ET SONS	Fonctionnement		500 €
		Projet	ALBUM CONCEPT SURFACE	2 000 €
6232	ENSEMBLE VOCAL TUTTI	Fonctionnement		300 €

6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	FESTIVAL ACCORDEON PLURIEL 7EMME EDITION	7 800 €
6410	JAZZ IN CLAP'COOP	Projet	JAZZ ET JEUNE PUBLIC	1 000 €
6684	NO NEED NAME	Projet	DISQUES FIGURZ	500 €
		Projet	DISQUES SAF FEH	1 000 €
6808	ASSO POUR LE DEVELEPPMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES	Projet	LA GRANDE PARADE METEQUE	2 000 €
		Projet	LES ATELIERS ARTISTIQUES PARTICIPATIFS DE LA GRANDE PARADE METEQUE	1 000 €
6860	KOA JAZZ FESTIVAL	Projet	KOA JAZZ FESTIVAL - 13E EDITION	4 000 €
7114	LES FILLES DU MARDI	Fonctionnement		200 €
PATRIMOINE, ARCHIVES, ARCHEOLOGIE				
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH - ECUSSON	Projet	PRINTEMPS DES POETES	300 €
184	LOU PARAGE DE MOUNT PELIE	Fonctionnement		900 €
227	THEATRE TALHERS PRODUCTION LA RAMPE T.I.O	Fonctionnement		10 000 €
500	CERCLE OCCITAN DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 200 €
783	CENTRE CULTUREL JUIF SIMONE VEIL	Fonctionnement		31 000 €
1246	AMISTATS MAX ROUQUETTE	Fonctionnement	FAIRE CONNAITRE L'ŒUVRE DE L'ECRIVAIN MAX ROUIQUET	600 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Projet	LES RENDEZ-VOUS EN VILLE	500 €
2113	ATELIER DE RECHERCHE THEATRALE - ART CIE	Fonctionnement		7 000 €

2119	CENTRE LACORDAIRE	Fonctionnement		9 000 €
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE	Fonctionnement		5 000 €
		Projet	SEMAINE CULTURELLE BERBERE 2020	5 000 €
2732	CERCLE ALGERIANISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	Fonctionnement		7 000 €
3636	ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR UN JUDAÏSME HUMANISTE ET LAÏQUE	Fonctionnement		800 €
3930	LA BOURREIO DEL CLAPAS	Fonctionnement		1 200 €
4478	IDENTITES ET PARTAGE	Projet	NOUVEL AN BERBERE (YENNAYER)	500 €
4527	INSTITUT UNIVERSITAIRE MAIMONIDE, AVERROES, THOMAS D'AQUIN	Fonctionnement		40 000 €
4544	CHOEUR OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	Fonctionnement		1 000 €
4573	ATELIER DE RENCONTRE ET DE RECHERCHE COMPARATIVE EN ETHNOLOGIE	Fonctionnement		700 €
5055	CENTRE DE FORMACION PROFESSIONALA OCCITAN	Fonctionnement		3 500 €
5192	ASSO RECHERCHE ENSEIGNEMENT LANGUES ANCIENNES MONTPELLIER	Projet		500 €
5432	INTER'CAL	Projet	CARNAVAL OU LA FETE DU MONDE A L'ENVERS	1 000 €

5636	LE JT DU OFF MONTPELLIER	Projet	L'OSTAL DES CARCASSONNE	1 000 €
6372	CHEVALIERS DE L'ORDRE DES QUATRE VENTS	Projet	MEDIEVALE DE LA SAINT ROCH	1 500 €
6466	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES, DU CIEL AUX MARGES	Projet	L'INSTRUMENTARIU M MEDIEVAL DE MONTPELLIER	3 000 €
7063	CERCLE NAPOLEONIEN DE MONTPELLIER " JACQUES ALIBERT" -	Projet	MONTPELLIER IMPERIALE	300 €
PLURIDISCIPLINAIRES				
254	UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	Fonctionnement		3 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	ESPACE RECTO VERSO	1 000 €
3671	CROUS	Projet	YOOT	17 000 €
4191	ILLUSION ET MACADAM	Fonctionnement		18 000 €
		Projet	FESTIVAL METROPOLISME 2020	38 000 €
4389	ASSO REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES	Fonctionnement		10 000 €
6135	L'ATELLINE	Projet	PRESENCES ET RECIPEROCITE : L'ATELLINE ET MONTPELLIER	3 000 €
THEATRE				
48	ASSOCIATION PROTESTANTE RADIO TELEVISION FM PLUS	Fonctionnement		8 000 €

231	CREA TEF	Fonctionnement		1 700 €
		Projet	LE QUARTIER DES BEBES : EVENEMENT CULTUREL QUI S'ADRESSE AUX ENFANTS DE 0 A 5 ANS	500 €
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	Fonctionnement		5 000 €
		Projet	PRINTEMPS DE LA BULLE BLEUE ET OUVERTURE	4 000 €
473	LE BAO	Fonctionnement		1 000 €
532	ATHOME	Projet	CE QUE JE DIS	2 500 €
1071	UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER III	Fonctionnement		9 000 €
1143	COMPAGNIE LES GRISETTES	Fonctionnement		2 000 €
1176	LA COMPAGNIE PROVISoire	Fonctionnement		1 800 €
		Projet	PROJET MOLIERE	800 €
1315	THEATRE DE LA REMISE	Fonctionnement		3 000 €
1523	ASSOCIATION DANSOMANIA	Fonctionnement		5 000 €
1595	LE CRI DEVOT	Fonctionnement		800 €
		Projet	SAVE THE DATE #GENERATION(S)	1 000 €
1619	LA DRAILLE COLOREE	Fonctionnement		500 €
1733	ATOUT CLOWNS	Fonctionnement		1 000 €
1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	Fonctionnement		2 000 €
1949	THEAVIDA	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	VIDA'FESTIV 12	500 €
2003	COMPAGNIE AUGUSTE SINGE	Fonctionnement		1 500 €

3073	LES FOURMIS ROUSSES	Fonctionnement		1 500 €
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	Fonctionnement		2 000 €
3283	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	Fonctionnement		4 000 €
		Projet	"LA JEUNE FILLE QUI GRIMPAIT AUX ARBRES" VERSION ESPACE PUBLIC	3 000 €
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement		2 000 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR	Fonctionnement		15 000 €
4010	L'AUTRE THEATRE IITM	Fonctionnement		1 900 €
4214	U STRUCTURE NOUVELLE	Fonctionnement		7 500 €
4364	EXIT COMPAGNIE	Fonctionnement		6 500 €
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Fonctionnement		50 000 €
		Projet	PASS VISTA	15 000 €
4799	CABOMUNDO - CAP MONDE	Fonctionnement		2 000 €
4812	COMPAGNIE ADESSO E SEMPRE (MAINTENANT ET TOUJOURS)	Fonctionnement		8 500 €
4819	L'ATALANTE	Fonctionnement		3 500 €
4932	COMPAGNIE DORE	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	GARE AUX CLOWNS	1 000 €
4936	INTERSTICES	Fonctionnement		2 500 €
4937	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	Fonctionnement		7 000 €
4951	COMPAGNIE BRUITQUICOURT	Fonctionnement		4 500 €
4962	GROGNON FRERES	Fonctionnement		3 500 €
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Fonctionnement		4 100 €
		Projet	SAISON LA BAIGNOIRE	5 000 €

5039	MACHINE THEATRE	Fonctionnement		8 000 €
5049	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES	Fonctionnement		1 000 €
5105	L'ADRESSE	Fonctionnement		4 500 €
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Fonctionnement		6 000 €
		Projet	A NOS AILLEURS	1 500 €
5110	COMPAGNIE VERTIGO	Fonctionnement		3 500 €
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	Fonctionnement		500 €
		Projet	DESTINATION IDENTITE	800 €
5205	COMPAGNIE MOEBIUS	Fonctionnement		4 000 €
5305	LA MAISON THEATRE	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	ACTION EGALITE HOMME FEMME	1 000 €
		Projet	ACTION POUR UNE RENTREE CITOYENNE	1 000 €
5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	Projet	LE SILENCE DES CONFETTIS	500 €
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	Fonctionnement		2 000 €
5575	JE PARS A ZART	Projet	THEATRE DE LA PLUME	800 €
5804	CHAGALL SANS M	Fonctionnement		2 000 €
5814	LA RAFFINERIE	Fonctionnement		1 000 €
6114	MECANIKA	Fonctionnement		800 €
6664	LA GRANDE HORLOGE	Fonctionnement		500 €
6946	QUARTIER GARE	Fonctionnement		4 500 €
TOTAL				1 383 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature

des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;

- de prélever cette somme sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 1 383 300 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix (Guy BARRAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Mylène CHARDES, Perla DANAN, Abdi EL KANDOUSSI, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE)

72. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Commémorations » Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	BATAILLON IMMORTEL	200 €
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC - ROUSSILLON	Fonctionnement		200 €
528	UNADIF - FNDIR ASSOCIATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		200 €
540	FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE MAROC ET TUNISIE	Fonctionnement		1 000 €

1313	ASSOCIATION NATIONALE DES MEMBRES DE L'ORDRE DU MERITE	Projet	REMISE DES PRIX DEPARTEMENTAUX DU CIVISME, EDUCATION CITOYENNE ET DE L'ENGAGEMENT CITOYEN AUX JEUNES GENERATIONS AYANT FAIT PREUVE D'INITIATIVES CITOYENNES DANS L'ANNEE	200 €
1878	COMITE DE MONTPELLIER D'ENTRAIDE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	ENTRETIEN DE LA MEMOIRE, DEPOT DE GERBES EN IMPLIQUANT DES JEUNES LORS DE CEREMONIES PATRIOTIQUES	220 €
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		200 €
2305	MOZAIK OUTRE- MER	Projet	ESCLAVAGE ABOLIE "LA CONSCIENCE NOIRE"	200 €
TOTAL				2 420 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 2 420 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

73. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Social » Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

➤ Dans le cadre de la thématique SOLIDARITE :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	ATELIER PRATIQUE DU NUMERIQUE AU CEIS	10 500 €
618	LA CLE DES CHANTS	Fonctionnement		500 €
2030	VIE ET ANIMATION	Projet	NOMBREUSES ACTIVITES PROPOSEES AU SEIN DU POLE GERONTOLOGIE DU CHU : LOTO ET AUTRES JEUX, ANIMATIONS MUSICALES, THES DANSANTS, CLOWNS, SORTIES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES, COMPOSITIONS FLORALES ET JARDIN	1 000 €
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE	Fonctionnement		2 000 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	Fonctionnement		1 500 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Projet	AU FIL DES CONTES	800 €
		Projet	JOURNEE FESTIVAL DE CONTE INTERGENERATIONNEL	700 €
4636	LE PEYROU SENIORS EN ACTION	Fonctionnement		400 €
5960	MUSIQUE ET HANDICAPS MEDITERRANEE	Projet	ATELIERS INTERGENERATIONS	7 000 €
TOTAL				24 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique AIDE ALIMENTAIRE :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	Fonctionnement		21 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS MONTPELLIER	Fonctionnement		41 000 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - LES RELAIS DU COEUR DE L'HERAULT	Fonctionnement		54 000 €
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement		4 000 €
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	Fonctionnement		500 €
1914	LA PORTE OUVERTE	Fonctionnement		3 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement		18 000 €
2110	A COEUR OUVERT	Fonctionnement		6 500 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Projet	EPICERIE SOLIDAIRE	2 500 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	Fonctionnement		13 000 €
4583	ORDRE DE MALTE - FRANCE	Projet	PETITS DEJEUNERS POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE PRECARITE	2 000 €
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	Fonctionnement		1 200 €
TOTAL				166 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
1118	MOUVEMENT ATD QUART MONDE - GROUPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement	75 000 €

2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Fonctionnement	15 000 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Fonctionnement	1 500 €
5448	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	6 000 €
6522	LES PETITS FRERES DES PAUVRES - EQUIPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500 €
7014	SOLIDARITE RESF34	Fonctionnement	500 €
TOTAL			100 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique HANDICAP:

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
582	SURDI 34 - ASSOCIATION DE DEFICIENTS AUDITIFS	Projet	ACCOMPAGNEMENT DE VISITE MUSEES ET CANAL DU MIDI	500 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	Fonctionnement		10 000 €
697	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement		6 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LR	Projet	ACCESSIBILITE CADRE BATI, VOIRIE, TRANSPORT ET NUMERIQUE	700 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX - BIBLIOTHEQUE SONORE DE MONTP.	Fonctionnement		1 800 €
1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Fonctionnement		10 000 €
1108	ASSOCIATION VALENTIN HAUY AU SERVICE DES AVEUGLES ET MALVOYANTS	Projet	FAVORISER ET RESTAURER L'AUTONOMIE DES DEFICIENTS VISUELS.	1 000 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	Fonctionnement		3 800 €

1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		800 €
		Projet	SEJOUR SPORTIF TANDEM EN ECOSSE	400 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		2 600 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	Fonctionnement		2 000 €
2144	CLUB SERVICES LOISIRS (GEM RABELAIS)	Projet	LE RECYCLAGE, ÇA SE CULTIVE: COMPRENDRE, CREER, S'IMPLIQUER	700 €
5475	ASSOCIATION FAMILIALE DES SOURDS MONTPELLIER - HERAULT	Fonctionnement		400 €
5974	CAP'A CITE	Projet	UN PAS VERS L'INCLUSION SOCIALE DES JEUNES EN SITUATION DE HANDICAP	2 500 €
TOTAL				43 200 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS:

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME	Fonctionnement		1 400 €
661	FRANCE VICTIMES 34	Fonctionnement		7 500 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Fonctionnement		6 500 €

		Projet	27EME EDITION DE LA MARCHE DES DIVERSITES PRIDE DE MONTPELLIER ET 25EME ANNIVERSAIRE DE L'ASSOCIATION FIERTE MONTPELLIER PRIDE	5 000 €
		Projet	PRIDE OFF FESTIV'ALL	5 000 €
4904	HABITER ENFIN !	Projet	ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT	1 000 €
TOTAL				30 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique COHESION SOCIALE:

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		17 000 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Projet	2 CHANTIERS EDUCATIFS	8 000 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	Projet	JOURNAL HECTOR	500 €
1755	CENTRE APAJ	Projet	ATELIERS DSL	3 500 €
		Projet	MEDIATION PENALE ET ACCES AUX DROITS	8 000 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		4 000 €
4163	VIA VOLTAIRE	Fonctionnement		10 000 €
4773	DE.F.I - DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION	Fonctionnement		5 000 €
5895	ACCORDERIE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 900 €
6444	SYLLABE	Projet	LANGAGE - ANCRAGE: ATELIER D'ECRITURE AVEC UN GROUPE DE DEMANDEUR D'ASILE	500 €
TOTAL				58 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou les conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 423 600 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix (Maud BODKIN, Clare HART, Annie YAGUE)

**74. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Enfance »
Exercice 2020**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		7 500 €
231	CREA TEF	Projet	LE QUARTIER DES BEBES - HORS LES MURS	800 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	Fonctionnement		2 000 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES ET CIE	Fonctionnement		300 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	Projet	BEBES BIB ET CHANSONNETTES	1 000 €
3901	HALTE POUCE	Fonctionnement		3 500 €
4770	RIROLI	Fonctionnement		600 €
TOTAL				15 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 15 700 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE)

75. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Économie » - Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
249	UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS QUE CHOISIR	Fonctionnement	1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement	1 200 €
4309	CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION	Fonctionnement	1 500 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	Fonctionnement	500 €
TOTAL			4 200 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 4 200 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

76. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Écologie urbaine » Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	ETUDE DE LA BIODIVERSITE URBAINE	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Fonctionnement		1 000 €
1457	MOSSON COULEE VERTE	Fonctionnement		3 000 €
5417	SALON DE L'ECOLOGIE	Projet	SALON DE L'ECOLOGIE2020	1 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANNEEN	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	SEVE 4 "AUX ARBRES CITOYENS"	3 500 €
6058	SAUEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Fonctionnement		1 000 €
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	Projet	AGROFORESTERIE URBAINE	500 €
TOTAL				12 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 937

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 12 500 € ;

- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

77. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques « Droit des Femmes » et « Santé » - Exercice 2020

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

➤ Dans le cadre de la thématique DROIT DES FEMMES :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
777	MOUVEMENT FRANÇAIS PLANNING FAMILIAL	Fonctionnement		7 000 €
1853	FEMMES ACTIVES MOUV' (FAM)	Projet	ORGANISATION DU 6 EME SALON DES METIERS ET DES FEMMES A LA MPT ROSAPARKS	900 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDF	Projet	FEMMES EGALITE EMPLOI. FACILITER L'ACCES A L'EMPLOI ET A LA FORMATION DES FEMMES	3 000 €
		Projet	PARCOURS VERS L'EMPLOI (PVE) DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES	12 000 €
3359	MOUVEMENT DU NID - DELEGATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		6 800 €

5377	CICADE	Projet	GESTION D'UN LIEU RESSOURCE SPECIALISE DANS LE DROIT DE LA FAMILLE DES FEMMES ETRANGERES OU ISSUES DE L'IMMIGRATION	1 200 €
6587	OSEZ LE FEMINISME ! 34	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				31 900 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique SANTE :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		700 €
155	JALMALV - MONTPELLIER	Fonctionnement		3 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	Fonctionnement		600 €
233	MA VIE	Projet	MALADIES CHRONIQUES ET ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES	1 800 €
578	AVENIR SANTE	Projet	LOS ANGELS DE LA NUECH	12 000 €
		Projet	PREVENTION ET REDUCTION DES RISQUES EN MILIEU FESTIF A MONTPELLIER	4 000 €
674	SOS AMITIE MONTPELLIER LANGUEDOC	Fonctionnement		1 200 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	Projet	MON QUARTIER DU SOUFFLE	1 500 €

1425	ASSOCIATION RIRE, CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	Fonctionnement		3 000 €
1480	INFO DON 34	Fonctionnement		400 €
1806	AIDES MONTPELLIER	Projet	ACTIONS DE PREVENTION ET DE DEPISTAGE COMMUNAUTAIRE DU VIH ET DE L'HEPATITE C AUPRES DES HOMMES AYANT DES RAPPORTS SEXUELS AVEC DES HOMMES (HSH) ET DES PERSONNES MIGRANTES	1 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	Fonctionnement		3 800 €
3138	SOS HEPATITES LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	UNE SEMAINE CONTRE LES HÉPATITES	1 500 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	Fonctionnement		1 800 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	Fonctionnement		300 €
3794	POINT ECOUTE PARENTS ADOLESCENTS	Fonctionnement		1 500 €
4242	MEDECINS DU MONDES	Fonctionnement		1 000 €
4452	ASSOCIATION PR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS MTP HERAULT	Fonctionnement		1 000 €
5138	BLOUSES ROSES	Fonctionnement		500 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L'HERAULT	Projet	"UN BEBE LIVRE"	700 €
5532	ALLO PARENTS MONTPELLIER	Projet	"SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE A LA PARENTALITE"	900 €
5726	FRANCE ADO 34	Fonctionnement		500 €

5772	SOUFFRANCE TRAVAIL 34	Fonctionnement		500 €
		Projet	LES CAFES DEBATS DE L'ASSOCIATION SOUFFRANCE AU TRAVAIL 34	500 €
6305	DIABETE RECHERCHE EDUCATION ALIMENTATION METABOLISME	Fonctionnement		500 €
6594	LA COMEDIE DES NEURONES	Fonctionnement		400 €
6856	MIAM	Projet	"DE LA GRAINE A L'ASSIETTE"	570 €
TOTAL				45 670 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou les conventions le cas échéant;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 77 570 €;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Caroline NAVARRE)

**78. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « International »
Exercice 2020**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
3	UNICEF LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		700 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	ORGANISATION DE LA SEMAINE CULTURELLE RUSSE	700 €
456	MAISON DES TIERS MONDES ET DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE	Fonctionnement		8 000 €
		Projet	ORGANISATION DE LA 31EME QUINZAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE	2 000 €
548	EURO - GRECE FRANCE	Fonctionnement		700 €
		Projet	ORGANISATION DE LA FETE NATIONALE GRECQUE, DE STAGES DE DANSE AVEC DES PROFESSEURS VENUS DE GRECE, DE CONFERENCES AVEC DES PROFESSEURS ET INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER OU DE GRECE, ORGANISATION D'UNE CHORALE	500 €
		Projet	ORGANISATION D'UN CONCERT GRATUIT OUVERT AU PUBLIC AVEC 20 CHORISTES ET 4 MUSICIENS VENUS DE GRECE	500 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
931	AS SAINT - MARTIN MONTPELLIER	Projet	ACCUEIL DES VILLES JUMEEES LORS DU 54EME TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES (AVRIL 2020): ACCUEIL D'EQUIPES DE FOOTBALL DES VILLES JUMELLES DE MONTPELLIER	6 500 €
1073	FRANCE - ISRAËL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement		700 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement		13 000 €

1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		7 000 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET SA REGION	Fonctionnement		300 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	SEMINAIRE MONTPELLIER/BARCELONE A MONTPELLIER	250 €
		Projet	SEMINAIRE MONTPELLIER/HEIDELBERG A MONTPELLIER	250 €
		Projet	40EME RENCONTRE ENTRE MONTPELLIER ET HEIDELBERG A HEIDELBERG	1 000 €
		Projet	10EME RENCONTRE ENTRE MONTPELLIER ET BARCELONE A BARCELONE	1 000 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS - MONDE	Fonctionnement		2 700 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC - ROUSSILLON	Projet	15EME EDITION DU PRIX LITTERAIRE COUP DE CŒUR DE L'ASSOCIATION	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
5008	CASA AMADIS ASSO CULTURELLE DE LANGUE PORTUGAISE DE MONTPELLIER	Projet	FETE DE L'ILLUSTRATION, PROMOTION D'ARTISTES MONTPELLIER/ PORTUGAL	300 €
5072	GESTION MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement		105 236 €
		Projet	ACQUISITION BUREAUTIQUE, VIDEOPROJECTEUR, TRAVAUX DE RENOVATION ET AMEUBLEMENT DE LA CAVE	5 000 €
6665	LES AMIS DE LA SICILE. ASSOCIATION MONTPELLIER-PALERME	Fonctionnement		700 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONALE	Fonctionnement		300 €

7104	LES ENFANTS RUSSES DE MONTPELLIER	Projet	ORGANISATION DU FESTIVAL "LES VACANCES RUSSES "POUR PARTAGER LA CULTURE RUSSE AUX ENFANTS MONTPELLIERAINS	200 €
		Projet	ECHANGE LINGUISTIQUE AVEC ST-PETERSBOURG	100 €
TOTAL				159 336 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 159 336 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Luc ALBERNHE, Mylène CHARDES, Jean-Marc DI RUGGIERO, Isabelle MARSALA, Sauveur TORTORICI, Henri DE VERBIZIER)

79. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre notre commune la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC)

Dans un souci d'économie, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC), conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et est à ce titre notamment en charge de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adapté pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période d'exécution d'un an à compter de la notification.

Cet accord-cadre est composé d'un seul lot, pour des montants maximums pour chaque entité exprimés en € H.T. ci-dessous :

Pour la Ville de Montpellier :.....15 000 € HT

Pour Montpellier Méditerranée Métropole :65 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'achat de de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC), convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

**80. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de Prestations Services Traiteurs
Autorisation de signature**

Dans un souci d'économies, et en vertu des articles 2113-6 à 2113-8 du Code de la Commande Publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Prestations Services Traiteurs, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande conformément aux articles 2162-1 à 2162-14 du Code de la Commande Publique, sans minimum et sans maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en 3 lots, avec des montants estimatifs annuels pour chaque entité exprimés en € H.T. :

Lot n°1 Prestations Traiteurs haut de gamme :

Ville de Montpellier 70 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole .. 300 000 € HT

Lot n°2 Prestations Traiteurs traditionnelles :

Ville de Montpellier 60 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole .. 200 000 € HT

Lot n°3 Plateaux et sachets repas :

Ville de Montpellier 50 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole 5 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'achat de Prestations Services Traiteurs, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et d'investissement de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 7 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

81. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018
Rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
Stationnement sur voirie - Approbation

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Il convient de noter en préalable que la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables au 1^{er} janvier 2018. En effet, suite à la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil Municipal.

L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement, soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de

Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

Dans un souci d'amélioration de la qualité de services aux usagers du stationnement sur voirie, et afin de leur apporter d'une part, la garantie d'information de l'émission d'un Forfait-Post-Stationnement (FPS) en cas de non-paiement ou de paiement partiel du service, comme l'assurance d'un règlement sans majoration directe, et, d'autre part, la possibilité de formaliser un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) dans les délais impartis, la Ville de Montpellier a choisi de modifier le cycle de gestion des FPS.

Ainsi, par délibération en date du 28 juin 2018, la Ville a conclu avec l'ANTAI une convention en cycle complet. Cette modification a donné lieu à un premier avenant au contrat de DSP avec TaM Voirie par délibération en date du 27 septembre 2018, et a également entraîné la signature d'une convention de mandat pour l'encaissement des FPS par TAM voirie.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Stationnement sur voirie portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 22 novembre 2019.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) est établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante. Ce rapport est présenté à l'assemblée délibérante avant le 31 décembre.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement sur voirie de la ville de Montpellier, à ce compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FPS avec transmission à l'ANTAI et l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

Le délégataire est la société dédiée « TaM Voirie » filiale à 100% de la SEAML TaM, dont la ville est actionnaire à 9.11% au côté de Montpellier Méditerranée Métropole à 46.02%.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2018 porte donc sur la 1^{ère} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1. Fréquentation :

2 145 436 personnes ont utilisé le parc de stationnement d'environ 13 780 places payantes, dans les proportions suivantes :

- 92 % des usagers (1 966 452) sont des visiteurs horaires,
- 2 % des usagers (47 743) bénéficient d'un abonnement résident,
- 0,1% des usagers (2 687) bénéficient d'un abonnement pour les professionnels.
- 6% des usagers (128 554) bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et les détenteurs de la carte de stationnement multimodale permettant d'avoir ½ heure gratuite.

La mise en place de la dématérialisation (démarches et paiement) a été plébiscitée par une majorité d'abonnés et se développe auprès des visiteurs horaires.

2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :

Conformément aux prescriptions de la Ville, la mise en œuvre du contrôle du stationnement payant a été progressive. La priorité a été axée sur le travail de pédagogie par l'ensemble des équipes de TAM Voirie auprès des usagers.

De mars à décembre 2018, le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 084 826 véhicules. Environ 4 300 véhicules sont contrôlés chaque jour par les agents.

180 086 Forfaits Post Stationnement (FPS) ont été émis :

- 45% en zone jaune,
- 44 % en zone orange,
- 11% en zone verte.

3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :

FPS minoré :

En cas de paiement absent ou insuffisant du stationnement, un FPS est émis par un agent de TAM Voirie, affecté au contrôle. Un avis de paiement est apposé sur le véhicule.

L'utilisateur dispose d'un délai de 4 jours pour payer son FPS en tarif minoré (Zones orange et jaune : 17 euros ; Zone verte : 10 euros). Le paiement s'effectue auprès de TAM Voirie.

FPS nominal et majorés :

Après ce délai de 4 jours, le FPS relève du tarif nominal (Zones orange et jaune : 33 euros ; Zone verte : 17 euros).

De janvier à août 2018, la Ville était en cycle partiel avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI). TAM Voirie se chargeait de l'encaissement des FPS tarifs minoré et nominal. En cas de non-paiement, le FPS était adressé à l'ANTAI, 3 mois après son émission, qui se chargeait du recouvrement.

Après une délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2018, la Ville a conclu une convention en cycle complet avec l'ANTAI entrée en vigueur en septembre. L'objectif était d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers en sécurisant le processus d'information à leur rencontre. Désormais, l'utilisateur bénéficie d'un deuxième canal de notification : l'avis de paiement est adressé par courrier au domicile de l'utilisateur. Par conséquent, en cas de disparition ou de perte du 1^{er} avis de paiement déposé sur le véhicule, l'utilisateur aura grâce à cette 2nde notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 euros est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques peut ensuite procéder au recouvrement.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1. Les effectifs :

L'effectif de la société dédiée TAM Voirie est de 26 agents, complété par 8 agents de la société mère TAM :

- 24 agents sont affectés au contrôle,
- 1 agent est affecté à la planification, et au reporting des recettes,
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires,
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte,
- 1 agent est recensé pour le Management des équipes.

Du 1^{er} janvier au 31 août 2018, l'agence TAM Voirie rue Frederic Fabrège, a assuré l'information et la commercialisation des abonnements

Depuis le mois de septembre 2018, la commercialisation des produits et services est réalisée dans les espaces mobilité de TAM.

2. Investissements :

La mise en œuvre de la réforme s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

De ce fait, afin de favoriser l'appropriation des nouveaux outils par les utilisateurs, le programme initial des travaux a dû être modifié au regard de décisions techniques (ergonomie et technicité des horodateurs revus) ainsi que du maillage et du positionnement des horodateurs et des aires de stationnement.

En conséquence seuls 20 nouveaux horodateurs ont été mis en service en phase de test au cours de l'année 2018.

706 nouvelles places pour les deux roues ont été créées sur le territoire de la commune, dont 474 arceaux pour les vélos et 132 arceaux pour les motos et scooters, soit 176 aires de stationnement,

C/ Qualité de service :

Cette année 2018 a permis la baisse du nombre de véhicules « ventouses » sur la voie publique, avec pour conséquence l'accès à une plus grande liberté de places pour les usagers du service.

De nombreux questionnements et réclamations ont été adressés par les usagers au début de la réforme et se sont atténués très rapidement.

Avec la dépenalisation du stationnement payant, la contestation de la redevance de stationnement ne relève plus de l'ordre judiciaire, mais de l'ordre juridictionnel administratif. La loi institue une nouvelle procédure de contestation.

L'automobiliste peut contester son Forfait Post Stationnement selon une procédure organisée en deux temps :

1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires relevant du délégataire :

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 2,2% des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 3 956 RAPO traités :

- 71,6 % (2 832) des recours ont été admis.
- 1,8 % (70) des recours ont été jugés irrecevables,
- 27% (1 054) des recours ont été rejetés.

Les principaux motifs d'acceptation sont liés à la mise en place de la réforme (enregistrement en cours dans la base de données résident, gratuité liée aux PMR, cession de véhicule, dysfonctionnement du système de paiement dématérialisé et absence de FPS sur le véhicule).

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par TAM Voirie lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite.

2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, l'utilisateur a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant. Cette juridiction administrative spécialisée a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie. Elle est installée à Limoges.

101 recours ont été déposés en 2018. En raison d'un nombre important de demandes au niveau national, 38 recours ont été instruits :

- 24 rejets,
- 10 acceptations,
- 4 abandons de requérants.

Aucune ordonnance n'a été notifiée à la Ville en 2018.

D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

L'objectif de la tarification est de favoriser les rotations permettant la mise en œuvre d'une offre de stationnement au plus grand nombre, et de fluidifier la circulation en particulier dans le centre-ville.

Les tarifs varient selon les trois zones de stationnement :

- Zone jaune (courte durée) : stationnement limité à 5 heures,
- Zone orange (moyenne durée) : stationnement limité à 7 heures,
- Zone verte (longue durée) : stationnement limité à 9 heures.

Le stationnement est payant du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Il est gratuit le dimanche et les jours fériés.

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
1 heure	2,00 €	1,00 €	0,80 €
2 heures	4,00 €	2,00 €	1,00 €
3 heures	10,00 €	3,00 €	1,20 €
4 heures	17,00 €	4,00 €	1,40 €
5 heures	33,00 €	10,00 €	1,60 €
6 heures		17,00 €	1,80 €
7 heures		33,00 €	4,00 €

8 heures			10,00 €
9 heures			17,00 €

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

La carte de stationnement multimodale est délivrée à tout usager qui en fait la demande. Elle permet 30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant.

Des tarifications spéciales s'appliquent à certaines catégories d'usagers :

- Pour les résidents de Montpellier, les tarifs sont les suivants : 15 €/mois, 150 €/an
18 secteurs de stationnement ont été organisés. L'abonnement résident permet de stationner dans son secteur de résidence mais également dans un secteur limitrophe. Un tarif spécial est mis en place pour les résidents ayant un abonnement aux transports en commun : 3€/ mois ou 30 €/ an.
- Pour les professionnels (artisans, professionnels de santé, et aides à domicile), les tarifs sont : 2 €/jour, 20 €/mois et 200 €/an.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

1) Compte de résultat de TaM Voirie

Pour l'année 2018, le résultat net s'affiche à hauteur en bénéfice à hauteur de 361 K€ pour un prévisionnel au contrat de 371 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 5 849 K€ soit un écart de -410 K€ (-6.5%) par rapport aux prévisions contractuelles. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes horaires pour 59% (3 441 K€) ainsi que des recettes abonnés pour 14% (842 K€). En complément, les frais de contrôle et de surveillance tel que définis au contrat à 8.7€ par FPS émis, représentent 1 567 K€ soit 27% des produits.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 348 K€. Elles se composent pour 39% des frais de personnels (1 025 K€) et des prestations assurées par la société mère TaM (1 043 K€) ; pour 43% de la redevance versée à la Ville de Montpellier (2 310 K€ soit 39% du chiffre d'affaires) ; pour 5% des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 3.6% des amortissements et provisions ; 3.4% des achats et consommables et 2.4% des autres services extérieurs (commission CB, promotion, assurances, affranchissement).

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 135 K€ par an soit 947 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la ville, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 114 K€ de dépenses sur la première année pour le redéploiement des anciens horodateurs, des réparations de cartes, de modules et pour du paramétrage bancaire.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 7 M€ sur la totalité du contrat ; dont près de 4 M€ pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Le programme prévoyait 6.7 M€ d'investissements sur l'année 2018. Cependant au vu des difficultés techniques et de positionnement, et de la priorité axée sur l'information et la pédagogie auprès des usagers du service, un report des investissements principalement liés aux nouveaux horodateurs a été réalisé sur l'année 2019.

Les investissements sur l'année 2018 se sont élevés à hauteur de 489 K€ concernant essentiellement

de la signalétique, des logiciels et des aménagements divers.

2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement

La Ville de Montpellier a reçu 1 950 K€ de recettes provenant des FPS dont 1 567 K€ de TaM Voirie et 491 K€ de L'ANTAI. Elle a reversé 1 610 K€ de frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de agents de TaM Voirie et frais d'affranchissement et de traitement de l'ANTAI).

Après déduction de ses propres frais de gestion la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 330 K€ conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n° M2019-668 au Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019.

IV) Conclusion et perspectives

Cette première année de contrat a vu la mise en place de la réforme du stationnement sur voirie et a nécessité un important travail de communication et de pédagogie auprès des usagers.

Des comités entre les équipes de la ville de Montpellier et TaM Voirie se réunissent régulièrement et permettent un suivi de l'activité comme de la politique d'investissement et de renouvellement.

Les différents impacts de la mise en place de la dépenalisation sur les nouvelles pratiques de mobilité ou sur l'attractivité du centre-ville seront mesurés lors de la mise en place de l'observatoire des mobilités à partir de l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2018 ;
- de prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte des rapports.

Le Conseil prend acte du rapport.

Ne prennent pas part au débat : Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES

82. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 Crèche Henri Salvador - Approbation

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société « Les Petits Chaperons Rouges – LPCR Collectivités Publiques SAS » l'exploitation du service public de la crèche Henri Salvador par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 5 ans et 7 mois à compter du 1^{er} janvier 2018.

Conformément à l'article 3.1.2 du contrat de délégation, le délégataire a créé « LPCR DSP Montpellier SARL » qui est une société dédiée dont l'objet social est exclusivement réservé à l'exécution dudit contrat.

Par délibération du 3 mai 2018, le Conseil municipal a approuvé la cession de convention de

délégation de service public concernant l'exploitation de la crèche Henri Salvador vers la société « LPCR DSP Montpellier SARL ».

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Crèche Henri Salvador portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Monsieur Jean-Luc COUSQUER en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public présidée par Monsieur Vincent HALUSKA en date du 22 novembre 2019.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial. L'exploitation inclut également la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, réalisation et distribution des repas.

La délégation a débuté au 01/01/2018 pour se finir au 31/07/2023, soit une durée d'exploitation de 5 ans et 7 mois. L'année 2018 est donc la première année de délégation.

Les locaux se situent dans le quartier des Arceaux de Montpellier. La capacité de la crèche est de 101 places, dont 89 places en accueil collectif et 12 places en accueil familial. Il s'agit d'une crèche de garde qui a donc une obligation d'ouverture au mois d'août et pour l'accueil temporaire des enfants des autres établissements municipaux fermés pendant cette période. Elle a également intégré en début 2018 les enfants de l'ancienne crèche municipale Sophie Lagrèze, qui est désormais fermée.

La participation de la Ville de Montpellier a été fixée dans le contrat de délégation, à hauteur de 0,873€ par heure facturée.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Pour le multi-accueil collectif, le taux d'occupation en heures réalisées est de 58,76% et le taux d'occupation en heures facturées de 69,75%, soit un taux de facturation de 118,71%.

Afin d'encourager la mixité sociale, il est prévu contractuellement que le délégataire favorise autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée de présence inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2018, le taux de contrats à

temps partiel réalisé par le délégataire est de 22%, il est donc inférieur au taux contractuel de 40% minimum.

Pour le multi-accueil familial, le contrat de délégation de service public prévoit l'ouverture de 12 places en accueil familial sur des horaires élargis (6h-20h). Cependant, les difficultés de recrutement d'assistantes maternelles n'ont pas permis au délégataire d'ouvrir ces places en 2018.

2) La qualité du service public

a) Encadrement

L'accueil est assuré par 28,6 professionnels (ETP), avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 57,14 %, ce qui est satisfaisant au regard du contrat qui prévoit un minimum de 57%. Pour rappel, le décret du 07/06/2010 impose un taux minimum de 40 %.

En complément de l'équipe de professionnels permanents viennent s'ajouter deux vacataires, dont un pédiatre et un psychologue.

b) Offre d'équipement et le projet pédagogique

L'offre d'équipement est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier.

Pour cette première année d'ouverture, le projet pédagogique a été recentré sur les 3 axes suivants : la nature, l'éducation au développement durable et le développement du langage. Quotidiennement, des ateliers sont proposés aux enfants pour leur permettre d'acquérir de nouvelles connaissances, de développer leurs sens et leur motricité.

En parallèle, une salle snoezelen a été créée. Dans une ambiance zen, les enfants, en petits groupes, peuvent explorer les différentes propositions sensorielles mises à disposition. Cet espace est également mis à disposition des parents pour leur proposer de partager un temps de découverte et de bien être avec leur enfant.

c) Activités périodiques et temps forts

Des ateliers découvertes autour d'activités diverses sont proposés tout au long de l'année par la découverte des livres, l'éveil musical, la mise en place d'un potager, l'éveil au goût, le recyclage, l'éveil sensoriel, les jeux d'eau, etc.

Deux temps festifs avec les familles ont été proposés sur l'année : la fête de l'été avec des animations musicales, l'intervention d'une compagnie théâtrale et la découverte d'un jardin sonore ; ainsi que la fête de l'hiver qui proposait le spectacle « Le voyage des P'tites oreilles », suivi d'un temps de convivialité partagé autour d'un goûter.

d) Enquêtes de satisfaction

Deux enquêtes de satisfaction ont été réalisées en 2018 par le délégataire, afin de connaître les attentes des familles et de recueillir leurs avis quant à l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place. En mai 2018, la satisfaction globale des parents est de 7,1/10

(taux de participation de 30%). En octobre 2018, la satisfaction globale des parents est passée à 8,5/10.

3) La grille tarifaire

a) Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année. Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux de participation familiale x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

b) Taux applicables pour 2018

ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant / heure)	Taux de participation familiale	Tarifs plancher 2018	Tarif plafond 2018
1 enfant	0,06 %	0,41 €	2,92 €
2 enfants	0,05 %	0,34 €	2,44 €
3 enfants	0,04 %	0,27 €	1,95 €
4 à 7 enfants	0,03 %	0,21 €	1,46 €
8 enfants et au-delà	0,02 %	0,14€	0,96 €

Ressources plancher 2018	687,30 €
Ressources plafond 2018	4 874,62

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le rapport annuel du délégataire 2018 présente un déficit pour sa première année de contrat à hauteur de 242K€, avec un résultat d'exploitation également en perte de 256K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 891K€ et se composent à 60% de participation de la CAF, à 25% de participation des familles et à 15% de participation de la Ville de Montpellier (soit 136K€).

Les charges d'exploitation de 1 147K€ se composent à 69% de charges de personnel, à 10% de frais d'alimentation des enfants, à 9% de frais de siège et à 12% de diverses charges (impôts, taxes, eau, entretien, maintenance, etc.)

Des erreurs comptables ont été constatées sur les charges à hauteur de 16K€, celles-ci seront corrigées sur l'année 2019 par le délégataire. Elles auraient permis de remonter le déficit réel à hauteur de 226K€.

Malgré un exercice 2018 fortement déficitaire de la société « LCPR DSP Montpellier » et d'une solvabilité mise à mal pour cette première année, il convient de noter que la société dédiée dispose du soutien de son groupe sociétés « LPCR Groupe », dont les fonds propres sont satisfaisants. Par ailleurs, le résultat déficitaire consécutif d'une dérive liée à l'estimation des produits, reste toutefois

sans impact financier pour la Ville de Montpellier.

Il n'y a aucune obligation en matière de politique d'investissement. Le contrat impose au délégataire une provision pour gros entretien et renouvellement de 2 000€ HT par an qui n'a pas été respectée sur 2018. Une correction sera effectuée sur 2019 par le délégataire.

IV) Conclusion et perspectives

Malgré l'absence de mise en œuvre de l'accueil familial, de difficultés de recrutement et d'un accueil à temps partiel qui n'a pas atteint son objectif contractuel, la qualité de service a été préservée. En effet, le taux d'encadrement des enfants est satisfaisant et les parents ont exprimé une bonne satisfaction globale de la crèche.

La mise en place progressive de l'activité sur le premier trimestre de l'année 2018, ainsi qu'une sous-évaluation des besoins en charges, a entraîné un déficit important sur l'année 2018 pour le délégataire.

Suite au suivi de la Ville de Montpellier auprès du délégataire, l'exploitation s'est améliorée sur 2019, notamment du fait de meilleurs remplissages de la crèche, d'un personnel plus stable et de la fidélisation des familles, comme de la mise en place de l'accueil familial.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de ce rapport du délégataire de service public au titre de l'exercice 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte du rapport.

Le Conseil prend acte du rapport.

83. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 DSP Fourrière Automobile - Approbation

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENTS ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de Délégation de Service Public à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier).

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Jean-Luc Cousquer, en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public, présidée par Vincent Haluska en date du 22 novembre 2019.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du code de la route.

Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions.

Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement de véhicule hors d'usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2018 porte donc sur la 1^{ère} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1/ Enlèvements de véhicules :

En 2018, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 855.

Il est à noter que 86 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

L'activité Fourrière se compose de :

- 8 769 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
- 879 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur le lieu de l'intervention ;
- 121 véhicules ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 9 769 interventions en 2018.

- ✓ 1 399 véhicules pour la police nationale (14%);
- ✓ 8 370 véhicules pour la police municipale (86%).

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 99,13 %.

2/ Sorties de véhicules :

En 2018, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 7 673 enlèvements de véhicules facturés à leur propriétaire,
- 2 086 véhicules mis en destruction,
- 82 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2018, 59 procédures ont été concernées.

3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la Commune, il est mis en place dans ce nouveau contrat, un service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Le délégataire prend en charge gratuitement l'enlèvement, la destruction physique et administrative, sur demande des propriétaires des véhicules.

Ce service concerne 32 véhicules pour l'année 2018.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1 / Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville au délégataire :

- Un Site principal sis 1945 Avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6970 m² qui se compose de :
 - ✓ 5 540 m² de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
 - ✓ 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
 - ✓ 97 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire.Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles.
- Un terrain de stockage sis 280 chemin de Poutigon est réservé principalement aux véhicules de type « judiciaires » et « volés ». Ce site de stockage annexe a fait l'objet d'un agrément par arrêté préfectoral du 22 février 2018.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tramway « arrêt Sabines ».

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2018, les effectifs s'élevaient à 12 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 8 chauffeurs

Lors de l'absence longue durée de la chef d'exploitation, le directeur Fourrière EGS a assuré l'intérim. La prise de fonction d'un nouveau chef d'exploitation a eu lieu le 21/08/2018.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure.

3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 10 véhicules de remorquage : un camion plateau, huit véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues (location).

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires. Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 9 000 à 12 000 véhicules par an.

C/ La qualité du service public

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013.

La certification Qualiville (AFNOR) pour le guichet police municipale a été reconduite en octobre 2018.

Dans le cadre de la démarche de certification ISO 9002, un audit d'EGS a été réalisé par l'AFNOR le 4 décembre 2018.

D) La grille tarifaire :

Les tarifs des frais de fourrière appliqués pour l'année 2018 correspondent aux tarifs indiqués dans l'annexe 5 du contrat DSP.

Ils sont issus de l'arrêté interministériel du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs des frais de fourrière pour automobiles.

Catégories de Véhicules	Opérations préalables	Enlèvements	Garde journalière
Véhicules Poids Lourds 3,5 t ≤ PTAC ≤ 44 t	22,90 €	122,00 €	9,20 €
Voitures particulières	15,20 €	117,50 €	6,23 €
Autres véhicules immatriculés Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	7,60 €	45,70 €	3,00 €

Au-delà de trois jours de présence sur le parc, les véhicules doivent faire l'objet d'une expertise. Ces frais s'ajoutent alors aux frais de fourrière dus par le propriétaire du véhicule.

Le coût des frais d'expertise est de 18,80 €, majoré des frais de dossier de 24 €, soit au total 42,80 €.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2018, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de -198 K€ alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat déficitaire de -34 K€ soit un écart de -164 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 430 K€ (-5%) par rapport au prévisionnel contractuel. Les produits d'exploitation se composent d'enlèvement pour 44% (622 K€), des ventes de ferraille pour 21% (298 K€), de gardiennage pour 11% (160 K€), des judiciaires pour 10% (145 K€), de facturation de terrain privé pour 7% (96 K€) et de produits divers pour 7% (109 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 650 K€. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 50% (819 K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 19% (314 K€), des frais et charges de gestion pour 10% (165 K€), des amortissements pour 6% (94 K€), de surveillance pour 5% (87 K€) et des frais de structure pour 4% (71 K€). On note une dérive importante concernant les frais de personnel qui s'élèvent à 819 K€ contre 648 K€ dans le compte d'exploitation prévisionnel, soit une augmentation de 171 K€ (+26%) expliquant ainsi, en majeure partie, le déficit de cette première année de contrat.

La redevance perçue par la Ville de Montpellier s'élèverait à 318 K€. Elle se compose d'une part fixe de 100 K€ et d'une part variable de 15% des produits d'exploitation. Cette redevance apparaît cependant à hauteur de 314K€ dans la comptabilité du délégataire et des négociations sont en cours sur ce point.

Malgré les capitaux propres négatifs de cette société dédiée consécutifs au déficit réalisé, la structure est portée par un groupe avec des capitaux propres conséquents.

Le contrat impose une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 280 K€ sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville de Montpellier en cas de non utilisation. Le délégataire a actuellement utilisé 23.5 K€ sur l'année 2018. A la fin de la délégation, les sommes non consommées seront remboursées à la Ville de Montpellier.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 742 K€ en investissement dont 542 K€ en matériel de transport et 51 K€ en agencements (racks de stockage), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Des négociations sont en cours avec le délégataire sur l'état de l'inventaire (conformités des véhicules attendus au contrat et valeur nette comptable de fin d'année).

IV) Conclusion et perspectives

Le résultat déficitaire consécutif d'une dérive financière relative aux charges de personnel est toutefois sans impact pour le délégant. Des dysfonctionnements d'ordre comptable, et de suivi administratif par le délégataire doivent être corrigés.

Cette première année de contrat, marque une hausse des interventions de 5% par rapport à la précédente délégation malgré un parc contraint avec un stock important de véhicules faisant l'objet de réquisitions judiciaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de ce rapport du délégataire de services public au titre de l'exercice 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte du rapport.

Le Conseil prend acte du rapport.

**84. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018
Crèche Joséphine Baker- Approbation**

Par délibération du 27 Juillet 2009, le Conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche « Joséphine Baker » dans le cadre d'une délégation de service public.

Par délibération en date du 23 Juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à la société « Sasu People and Baby », présidé par Monsieur Christophe Durieux, l'exploitation du service public de la crèche Joséphine Baker par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} septembre 2015.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Crèche Joséphine Baker portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Jean-Luc Cousquer, en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public, présidée par Vincent Haluska, en date du 22 novembre 2019.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial des enfants de moins de quatre ans (ou de moins de six ans en accueil périscolaire).

Le service délégué se situe dans le quartier Ovalie à Montpellier et concerne l'accueil simultané de 69 enfants dans le cadre de 3 sections, sur la base d'un accueil mixte comprenant 60 enfants en accueil collectif et 9 en accueil familial chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement. L'accueil des enfants est assuré sur la base minimale de 230 jours par an, du lundi au vendredi, sauf jours fériés, avec une amplitude horaire de 11h00, soit de 7h30 à 18h30.

Le délégataire est chargé de la rédaction du projet d'établissement, et du projet pédagogique qui devra correspondre aux principes posés par le Projet Educatif Municipal. Il assure, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas dans des conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants.

La délégation s'étend du 01/09/2015 au 31/08/2021, soit une durée d'exploitation de 6 ans. L'année 2018 porte donc sur la 3^{ème} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Pour le multi-accueil collectif, le taux d'occupation de l'année 2018 en heures réalisées est de 72.85% et le taux d'occupation en heures facturées de 81.30%, soit un taux de facturation de 111.59%.

Afin d'encourager la mixité sociale, il est prévu contractuellement que le délégataire favorise autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2018, le taux de contrats à temps partiel réalisé par le délégataire est de 28% ; il est donc conforme au taux contractuel de 25% minimum.

Pour le multi-accueil familial, le taux d'occupation de l'année 2018 en heures réalisées est de 56.61%, et le taux d'occupation en heures facturées de 60.20%, soit un taux de facturation de 106.35%.

2) La qualité du service public

- Encadrement : l'accueil est assuré par 24,6 professionnels (ETP) avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 63 %, ce qui est satisfaisant au regard du décret du 07/06/2010 qui impose un taux minimum de 40%.

En complément de l'équipe de professionnels permanents viennent s'ajouter 4 vacataires dont un pédiatre (10 h / mois), un psychologue (10 h / mois), un musicien (3 h / mois) et une conteuse (4 fois / an).

- Offre d'équipement : l'offre est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier avec un minimum de 50% de produits

d'origine biologique.

- Projet pédagogique : dans le cadre du projet « Génération durable » du délégataire, des ateliers sont proposés quotidiennement aux enfants autour des thèmes suivants : « Exprimer ses émotions », « Recycler et créer », « S'ouvrir sur le monde » et « Se détendre, se relaxer ». En lien avec ce dernier thème, une des salles de la structure a été spécifiquement aménagée autour d'une ambiance zen, avec des jeux de lumière douce, des balles sensibles, des fils optiques, une table à lumière blanche...

- Activités périodiques et temps forts

- ✓ La crèche propose des ateliers « parents/enfants » où les parents sont conviés, une fois par trimestre et par section, à participer à une activité dans la section de leur enfant (parcours de motricité / réalisations de fresques / confections culinaires).
- ✓ Dans l'objectif d'accompagner les parents et de répondre à leurs questions, des « **Cafés Crèches** » sont organisés mensuellement. Il s'agit d'un moment d'échange entre les parents et les professionnels sous forme de petits déjeuners.
- ✓ **Ateliers musique** : intervention d'une musicothérapeute chaque mois (découvertes de nouveaux sons à travers la découverte de multiples instruments, chants, comptines...).
- ✓ **Ateliers contes** : intervention trimestrielle d'une conteuse de la médiathèque V. Hugo.
- ✓ L'année est rythmée par l'organisation de **temps forts** en fonction des mois et des saisons : fête de la galette, carnaval, fête du printemps, chasse aux œufs, fête des fleurs, fête de la crèche, fête de l'été, fête du goût, fête des feuilles et fête de fin d'année.

- Deux **enquêtes de satisfaction** ont été réalisées en 2018 par le délégataire, afin de connaître les attentes des familles et recueillir leurs avis quant à l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place.

En mai 2018, 97% des parents disent être satisfaits ou très satisfaits de la crèche Joséphine Baker (taux de participation de 40%).

En novembre 2018, 100% des parents disent être satisfaits ou très satisfaits de la crèche Joséphine Baker (taux de participation de 46%).

3) La grille tarifaire

- Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = de participation familiale x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

- Taux applicables pour 2018

ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant / heure)	Taux de participation familiale	Tarifs plancher 2018	Tarif plafond 2018
1 enfant	0,06 %	0,41 €	2,92 €
2 enfants	0,05 %	0,34 €	2,44 €
3 enfants	0,04 %	0,27 €	1,95 €
4 à 7 enfants	0,03 %	0,21 €	1,46 €
8 enfants et au-delà	0,02 %	0,14€	0,96 €

Ressources plancher 2018	687,30 €
Ressources plafond 2018	4 874,62

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de -84K€. Ce résultat déficitaire se compose d'un résultat d'exploitation déficitaire de -81K€ et d'un résultat exceptionnel déficitaire de -3K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 082K€ contre 1 024K€ en 2017 soit une augmentation de 6%. Les produits d'exploitation se composent de 509K€ de participation de la CAF soit 47% des produits, de 377K€ de participation de la Ville de Montpellier soit 35% des produits et de participation des familles de 1 93K€ soit 18% des produits.

Les charges d'exploitation restent relativement stables et s'élèvent à 1 163K€ contre 1 169K€ en 2017 soit une diminution de 0.5%. Elles se composent des charges de personnel pour 66% (768K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 11% (123K€), des impôts et taxes pour 6% (68K€), des frais d'alimentation pour 5% (55K€) et de frais de siège pour 4% (50K€).

Le coût net pour la Ville de Montpellier est représenté par la différence entre la participation versée (377K€) et la redevance perçue (123K€) soit un coût net de 254K€, représentant 23.5% des produits d'exploitation.

Malgré des résultats déficitaires depuis le début de la délégation et dans le cadre d'absence de société dédiée, il convient de noter que la solvabilité générale de la Sasu People&Baby reste bonne. Le résultat déficitaire consécutif d'une dérive financière liée à la gestion des charges reste toutefois sans impact financier pour le délégant Ville de Montpellier.

On note que le contrat n'impose pas d'obligation d'investissement ou de politique d'entretien et renouvellement. Cependant la structure a tout de même investi 6K€ en mobilier et matériel pédagogique.

IV) Conclusion et perspectives

La délégation dans sa troisième année, à mi-contrat, affiche des bons indicateurs. Le taux de remplissage de la crèche est conforme au contrat, les équipes sont stables, et il existe une très bonne communication entre le délégant et le délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de ce rapport du délégataire de services public au titre de l'exercice 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte du rapport.

Le Conseil prend acte du rapport.

85. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy
Mandat Ville de Montpellier/SA3M
Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2018) - Avenant n° 2

En 2011, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nouvel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Aussi les plateaux de bureaux ont été proposés à la location pouvant ainsi répondre à une demande d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Ainsi, une Autorisation d'Occupation Temporaire a été signée entre la Ville et la Métropole de Montpellier relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision du Maire n° 2016/0028, en date du 29 janvier 2016.

Dans l'objectif de poursuivre les locations de plateaux, il a été nécessaire de procéder à la réalisation de travaux en vue d'assurer la pérennité du bâtiment. Compte tenu de la complexité de l'opération, le Maire de la Ville a décidé, par décision n°2016/0041 du 15 février 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet, le pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de réalisation, entré en vigueur à la notification le 11 avril 2016.

Le programme initial de l'opération consistait à :

- La reprise du réseau de chaleur et de froid ;
- La réalisation des travaux nécessaires sur la partie plomberie, CVC, désenfumage ;
- La rénovation des ascenseurs ;
- La mise en conformité incendie ;
- Les travaux d'aménagement pour le déménagement de la Mission Grand Cœur.

Ce programme a connu une évolution en 2017 s'agissant des surfaces initialement prévues pour l'implantation de la mission Grand Cœur qui n'a pu être réalisé. En lieu et place, s'est installé le Service Espace Jeunesse.

Les études menées en 2017 sur le diagnostic des réseaux de chaud et de froid ont conduit à modifier l'hypothèse de départ consistant à rénover les réseaux en place. De l'amiante a été détectée dans plusieurs étages sur le réseau de froid, ne permettant pas d'intervenir sur ces réseaux en site occupé. Compte tenu de cette problématique le choix s'est porté sur la création d'un nouveau réseau de distribution de chaud et de froid pour les étages (R+2 à R+5).

A ce sujet et afin de mettre en adéquation la rémunération du mandataire aux prestations réalisées, en date du 29 janvier 2019, un avenant n°1 a été signé entre la Ville et la SA3M.

Par ailleurs, il a été convenu de poursuivre les travaux de rénovation de la sous-station y compris ceux alimentant la salle Pagézy : les réseaux alimentant cette salle sont défectueux et ne permettent pas de chauffer et de refroidir correctement cette salle. Les travaux menés sur la sous-station justifient le fait de les poursuivre jusqu'à la salle pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Enfin, le bâtiment a été labellisé « Architecture contemporaine remarquable ». Aussi des études complémentaires seront menées pour définir le type de rénovation ou de réhabilitation lourde nécessaire.

Ainsi exposé l'ensemble des problématiques liées aux travaux de la sous-station et de la salle Pagézy, il est nécessaire d'augmenter le budget consacré aux études de 80 000 € HT ainsi que l'enveloppe travaux de 181 000 € HT et l'enveloppe frais divers de 4 000 € HT. Compte tenu de ces travaux supplémentaires, il convient également de prévoir la part de rémunération correspondante pour le mandataire soit 10 000 € HT. Cet ajustement fait l'objet de l'avenant n° 2 joint en annexe.

Au 31 décembre 2018, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 1 267 000 € HT avec une augmentation de 275 000 € HT correspondant à la réalisation des études et travaux supplémentaires de rénovation de la sous-station alimentant la salle Pagézy de l'ancien Hôtel de Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de l'opération de mandat pour la réalisation des travaux, qui a été établi par la SA3M, mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'approuver l'avenant n° 2 qui fixe le nouveau montant de la rémunération du mandataire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

86. Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maitrise d'Ouvrage Déléguée Ville/SA3M
Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2018

Dans le cadre de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, créant obligation aux gestionnaires d'ERP, de mettre en accessibilité leurs bâtiments, la Ville de Montpellier par délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015, approuvait la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'ap), validé par la Préfecture le 31 décembre 2015.

En s'inscrivant dans ce dispositif dérogatoire en application de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014, la Ville a ainsi pu bénéficier de la possibilité de mettre ses bâtiments en conformité par le biais d'une programmation pluriannuelle de réalisation des travaux.

La période de réalisation, inscrite dans l'agenda programmé de mise en accessibilité, porte sur une période allant de 2017 à 2024.

Dans cet objectif, le Maire de la Ville de Montpellier, par décision n°2016/0238 du 23 août 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, a décidé de confier à la SA3M le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage, entré en vigueur à la notification le 3 octobre 2016.

Par délibération n° V2017/416 du 23 novembre 2017, un avenant n° 1 a été approuvé pour le versement d'une avance remboursable supplémentaire de 850 000 €, portant le montant total des avances à 880 000 €, afin d'éviter la génération de frais financiers.

Au cours de l'année 2018, des études ont été réalisées pour les 24 ERP du programme annuel et la SA3M a lancé une nouvelle consultation pour désigner les prestataires en charge de réaliser les travaux. 21 sites ont été concernés par les travaux de mise en accessibilité.

Au 31 décembre 2018, le montant global des dépenses de travaux s'élève à 17 586 000 € HT. Le nouveau bilan de l'opération n'indique aucune évolution par rapport au bilan initial, soit 24 228 000 € HT.

En 2019, 37 ERP sont programmés pour être mis en accessibilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de l'opération de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier communal, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

87. Occupation irrégulière au 1457, rue du Pioch de Boutonnet Protocole d'accord

La commune de Montpellier est propriétaire d'une villa avec dépendances sise au 1457, rue du Pioch de Boutonnet, parcelle cadastrée section BM, n° 397.

Le 29 avril 2019, suite à un appel d'un voisin, la police municipale a constaté l'entrée par effraction d'un groupe de trois personnes, donnant lieu au dépôt d'une plainte par la commune le jour même ainsi que le lancement d'une procédure d'expulsion devant le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

Par ordonnance du 29 mai 2019, le juge des référés a ordonné l'expulsion des occupants à défaut pour eux de libérer les lieux dans un délai de 6 mois suivant la notification de l'ordonnance.

La commune, souhaitant une libération rapide des lieux, a interjeté appel du jugement.

Le 28 novembre 2019, la Cour d'Appel de Montpellier a prononcé :

- l'expulsion immédiate des occupants à la signification de l'arrêt, tout en leur accordant le bénéfice de la « trêve hivernale » (jusqu'au 31 mars 2020);
- le paiement à la commune de Montpellier d'une indemnité d'occupation à hauteur de 800 € par mois pendant toute la durée de l'occupation (y compris rétroactivement), ainsi qu'au paiement des frais de première instance et d'appel.

Les occupants ont sollicité la commune de Montpellier afin que celle-ci renonce au bénéfice des sommes dues par eux s'ils s'engagent à libérer les lieux avant le 31 mars 2020, tel que prévu par l'arrêt de la Cour d'Appel.

Afin de permettre une libération rapide et une sécurisation des lieux, il vous est proposé de valider cette proposition par le biais d'un protocole d'accord.

Ledit protocole, joint en annexe, prévoit que les occupants s'engagent à renoncer à quitter les lieux au plus tard le 06 janvier 2020 en échange de quoi la Commune s'engage, elle, à renoncer à la perception des sommes et frais prévus par l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier.

A défaut pour les occupants de respecter leurs engagements, la procédure d'expulsion se poursuivra sans que puisse être opposée la trêve hivernale à la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le protocole d'accord tel que joint en annexe dans les conditions exposées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit protocole ainsi que tous documents relatifs à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

88. Propriété Legs Guiraud - Démolition des bâtiments pour mise en sécurité du site Autorisations d'urbanisme

Madame Henriette Gruat, Veuve Guiraud, décédée le 6 Mai 2008, a, par testament en date du 4 Juillet 2000, légué une propriété à la Ville de Montpellier. Celle-ci, située 1457 Rue du Pioch de Boutonnet, sur la parcelle cadastrale BM 397 (anciennement BM311p), est composée d'un terrain d'une superficie de 10 465m² supportant deux maisons attenantes de 113 et 70m² (maison du gardien). Ce legs a été accepté par la Ville par délibération du 27 Juillet 2009.

Les bâtiments sont vacants, leur accès est condamné mais ils font l'objet d'intrusions.

Afin d'assurer la sécurité sur ce site et dans le cadre de la gestion active du patrimoine, la Ville de Montpellier envisage la démolition des bâtiments.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la démolition des bâtiments sur la parcelle BM 397 ;
- de déposer les demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires pour mener à bien l'opération ;
- d'autoriser l'imputation de la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, chapitres 900 et 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Madame Titina DASYLVA entre en séance.

89. Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2019

Par lettre du 6 décembre 2019, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé la Ville de Montpellier que, conformément aux articles R. 212-9 et R. 235-11 du code de l'éducation, il envisageait de reconduire le montant de l'indemnité des instituteurs pour l'année 2019.

Son montant sera arrêté après avis des Conseils municipaux, puis du Conseil Départemental de l'Education Nationale, en tenant compte du taux de progression de la dotation spéciale instituteurs (DSI) versée aux communes pour chaque instituteur logé, ou au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) pour chaque instituteur indemnisé.

Les montants proposés pour l'année 2019 sont identiques à ceux de 2018 soit :

- 2 246, 40 € par an pour un instituteur célibataire, veuf ou divorcé sans enfant,
- 2 808 € par an pour un instituteur marié ou pacsé, avec ou sans enfant à charge et pour les instituteurs célibataires, veufs ou divorcés avec enfant à charge.

Monsieur le Préfet rappelle que l'Indemnité Représentative de Logement (IRL), due aux instituteurs non logés, est versée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T) au nom de la commune et sollicite l'avis du Conseil municipal sur cette affaire.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable à la proposition de Monsieur le Préfet de l'Hérault de reconduire comme sus indiquée l'Indemnité Représentative de Logement (IRL) versée par le CNFPT aux instituteurs non logés pour l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

90. Octroi de la protection fonctionnelle à un Conseiller municipal

Aux termes des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection peut leur être accordée d'une part, lorsque l'élue fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsqu'il est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions.

L'élue qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par lui) ;
- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à l'élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle de Madame Sabria BOUALLAGA, Conseillère municipale, victime de diffamation sur le réseau social Facebook.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées à Madame Sabria BOUALLAGA, Conseillère municipale, victime de diffamation sur le réseau social Facebook ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur le Maire : Octroi de la protection fonctionnelle à un Conseiller municipal. Il s'agit de Madame BOUALLAGA.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Vous ne pouvez pas.

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Je vais le faire si vous voulez. Madame BOUALLAGA a été, je dirais, diffamée ou insultée par une personne. Comment ?

Intervention hors micro de Madame BOUALLAGA.

Monsieur le Maire : Outragée par une personne et elle demande la protection fonctionnelle pour cela. Je propose de la lui accorder.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Sabria BOUALLAGA)

Monsieur Djamel BOUMAAZ entre en séance.

102. Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur le Maire de Montpellier

Aux termes des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection peut leur être accordée d'une part, lorsque l' élu fait l' objet de poursuites pénales à l' occasion de faits qui n' ont pas le caractère de faute détachable de l' exercice de ses fonctions et, d' autre part, lorsqu' il est victime de violences, menaces ou outrages à l' occasion ou du fait de ses fonctions.

L' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l' autorité territoriale en donnant tous les éléments d' information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L' octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l' élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Aide au recours au ministère d' avocat (librement choisi par lui) ;
- Prise en charge des honoraires d' avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à l' élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s' en est pas acquittée (la collectivité se retournant ensuite contre l' auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n' est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu' à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n' est accordée que jusqu' à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime,

donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, victime de diffamation lors d'un discours tenu à l'occasion du lancement officiel de la campagne d'un candidat à l'élection municipale de la commune de Vendargues diffusé le 1^{er} décembre 2019 sur le réseau social Facebook.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées à Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, victime de diffamation dans une vidéo diffusée sur le réseau social Facebook le 1^{er} décembre 2019 ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, prise en charge des condamnations civiles ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Monsieur Max LÉVITA : La demande de protection fonctionnelle se situe dans le cadre de ce qui a été indiqué. Il nous est demandé de nous prononcer sur cette demande de protection fonctionnelle à l'égard du Maire de Montpellier qui a été victime de diffamation lors d'un discours tenu à l'occasion du lancement officiel de la campagne électorale par Monsieur DUDIEUZÈRE sur la Commune de Vendargues. Je vous propose d'accorder l'octroi de cette protection fonctionnelle à notre Maire.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA.

Madame Sabria BOUALLAGA : Comme je n'ai pas pu m'exprimer sur mon affaire, je pense qu'il convient tout de même de rappeler certaines choses sur la montée des incivilités qui touchent les élus. Nous avons été très émus par le décès de Jean-Mathieu MICHEL, maire de Signes, qui a été tué par un chauffard en bord de route parce qu'il essayait d'empêcher quelqu'un de déposer ses gravats dans l'exercice de ses fonctions.

En date du 8 août, une note est parue faisant un état des lieux. Il y a eu 361 maires et adjoints qui ont été victimes d'atteintes involontaires à l'intégrité physique en 2018. 60 % de ces élus ont été victimes de menaces ou d'outrages, 40 % de violences physiques. 178 élus ont aussi été victimes d'outrages, ce qui augmente chaque année. Ces comportements n'en finissent pas d'augmenter. C'est pour cette raison qu'à mon sens, il est important de demander la protection fonctionnelle parce que je trouve, aujourd'hui, que l'engagement politique est déjà très difficile dans le contexte que nous connaissons. Si, en plus, on se fait insulter, on se fait agresser, que nos proches se font agresser ou alors que certaines personnes qui ont des entreprises ou des véhicules qui sont parfois saccagés, je trouve cela scandaleux.

Bien sûr, il ne faut pas utiliser la protection fonctionnelle de façon outrancière car il s'agit là de l'argent public. Mais, à mon sens, si nous voulons aussi changer les mentalités, il faut tout de même respecter la fonction de l' élu. Être attaqué de façon gratuite, de façon publique, de façon abjecte ne

peut pas être acceptable aujourd'hui. Et il me semble nécessaire de rappeler que chaque élu qui s'engage, quelles que soient les raisons pour lesquelles il s'engage, a le droit, même au sein du débat qui doit être, au respect comme nous devons le respect à nos concitoyens. Nous nous efforçons parfois de prendre sur nous pour justement ne pas leur manquer de respect. Donc, je pense qu'il y a des limites à ne pas franchir. Je voulais rappeler ces petites incivilités et ces chiffres qui sont importants à mon sens.

Monsieur le Maire : Merci Madame BOUALLAGA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 1 voix (Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

91. Convention mutualisée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2020-2022

En 2015, la Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap en formalisant une politique Handicap et en contractualisant avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), par la délibération n° 2014/563 du 17 décembre 2014.

Une convention signée du 1^{er} janvier 2015 au 31/12/2017 a permis de bénéficier d'un financement de plus de 950 000€ afin de réaliser les 10 fiches action du conventionnement définies dans les trois axes dans le projet :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Au-delà des subventions importantes (955 932€) dont la Ville a bénéficié pour mettre en œuvre sa politique handicap, l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, le pilotage du conventionnement a permis de structurer l'institution pour piloter efficacement cette politique et répondre aux objectifs formalisés dans la convention.

En 2018, un avenant est notifié pour proroger d'un an la convention de la Ville jusqu'au 31/12/2018.

Parallèlement, une réflexion s'est engagée sur le renouvellement de la convention et de son périmètre en raison de la mutualisation des fonctions Ressources Humaines de la Ville et de la Métropole.

Dans ce contexte, une démarche d'évaluation de la convention Ville 2015-2018 et un diagnostic organisationnel par un cabinet conseil ont permis de construire le projet de conventionnement mutualisé.

En avril 2019, le projet retenu est la reconduction du partenariat institutionnel en y intégrant la Métropole. Cette nouvelle convention permettra de poursuivre les actions engagées en faveur du maintien dans l'emploi et de l'intégration des personnes en situation de handicap à l'échelle des deux administrations rassemblées. La projection financière allouée par le FIPHFP est d'environ 850 000€ pour la période 2020-2022. La convention mutualisée comporte 6 fiches action :

- N° 1 Projet et politique handicap
- N°2 Gouvernance et organisation
- N°3 Accessibilité
- N°4 Recrutement
- N°5 Maintien en emploi
- N° 6 Communication

Les recettes du FIPHFP seront versées à la Ville de Montpellier, désignée comme chef de file. La convention étant un dispositif mutualisé, une partie des recettes sera redistribuée à la Métropole au prorata des actions prévues dans la convention.

Le projet de conventionnement a été présenté pour avis aux CHSCT et au Comité Local d'Engagement du FIPFHP pour validation du plan d'action et du financement.

La convention juridique sera éditée par le FIPHFP pour signature par toutes les parties en 2020. Un modèle de la convention ne peut donc être jointe à la présente délibération.

Par ailleurs, pour accroître son soutien aux employeurs publics, le FIPHFP a doté à chaque région d'un outil d'animation et de développement d'un large partenariat régional permettant de mobiliser les ressources disponibles au service de la mise en œuvre d'une politique publique d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Ce dispositif appelé Handi-Pacte pour l'emploi des personnes handicapées dans les trois fonctions publiques, affirme la pertinence d'une approche commune autour d'une démarche de plan d'action mobilisatrice des synergies sur l'emploi, le maintien dans l'emploi et l'insertion durable des personnes en situation de handicap.

Financé par le FIPHFP, Handi-pacte repose sur l'animation d'un réseau des correspondants handicap, des directeurs des ressources humaines et d'un comité des employeurs publics de la Région Occitanie animée par le préfet de région.

Les parties signataires s'engagent par cette charte à :

- Participer activement aux travaux du Handi-Pacte International ;
- Mobiliser leurs services appropriés au sein des établissements à l'occasion de ces travaux ;
- Favoriser la diffusion des expériences innovantes et des bonnes pratiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'inscrire les dépenses et les recettes correspondant au conventionnement avec le FIPHFP au budget de la Ville, chapitres 900 et 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention juridique, après approbation du comité local FIPHFP, la charte Handi-Pacte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

92. Travaux réglementés des jeunes en situation de formation professionnelle au sein de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier – Dérogation

La Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier souhaite soutenir la formation des apprentis en CAP, Brevet professionnel et BAC Professionnel des métiers de l'agriculture et des espaces verts en intégrant les jeunes aux équipes pour accompagner leur professionnalisation.

Afin de compléter sa formation théorique suivie dans les Centres de Formation des Apprentis (CFA agricole, CFA horticole, CFA des métiers territoriaux...), l'apprenti est affecté à des travaux qui nécessitent l'utilisation ou l'entretien d'équipements de travail et de machines sur les sites de la Ville de Montpellier.

Aussi, pour autoriser l'utilisation des machines aux mineurs d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans, le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale permet aux jeunes en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés » sous réserve de satisfaire aux conditions suivantes :

1° Avoir procédé à l'évaluation prévue aux articles L. 4121-3 et suivants du code du travail, notamment élaboré et mis à jour le document unique d'évaluation des risques professionnels, comprenant une évaluation des risques existants pour les jeunes et liés à leur travail; cette évaluation est préalable à l'affectation des jeunes à leur poste de travail

2° Avoir, à la suite de cette évaluation, mis en œuvre les actions de prévention prévues au deuxième alinéa de l'article L. 4121-3 du même code ;

3° Avant toute affectation du jeune à ces travaux :

a) Pour l'autorité territoriale d'accueil, avoir informé le jeune sur les risques pour sa santé et sa sécurité et les mesures prises pour y remédier et lui avoir dispensé la formation à la sécurité en s'assurant qu'elle est adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle ;

b) Pour le chef d'établissement d'enseignement, lui avoir dispensé la formation à la sécurité prévue dans le cadre de sa formation professionnelle, adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle et en avoir organisé l'évaluation.

4° Assurer l'encadrement du jeune en formation par une personne compétente durant l'exécution de ces travaux ;

5° Avoir obtenu, pour chaque jeune, la délivrance d'un avis médical relatif à la compatibilité de l'état de santé de celui-ci avec l'exécution des travaux susceptibles de dérogation. Cet avis médical est délivré chaque année soit par le médecin de prévention, soit par le médecin chargé du suivi médical des élèves et des étudiants ou des stagiaires de la formation professionnelle.

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour l'apprenti accueilli que pour le service accueillant, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises, il est souhaité par la présente délibération de dérogation aux travaux interdits qu'il soit accordé à ce jeune mineur d'effectuer des travaux dits « réglementés » à compter de la date de la présente délibération.

L'annexe 1 de la délibération précise :

- Les travaux sur lesquels portent la délibération de dérogation (notamment l'utilisation des machines et équipements de travail comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail et qui ne peuvent être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement),
- Les formations professionnelles concernées (CAP, Brevet professionnel et BAC Professionnel des métiers de l'agriculture et des espaces verts),
- Les lieux de formation connus (CFA agricole, CFA horticole, CFA des métiers territoriaux de la région Occitanie)
- Les qualités et fonctions des personnes chargées d'encadrer les jeunes pendant ces travaux (Maître d'apprentissage et Responsable d'équipe)

L'annexe 2 de la délibération précise le détail des travaux concernés par la délibération :

- Nature des travaux : taille, tonte, fauchage, élagage et tronçonnage
 - Nom des équipements de travail : tondeuse à conducteur à pied, débroussailleuse portative, taille haie, perche élagueuse, motoculteur...
 - Equipements de protection individuelle : pantalon anti coupure, lunettes de protection, gants, chaussures de sécurité, bouchons ou casque anti-bruit
- La nature des travaux n'expose pas au risque de chute de hauteur ni à la manipulation de produits chimiques

Comme le prévoit le décret n°85-603 modifié, la présente délibération de dérogation sera transmise pour information aux membres du CHSCT et adressée concomitamment, par tout moyen permettant d'établir la date de réception, à l'agent chargé des fonctions d'inspection de la Ville de Montpellier, mission assurée par le centre départemental de gestion de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les dérogations aux travaux réglementés telles que décrites ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

93. Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier

Direction du Secrétariat Général

Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions - Autorisation de signature

Depuis 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, engagées dans une démarche de convergence, se sont organisées au sein d'un organigramme commun avec une chaîne de direction générale mutualisée. De nombreux services communs ont depuis été créés, dans une logique de construction d'un schéma de mutualisation.

La Ville et la Métropole de Montpellier ont approuvé en 2016 la création du service commun de direction du secrétariat général, portant sur le seul poste de directeur, respectivement par délibération n°2016/403 du 20 octobre 2016 pour la Ville et n° 14181 du 25 octobre 2016 pour la Métropole.

Par délibération n°V2017/343 en date du 3 novembre 2017 pour la Ville et par délibération n°14978 en date du 2 novembre 2017 pour la Métropole, la Ville et la Métropole ont élargi ce service commun à l'ensemble du service du courrier ainsi qu'aux postes de chargé de mission Secrétariat Général (en charge notamment de la gestion des missions et formations des élus) et d'assistant de direction.

C'est dans ce cadre global que s'inscrit la démarche de mutualisation des deux services des assemblées, dont l'un des principaux objectifs sera d'être un interlocuteur unique aux pratiques harmonisées pour les directions et les élus concernant la gestion des assemblées délibérantes.

En effet, le cadre réglementaire et législatif commun et l'imbrication des compétences entre la Métropole et la Ville impliquent un nombre croissant de dossiers communs en matière de délibérations et plus globalement d'actes administratifs, dont le traitement unifié en termes de contrôle juridique et de garantie du caractère exécutoire est un enjeu majeur du fonctionnement de l'administration rassemblée.

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Les avis des Comités Techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ont été respectivement sollicités.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création du service commun Assemblées et Vie des Institutions ;
- d'approuver la convention de service commun de la Direction du Secrétariat Général ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

94. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg un agent titulaire de catégorie A à temps complet, assurant les fonctions de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg, afin de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville.

Il est donc proposé d'approuver le principe de la mise à disposition de cet agent, à compter du 1^{er} janvier 2020, pour une durée d'un an. La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, rembourse à la Ville de Montpellier à chaque trimestre échu la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de la Maison de Montpellier à Heidelberg ;
- d'autoriser l'imputation de la dépense correspondante sur les crédits ouverts au budget de la Ville, chapitre 936 ;
- d'approuver la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Mylène CHARDES, Henri de VERBIZIER)

95. Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle « Montpellier Contemporain ».

Le Centre de Culture Contemporaine La Panacée et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts sont réunis au sein d'un établissement public de coopération culturelle, le MoCo Montpellier Contemporain. L'objectif de cette structure est de maîtriser toute la filière professionnelle du monde de l'art, depuis

la formation des étudiants jusqu'à l'exposition des œuvres en passant par la création, l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Il est soumis à l'approbation du Conseil municipal, la mise à disposition de 8 agents titulaires de la Ville de Montpellier auprès du Centre Culturel la Panacée de l'EPCC MoCo :

- 1 agent de catégorie A relevant de filière Culturelle,
- 2 agents de catégorie B relevant des filières Administrative et Technique,
- 5 agents de catégorie C relevant des filières Culturelle, Technique et Animation.

La mise à disposition s'effectuera à temps complet pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2020.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'EPCC MoCo rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de huit agents titulaires auprès de l'EPCC MoCo ;
- d'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 933, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Guy BARRAL, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER)

**96. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier
auprès de Montpellier Sup Agro**

Créée en 1848 et installée à Montpellier depuis 1872, Montpellier SupAgro, l'institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier est la grande école historique d'un site reconnu comme pôle scientifique de premier rang mondial en agronomie, alimentation et environnement. L'établissement accueille chaque année plus de 1 600 étudiants en formation diplômante, sur un large éventail de cursus d'ingénieurs, licences professionnelles, masters, doctorat, et autres diplômes tels que le diplôme national d'œnologue. Chaque année, près de 83 500 heures-stagiaire en formation continue sont dispensées en réponse aux besoins des entreprises.

La Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier SupAgro, un agent titulaire de catégorie C à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2020 pour une durée d'un an, en vue d'assurer les fonctions de responsable des espaces verts de l'établissement.

La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement.

L'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier, Montpellier SupAgro, rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Sup Agro ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 935, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et l'établissement public Montpellier Sup Agro telle que présentée en annexe.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Chantal MARION)

**97. Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier
auprès de Montpellier Méditerranée Métropole**

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créer des services communs tels que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, la Direction de la Culture, le Département du Développement de l'Aménagement du Territoire, etc.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition de deux agents municipaux de catégorie C auprès du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, pour une durée de 6 mois à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe. Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de ces agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930-020-15-70846 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée métropole.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

**98. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole
auprès de la Ville de Montpellier**

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Adjointes administratifs territoriaux.

Rattaché auprès du service mutualisé Protocole et Accueil, l'agent sera mis à disposition à compter du 01/01/2020 pour une durée de 8 mois, à temps complet. Il exercera les fonctions de maître d'hôtel.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes sur le chapitre budgétaire 930-023-0.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d’approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- d’autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 930, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- d’autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

99. Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création de six postes

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la création d’un poste

Rédacteur : la création d’un poste

Attaché : la création d’un poste

Filière Technique :

Adjoint technique : la création de huit postes

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création d’un poste

Agent de maîtrise : la création d’un poste

Technicien : la création de trois postes

Ingénieur : la création de deux postes

Filière animation :

Adjoint territorial d’animation : la création de six postes

Adjoint territorial d’animation principal de 2^{ème} classe : la création d’un poste

Animateur territorial : la création d’un poste

Filière médico-sociale, sous filière sociale :

Agent spécialisé des écoles maternelles principal seconde classe : la création de quatre postes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- d'inscrire l'imputation de la dépense sur les crédits ouverts au budget de la Ville, sur le budget du personnel ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dispositif.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

100. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015, est présenté au Conseil municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et détaille enfin la situation sur la politique des ressources humaines de la Ville de Montpellier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport a été présenté au Comité Technique de la Ville de Montpellier lors de sa séance du 19 décembre 2019.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte du rapport.

Le Conseil prend acte du rapport.

101. Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la Ville de Montpellier est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable. La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité est venue modifier la finalité « une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables » par « transition vers une économie circulaire », ainsi que la finalité relative à la préservation de la biodiversité en y intégrant la notion de sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent.

La présentation de ce rapport s'effectue donc suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le présent rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Ville de Montpellier pour l'année 2019. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Ville pour l'année 2020.

L'ONU ayant annoncé dès 2018, que nous disposions de deux ans pour changer de modèle de développement face au **changement climatique**, la Ville de Montpellier accentue, en conséquence, ses politiques publiques qui accélèrent l'émergence de la ville adaptée. Elle introduit par ailleurs, cette année, dans son rapport de développement durable, les Objectifs de développement durables du Millénaire (ODD), qui deviennent un cadre pour ce nouveau modèle de développement local résilient.

Deux décisions de la Ville ont en particulier marqué, en 2019, son engagement **dans la lutte contre le changement climatique**. D'une part, **la déclaration d'urgence climatique**, votée par le Conseil Municipal, à l'unanimité le 18 juillet 2019, qui voit la création d'un **Fonds d'Urgence Climatique**, doté de plusieurs millions d'euros. Ce fonds permettra d'orienter les investissements vers la transition écologique, particulièrement dans les domaines de la rénovation thermique des bâtiments et des énergies renouvelables.

D'autre part, la révision et l'actualisation du Guide AURA qui a abouti en 2019 au nouveau « **Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste** ». Ce Manifeste édicte, selon les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, que tout investissement urbain, projet d'aménagement, de renouvellement, d'architecture, se conçoit à partir des réalités climatiques, environnementales et démographiques tangibles ou à venir. Il se structure autour de quatre-une « Ambitions » partagées et garantes de l'aménagement d'une ville résiliente et durable. En

septembre 2019, pour l'ouverture du 74ème débat général de l'Assemblée générale à l'ONU, puis au Ministère de la Transition écologique et solidaire, et à l'Unesco, en octobre, le Maire de Montpellier a présenté le « Manifeste de Montpellier », afin de qualifier le potentiel d'action des villes et des gouvernements, dans une stratégie commune de résilience.

Parallèlement, la Ville poursuit, depuis 2009, la démarche de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) exemplaires ainsi que celle d'« Ecoquartiers », devenues une référence en matière de quartiers durables. Cinq quartiers sont actuellement labellisés à différentes étapes. La ville se reconstruit également sur elle-même, le quartier du Nouveau Saint-Roch est une illustration de la façon dont la ville peut favoriser le retour de la nature en ville, et développer les échanges multimodaux. Sur cette ZAC de quinze hectares, le nouveau parc méditerranéen René Dumont, d'une superficie de 1,5 hectares, conçu comme une vallée clarière, a été créé par désimperméabilisation d'une surface artificialisée en hyper centre-ville. Il a bénéficié d'importantes plantations d'arbres en 2019 (246 unités). A termes, en 2022, 441 arbres composeront ce parc.

La politique de maîtrise de l'énergie, menée par la Ville depuis 1985, génère aujourd'hui simultanément des bénéfices écologiques et une économie financière de soixante et onze millions d'euros (cumulés). La Ville a, depuis 2010, engagé une démarche de production d'énergie solaire sur certains bâtiments : trois nouvelles centrales ont été inaugurées en 2019 : les halles Laissac ainsi que les Groupes scolaires BEPOS (bâtiments à énergie positive) Pape Carpentier et Benoite GROUL, portant à onze le nombre de centrales actuellement en fonctionnement sur des bâtiments municipaux.

Afin de réduire la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport, la Ville travaille aux côtés de la Métropole, à associer systématiquement des projets d'intensification urbaine en phase avec les projets de transport. Les aires piétonnes ont été étendues, à l'échelle de la ville centre, ce qui la classe aujourd'hui au rang des espaces urbains nationalement les mieux dotés en zones piétonnes.

Concernant les déplacements internes à la collectivité, la Ville mène depuis une dizaine d'années un plan qui a conduit à réduire le nombre de véhicules et la consommation de carburant en volume de plus de 20% en 10 ans. Ce résultat a été obtenu par la création de pools de véhicules partagés, la formation des agents à l'éco conduite et les reports modaux, notamment vers les vélos à assistance électriques (VAE).

En matière de préservation de la biodiversité et de protection des milieux et des ressources, ainsi que de sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent, le territoire montpellierain a une grande responsabilité, de par son appartenance au bassin méditerranéen, l'un des 35 « hot spots » mondiaux de biodiversité. Faisant le constat de cette responsabilité, la Ville de Montpellier est membre du Conseil d'administration de l'Agence Régionale pour la Biodiversité (ARB).

Sur le plan de l'observation, Montpellier arrive en tête du classement des villes françaises de plus de 200 000 habitants les plus arborées, correspond à 25% de son territoire (selon un classement réalisé par la start-up Kermap).

Afin de **préserver la biodiversité et d'économiser les ressources en eau**, la Ville de Montpellier est engagée dans la gestion écologique de ses espaces verts et naturels (dix espaces labellisés Eco jardins/deux nouveaux jardins partagés Bosphore et Escarceliers) et développe de nombreux projets pédagogiques et éducatifs avec les habitants. Dans le cadre de son action « Montpellier Cité Jardins », la Ville de Montpellier a mis en place au printemps 2019, le « **Permis de végétaliser** » permettant à chaque montpellierain de participer à l'embellissement de sa rue et d'être ainsi acteur

de l'amélioration de son cadre de vie.

La Direction du **Parc de Lunaret** élabore, depuis 2013, un projet de restructuration globale du site, ayant pour finalité que le parc zoologique devienne un sanctuaire de la biodiversité méditerranéenne. Un investissement total de 30 millions d'euros est programmé. En parallèle, les équipes du parc mettent en place, chaque année, des actions ponctuelles visant à l'amélioration continue des pratiques de restauration des milieux naturels et de préservation de la biodiversité locale. En 2019, les repousses naturelles des essences d'arbres ont été sauvegardées du débroussaillage, permettant un renouvellement des peuplements forestiers.

S'agissant des **économies d'eau** engendrées dans la gestion **interne** des bâtiments et espaces verts de 2007 à 2018, elles avoisinent les 2,7 M€. Les recherches et réparations anticipées des fuites représentent plus de la moitié de ces économies.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la volonté porte sur la mise en œuvre d'une politique municipale de solidarité et du vivre ensemble portée communément par la Ville, le CCAS et la Métropole.

Concernant l'amélioration du cadre de vie, au-delà de l'action portée dans le cadre de Grand Cœur, la Ville poursuit son action en faveur du cadre de vie dans tous les quartiers. En 2019, le projet « **Places à tous** » amorce une démarche concertée du réaménagement de l'épicentre de Montpellier.

La Ville soutient également de manière volontariste les associations **d'urgence sociale** : le SAMU social, et les associations de distributions **alimentaires** avec près de 265 000 € de subventions, dont 190 000 € dédiés à l'aide alimentaire.

La lutte contre la précarité énergétique, enjeu de territoire identifié dans le cadre du diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), élaboré par la Métropole, a conduit le Centre Communal d'Action sociale (CCAS), en lien avec la Ville et la Métropole, à créer un Service Local d'Insertion en faveur de la Maîtrise de l'Energie (SLIME). En 2019, le SLIME est étendu auprès des seniors.

De même, pour lutter contre la **fracture numérique** et créer du lien social, le projet d'un tiers-lieu Vill'âges connectés, accessible à tous les usagers du CCAS créé en 2018, s'est développé en 2019.

Un partenariat entre la Maison pour Tous Albertine Sarrazin et le CCAS a également permis de concevoir un **Festival Ecocitoyen Solidaire**.

Des colocations étudiantes en EHPAD, pour favoriser le soutien **intergénérationnel** font également partie des innovations sociales adaptées aux nouveaux besoins.

Enfin, en 2019, concernant la gestion des risques, et dans la perspective de développer une vision-partagée du risque avec la population et de mieux la protéger, la réalisation d'une carte interactive permettant de connaître les risques majeurs près de chez soi, a été mise en place. Une carte de déclinaison de l'outil concernant l'Obligation Légale de Débroussaillage en prévention du risque incendie de forêt a aussi été réalisée. Les deux cartes devraient apparaître d'ici la fin de l'année 2019 sur la page risquesmajeurs.montpellier.fr.

La transition vers une économie circulaire invite les collectivités à adopter des modes de production et de consommation responsables, par les services qu'elles rendent aux entreprises et à la population, et dans leur fonctionnement interne.

A travers ses projets de **halles et marchés**, comprenant 22 marchés et 4 halles, la Ville apporte son soutien à la qualité et à la diversité de l'approvisionnement, par exemple, le marché des Arceaux comporte des producteurs locaux en agriculture biologique, des apiculteurs...

Qu'il s'agisse de son open data, de la **cité intelligente** ou encore des capteurs, la ville de Montpellier poursuit, aux côtés de la Métropole son expérimentation de l'ouverture et de la diffusion des données publiques au service de l'environnement. Elle s'inscrit désormais pleinement dans la politique de Cité Intelligente portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

En interne, la Ville poursuit et amplifie les achats et les pratiques durables : l'approvisionnement en circuits-courts est mis en œuvre par l'insertion de clauses dans les marchés « traiteurs » pour les réceptions ; la généralisation de l'usage des carafes et verres d'eau du robinet pour toutes les prestations le permettant dans les salles et domaines municipaux ; la poursuite de l'amélioration du tri-sélectif dans les bâtiments municipaux. Ainsi, ont été mis en place par les **Maisons pour tous** en 2019, le tri sélectif, la généralisation des Ecocups (9 000 Ecocups commandées), et sur certains grands événements extérieurs, l'expérimentation des toilettes sèches.

Engagée pour la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets du 16 au 24 novembre et au titre de l'éco-exemplarité, la Ville et le CCAS invitent leurs agents à participer à cette mobilisation en ramenant des objets qui ne sont plus utilisés, pour être récupérés par Emmaüs.

La dématérialisation interne permet également d'économiser chaque année plus de 2,2 tonnes de papier, 50 000 euros d'économies de fournitures, de reproduction et d'affranchissement. Fin 2019 est opérée la dématérialisation des recueils des actes administratifs, la mise en place de la signature électronique et l'affichage numérique des actes administratifs.

Enfin dans le cadre des Rencontres Archives, la Ville et la Métropole ont pris pour thème en novembre 2019 « Regards croisés sur l'impact du numérique à la Ville et la Métropole », permettant entre autres de réfléchir à la transformation des pratiques de travail **en interne** depuis l'arrivée de l'outil numérique.

L'enjeu de l'épanouissement de tous les êtres humains

La réussite de cet objectif relève du partage d'une culture commune du développement durable.

Montpellier, riche d'une forte tradition médicale, est une ville active en faveur de la **santé**. Un des axes majeurs de la politique de la Ville est l'action qu'elle mène directement sur la santé du citoyen, à travers de nombreuses initiatives. En 2019, la Ville signe les Chartes « Vers Montpellier sans Sida », ainsi que « Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens ».

La Ville mène de nombreuses actions de prévention-santé, comme la Prévention et lutte contre les facteurs de risques des cancers. Elle poursuit l'éducation à la santé dans les écoles au travers de plusieurs opérations, en particulier « j'agis pour ma Santé » sur le thème de la nutrition, qui a concerné 1 000 enfants dans 6 **écoles en 2019**. De même dans le cadre de la politique alimentaire, un programme complet de sensibilisation et un plan sur l'alimentation durable sont mis en place, avec notamment l'édition d'un livret pédagogique et d'un diplôme de l'éco écolier, (200 enfants diplômés en 2019). L'opération « Ma cantine autrement 2015-2020 » agit pour une restauration scolaire de qualité et écoresponsable. D'avantage de produits de proximité, plus de bio dans les assiettes et de nombreuses actions de sensibilisation et de formation des agents concernés. La mise en place de barquettes bio végétales compostables, ainsi qu'un nouveau marché alimentaire priorisant les circuits-courts et les producteurs locaux, en sont quelques exemples.

Le Conseil municipal a par ailleurs dans sa déclaration de l'urgence climatique, programmé la mise en place d'ateliers éco-citoyens dans les écoles, durant les temps périscolaires, qui permettent à chaque enfant de comprendre le phénomène du changement climatique et les gestes citoyens à adopter pour préserver le climat.

L'amélioration des conditions d'accueil des enfants dans les écoles pour faire face au changement climatique est également prise en compte par des actions de désimperméabilisation favorisant la lutte contre les îlots de chaleur. Ainsi, les projets de jardins pédagogiques et le changement des revêtements ou la végétalisation des cours d'école participent à rendre perméable les sols et à limiter la réverbération. 2019 voit naître un site pilote à l'école Mermoz (2/3 d'enrobé et 1/3 de végétalisation). En 2020, deux cours d'écoles devraient être traitées dans le cadre d'un appel à projet de l'Agence de l'eau.

La Ville de Montpellier poursuit également une démarche de progrès pour la qualité de vie dans les **crèches**, pour y assurer un accueil de qualité pour la petite enfance. En janvier 2019, deux crèches

ont pu rouvrir suite à des travaux importants permettant notamment d'accroître la capacité d'accueil : Thérèse Sentis (quartier Près d'Arènes) et Pinocchio-Ile aux trésors (quartier Centre) : ces travaux ont été l'occasion de procéder à des rénovations importantes dans les structures et d'améliorer l'accessibilité, le confort thermique et l'ergonomie de ces établissements. Par ailleurs, la limitation de l'utilisation des produits d'entretien dans les crèches est en cours : deux structures d'accueil expérimentent depuis janvier 2019 l'entretien par la vapeur et vont donc réduire l'utilisation de produits chimiques. L'expérimentation pourrait être généralisée progressivement à toutes les structures en fonction de l'évaluation de cette expérimentation qui va avoir lieu à la fin de l'année.

Montpellier est aussi une **ville sportive**. Aujourd'hui les Montpelliérains peuvent faire du sport au sein des équipements municipaux, mais aussi au cœur de la cité, à l'occasion d'événements fédérateurs (Montpellier-Reine, Fête des Sports, Antigone des associations, etc.). La ville développe et améliore la pratique de plus de 50 disciplines accessibles à tous dans les 270 équipements construits et entretenus par la municipalité, avec un programme annuel d'animations. De manière générale la Ville s'engage dans la multiplication des événements écoresponsables, par la mise en place d'événements pilotes comme « la Coupe du Monde de foot féminin » ou le « Fise », elle installe par exemple des fontaines à eau temporaires, afin d'éviter l'utilisation de bouteilles plastiques

Concernant **la culture**, l'Agora des savoirs, depuis trois ans, s'est engagée dans une approche transversale, et a intégré chaque année des questionnements de fonds sur les sujets du plan climat et de la biodiversité, pour éveiller les consciences à l'urgence d'agir chacun à son échelle.

Pour répondre aux 5 finalités du développement durable, le cadre de référence national définit 5 éléments déterminants de démarche :

- concernant la **méthode**, une forme de gouvernance partagée est requise quand il s'agit de sujets qui ne peuvent être cantonnés à des visions de spécialistes et d'experts uniquement, tant elles relèvent hautement de l'intérêt général et de l'interdisciplinarité. Dans le cadre de la déclaration d'urgence climatique votée en juillet 2019, la Ville crée une assemblée pour le climat comprenant un tiers d'experts, un tiers d'associations et un tiers de citoyens, afin de conseiller et d'orienter la décision politique, vers les mesures les plus efficaces et les plus justes en matière de transition écologique ;
- pour ce qui est de la **participation** des acteurs du territoire et de la population, la gouvernance des projets est de plus en plus participative à l'échelle de la ville, notamment au travers des Conseils Citoyens, des Conseils de quartier, des plans d'action de Quartier, du Conseil Municipal d'Enfants, du Conseil de vie sociale du CCAS, des nombreuses réunions publiques organisées pour tous types de projets... Notons, pour exemple, que le montant du budget participatif mis en œuvre par la Ville en 2018 et 2019 pour financer les projets des conseils de quartier, s'élève à 600 000 €. Parmi les projets inscrits: des city stades (Grisettes, Malbosc), des travaux d'aménagement, des jardins partagés, des micro-fleurissement, des aires de jeux pour enfants, une opération de sensibilisation à la préservation de l'environnement ;
- l'organisation du **pilotage** et de **la transversalité** de la démarche de développement durable, sont ménagées par la Ville au travers d'une démarche en mode projet adoptée pour nombre d'actions mises en place, notamment autour du climat, avec création de comité de Pilotage pluridisciplinaire. En 2019, le Conseil Municipal des Enfants a ainsi pu être associé à l'élaboration d'un Plan Climat des enfants dans le cadre de la concertation du PCAET de la Métropole ;
- **la transversalité des approches** est traitée par la Ville sur de nombreux sujets comme la

mobilité, l'énergie, les déchets, ainsi que l'éco responsabilité ;

- **l'évaluation partagée et la stratégie d'amélioration continue** sont dorénavant prises en compte au travers de la démarche **Citergie**. En effet, la Ville s'est engagée au côté de la Métropole, au printemps 2019 dans cette démarche de labellisation européenne. Lors de l'audit qui s'est tenu le 11 octobre dernier, la qualité du dossier commun Ville Métropole a été soulignée par l'auditrice et la Commission Nationale réunie le 20 novembre l'a validé et accordé à la Ville et à la Métropole le label « Cit'ergie » avec un score de 58%.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2019, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte du rapport.

Le Conseil prend acte du rapport.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Il s'agissait là du dernier Conseil municipal de l'année 2019 et de la mandature puisse que nous voterons le budget, pour ceux qui seront élus, après les élections municipales. C'est un choix démocratique. Nous laissons à l'équipe vainqueur la possibilité d'organiser le budget comme elle l'entend. La seule chose que nous avons faite ce soir, c'est que nous avons reconduit ISO à l'identique comme en 2019 le financement des associations afin qu'elles ne soient pas dans la panade, c'est tout. Ensuite, c'est après les élections que les équipes qui seront aux commandes de la Ville de Montpellier décideront du budget. Cela s'appelle la démocratie.

Ensuite et personnellement, je voulais véritablement vous remercier chacun et chacune : d'abord, l'opposition. C'est normal. Dans une enceinte démocratique, on n'a pas tous le même avis. Il est normal que les affrontements démocratiques se fassent dans ces enceintes et assemblées. Je félicite la définition qu'a donnée Monsieur Guy BARRAL ce matin dans Midi Libre, qui est très juste et très complète. Puis, je voudrais dire à mon équipe, celle qui a gagné en 2014, même à ceux qui sont partis ailleurs, que ça a été un immense honneur que d'être aux commandes ensemble de la septième Ville de France. Je vous remercie et vous souhaite de bonnes fêtes.

Applaudissements.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 19 h 21.



Conseil municipal du 19 décembre 2019

Décisions prises par Monsieur le Maire et non présentées lors du précédent Conseil, conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°VD2019-491 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au sinistre ayant touché l'espace Martin LUTHER KING - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation

Objet : Le 19 janvier 2017, l'espace Martin LUTHER KING a été incendié après une effraction. Le sinistre a été déclaré à la compagnie d'assurance Dommages Aux Biens de la Ville de Montpellier, la SMACL. Après expertise, le montant des dommages a été estimé à 47 502.45€, franchise de 10 000€ déduite. A la suite du recours exercé à l'encontre de la compagnie d'assurance de l'association occupante, la franchise a été remboursée. Dès lors la compagnie d'assurance a indemnisé la Ville de Montpellier à hauteur de 56 571.61€.

N°VD2019-528 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04442 - Association en toute franchise Département de l'Hérault"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°19MA04442 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 1er octobre 2019 par l'association « En toute franchise Département de l'Hérault » contre l'arrêté n°PC3417218V0224 du 29 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a accordé à la société Odysseum Place de France SNC un permis de construire valant permis de démolir et autorisation commerciale.

N°VD2019-529 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04432 - SNC Le Polygone - SNC le Polygone II"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés près la Cour Administrative d'Appel de Marseille à la suite du dépôt de la requête n°19MA04432 le 1er octobre 2019 par la SNC Le Polygone et SNC Le Polygone II tendant à l'annulation du permis de construire n°PC3417218V0224 délivré le 29 avril 2019 en vue de la construction d'une surface de plancher de 8 430 m² sur le territoire de la commune de Montpellier en ce qu'il vaut autorisation d'exploiter.

N°VD2019-533 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°1905097-3TA- Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905097-3 le 27 septembre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier tendant à l'annulation de la décision du 26 août 2019 portant placement en congés de maladie ordinaire pour raison de santé à compter du 30 janvier 2019.

N°VD2019-537 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à la Convention d'Occupation Précaire du 17 impasse des Tanneurs Ville de Montpellier / Mme Dalila BENADJILA - Avenant n°1

Objet : La Ville de Montpellier représentée par son mandataire, la société Icade Property

Management, a conclu une convention d'occupation précaire avec Mme Dalila BENADJILA le 18 avril 2018, portant sur des locaux à usage d'habitation au 17 impasse des Tanneurs. L'article 2 de la convention étant erroné quant aux raisons justifiant la durée de la convention (référence à la réalisation de l'opération Campus au lieu de l'opération quais du Verdanson) il y a lieu de procéder à sa correction, sans incidence financière.

N°VD2019-538 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au Bail Commercial du 1er étage du Centre Technique Municipal Garosud Ville de Montpellier / BTP-CFA LANGUEDOC-ROUSSILLON - Avenant n°2

Objet : Il est proposé de valider a posteriori la location des locaux supplémentaires portant à 396,04 m² la surface totale des lieux loués au 1er étage du Centre Technique Municipal Garosud avec la société BTP-CFA Languedoc-Roussillon à compter du 1er janvier 2018, moyennant un loyer annuel de 42 647,35 euros HT

N°VD2019-543 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des chœurs au profit de l'association "Corée Graphie" pour le 10 novembre 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des chœurs est conclue avec l'association "Corée Graphie" pour le 10 novembre 2019, moyennant une redevance de 90€.

N°VD2019-544 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des chœurs au profit de l'association "Corée Graphie" pour les 12-13-14-15 et 16 novembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des chœurs est conclue avec l'association "Corée Graphie" pour les 12-13-14-15 et 16 novembre 2019, moyennant une redevance de 150€.

N°VD2019-547 - Direction de la Communication

Décision relative à l'avenant n°1 au N° 6B0174 - Hébergement du portail multi-sites internet montpellier.fr et des sites assos-zoo - Avenant de prolongation

Objet : Il s'agit du marché « Lot n°1 Hébergement du portail multi-sites internet montpellier.fr et des sites associés » attribué à l'entreprise EOLAS, pour un montant maximum annuel de 15 000 euros H.T.

La fin est prévue pour 04/12/2019, l'avenant doit prolonger sa durée jusqu'au 31/03/2020.

N°VD2019-548 - Direction de la Communication

Décision relative à l'avenant n°1 au marché N° 6B0174 - Référencement et statistiques du portail multisites montpellier.fr - Avenant de prolongation

Objet : Le marché « Lot n°2 Référencement et statistiques du portail multi-sites montpellier.fr » a été attribué à l'entreprise EOLAS, pour un montant minimum annuel de 15 000 euros HT et un montant maximum annuel de 45 000 euros HT. Il doit se terminer le 04/12/2019. Le présent avenant doit prolonger la durée du marché jusqu'au 31/3/2020.

N°VD2019-551 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au marché n°V9B0090ZO - Achat de matériels de transport tractés / Remorque porte caisson agricole et caissons / Remorque bétailière

Objet : Le parc de Lunaret doit acheter une remorque et quatre caissons afin de transporter des matériels divers et du fumier. Il doit être également acheté une bétailière pour le transport des animaux. Une procédure a été lancée sous la forme d'un marché ordinaire alloti (deux lots) pour une durée de 6 mois non reconductible. L'entreprise ETABLISSEMENTS DEVES, sise 630 route de Brune BP12-07210 Saint Symphorien-sous-Chomérac a été retenue pour le lot 1 pour un montant de DPGF de 46200 € HT, seule entreprise à avoir présenter une offre économiquement avantageuse. Pour le lot n°2, aucune offre n'a été déposée et il y a donc lieu de déclarer la procédure

infructueuse pour ce lot.

N°VD2019-554 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°1905387-3 TA Ressources Humaines - Recours indemnitaire"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905387-3 le 9 octobre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier, tendant à demander un recours indemnitaire suite à son accident de service du 6 février 2012.

N°VD2019-557 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre N° V9B0085EM passé selon une procédure adaptée pour des achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien Espaces Verts.

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° V9B0085EM « Achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien Espaces Verts » pour le lot n°1 à la société GALLOY 34 MOTOCULTURE VERT pour 7 marques (HONDA, TORO, ROQUES, LECOEUR, BUGNOT, RABAUD, PELLENC) pour un montant total maximum de commandes de 30 000 € HT, pour le lot n°2 à la société DUCHENNE pour 4 marques (ISEKI, PUBERT, ETHESIA et STIHL), pour un montant total maximum de commandes de 30 000 € HT, pour le lot n°3 à la société GALLOY 34 MOTOCULTURE VERT pour 3 marques (KUBOTA, HUSQVARNA et KIVA), pour un montant total maximum de commandes de 20 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.

N°VD2019-558 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à l'attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de fournitures et de matériels pour les structures et service d'accueil de l'enfance (V9D0015EM)

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché « Achat de fournitures et de matériels pour les structures et service d'accueil de l'enfance » sans minimum, ni maximum (n°V9D0015EM), pour le lot n°1 (jouets et jeux éducatifs) à la société LACOSTE pour un montant annuel de commandes estimé à 60 000 € HT, pour le lot n°3 (linge) à la société CEDOO pour un montant annuel de commandes estimé à 20 000 € HT pour le lot n°4 (mobiliers d'agencement et de jeu) à la société WESCO pour un montant annuel de commandes estimé à 15 000 € HT pour le lot n°5 (mobiliers de couchage) à la société WESCO pour un montant annuel de commandes estimé à 5 000 € HT pour le lot n°6 (mobiliers mousse) à la société WESCO pour un montant annuel de commandes estimé à 20 000 € HT pour le lot n°7 (changes pour bébé) à la société RIVADIS pour un montant annuel de commandes estimé à 60 000 € HT. Pour le lot n°2, en raison d'une erreur matérielle affectant l'une des pièces financières de la consultation sur ce lot, celui-ci est déclaré sans suite. Il s'agit d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum. Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2021, 2022, 2023) ;

N°VD2019-559 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative au contrat de fournitures, livraison et pose des modules de saut et des éléments de protection du site provisoire de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont -

Autorisation de signature

Objet : Dans le cadre du mandat de délégation de Maitrise d'ouvrage sur la réhabilitation du skatepark de Grammont et la création du site provisoire du BMX Freestyle, la SA3M a engagé la commande d'un escalier complémentaire pour accéder à la plateforme de lancement de la zone

Tricks Learning par l'avenant n° 1 au marché 02928 F19.01 de SAS HURRICANE et pour un montant de 11 275 € HT. L'augmentation correspond à 2.30 % du montant du marché initial.

N°VD2019-560 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un marché en appel d'offres ouvert pour la location de matériels d'hygiène, accessoires et de tapis de sol - V9D0017EM

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° V9D0017EM « Location de matériels d'hygiène, accessoires et de tapis de sol » à la société INITIAL SAS pour un montant estimatif annuel de 150 000 € HT. Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

N°VD2019-561 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n° 7D0011 - Maintenance de la Vidéoprotection de la Ville de Montpellier - Avenant n° 1 - Changement des indices de révision des prix - Autorisation de signature

Objet : Considérant que les indices de révisions des prix relatifs au marché n° 7D0011 "Maintenance de la Vidéoprotection de la Ville de Montpellier" ne sont plus d'actualités ou introuvables, il est décidé, après concertation avec la Trésorerie Municipale, de définir et appliquer de nouveaux tarifs.

N°VD2019-562 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux réseaux professionnels des parcs zoologiques pour l'exercice 2020

Objet : Il est proposé de renouveler pour l'année 2020 l'adhésion aux associations de conservation des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels de parcs zoologiques pour un montant total de 11 930,16 €

N°VD2019-563 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées-Exercice 2020

Objet : Il est proposé de renouveler l'adhésion aux associations et fondations de conservation in situ des espèces animales menacées et de fixer le montant total des cotisations pour l'exercice 2020 à 18000 € TTC.

N°VD2019-564 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°1905597-1 TA - Régis COTENCIN"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier consécutivement :

- à l'annulation par le Conseil d'Etat du jugement n°1703277 du Tribunal Administratif de Montpellier du 20 décembre 2018 annulant à la demande de Monsieur Régis CONTENCIN l'arrêté du Maire n° PA 34 172 16V0003 du 12 janvier 2017 octroyant un permis d'aménager à la société ANGELOTTI AMENAGEMENT valant permis de démolir et portant sur la création de cinq lots à usage d'habitat individuel sur un terrain situé 322 rue de l'Aiguelongue;
- au renvoi de cette affaire par le Conseil d'Etat au Tribunal Administratif de Montpellier sous le numéro d'enregistrement 1905597-1.

N°VD2019-565 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative au marché n°V9B0027UV "Prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers" - Avenant n°1

Objet : Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de la société RIVES DICOSTANZO au groupe DMAX, 8/10 rue Gustave Eiffel, 92110 CLICHY, nouveau titulaire pour le motif

suivant : le groupe DMAX, s'est vu attribuer le 17 septembre 2019, par le Tribunal de Commerce de Toulouse la reprise des actifs de l'entreprise Rives Dicostanzo placée en redressement judiciaire depuis le 25 avril 2019. Cet avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

N°VD2019-566 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Théâtre Jean Vilar - Autorisation de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales dans le cadre de la programmation du théâtre Jean Vilar.

N°VD2019-568 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Association des riverains de la rue des Carmélites - Conseil d'Etat"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats Lyon Caen près le Conseil d'Etat suite au dépôt du pourvoi par l'Association des riverains de la rue des Carmélites contre le jugement n°1800361 et 1803926 rendu le 27 mars 2019 par le Tribunal Administratif de Montpellier rejetant la demande d'annulation de la décision du 28 novembre 2017 par laquelle le Maire de Montpellier a délivré à la SCCV Therasianum Carmélites un permis de construire portant sur la réalisation d'une résidence hôtelière rue des Carmélites à Montpellier d'une part et rejetant la demande d'annulation de la décision du 26 juin 2018 octroyant un permis modificatif d'autre part.

N°VD2019-569 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative au Marché 6D0038 - Avenant n° 2 au marché de Maintenance, Prestations et Acquisitions complémentaires sur le logiciel de gestion du temps E-Temptation

Objet : Suite à l'absence dans le BPU initial du module « HQ Décision » et de la maintenance associée, de la maintenance détaillée par type de borne et têtes de lecture dans le bordereau des prix unitaires du marché de « Maintenance, Prestations et Acquisitions complémentaires sur le logiciel de gestion du temps E-Temptation » attribué à la société HOROQUARTZ, il convient de modifier le bordereau des prix unitaires dudit marché référencé sous le n° 6D0038.

N°VD2019-570 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à la rétrocession concession trentenaire Acte 45895

Objet : Rétrocession concession trentenaire Acte 45895 pour un montant de 971€. Demande faite en raison d'un changement de domicile pour rapprochement familial

N°VD2019-571 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative au renouvellement de la cotisation à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) pour l'année 2019

Objet : Renouvellement de la cotisation de 2000 € en 2019 à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif.

N°VD2019-572 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à la convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines du 26 Septembre 2019 au 12 Juin 2020 - Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il est proposé de passer une convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines avec Montpellier Méditerranée Métropole, fixant les limites d'intervention pour la période du 26 septembre 2019 au 12 juin 2020, selon le tarif en vigueur arrêté pour l'année 2019.

N°VD2019-573 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°1905699-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête

n°1905699-3 le 25 octobre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier tendant à l'annulation de la décision du 26 août 2019 portant prolongation du placement en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 4 juillet 2019.

N°VD2019-574 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à la convention de mandat de travaux pour la mise en sécurité et la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret

Avenant n°1 - Autorisation de signer l'avenant

Objet : Le présent avenant n°1 à la convention de mandat de travaux relative à la mise en sécurité et la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret a pour objet d'augmenter le montant du versement de l'avance au mandataire initialement prévue et versée à hauteur de 300 000 €. En effet, l'avance actuelle est insuffisante au regard des dépenses prévisionnelles à assumer par le mandataire (SA3M). Il s'agit donc d'allouer au mandataire une avance complémentaire à hauteur de 2 000 000 € qui fera l'objet d'un remboursement à l'expiration de la convention de mandat.

N°VD2019-575 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association UNICEF pour le 20 novembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue à titre gratuit avec l'association UNICEF pour le 20 novembre 2019.

N°VD2019-576 - Direction de l'Education

Décision relative à la construction du groupe scolaire croix Lavit (Benoite Groult) - Marché n° 6D0050 - Prolongation du délai pour le lot 11 - Avenant n°4

Objet : Dans le cadre de la construction du groupe scolaire (Malbosc - Croix Lavit) Benoitte Groult, un avenant de prolongation est nécessaire au marché 6D0050 attribué par décision VD/2017/343 en date du 27 novembre 2017 à l'entreprise SPIE. En effet, un arrêt de chantier, de trois semaines, imposé par l'Inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade. Les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier. Par conséquent, certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019. Des interventions décalées, des entreprises de voirie, réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier. Ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019. En conséquence, il est nécessaire de signer un avenant n°4 de prolongation de la durée du marché pour le lot 11 portant la date de fin du marché au 1er décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019.

N°VD2019-578 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative au marché public de prestations de services n° V8B0010RU pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de pratiques durables et innovantes dans les opérations d'aménagement et de construction de la Ville

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la décision attribuant le marché n° V8B0010RU pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de pratiques durables et innovantes dans les opérations d'aménagement et de construction de la Ville avec FRANCK BOUTTE CONSULTANTS.

N°VD2019-580 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1905729-1 TA - ASSOCIATION NON AU BETON"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905729-1 le 29 octobre 2019 par l'Association NON AU BETON contre l'arrêté n° PC 34172 19

V0033 en date du 12 juin 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire valant permis de démolir à la société SOGEPROM SU REALISATIONS concernant la construction d'un ensemble immobilier 240 rue de Fontcarrade.

N°VD2019-581 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au marché n°V9B0091ZO - Entretien des parcelles forestières du parc zoologique de Lunaret

Objet : Dans le cadre du plan de gestion forestier en vigueur visant à réduire le risque incendie il est impératif de traiter la végétation incluse dans le périmètre ICPE du parc zoologique de Lunaret. Aussi ces opérations de traitement consistent à des travaux d'entretien forestier consécutifs à d'importants travaux initiaux de réouverture des peuplements réalisés entre 2017 et 2018. Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes avec un minimum (30 000€ HT) et un maximum (60 000 € HT) pour une durée d'un an non renouvelable à compter de la notification du marché. Ces travaux concernent donc d'une part, le débroussaillage sélectif sur l'ensemble des parcelles à traiter et d'autre part, l'élagage de pins d'Alep. Suite à l'analyse des offres, l'entreprise GORCE SARL, sise, 261 Rue Gustave Courbet-34750 Villeneuve les Maguelone a été retenue.

N°VD2019-584 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 4 décembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 4 décembre 2019 moyennant une redevance de 30€.

N°VD2019-585 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Centre International de Musique Médiévale" pour les 23-24 et 25 octobre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association "Centre International de Musique Médiévale" pour les 23-24 et 25 octobre 2019 moyennant une redevance de 90€.

N°VD2019-586 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête 1905680-1 TA - Monsieur et Madame GIMENEZ Jean"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°1905680-1 le 21 octobre 2019 par Monsieur et Madame Jean GIMENEZ contre l'arrêté n°PC3417219V0088 délivré le 16 septembre 2019 par le Maire de Montpellier au Département de l'Hérault en vue de l'installation de bâtiments modulaires, la rénovation d'un bâtiment existant et l'édification d'un bâtiment de liaison rue Guglielmo Marconi.

N°VD2019-587 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Assignation TGI - BOUTOT Magali"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal De Grande de Montpellier suite à l'assignation reçue le 15 novembre 2019 à la demande de Madame Magali BOUTOT tendant à engager la responsabilité de la Ville consécutivement à l'arrêté municipal du 19 août 2013 s'opposant à l'abattage d'un arbre situé sur sa propriété et à l'origine d'un litige l'opposant à Monsieur MATTE LA FAVEUR.

N°VD2019-591 - Direction de l'Education

Décision relative au marché n° V9B0077AI - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination - Transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire '

Objet : La Ville de Montpellier a besoin de confier une Mission d'Ordonnancement, Pilotage et

Coordination pour la transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire de 7 classes. Une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9B0077AI. Le marché a été attribué au candidat ARTEBA SARL qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 73 710 € HT au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire.

N°VD2019-596 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête 1905974-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905974-3 le 9 novembre 2019 par un agent de la Ville contre l'arrêté municipal n°VAI2019-2118 du 30 avril 2019 relatif à l'application d'une sanction disciplinaire du 4ème groupe: mise à la retraite d'office.

N°VD2019-599 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête en référé n°1906004-1 TA - CHARRAUD Eric Stéphane"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinets d'Avocats Gil et Cros près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé mesures utiles n°1906004-1, le 13 novembre 2019, par Monsieur Eric Stéphane CHARRAUD tendant à condamner la Ville :

- à prendre toutes les mesures pour corriger les travaux non conformes de voirie publique participant aux inondations des sous-sols de la résidence Théodora avenue Nina Simone,
- à dresser les procès-verbaux des non conformités au permis de construire n° 34172V0196 de la résidence Théodora et les faire corriger.

N°VD2019-600 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04917 CAA - COUTU Bernard"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "PARME" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille à la suite du dépôt de la requête n°19MA04917 le 18 novembre 2019 par Monsieur Bernard COUTU contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1800461 du 17 septembre 2019 rejetant sa demande indemnitaire pour préjudices Moral et matériel consécutivement à l'inhumation de son père.

N°VD2019-601 - Direction des Finances

Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB

Objet : Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la Métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont le Crédit Agricole CIB pour 10 M€.

N°VD2019-605 - Direction Sports et Jeunesse

Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportifs - Gymnase Marcel CERDAN - Renouvellement de la convention de partenariat - Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Jules FERRY – Du 01/01/2019 au 31/12/2020

Objet : Renouvellement de la convention d'utilisation du gymnase Marcel CERDAN entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Jules FERRY, qui s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités.

N°VD2019-613 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes 19063791 et 1906379-1 TA GHUYSEN Grégoire

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et Associés près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°1906427-1et n°1906379-1 par Monsieur Grégoire GHUYSEN contre la décision du 10 octobre 2019 n°VD2019-

531 par laquelle le maire de la commune de Montpellier a exercé le droit de préemption urbain sur la propriété de Monsieur Jean et de Madame Gayola constituant le lot n°11 de la copropriété sise 7 rue Boussairolles.